MERCREDI 10 JUILLET 2024
80E ANNÉE – Nº 24733
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde



SCIENCE & MÉDECINE – SUPPLÉMENT | **OUVREZ L'ŒIL CET ÉTÉ SUR LES SCIENCES**

La gauche en quête d'un premier ministre

▸ Les chefs des partis de gauche enchaînent les réunions pour tenter de s'entendre sur le nom d'un chef du gouvernement

▸ Pour sortir de l'impasse et éviter de laisser la main aux « insoumis », certains réclament un vote des députés du NFP

▸ Les leaders de la gauche se méfient d'Emmanuel Macron, qui ne leur a pas adressé le moindre signe. Ils craignent que le chef de l'Etat parvienne à imposer son tempo attentiste

▸ Dans une tribune au « Monde », Stéphane Séjourné, le secrétaire général de Renaissance, trace les contours d'une éventuelle coalition

PAGES 2-3, IDÉES P. 23-24 ET CHRONIQUE P. 26



Des députés écologistes arrivent à l'Assemblée nationale, le 9 juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

RN
Plusieurs personnalités du parti d'extrême droite ont dénoncé les erreurs stratégiques de Jordan Bardella. Le directeur général du RN a démissionné
PAGE 6

ASSEMBLÉE NATIONALE
Les députés prennent leurs quartiers dans le contexte particulier d'un Hémicycle sans majorité
PAGES 4-5

ENTRETIENS
Le constitutionnaliste Julien Boudon décrypte la marge de manœuvre du chef de l'Etat, tandis que l'économiste Thomas Philippon pointe les « urgences » du nouveau gouvernement : le budget et l'éducation
PAGES 8-9

EUROPE
Après le soulagement, l'expectative : les principaux pays et les institutions communautaires craignent une paralysie de la France
PAGES 10-11

Education
Plus de 3 000 postes d'enseignant sont à pourvoir

Les concours de recrutement le démontrent : le prochain ministre de l'éducation devra faire en sorte de rendre le métier plus attractif
PAGE 14

KIEV UN HÔPITAL PÉDIATRIQUE ET UNE MATERNITÉ BOMBARDÉS

LA CAPITALE UKRAINIENNE a subi, lundi 8 juillet, l'une des attaques aériennes les plus meurtrières depuis le début de l'invasion russe. Le plus grand hôpital pédiatrique du pays et une maternité privée ont été frappés par des missiles, causant, selon un bilan encore provisoire, la mort de 27 personnes, dont plusieurs enfants.

Notre envoyé spécial à Kiev a pu constater l'étendue des dégâts et parler avec certaines victimes. Un homme, dont le fils venait d'être opéré, serre les dents : *« Les Russes savent ce qu'ils font. Ils ont fait exprès de tirer sur un hôpital pour enfants. »*

Selon les autorités ukrainiennes, l'hôpital pédiatrique a été visé par un missile russe de type X-101. Le maire de Kiev a par ailleurs reconnu que la clinique avait été frappée par des débris de missile abattu par la défense antiaérienne ukrainienne.
PAGE 12

Royaume-Uni
Fin de la politique d'expulsion des migrants vers le Rwanda

Le nouveau premier ministre britannique, Keir Starmer, a déclaré l'accord « mort et enterré »
PAGE 13

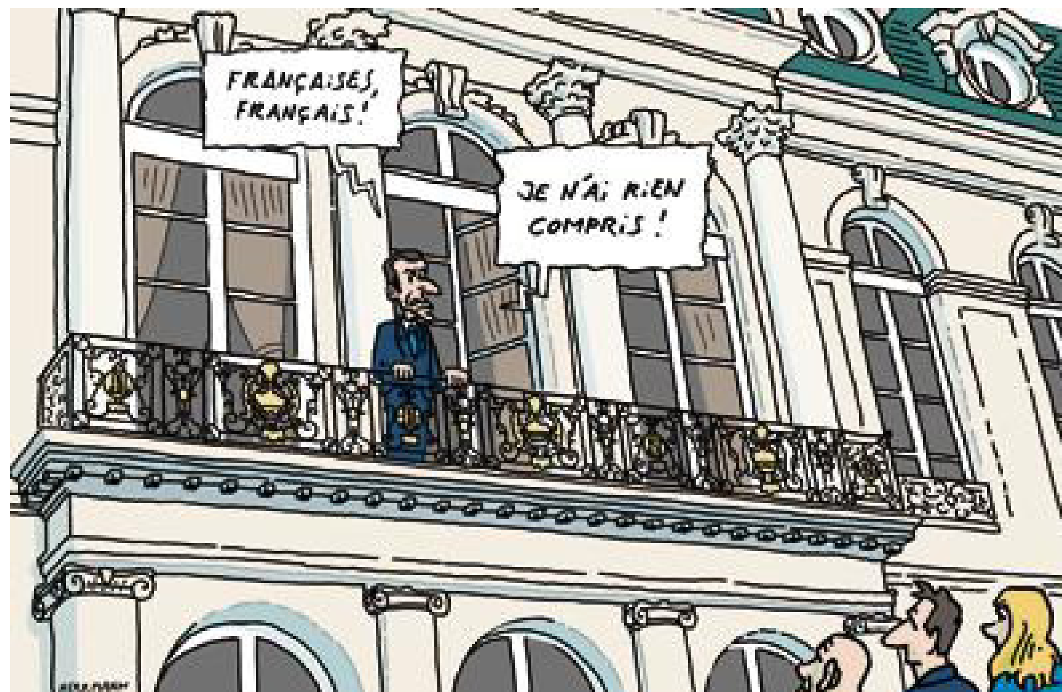
Voitures
Pourquoi les équipementiers sont sous pression
PAGE 15

Aéronautique
Crash du 737 MAX : Boeing évite le procès
PAGE 16

Cinéma
Pierre Barouh filme la musique brésilienne

Tourné en 1969 à Rio, « Saravah » se voit comme un concert improvisé en compagnie de futures légendes. Magique
PAGE 18

VU PAR HERRMANN (SUISSE) CARTOONING FOR PEACE



ÉDITORIAL
ESPOIR D'UNE OUVERTURE MESURÉE EN IRAN
PAGE 26

M 00147 - 710 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 3,90 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €,
Italie 4,10 €, **Luxembourg** 4 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT

Le Monde
MERCREDI 10 JUILLET 2024

La gauche à la recherche d'un premier ministre

Lundi, les chefs des partis ont tenté de s'entendre sur un nom



L'hémicycle de l'Assemblée nationale, à Paris, lundi 8 juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Sa veste verte est désormais si célèbre qu'il n'est pas facile, pour les chefs de file du Nouveau Front populaire (NFP), de se réunir incognito cette semaine avec Marine Tondelier. *« On cherche des lieux sûrs »* loin des journalistes, confirme la secrétaire nationale des Ecologistes à la presse qui traque l'« insoumis » Manuel Bompard, le socialiste Olivier Faure et le communiste Fabien Roussel un peu partout dans Paris. Au soir du premier tour, les motards des chaînes de télé poursuivaient la voiture blindée du président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, comme s'il était déjà premier ministre ; depuis la victoire du NFP aux législatives, dimanche 7 juillet, ce sont les chefs de la gauche que les caméras à moto suivent à travers la capitale. *« On va finir par faire des zooms »*, soupirent-ils, épuisés.

Tout est allé si vite ! *« La victoire, on n'y croit pas nous-mêmes »*, confiait deux jours avant le second tour Olivier Faure, le patron du Parti socialiste (PS), qui double le nombre de députés socialistes par rapport à 2022. Dimanche soir, à l'Elysée, Emmanuel Macron n'en revient pas non plus en découvrant la gauche en haut du podium, première force parlementaire devant le parti présidentiel et le RN. Les chefs des partis du NFP sont eux aussi sonnés. *« Ils pensaient se réveiller Jean Moulin et les voilà Léon Blum »*, résume l'ancien secrétaire national du PS Jean-Christophe Cambadélis.

Pris de court, aucun des chefs de l'alliance n'a songé à lancer dimanche soir l'idée d'un gouvernement de *« défense républicaine »*. Leur score doit au puissant barrage érigé par les Français pour tenir l'extrême droite à l'écart du pouvoir, mais personne ne tente une formule s'émancipant de la coalition électorale. Dès 20 h 05, Jean-Luc Mélenchon adopte le même ton triomphal de ceux qui détiendraient seuls la majorité absolue, quoique l'alliance de quelque 182 députés n'atteint pas, loin s'en faut, le seuil des 289. *« Tout le programme, rien que le programme. »* Voilà ce que rappellent les « insoumis ».

Après les plateaux télé, les quatre chefs de partis Marine Tondelier (Ecologistes), Manuel Bompard (La France insoumise, LFI), Olivier Faure (PS) et Fabien Roussel (Parti communiste français) se retrouvent tard dans la soirée, dans une salle sans âme du siège du PS, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Entre eux. Sans motards. Sans caméras. Autour des tables carrées, les quatre partenaires discutent jusqu'au creux de la nuit. L'idée : gouverner seuls, sans négocier de coalition avec les troupes d'Emmanuel Macron, et décrocher des votes texte par texte… Une illusion. Il faut surtout tenter de trouver au plus vite une personnalité à proposer pour Matignon.

Le lendemain matin, lundi 8 juillet, Olivier Faure annonce sur Franceinfo qu'un nom de premier ministre sortira *« dès cette semaine »*. *« On n'a pas le choix »*, abonde Marine Tondelier sur France Inter, même si *« ce ne sera pas simple »*. Ont-ils parlé un peu vite ? Au bureau national du PS, peu avant midi, plusieurs figures socialistes freinent leurs ardeurs. Les membres de la direction nationale décrètent que la semaine s'étire au moins jusqu'au 18 juillet, date limite d'inscription pour les députés avant la composition des groupes et de l'élection des présidents de commission à l'Assemblée nationale. Outre ses 59 socialistes, le PS nourrit l'espoir de décrocher alors quelques ralliés pour devancer les 74 « insoumis » et renverser le rapport de force au sein de la gauche parlementaire.

Glucksmann absent

A la suite de ce bureau national, la gauche ne promet plus de présenter le nom d'un premier ministrable avant la fin de la semaine. Plus de « dead line », dit Marine Tondelier, qui claque des doigts : on ne peut pas *« sortir »* comme ça un gouvernement du chapeau. *« On n'est pas obligé de rentrer dans la course en promettant un nom si vite. Quelle est la méthode ? Un conclave ou un happening, et on fait le tir au pigeon ? »*, ajoute le communiste Fabien Roussel. *« N'allons pas plus vite que la musique »*, résume le socialiste Jérôme Guedj, réélu dans l'Essonne, qui propose d'élargir la coalition vers le centre. Mais à trop attendre, ils courent, redoute-t-il, le risque de *« réhabiliter Macron en un maître des horloges qui nous fait sauter à la corde »*.

Qui le remarque ? La gauche a déjà perdu une de ses figures, ce lundi. Raphaël Glucksmann (PS-Place publique), 13,8 % des voix aux européennes, est absent des négociations. La tête de liste des élections européennes du 9 juin a même quitté Paris. Officiellement, il a filé à Bruxelles pour récupérer son badge de député européen 2024-2029 qu'il n'a *« pas eu le temps d'aller chercher durant ces trois semaines de campagne éclair »*. A présent qu'il a félicité les Français de s'être montrés *« intelligents »* et *« à la hauteur »*, l'eurodéputé, qui s'entend aussi mal avec M. Mélenchon qu'avec Olivier Faure, n'a aucune envie de s'asseoir à la table des négociations.

C'est simple : il a même oublié de féliciter Aurélien Rousseau, victorieux dans les Yvelines, et unique élu de son petit parti, Place publique. Il l'avait pourtant poussé à se présenter pour grossir l'influence des sociaux-démocrates. En arrivant lundi au Palais-Bourbon, l'ex-ministre de la santé a en revanche la surprise de croiser son ancienne « patronne », Elisabeth Borne, réélue députée du Calvados grâce au désistement républicain d'un adversaire LFI – son *« nouveau meilleur ami »*, comme elle dit. Tous deux ont planché des heures durant dans le bureau d'Emmanuel Macron sur la réforme des retraites, et partagent désormais la même intuition : *« Le président veut gouverner avec la droite »*, glisse l'ex-première ministre à son ancien directeur de cabinet. Elisabeth Borne sait de quoi elle parle : avant de se faire congédier de Matignon, elle avait fait passer la loi sur l'immigration avec l'aide de la droite et les voix du RN.

JEAN-LUC MÉLENCHON REVENDIQUE « FAIRE PARTIE DE LA SOLUTION »

Les leaders du NFP de dimanche se méfient eux aussi d'Emmanuel Macron. Ni Olivier Faure, ni Marine Tondelier, ni Fabien Roussel (ni d'ailleurs Raphaël Glucksmann) n'ont reçu le moindre coup de téléphone du chef de l'Etat, qui doit s'envoler mercredi 10 juillet au sommet de l'OTAN à Washington. « *Pour le moment* », Gabriel Attal est maintenu à Matignon, indique lundi matin Emmanuel Macron, en refusant la démission d'un premier ministre qui pourrait bien rester en poste une partie de l'été : une façon pour le chef de l'Etat d'imposer son tempo. *« Il laisse décanter »*, résume un ami d'Emmanuel Macron, pendant que les forces de gauche s'activent. Ou s'épuisent.

Chacun a compris que l'Elysée tente de tisser une alliance avec la droite en laissant fleurir l'hypothèse d'un Gérald Darmanin à Matignon – le même qui vient de clamer lundi que *« personne n'a gagné »* les élections et qu'il est *« hors de question »* de gouverner avec LFI. Un *« déni »* du camp présidentiel qui *« s'invente une histoire magnifique »* et refuse d'admettre sa défaite, s'enflamme, lundi soir, Marine Tondelier sur France 2. *« On ne peut pas en même temps perdre et dire qu'on a gagné* (…). *La logique institutionnelle lui eut dicté de décrocher son téléphone et d'appeler les chefs de partis du NFP pour leur demander le nom d'un premier ministre… »*

« Un vote »

Qu'auraient-ils répondu ? Aucune fumée blanche n'est encore sortie de leurs conciliabules. Conseils, références historiques et voix dissidentes fleurissent en revanche ici et là. Lundi, dans la cour d'honneur du Palais-Bourbon, le député PS Philippe Brun, réélu dans l'Eure, appelle à une coalition courant des « insoumis » jusqu'aux Républicains, puisque *« les communistes ont gouverné avec le général de Gaulle en 1945 »*. Les ballons d'essai volent, les téléphones vibrent, et le brouillard ne se dissipe pas en fin de journée, malgré une nouvelle réunion. Tout le monde ne s'accroche pas coûte que coûte au programme. Sur le smic à 1 600 euros, par exemple, Mme Tondelier explique que c'est *« plus compliqué »* puisqu'il faut une *« loi rectificative »* pour voter une aide aux PME-TPE et éviter des *« catastrophes »* économiques.

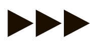
LE PS NOURRIT L'ESPOIR DE DÉCROCHER QUELQUES RALLIÉS POUR DEVANCER LES « INSOUMIS »

Dans le camp d'en face, le « macroniste de gauche » Sacha Houlié tend la main à la gauche en suggérant de bâtir un très hypothétique *« groupe social-démocrate »*. Jérôme Guedj prône, lui, *« un gouvernement minoritaire qui répond aux aspirations majoritaires »*, et dirigerait le pays de manière consensuelle en évitant les mesures clivantes et le couperet d'une censure de l'Assemblée. Dans la soirée, François Ruffin suggère sur France 2 une mystérieuse *« coopérative politique »* qui réunirait la *« gauche de bon sens »*. Tandis que les négociateurs se cachent, lui savoure à la terrasse d'un café de la rue de Paradis, à Paris, les *« Ruffin président »* venus d'un groupe de passants. Et tient à faire savoir qu'il se tient *« loin du secret des alcôves »*. Il sait que les électeurs détestent la tambouille politique.

« Je ne fais pas de "combinazione"*, comment on va prendre un bout de machin, un bout de truc, ce n'est pas notre histoire »*, lâche Olivier Faure au « 20 heures » de TF1. Parmi les « sociaux-démocrates », beaucoup le pressent de réclamer Matignon pour le PS – son parti a récolté 13,8 % des voix aux européennes et réalisé la plus belle progression, dimanche, dit-il : mais en privé seulement. Monté à Paris, le maire de Marseille, Benoît Payan (divers gauche), dit les choses tout haut et à sa place, mardi 9 juillet sur Franceinfo : « *Il n'y a aucune raison que ce soit un "insoumis" plus qu'un autre. Il faut un socialiste pour gouverner ce pays.* »

Pendant ce temps, Jean-Luc Mélenchon revendique de *« faire partie de la solution »* : *« Je dis stop à mes amis. Il est temps de gouverner le pays. »* Pour éviter de lui laisser la main, la négociatrice du PS, Johanna Rolland, appelle ce mardi à une autre solution : *« un vote »* sur le nom du champion pour Matignon auquel participerait *« la totalité des députés »* du NFP. ■

ARIANE CHEMIN ET IVANNE TRIPPENBACH



Macron en quête d'une coalition introuvable

Après les législatives, l'absence de majorité rend l'équation encore plus complexe qu'avant la dissolution

Jamais Emmanuel Macron n'aura émis le moindre regret. Ce lundi 8 juillet encore, devant les cadres de Renaissance et les chefs de parti de son camp conviés à l'Elysée, le président de la République ne laisse paraître aucun remords quant à son choix de dissoudre l'Assemblée nationale, le 9 juin. Une décision qui a tant meurtri les siens. *« La participation* [aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet] *montre que la dissolution répondait à un besoin d'expression démocratique »*, souligne-t-on à l'Elysée. Au lendemain du second tour de ce scrutin anticipé, l'opération de *« clarification »* qu'espérait le chef de l'Etat a pourtant toutes les allures d'un fiasco.

Les troupes macronistes sortent « déplumées » de plus de 80 députés (168 sièges, contre 250 lors de la précédente législature), et aucune majorité claire n'a vu le jour. Si le Nouveau Front populaire (NFP) a raflé le plus grand nombre de sièges (182), l'alliance de gauche ne peut gouverner seule. Mais le pire, une cohabitation avec l'extrême droite, un temps envisagée, a été évité, respire-t-on à l'Elysée. Un « *non très net a été envoyé au Rassemblement national* [RN]», souligne l'entourage du président.

C'est donc le cœur presque léger que le chef de l'Etat doit s'envoler mercredi 10 juillet pour Washington, afin d'assister au sommet de l'OTAN et à la célébration du 75e anniversaire de l'Alliance atlantique. Emmanuel Macron ne veut pas croire qu'il ressort affaibli sur la scène internationale après cet épisode. *« Une majorité à l'Assemblée est pour un soutien clair à l'Ukraine »*, fait-on valoir dans son entourage. *« La France a rejeté l'extrémisme, les démocrates* [américains] *le rejetteront aussi »*, a salué le président, Joe Biden, lundi 8 juillet, sur la chaîne MSNBC, à quatre mois d'élections aux Etats-Unis où l'octogénaire joue son propre mandat.

Le soulagement est palpable au sommet de l'Etat. Mais comment gouverner ? L'équation, déjà complexe avant la dissolution, paraît aujourd'hui sans issue. « *Si le RN avait eu la majorité, on ne peut pas dire que ça aurait été une bonne nouvelle, mais au moins, ça aurait eu le mérite de la clarté* », soupèse Hervé Marseille, patron de l'UDI, allié au chef de l'Etat. Le paysage politique est brumeux. Trop pour qu'Emmanuel Macron laisse partir son premier ministre. Lundi, la démission de Gabriel Attal a été immédiatement refusée, le chef de l'Etat le priant de rester à son poste « *pour le moment* », afin de préserver la « *stabilité du pays* ». Le premier ministre devra gérer les affaires courantes, le temps de voir désigner un remplaçant.

LE PRÉSIDENT JUGE QU'IL NE FAUT PAS IGNORER LE MESSAGE DES 10 MILLIONS D'ÉLECTEURS DU RN

Cette obligation risque d'empêcher le trentenaire de se porter candidat à la présidence du groupe Renaissance ou de prétendre à un poste en vue à l'Assemblée nationale. Peu importe. L'entourage de Gabriel Attal fait valoir son *« sens du devoir »*. Et espère que cette période transitoire ne s'éternise pas.

« Des chemins possibles »

De son côté, le NFP, ragaillardi par sa victoire inespérée, se dit prêt à *« gouverner »* et promet de proposer d'ici à la fin de la semaine un chef de gouvernement issu de ses rangs. Mais rien ne sera simple. L'hypothèse d'une gauche tenant les manettes du pouvoir hérisse l'aile droite de la Macronie. Depuis lundi, des ténors du gouvernement et de l'ex-majorité s'activent afin de démontrer que le programme du NFP n'est pas le reflet des urnes. *« La grande majorité des Français a exprimé son souhait d'une politique protégeant le pays contre l'insécurité, la pression migratoire ou la dérive des finances publique*s, écrit la ministre de la culture, Rachida Dati sur X. *L'intérêt de la France est de trouver au Parlement une majorité qui soit à l'image de ce que pensent majoritairement nos concitoyens. »*



Le premier ministre, Gabriel Attal, et le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, le 18 juin, à Suresnes (Hauts-de-Seine). ELIOT BLONDET/ABC

« Le pays n'est pas à gauche », abonde sur le réseau social le député Renaissance Benjamin Haddad, réélu à Paris. *« En travaillant avec les Républicains* [LR], *en respectant l'indépendance de chacun, nous pouvons créer un bloc central qui sera le premier à l'Assemblée nationale »*, préconise l'élu. Une thèse défendue par les ministres Gérald Darmanin (intérieur), Bruno Le Maire (économie) et Aurore Bergé (égalité entre les hommes et les femmes), partisans d'un accord avec LR.

Emmanuel Macron, lui-même, juge qu'il ne faut pas ignorer le message envoyé par les 10 millions d'électeurs du RN. Cette offensive droitière contrarie l'autre flanc de la Macronie, plus prompt à se tourner vers les socialistes et les écologistes. *« On ne peut pas ignorer la poussée du RN »*, convient l'ancien député Renaissance Clément Beaune, battu dans la 7e circonscription de Paris au premier tour. *« Mais le fait arithmétique, c'est que le Nouveau Front populaire est la première force à l'Assemblée »*, rappelle l'ancien socialiste.

Emmanuel Macron, se voulant *« au-dessus des partis »*, ne doute pas que d'ici à quelques jours ou quelques semaines, tout sera plus clair. Une fois les groupes politiques constitués à l'Assemblée le 18 juillet, les discussions pourront être, imagine-t-il, fructueuses, pour faire aboutir une coalition, avec une partie de la gauche ou avec la droite républicaine. *« Il y a des chemins possibles »*, veut-on croire à l'Elysée, alors que la gauche continue d'afficher son unité et que LR rechigne à voler au secours du camp présidentiel.

L'entourage de Gabriel Attal, sceptique, doute du succès de l'initiative. *« On n'a pas réussi à la faire en 2022 alors qu'on avait besoin de 40 voix seulement. Là, il nous en faut 130 »*, soupire un collaborateur du premier ministre. Emmanuel Macron, souvent pressé, devra sans doute prendre son mal en patience. *« Il se mitterrandise. Il laisse du temps au temps »*, flatte l'ancien sénateur LR Pierre Charon, parmi les artisans de la dissolution. *« Emmanuel Macron est hanté par Mitterrand »*, témoigne l'écrivain Bernard-Henri Lévy, fréquemment interrogé par le président sur les choix politiques de son lointain prédécesseur. L'entourage du chef de l'Etat imagine qu'il puisse revenir au centre du jeu politique.

Mais le locataire de l'Elysée *« n'a pas la main et ne choisira pas le premier ministre*, rappelle l'ancien garde des sceaux Jean-Jacques Urvoas, professeur de droit public à l'université de Brest. *Le pouvoir du président n'est qu'un pouvoir nominal. Il est obligé de nommer la personnalité soutenue par une majorité de députés. En 1986, Mitterrand n'a pas choisi Chirac* [il souhaitait nommer initialement Jacques Chaban-Delmas]. *En 1997, Chirac n'a pas choisi Jospin »*. Une loi d'airain qu'Emmanuel Macron ne pourra contourner. ■

CLAIRE GATINOIS ET NATHALIE SEGAUNES

La malédiction du second mandat frappe de nouveau

Le chef de l'Etat, affaibli par la dissolution de l'Assemblée, semble rattrapé par un mal ancien, qui a déjà touché certains de ses prédécesseurs

Le second mandat d'Emmanuel Macron risque bien de prendre, cette semaine et pour de longs mois, une tournure politique incertaine, voire chaotique. Une coalition désavouée, une majorité perdue, le risque d'être réduit, pendant trois années, à « inaugurer les chrysanthèmes », une popularité qui dégringole comme au temps des « gilets jaunes »... Le chef de l'Etat est, semble-t-il, rattrapé par la malédiction du second mandat. Comme d'autres avant lui.

C'est un mal ancien, en effet. Sous la IIIe République (1875-1940), aucun des deux présidents de la République concernés n'est même parvenu à aller au bout. En 1887, moins de deux ans après sa réélection, Jules Grévy (1807-1891) est poussé à la démission par le « scandale des décorations » : son gendre avait pris la fâcheuse habitude de profiter de son accès privilégié à l'Elysée pour organiser un juteux trafic de nominations à la Légion d'honneur. *« Ah ! quel malheur d'avoir un gendre ! »*, s'amusait-on dans le Tout-Paris. Quant à Albert Lebrun (1871-1950), réélu en 1939, il quitte sa charge l'année suivante, chassé du pouvoir par Philippe Pétain (1856-1951).

Depuis 1958, trois présidents ont accompli un second mandat. Charles de Gaulle (1890-1970), François Mitterrand (1916-1996) et Jacques Chirac (1932-2019) ont cependant tous quitté l'Elysée dans une ambiance crépusculaire. L'usure du pouvoir, l'âge, voire la maladie ont à chaque fois miné la stature du chef de l'Etat.

« Dix ans, ça suffit »

Le premier a démissionné en 1969, après avoir perdu un référendum entérinant une réforme du Sénat et la création des régions. Peu après minuit, ce jour-là, Charles de Gaulle annonce par communiqué : *« Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi. »* Après dix ans passés au pouvoir, le général est usé. En mai 1968, la révolte de la jeunesse l'a désarçonné. Tandis que l'autorité de son premier ministre Georges Pompidou s'impose, de Gaulle a peiné à reprendre la main. Les slogans *« Charlot est fini »* et *« Dix ans, ça suffit »* ont fleuri dans Paris.

LE PRÉSIDENT N'EST NI VIEUX NI MALADE. MAIS APRÈS SEPT ANNÉES PASSÉES À LA TÊTE DE L'ÉTAT, L'USURE N'EN EST PAS MOINS MANIFESTE

Elu en 1981 et réélu en 1988, François Mitterrand voit le vent tourner en 1991. Les Français ne comprennent pas le départ du premier ministre Michel Rocard, remplacé par la très impopulaire Edith Cresson. Ce second septennat sera marqué par le suicide du premier ministre Pierre Bérégovoy et du conseiller François de Grossouvre, à l'Elysée, et les controverses diplomatiques (qu'il s'agisse du « putsch de Moscou » ou du Rwanda). Les secrets de François Mitterrand remontent à la surface, poussés par l'intéressé lui-même : son cancer, sa fille cachée et, surtout, son passé vichyste. *« Après les affaires, les scandales, la polémique sur sa jeunesse a ruiné moralement sa présidence »*, estime l'historien Pierre Allorant, professeur à l'université d'Orléans. En 1993, la droite remporte une victoire écrasante aux législatives et impose une cohabitation de deux ans au président affaibli.

Réélu en 2002, Jacques Chirac perd en 2005 le référendum sur la Constitution européenne. A l'occasion d'un débat télévisé organisé avec des jeunes, le chef de l'Etat semble interdit face à une jeunesse inquiète qu'il reconnaît ne pas comprendre. Sa popularité dévisse. Le 2 septembre 2005, il est hospitalisé pour un accident vasculaire cérébral. La même année, décidément une *annus horribilis*, les banlieues se soulèvent.

L'allocution du président de la République, le 15 novembre 2005, apparaît tellement décalée que le quotidien *Libération* ne trouvera rien d'autre à titrer que « Chirac chausse ses lunettes » – car, ce jour-là, il en portait. C'est toujours la jeunesse qui se révolte, quelques mois plus tard, contre le projet gouvernement de créer un contrat première embauche qui lui est destiné. Dès lors, le chef de l'Etat s'installe dans une impopularité record et la fin de son second mandat est synonyme d'immobilisme.

L'usure du pouvoir n'est pas propre à la France. *« Mais, par rapport aux autres pays démocratiques, il y a une grosse différence*, remarque Marie-Anne Cohendet, professeure de droit constitutionnel à l'université Paris-I–Panthéon-Sorbonne. *Ailleurs, le Parlement peut renverser un gouvernement qui devient impopulaire et cela conduit le chef de l'exécutif à modifier sa politique. En France, on ne peut pas écarter le président de la République. »*

Emmanuel Macron n'est ni vieux ni malade. Mais après sept années passées à la tête de l'Etat, l'usure n'en est pas moins manifeste. Elle prend cependant une forme différente de celle éprouvée par ses prédécesseurs. L'instauration du quinquennat, en 2002, et l'inversion du calendrier électoral – avec la tenue des législatives dans la foulée de la présidentielle, afin de donner au président de la République une majorité cohérente à l'Assemblée nationale – ont changé beaucoup de choses.

Contrairement à ses prédécesseurs, qui pouvaient encore *« donner du temps au temps »* et se placer en retrait, le président de la République est devenu le chef de la majorité. En outre, l'accélération et la multiplication de l'offre médiatique l'ont obligé à s'impliquer dans la vie politique quotidienne. De ce fait, *« il s'abîme beaucoup plus vite »*, relève Camille Pascal, essayiste, ancien conseiller du président Nicolas Sarkozy et du premier ministre Jean Castex.

A trois reprises, la cohabitation s'est révélée une parenthèse enchantée pour le président de la République en place : contraint à la réserve, il a pu prendre de la hauteur et retrouver la faveur de l'opinion. C'est peut-être ce qu'Emmanuel Macron espère. ■

BENOÎT FLOC'H

A l'Assemblée, les députés prennent leurs quartiers

Plusieurs élus du second tour se sont rendus au Palais-Bourbon, dès lundi, dans le contexte particulier d'un Hémicycle sans majorité



RÉCIT

« ON EST HEUREUX, CAR ON AURAIT PU ACCUEILLIR NOS NOUVEAUX COLLÈGUES DANS LE CONTEXTE D'UNE MAJORITÉ RN »

ARTHUR DELAPORTE
député PS du Calvados

Ce lundi 8 juillet, des députés fraîchement élus sont venus à l'Assemblée nationale recevoir leur badge, accréditer leurs collaborateurs ou récupérer un sac contenant des petits cadeaux pour faire plaisir à la famille. Sans oublier l'écharpe tricolore, objet personnel et symbolique. Ce parcours bien balisé débute devant la place du Palais-Bourbon par un bain de foule médiatique avec des journalistes souvent incapables de coller un nom sur les visages. Le lot de tous les nouveaux parlementaires, sauf si vous avez été ministre de la santé dans un passé récent, comme Aurélien Rousseau, tout frais député Nouveau Front populaire (NFP) des Yvelines.

Devant la porte majestueuse de l'Assemblée, Dieynaba Diop répète et épelle son nom et son prénom au lendemain de son élection dans la 9e circonscription des Yvelines, au second tour de ces élections anticipées. Un rien impressionnée, la nouvelle députée socialiste connaît pourtant les lieux de pouvoir. *« Quand j'avais 9 ans, j'ai eu la chance d'être sélectionnée pour l'arbre de Noël de l'Elysée et de rencontrer le président François Mitterrand,* raconte l'élue. *Aujourd'hui, j'ai une pensée pour la petite fille que j'étais à l'époque et mon papa qui doit être très fier. »*

Il flotte comme un parfum de victoire et de soulagement à gauche, après que le NFP est arrivé en tête du second tour, la veille. *« On est heureux, car on aurait pu accueillir nos nouveaux collègues dans le contexte d'une majorité Rassemblement national* [RN] *»*, admet Arthur Delaporte.

Réélu dans le Calvados, le socialiste s'amuse à jouer à une sorte de « ni oui, ni non, ni premier ministre ». *« Des noms pour Matignon ? J'en ai plein en tête, mais c'est prématuré d'en avancer un aujourd'hui. »* A quelques mètres de lui, Jérôme Guedj n'en finit plus de s'attarder devant les journalistes et s'essaie même aux réponses en anglais. *« J'espère que c'était compréhensible »*,s'excuse le député socialiste de l'Essonne.

COURTE NUIT

La métaphore culinaire de Richard Ramos n'a sans doute aucune traduction possible. *« Le Nouveau Front populaire, c'est de la vinaigrette. Or la vinaigrette, ce n'est homogène que quand c'est agité »*, prévient le député MoDem du Loiret. Et comme les micros s'attardent sur lui, il en profite pour envoyer un message à Emmanuel Macron. *« Le président de la République a méprisé les députés avec cette dissolution et beaucoup lui en veulent encore, même dans son camp »*, explique l'homme au franc-parler assumé.

La pêche à la petite phrase est moins généreuse du côté du RN. Laure Lavalette traverse bien la place, mais la députée du Var file à la brasserie Le Bourbon. *« Vous êtes une nouvelle députée ? »*, tente une journaliste auprès de Nathalie Da Conceicao Carvalho. *« Non, je suis réélue »*, répond la députée RN de l'Essonne, qui presse le pas pour éviter une relance.

Si l'extrême droite a la gueule de bois, les « insoumis », eux, ont *« quelques cernes »*, avoue David Guiraud après une courte nuit. Le député La France insoumise (LFI) du Nord refuse d'exclure Jean-Luc Mélenchon de la liste des possibles premiers ministres et demande à Emmanuel Macron de reconnaître sa défaite. *« On veut bien lui laisser quarante-huit heures pour s'organiser,* sourit-il. *Mais ensuite, c'est à nous, Nouveau Front populaire, de former une nouvelle majorité. »*

BALLET COORDONNÉ

Dans un ballet très coordonné, les LFI pro-Mélenchon évitent d'être sur la même partie de trottoir que les dissidents du parti. Notamment Danielle Simonnet, réélue à Paris. *« Je suis heureuse de retrouver une Assemblée qui a résisté à la vague brune du RN et où je souhaite siéger dans un large groupe Nouveau Front populaire »*, déclare cette mélenchoniste de la première heure, devenue « frondeuse ».

Les Républicains (LR) « anti-Ciotti » sont, eux, plus rares et discrets. Leur siège a beau être à quelques mètres de l'Assemblée, la plupart n'avaient pas pris le risque de bloquer un billet de train ou d'avion, tant leur victoire était incertaine. Les Franciliens essuient donc les plâtres avant leurs collègues des autres régions. Tombeur de l'« insoumise » Rachel Keke dans le Val-de-Marne, Vincent Jeanbrun annonce déjà l'ambiance tendue qui devrait régner entre le groupe LR « canal historique » et celui d'Eric Ciotti, le président contesté de LR, allié au RN. *« Si j'ai un message pour eux ? Honte à vous d'avoir rejoint l'extrême droite »*, lâche-t-il.

LES DÉPUTÉS LR SONT PLUS DISCRETS, LA PLUPART N'AVAIENT PAS PRIS DE BILLET DE TRAIN OU D'AVION, TANT LEUR VICTOIRE ÉTAIT INCERTAINE

Avec sa grande taille, le « nouveau » est facilement repérable de loin. Elisabeth Borne moins. L'ancienne première ministre peine à se frayer un chemin jusqu'à l'entrée. Malgré elle, la députée du Calvados a obligé un caméraman à reculer. Lequel a alors manqué d'être renversé par le vélo-cargo du député Renaissance du Val-de-Marne Guillaume Gouffier Valente. Certains y verront peut-être la métaphore d'une Macronie passée très près d'une grosse chute lors de ces élections législatives. Mais c'est bien toute l'Assemblée nationale qui entre dans une période d'incertitude, sans aucune majorité évidente et avec la menace d'une nouvelle dissolution dans un an. *« C'est un sentiment étrange. On sait quand on débute cette législature, mais on ignore quand elle se terminera »*, admet Arthur Delaporte. ■

ALEXANDRE PEDRO

Emmanuel Tjibaou **Indépendantiste rassembleur**

GROSSES LUNETTES et barbe fournie qui lui mangent le visage, chemise aux motifs océaniens, Emmanuel Tjibaou a le verbe aussi décontracté que l'allure. A 47 ans, le fils de Jean-Marie Tjibaou, qui ne s'était jusqu'ici jamais laissé séduire par les sirènes de la politique, s'est lancé à corps perdu, il y a trois semaines, dans la course aux législatives dans la 2e circonscription de Nouvelle-Calédonie. Le voilà propulsé à l'Assemblée nationale avec 57,4 % des suffrages, quarante-trois ans après l'élection du dernier indépendantiste à y avoir siégé, Rock Pidjot.

Simple militant encarté à la section de base de l'Union calédonienne (UC) de sa tribu de Tiendanite, ce père de quatre enfants, directeur de la culture de la province Nord de la Nouvelle-Calédonie, s'est laissé convaincre par une candidature qui se voulait rassembleuse : *« Il est le candidat des indépendantistes et nationalistes, pas du FLNKS* [Front de libération nationale kanak et socialiste] *ou de l'UC »*, répète inlassablement son équipe de campagne. C'est pourtant bien l'UC qui a pris l'initiative de présenter des candidats au lendemain du fiasco du congrès du FLNKS prévu à Netchaot, dans le Nord, le 15 juin, qui a vu le rassemblement indépendantiste dans l'impossibilité de se réunir et donc de se mettre d'accord sur des candidatures.

A l'heure où la Nouvelle-Calédonie est dans la tourmente et les partis indépendantistes traditionnels mis au défi par l'émancipation de la cellule de coordination des actions de terrain, à l'origine de la mobilisation contre la réforme du corps électoral qui a dégénéré en émeutes à partir du 13 mai, Emmanuel Tjibaou n'est comptable d'aucun bilan, et son nom de famille permet de replacer le combat indépendantiste actuel dans la droite ligne de celui des années 1980.

Enfant des « événements » des années 1980

La même stratégie a été appliquée dans l'autre circonscription calédonienne, où Omayra Naisseline, belle-fille de Nidoïsh Naisseline, fondateur d'un des premiers mouvements indépendantistes, Les Foulards rouges, a été chargée de défendre les couleurs indépendantistes. Elle a perdu au second tour face au loyaliste Nicolas Metzdorf, élu avec 52,4 % des voix.

Emmanuel Tjibaou rappelle à l'envie qu'il est un enfant des *« événements »* des années 1980 : *« C'est pour ça que je me suis engagé, parce que ça me fait mal de revoir aujourd'hui les mêmes images*, explique-t-il. *On a effectué un retour en arrière, en occultant le fait que pendant trente ans, on a construit la paix. »* La guerre civile, Emmanuel Tjibaou en a payé le prix fort, lui qui a appris, à l'âge de 13 ans, en 1989, la mort de son père *« à la télévision »*, comme il le raconte dans le documentaire *Au nom du père, du fils et des esprits* (2017). ■

CHARLOTTE MANNEVY
(NOUMÉA, CORRESPONDANTE)

Peio Dufau **Régionaliste basque allié au NFP**

COLLIER DE BARBE encadrant un visage poupin, l'approche chaleureuse mais le propos posé, Peio Dufau a réussi son pari : être élu député lors du second tour des élections législatives, dimanche 7 juillet. L'adjoint au maire de Ciboure a été choisi par les électeurs de la 6e circonscription des Pyrénées-Atlantiques, qui va de Biarritz à Hendaye et Espelette.

Elu sous la bannière de l'union de la gauche, Peio Dufau est un cheminot et un bascophone de 45 ans très impliqué dans la vie associative, décrit par son entourage comme *« un bosseur engagé et un meneur, mais qui fait confiance aux autres »*. Membre du parti *« abertzale »* (« patriote ») de gauche basque Euskal Herria Bai (EH Bai, « oui au Pays basque »), Peio Dufau s'est présenté cette fois sous les couleurs du Nouveau Front populaire. *« Face à la gravité de la situation, nous préférons nous centrer sur les convergences en surmontant les divergences »*, expliquait, en juin, Gaby Arestegui, porte-parole d'EH Bai. Une alliance qui n'allait pas de soi, certains responsables « insoumis » ou communistes ayant longtemps tenu à distance les « Basques », soupçonnés de séparatisme identitaire.

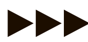
« Abertzale bat Parisen », un « régionaliste à Paris » (selon la nomenclature en usage) : peu de personnes y croyaient. Mais, déjà lors du premier tour des élections législatives de 2022, 7 667 personnes avaient fait confiance à Peio Dufau, qui avait récolté 14,6 % des suffrages, en se présentant sous les couleurs d'EH Bai. Cette année, lors du premier tour, le 30 juin, il avait fini en tête avec 21 650 voix ; puis, dans une triangulaire difficile face à un candidat MoDem et un candidat Les Républicains-Rassemblement national, il progresse de quelque 5 500 voix et rassemble 36,3 % des voix au second tour.

Rechercher le consensus

Des groupes de danse à la gestion de l'école en langue basque (*ikastola*), des commentaires de rugby à la radio à l'engagement dans le syndicalisme CGT, ce cheminot additionne des journées bien remplies : *« Mon parcours professionnel, associatif et politique me donne des atouts et l'envie de changer les choses »,* assure cet enfant de Saint-Jean-de-Luz résidant à Ciboure.

Depuis la cité natale du compositeur Maurice Ravel, il affûte ses dossiers prioritaires : le logement *« en plein déficit en Pays basque »*, la préservation du foncier agricole, la langue basque *« alors que la France n'a toujours pas ratifié la charte des langues minoritaires »*. Il veut que Paris entende la diversité, la pluralité des territoires, ici comme en Bretagne. Et en recherchant toujours le consensus, *« comme celui que nous avons tous ici pour défendre la langue basque »*. En attendant, le député n'oubliera pas de retrouver son groupe de rock, le 10 juillet, pour l'ouverture des Fêtes de Bayonne. ■

MICHEL GARICOÏX (BAYONNE, CORRESPONDANT)





A l'Assemblée nationale, le 8 juillet, à Paris.
JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Guilhem Carayon Le jeune zélateur de l'union des droites défait dans le Tarn

AU SOIR DU PREMIER TOUR des législatives, le 30 juin, Guilhem Carayon était en bonne position pour rejoindre les rangs de l'Assemblée nationale dans la 3e circonscription du Tarn. Mais, dimanche, le président des Jeunes Républicains, a été battu à la surprise générale par Jean Tarlier, député Renaissance sortant (49 % contre 51 %).

La défaite est aussi douloureuse qu'inattendue surtout avec près de 15 points d'avance au soir du premier tour. Le jeune homme de 25 ans identifie une seule raison à ce résultat étonnant : *« L'alliance contre-nature entre l'extrême gauche et Emmanuel Macron a gagné »*, dénonce-t-il sur le réseau social X, en référence au désistement du candidat Nouveau Front populaire, Julien Lassalle (25,4 % au premier tour).

Guilhem Carayon, défenseur zélé du rapprochement du parti Les Républicains (LR) avec le Rassemblement national (RN), décidé par Eric Ciotti, le président contesté de LR, après la dissolution, aurait pâti du front républicain. Comme Eric Ciotti, il attend son exclusion du parti, dont il est toujours officiellement le porte-parole.

Mais, depuis un mois, le Tarnais a surtout porté celle de l'union des droites, une idée longtemps marginale sauf à la table familiale. Dans les années 1980, Bernard Carayon (actuel maire LR de Lavaur et père de Guilhem) défendait déjà cette ligne politique dans *Contrepoint*, la revue du Club de l'Horloge, un mouvement servant alors de passerelle entre le Rassemblement pour la République (RPR, ancêtre de LR) et le Front national (devenu le RN) à l'époque.

Chez les LR (anti-Ciotti), personne n'a donc été étonné dans le fond de voir le « fils Carayon » franchir le Rubicon. En mars 2023, le patron des jeunes LR s'affichait d'ailleurs en une du magazine *L'Incorrect* avec ses homologues du RN et de Reconquête ! (Pierre-Romain Thionnet et Stanislas Rigault), sous le titre : « Les jeunes coupent le cordon », en référence au cordon sanitaire, entrave à l'union des droites.

Destin cruel

Soutien de Laurent Wauquiez, président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes (et élu député de Haute-Loire), Guilhem Carayon n'était, en revanche, pas réputé en interne pour un « ciottisme » débordant. Il avait même le sentiment d'avoir été mal payé de son investissement lors de la campagne des élections européennes, avec une neuvième place sur la liste LR. Mais le futur avocat se voyait déjà au Palais-Bourbon.

Et comme le destin est parfois cruel, Guilhem Carayon a été battu par le même adversaire que son père en 2017 qui avait alors essayé de récupérer cette circonscription (à la suite d'un redécoupage), lui, l'ancien député du Tarn de 1993 à 1997 et de 2002 à 2012, sous les couleurs du RPR puis de l'Union pour un mouvement populaire. ■

ALEXANDRE PEDRO

Meyer Habib Le soutien de la droite israélienne sans tribune

L'« AMI » FRANÇAIS de Benyamin Nétanyahou a perdu son fauteuil. Après une décennie à l'Assemblée nationale, Meyer Habib (apparenté LR) n'est plus député. Celui qui fut l'un des membres les plus clivants de l'Hémicycle, où il défendit sans relâche la politique de la droite israélienne et de son chef, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, qu'il fréquente depuis trois décennies, s'est incliné dimanche 7 juillet dans la 8e circonscription des Français de l'étranger, face à la candidate de Renaissance, Caroline Yadan, victorieuse avec 52,7 % des voix.

Arrivé en tête au premier tour, M. Habib a pâti d'une mobilisation importante dans cette circonscription qui comprend huit pays : Israël, l'Italie, Malte, Saint-Marin, le Vatican, Chypre, la Grèce et la Turquie. La participation s'élève à 24,3 % au second tour, un chiffre qui peut sembler dérisoire au vu de la moyenne nationale. Mais avec plus de 36 000 votants, il est deux fois plus important qu'à la législative partielle de 2023, convoquée après l'invalidation de l'élection de M. Habib pour des abus durant la campagne électorale de l'année précédente.

M. Habib a obtenu la majorité des suffrages en Israël, dimanche. Mais les voix décomptées ailleurs, notamment en Italie, lui coûtent son siège. Mme Yadan a aussi bénéficié d'un important report des voix de gauche, à l'appel de la candidate du Nouveau Front populaire, Yaël Lerer, défaite au premier tour.

Proximité avec Eric Ciotti

Dans une vidéo enregistrée devant le mur des Lamentations, à Jérusalem, dimanche soir, M. Habib, fameux pour ses outrances, a accusé sa concurrente de s'être *« alliée avec l'extrême gauche antisémite »*. Mme Yadan a suggéré, pour sa part, que son rival avait bénéficié du soutien du Rassemblement national (RN), qui n'a pas présenté de candidat dans sa circonscription.

Durant la campagne, M. Habib s'était vanté de sa proximité avec Eric Ciotti et avait ménagé le RN. Interrogé lundi 8 juillet par la chaîne israélienne Kan, il a souligné que *« Marine Le Pen a doublé ses sièges. Je ne suis pas en sa faveur, mais elle est moins pire que l'extrême gauche qui déteste Israël. Ils ont attiré les Arabes de France* (...) *qui ne savent même pas où se situent la Palestine et la Jordanie sur une carte »*. Après l'attaque terroriste perpétrée par le Hamas en Israël, le 7 octobre 2023, Meyer Habib avait qualifié la population de Gaza dans son ensemble de *« cancer »*. Il avait apporté dans l'Hémicycle un appui sans nuance à la contre-offensive du gouvernement israélien, qui a causé, à ce jour, la mort de plus de 38 000 Palestiniens, selon les autorités de santé de Gaza. Durant la campagne, dans des vidéos enregistrées à ses côtés, M. Nétanyahou et le ministre de la défense, Yoav Gallant, lui avaient offert leur soutien.

Sa successeure, Mme Yadan, avocate de 55 ans, est entrée à l'Assemblée en juin 2022, en tant que suppléante du ministre de la transformation et de la fonction publiques, Stanislas Guérini, élu dans la 3e circonscription de Paris. Elle avait ferraillé avec des députés de gauche sur la question de l'antisémitisme et avait suggéré dans un tweet, accompagné d'un clin d'œil, la dissolution de La France insoumise. Lundi, elle a félicité M. Habib *« pour son courage »*. ■

LOUIS IMBERT
(JÉRUSALEM, CORRESPONDANT)

Raphaël Arnault L'antifasciste qui soigne son image

IL ÉTAIT UN DES CANDIDATS les plus clivants du Nouveau Front populaire (NFP). Le candidat fiché « S » Raphaël Arnault a été largement élu dans la 1re circonscription du Vaucluse (55 % des voix), devançant de dix points la députée Rassemblement national (RN) sortante, Catherine Jaouen (45 %). Investi par La France insoumise (LFI), il a bénéficié du retrait du candidat de gauche dissident Philippe Pascal entre les deux tours. La candidate macroniste, arrivée quatrième, n'avait pas donné de consigne de vote.

La candidature de Raphaël Arnault avait créé la polémique dès le départ. *« J'appelle au sursaut face au pire,* a tweeté le président du RN, Jordan Bardella, avant le vote du 7 juillet. *Le dirigeant d'un groupuscule antisémite ne doit pas entrer à l'Assemblée nationale. »* A gauche, la maire socialiste d'Avignon, Cécile Helle, avait initialement soutenu la candidature du dissident divers gauche Philippe Pascal face à Raphaël Arnault, jugeant que ce dernier *« représentait une gauche ultraviolente dans laquelle elle ne se reconnaissait pas »*, avant de rallier le candidat dans l'entre-deux-tours.

« L'antifascisme arrive à l'Assemblée », s'est réjoui le nouveau député sur X, dimanche, avec les trois flèches symbolisant le logo de la Jeune Garde, le collectif antifasciste qu'il a cofondé en 2018. Trois flèches inspirées du symbole de la Section française de l'Internationale ouvrière dans les années 1930, un symbole originellement pensé en Allemagne pour recouvrir les croix gammées.

La Jeune Garde prône une lutte contre l'extrême droite passant parfois par la violence. En 2022, Raphaël Arnault a été condamné pour « violences en réunion », selon des informations confirmées par le parquet de Lyon au média en ligne *StreetPress*. Six membres de la Jeune Garde auraient, en effet, plaqué un homme qu'ils soupçonnaient d'appartenir à un groupuscule identitaire contre un mur, lui demandant de déverrouiller son téléphone.

Campagne en bras de chemise

Plus récemment, huit membres du collectif ont été mis en examen pour « violences volontaires en raison de la race, de l'ethnie, de la nation ou de la religion », à la suite d'une altercation verbale, le 27 mai, avec un adolescent de 15 ans, soupçonné par ces militants d'être membre de la Ligue de défense juive, dans le métro parisien, après un meeting de la militante propalestinienne et candidate La France insoumise aux européennes Rima Hassan, selon *Libération.*

Arnault est un alias, le candidat n'utilise plus son nom de naissance par crainte pour sa sécurité. En 2021, il a été agressé sur le parvis de la gare de Lyon, à Paris, par des membres du groupuscule d'ultradroite Zouaves Paris. Un passage à tabac qu'il a raconté sur X, l'arcade sourcilière en sang.

L'ex-étudiant en sciences politiques, devenu assistant éducatif, veut croire qu'il saura s'ancrer dans sa nouvelle circonscription – un îlot NFP entouré de circonscriptions RN. Ses grands-parents sont du coin. Il a deux feuilles de laurier d'où émerge une cigale tatouées sur le bras. Très actif sur les réseaux sociaux, il cultive ses apparitions médiatiques – allant du débat avec une « influenceuse patriote » sur « Touche pas à mon poste ! », en 2021, à un entretien fleuve avec le youtubeur Usul la même année ou aux vidéos sur TikTok pour les législatives.

Raphaël Arnault soigne son image : il a fait campagne en bras de chemise, loin de l'esthétique traditionnelle des antifas. Il cherche aussi à faire oublier certaines de ses opinions : le 7 octobre 2023, il publiait un tweet affirmant que *« la résistance palestinienne a lancé une offensive sans précédent contre l'Etat colonial d'Israël »*. Une remarque vite supprimée. ■

JULIETTE GUÉRON-GABRIELLE

La campagne active des médias Bolloré

CNews, C8 ou « Le JDD » sont intervenus directement dans le jeu politique depuis le 9 juin

Une ultime fois depuis la dissolution annoncée le 9 juin, l'un des médias du groupe Vivendi, de Vincent Bolloré, a pris part à la campagne électorale de manière active. Et ce, à quelques heures seulement avant le moment (vendredi à minuit) où il n'est plus possible, pour aucune chaîne de télévision ou de radio, ni sur Internet, de traiter la campagne électorale.

Peu après 21 h 30, vendredi 5 juillet, le site du *Journal du dimanche (JDD)* dévoile un *« document »* censé prouver que le gouvernement s'apprêterait à suspendre la loi sur l'immigration adoptée en décembre 2023. Une « information » extrêmement sensible dans le contexte électoral, où la question de l'immigration constitue l'un des thèmes de prédilection de l'extrême droite. Démentie par le gouvernement, elle ne fait l'objet d'aucun article dans *Le JDD* disponible en kiosque ce 7 juillet. Pas même un entrefilet dans la page réservée aux « Indiscrets », ne serait-ce que pour signaler l'agitation qu'elle a provoquée.

Une vingtaine de minutes après la mise en ligne de l'article, à 22 h 01, Jordan Bardella le relaie sur le réseau X. *« Alors qu'une immense majorité de Français souhaite maîtriser l'immigration, le gouvernement s'apprête à suspendre les quelques maigres mesures de fermeté de la loi immigration,* s'insurge le président du Rassemblement national (RN). *On peut empêcher cette coalition Macron-Mélenchon sous le contrôle de l'extrême gauche : mobilisation ! »*

Sur CNews, c'est alors le début de l'émission « 100 % politique week-end ». Les journalistes Gauthier Le Bret et Yoann Usaï reprennent l'information de *« nos excellents confrères du* Journal du dimanche*»* pour critiquer une *« grave erreur »*, un *« clin d'œil à la gauche »*. *« C'est à contre-courant de ce que veut l'opinion »*, s'insurge Gauthier Le Bret. Son collègue n'en croit pas ses yeux : *« C'est un appel à voter Marine Le Pen, en réalité ! »* A ce moment-là, l'audience de la chaîne n'est sans doute pas très élevée. L'attention des téléspectateurs est captée par le quart de finale France-Portugal, qui rassemblera 12,7 millions de supporteurs, en moyenne, devant M6 – le programme le plus regardé, toutes chaînes confondues, en 2024.

Dès 22 h 05, le ministre de l'intérieur dément sur X : *« C'est bien sûr totalement faux. »* Gérald Darmanin est rejoint à 22 h 08 par la porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot : *« A quelques heures du silence républicain, tentative du* JDD *d'influencer le scrutin avec une fausse information. Peu glorieux »*, poste la candidate macroniste dans les Hauts-de-Seine. Vers 22 h 30, Gabriel Attal fustige à son tour cette *« opération bien huilée »*. *« Les Français méritent mieux que ces méthodes trumpistes »*, condamne-t-il sur l'ancien Twitter. Toute la soirée, toute la nuit, et durant le week-end, le tweet de Jordan Bardella continue de circuler sur les réseaux, cumulant plus de 3 millions de vues.

« LES FRANÇAIS MÉRITENT MIEUX QUE CES MÉTHODES TRUMPISTES », A CONDAMNÉ GABRIEL ATTAL, SUR X

C'est en fin d'après-midi, samedi, que *Le Journal du dimanche* retirera son post, désormais indisponible. L'article – toujours en ligne –, lui, a été profondément modifié dès 1 h 14, samedi, et cosigné par Louis de Raguenel, le chef du service politique d'Europe 1, chroniqueur sur CNews. Il indique désormais : *« Face au tollé provoqué par nos informations, la porte-parole du gouvernement affirme que "les décrets seront publiés dans les délais". »* Comme l'a signalé le collectif qui *« lutte contre le financement du discours de haine »* Sleeping Giants, il a, au passage, été décorrélé de l'actualité des législatives. Contacté, le directeur de la rédaction du *JDD*, Geoffroy Lejeune, n'a pas donné suite à notre appel.

Saisines devant l'Arcom

Vendredi à 23 h 30, le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné, avait annoncé avoir saisi le tribunal judiciaire de Paris d'une *« action anti-fake news »*. Cette loi de 2018, destinée à lutter contre la prolifération des fausses informations, mais difficile à appliquer, a été voulue par Emmanuel Macron. Lors de la campagne pour la présidentielle de 2017, il avait été lui-même la cible de diverses fausses informations et tentatives de déstabilisation véhiculées par les réseaux sociaux, dont l'une avait été reprise par Marine Le Pen lors du débat de l'entre-deux-tours.

Ce n'est pas la première fois que, depuis la dissolution, des « médias Bolloré » sont partie prenante du jeu politique. *Le Monde* avait révélé, le 13 juin, comment le président des Républicains, Eric Ciotti, avait orchestré avec Vincent Bolloré l'annonce de son ralliement au RN. Le lendemain, le journaliste du média *Frontières* (ex-*Livre noir*) Erik Tegnér avait révélé sur CNews avoir participé (à distance), et même voté, au bureau politique du parti Les Républicains, qui avait vu l'exclusion de son président, Eric Ciotti. Le même jour, sur C8, Cyril Hanouna appelait Jordan Bardella en direct afin qu'il engage la discussion avec Sarah Knafo, députée européenne Reconquête !, afin de renouer les liens entre les deux partis d'extrême droite. Le 19 juin, Europe 1 a *« révélé »* sur son antenne qu'Emmanuel Macron pourrait recourir, *« si aucun parti n'obtenait de majorité absolue »*, à l'article 16 de la Constitution, *« qui lui conférerait les pleins pouvoirs »*. Une information démentie ensuite… par CNews.

Dans les prochains jours et prochaines semaines, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) aura à examiner les différentes saisines dont ces événements ont fait l'objet. S'y ajoutera, sans doute, la déclaration du footballeur Jules Koundé, au sortir du terrain, samedi à 00 h 31 sur M6, qui a longuement appelé à voter contre le RN. Un manquement à la règle de silence électoral auquel la chaîne, contactée par *Le Monde*, n'a pas souhaité pas réagir. ■

AUDE DASSONVILLE

Le Monde
MERCREDI 10 JUILLET 2024

Premières difficultés pour Bardella à la tête du RN

Des voix dénoncent, au sein du parti, les erreurs stratégiques du jeune président lors des élections législatives

Depuis des mois, les rares contempteurs de Jordan Bardella au Rassemblement national (RN) ne lui souhaitaient qu'une seule chose : un revers, un tout petit revers, pour lui tanner le cuir. Les voilà exaucés. A 28 ans, celui qui se rêvait premier ministre n'est que premier déçu et, en tant que président du RN, premier responsable de l'échec du second tour des élections législatives le 7 juillet. Une responsabilité qu'il a d'ailleurs souhaité assumer, lundi 8 juillet après-midi, pressé par les caméras devant le siège du parti d'extrême droite, dans le 16e arrondissement de Paris.

« On commet toujours des erreurs, j'en ai commises. (...) *J'assume ma part de responsabilité tant dans la victoire aux élections européennes que dans la défaite d'hier »*, a lâché Jordan Bardella, la mine fatiguée, avant de répéter mécaniquement le scénario devant faciliter la victoire prochaine du RN. Ce n'est toutefois pas lui qui a fait les frais de ces *« erreurs »*, mais le directeur général du parti : Gilles Pennelle, fraîchement élu député européen, a remis sa démission dans la soirée. Si la victoire est *« différée »*, selon le terme de Marine Le Pen, le droit d'inventaire n'attend pas.

Dès lundi matin, Louis Aliot, vice-président du parti et maire de Perpignan, décide de sortir le RN du déni collectif, sur RTL. *« On peut gagner, je l'ai fait à Perpignan, mais cela demande des efforts de notre part. On ne fera pas l'économie d'un examen de conscience. »*



Jordan Bardella, président du Rassemblement national, arrive au QG du parti, à Paris, le 8 juillet. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

« Se pencher sur les problèmes »

Dans la foulée, le député du Pas-de-Calais Bruno Bilde, joint par *Le Monde*, insiste : *On ne peut plus continuer comme ça. On a besoin de rassurer. Or, nous avons eu des profils extrêmement clivants, parfois même inquiétants. Il va falloir que la direction se penche tout de suite sur ce problème qui a parasité l'intégralité de la campagne, et surtout l'entre-deux-tours. »* Par un message sur X, Marine Le Pen leur donnera la bénédiction juste avant un bureau exécutif du parti en invitant ses ouailles à *« faire aussi le bilan de ce qui peut être, incontestablement, amélioré dans l'avenir »*.

Tandis que le reste du parti se mure dans un silence prudent, l'identité du duo lanceur d'alerte n'est pas anodine. Bruno Bilde et ses proches étaient, en 2022, les principaux soutiens de Louis Aliot dans sa candidature face à Jordan Bardella lors de l'élection à la présidence du parti. A l'issue d'une nette victoire, en novembre 2022, Jordan Bardella s'était fixé quatre priorités à la tête du RN : ouvrir le mouvement à un nouvel électorat, les déçus du « zemmourisme » et de la droite ; *« occuper le prestigieux terrain des idées » ;* former *« une élite nouvelle »*, ses militants, et renouveler les cadres ; et mieux préparer les élections à venir, notamment d'éventuelles législatives anticipées et les municipales de 2026. Seule la première a été accomplie, avec l'incontestable conquête de l'électorat de droite observée aux élections européennes. Mais la campagne des élections législatives a montré les lacunes dans tous les autres domaines.

Le travail programmatique n'a été qu'effleuré par le parti et relève plutôt du groupe parlementaire ou d'intervenants extérieurs. La plate-forme de formation en ligne Campus Héméra, confiée à l'ancien sondeur Jérôme Sainte-Marie – battu aux législatives dans les Hautes-Alpes –, est en léthargie. Un seul séminaire de formation idéologique a été organisé. La préparation des élections municipales a déjà pris du retard, et le « plan Matignon » s'est révélé un échec.

Au-delà des candidats problématiques, certains pointent du doigt les ratés de la séquence des législatives. Le choix du même directeur de campagne que pour les européennes, le député de Moselle Alexandre Loubet, malgré la fatigue accumulée et un siège à défendre, était-il le bon ? Le parti a parfois semblé manquer de coordination à son sommet, avec des déclarations contradictoires sur le programme, le débat sur les binationaux en étant la manifestation la plus éclatante.

L'absence de déplacement de campagne de Jordan Bardella aux côtés des candidats ne laisse pas d'étonner, compte tenu de sa popularité. Durant trois semaines, le président du RN a fait le choix de consulter tous azimuts avec Marine Le Pen pour préparer un gouvernement, anticipant une victoire qui, sur le terrain, se détricotait en son absence. *« C'est Napoléon qui va dormir à Moscou, mais ne sécurise pas ses bases arrière. Derrière, c'est la bérézina »*, compare un interlocuteur régulier de Marine Le Pen, décrivant une formation sens dessus dessous.

Choix humains hasardeux

Le parti, constatent plusieurs sources de la sphère lepéniste, connaît les mêmes travers que lorsqu'il était dirigé par Marine Le Pen, à savoir des choix humains hasardeux et une absence de méritocratie interne. Le choix de Gilles Pennelle au poste de directeur général du parti, un proche, humainement et idéologiquement, de Philippe Olivier, principal conseiller de Marine Le Pen, était questionné depuis sa nomination. Tout comme la désignation, par l'élu breton, de nombre de délégués départementaux, jugés trop faibles.

Grand ordonnateur de la structuration du parti, Gilles Pennelle n'aura donc pas résisté plus de vingt-quatre heures à la faillite de son « plan Matignon ». Soucieux de ne laisser prise à aucune critique, le RN lie sa démission à son nouveau mandat. Ce départ n'avait pourtant jamais été évoqué avec la presse, ni communiqué aux cadres du parti. Sollicité ce lundi, Gilles Pennelle n'a pas répondu au *Monde*.

« Ses fonctions européennes sont incompatibles avec un travail à temps plein à Paris », justifie Philippe Olivier. Ce membre du bureau exécutif anticipe d'autres manœuvres au sein du RN : *« Jordan Bardella va annoncer une réorganisation générale du parti. Elle aurait eu lieu, quoi qu'il arrive. Mais il y aura des modifications périphériques qui tiendront compte des dysfonctionnements constatés* [lors des législatives]. *»*

LE PARTI A PARFOIS SEMBLÉ MANQUER DE COORDINATION À SON SOMMET, AVEC DES DÉCLARATIONS CONTRADICTOIRES SUR LE PROGRAMME

Si rien n'a filtré du bureau exécutif, la décision de *« sanctionner »* tous les *« fautifs »* des législatives a été entérinée par la direction. Outre des candidats épinglés pour antisémitisme, racisme ou xénophobie, plusieurs responsables de fédération feront les frais de ce casting défaillant, validé par une commission nationale d'investiture où siègent notamment Jordan Bardella et Marine Le Pen.

« Il y a faute quand on confie à un délégué départemental le soin d'investir une personne [du département] *et qu'il ne procède pas aux vérifications nécessaires*, tempête Philippe Olivier. *Il n'y aura aucune indulgence, zéro tolérance. Mais pas de purge de tout l'appareil. »* Le RN espère déjà une nouvelle dissolution. *« Il nous faut préparer une armée de 577 candidats prêts pour le jour. Là, c'était le cas dans les deux tiers des territoires »*, évaluait M. Aliot à la tombée des résultats.

Moins de deux ans après son accession au sommet du RN, Jordan Bardella est contraint à un premier bilan de sa présidence. Une cote de popularité exponentielle et plusieurs records électoraux n'ont pas coïncidé avec la professionnalisation d'un mouvement toujours aussi lacunaire dans l'implantation locale et la formation de cadres. *« Un parti politique est un outil, pas une fin en soi »*, posait en mai 2022 Marine Le Pen, heureuse alors de confier à son dauphin les rênes de l'entreprise familiale, et les pesanteurs qui vont avec.

Après des législatives décevantes, l'ancien aspirant premier ministre doit remiser son ébauche d'équipe gouvernementale pour remanier la direction du parti. Et redresser la barre d'un navire désormais au service des ambitions présidentielles de son aînée. ■

CORENTIN LESUEUR
ET CLÉMENT GUILLOU

Avec six députés, le « grand chelem » de l'extrême droite dans le Gard

Pour la première fois, le Rassemblement national remporte l'intégralité des circonscriptions de ce territoire, même dans les terres de gauche

NÎMES - *correspondante*

Une couleur uniforme sur l'ensemble du département, et un parti qui progresse d'une élection à l'autre. Comme aux européennes du 9 juin, le Gard a d'abord voté pour le Rassemblement national (RN) et envoie, pour la première fois, six députés d'extrême droite à l'Assemblée nationale, lors des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet.

Dans ce département qui s'étend des hauteurs du mont Aigoual aux bords de la Méditerranée, la situation est inédite, mais pas surprenante. Le RN, qui comptait depuis 2022 quatre députés gardois, avait annoncé son ambition au soir des européennes : rafler l'ensemble du territoire. Objectif atteint.

Les députés sortants Yoann Gillet, Pascale Bordes et Pierre Meurin n'ont pas été inquiétés, dépassant tous 54 % des voix au second tour, alors que, sur la deuxième circonscription, Nicolas Meizonnet avait été élu au premier tour. Dans les deux autres circonscriptions, qui jusque-là avaient résisté, le ciottiste Alexandre Allegret-Pilot, parachuté sur la cinquième circonscription, et l'avocate nîmoise Sylvie Josserand, ancienne militante socialiste devenue eurodéputée RN le 9 juin, battent les candidats du Nouveau Front populaire (NFP), mais avec des scores plus resserrés (respectivement 51,6 % et 51,4 %).

« Pas une fatalité »

Ces deux derniers duels laissent des remords aux vaincus. *« Je suis triste pour le département et triste pour les Cévennes gardoises »*, reprend le député « insoumis » sortant Michel Sala, qui perd sa place de député dans la cinquième circonscription pour 1994 voix, sur une terre historiquement de gauche. *« Les reports de voix tardifs ou pas assez clairs n'ont pas aidé »*, estime-t-il.

Plus direct encore, Nicolas Cadène (NFP, apparenté aux écologistes), ancien rapporteur de l'Observatoire de la laïcité, qui se présentait sur la sixième circonscription, accuse l'équipe municipale de Nîmes, bastion des Républicains (LR), et l'entourage du maire, Jean-Paul Fournier : *« Si on perd, c'est du fait du "ni-ni" répété par le maire de Nîmes, le président de l'agglo* [Franck Proust] *et le sénateur LR* [Laurent]*Burgoa. Ils ont mis un signal égal entre RN et NFP. »*

Un message relayé durant l'entre-deux-tours par l'ensemble de son équipe municipale, et qui a certainement fait le jeu du RN. Sur la sixième circonscription, composée de plusieurs cantons nîmois, le nombre de votes blancs est passé de 797 au premier tour à 3 232 au second tour. Pour les votes nuls, l'écart est aussi significatif : 327 le 30 juin, 1 070 le 9. Et Nicolas Cadène échoue par 1 457 voix.

Après ce scrutin historique pour le Gard, la gauche veut comprendre. *« Ce n'est pas une fatalité, ce n'est pas le vrai visage du Gard »*, estime la présidente socialiste du Conseil départemental, Françoise Laurent-Perrigot. Vincent Bouget, à la tête de l'opposition nîmoise et secrétaire départemental du Parti communiste français, observe *« un vote qui s'amplifie dans les lieux où la vie sociale est en recul. Quand les gens ne sont plus ensemble, il y a un problème à la fin »*.

Le communiste considère aussi que dans le Gard, comme *« sur l'arc méditerranéen, il y a un vote culturel et idéologique, qui commence même à grignoter les Cévennes, terres de résistance »*. Michel Sala reprend : *« Nous sommes passés d'une tache rouge à une tache brune* [les quatre circonscriptions du département étaient détenues par les communistes en 1978]. *C'est dur, mais je reste persuadé que le RN n'est pas enraciné dans nos Cévennes, et que la gauche pourra reconquérir cette circonscription. »*

Terre de conquête

Sauf que, désormais, dans le département, plus de 30 000 voix séparent l'extrême droite de l'union de la gauche. Depuis les années 2000, l'extrême droite a fait du Gard une terre de conquête, en commençant par le sud du département, un secteur attaché à ses traditions locales, et dans des villes où l'immigration est très présente. Lorsque le médiatique Gilbert Collard devient député Front national (ancêtre du RN) en 2012, il commence la partition de la dédiabolisation du parti.

Deux ans plus tard, Julien Sanchez, alors jeune disciple de Marine Le Pen, gagne la mairie de Beaucaire, et la machine du parti frontiste se met en place dans ce département. Les ténors du parti viennent régulièrement en Petite Camargue. Du Grau-du-Roi à Saint-Gilles, Jordan Bardella, président du RN élu en 2022, fait des apparitions fréquentes.

Yoann Gillet, député réélu sur la première circonscription et patron du RN gardois, revendique ce travail de terrain : *« On laboure les circonscriptions et l'ensemble du département du Gard depuis plusieurs années, même là où nous ne sommes pas élus. Nous y sommes tous les jours. »* La députée Sylvie Josserand veut voir dans les scores gardois les prémices d'un nouveau modèle politique : *« Le Gard est à contre-courant et fait un grand chelem. Il montre le chemin aux autres. Ce n'est qu'une question de temps. »* ■

AGATHE BEAUDOUIN

Choix du premier ministre : « Une logique politique »

Professeur de droit public, Julien Boudon décrypte la marge de manœuvre d'Emmanuel Macron

ENTRETIEN

Julien Boudon est professeur de droit public à l'université Paris-Saclay, spécialiste de la Constitution. Après les élections législatives, il rappelle que la seule règle qui contraint l'action du président de la République, Emmanuel Macron, est de désigner un gouvernement qui ne serait pas immédiatement renversé.

Le chef de l'Etat a choisi de maintenir Gabriel Attal à Matignon. Emmanuel Macron a refusé sa démission. Quelles étaient ses options ?

Le président peut maintenir le gouvernement, ces prochains jours. Il est normal qu'il y ait une période de flottement, tant que l'Assemblée nationale ne s'est pas réunie, c'est inévitable. Après une dissolution, comme le prévoit l'article 12 de la Constitution, le Parlement doit siéger à compter du deuxième jeudi suivant les élections législatives, quand celles-ci ont eu lieu en dehors de la session ordinaire *[d'octobre à juin]*. C'est le cas aujourd'hui.

Le chef de l'Etat avait, en réalité, trois possibilités. Il pouvait nommer tout de suite un nouveau premier ministre. Il pouvait refuser la démission de Gabriel Attal en le maintenant en poste avec son gouvernement, comme il l'a fait. Et il aurait pu, sinon, accepter sa démission, tout en lui demandant de rester en place pour l'« expédition des affaires courantes ».

Ce troisième régime permet d'assurer la continuité de l'Etat, mais ce n'est pas celui qui a été choisi, peut-être parce qu'il signifie qu'on vient « rogner » sur les pouvoirs du gouvernement. Sans lui couper les ailes, ce fonctionnement, encadré par la jurisprudence du Conseil d'Etat, réduit son périmètre d'action au strict minimum : le gouvernement doit alors se cantonner à un rôle très modeste, à la gestion du train-train quotidien. Mais il ne peut prendre aucune mesure politique significative, sous peine de la voir annulée par le Conseil d'Etat.

Ce régime des « affaires courantes » l'aurait-il empêché de déclarer l'état d'urgence, en cas d'attentats lors des Jeux olympiques par exemple ?

Non, cela ne l'aurait pas empêché de prendre de telles décisions, face à des attentats ou à des catastrophes naturelles. Le Conseil d'Etat a affirmé, dans une décision datant de 1952 dans laquelle il annulait un décret qui avait excédé ce cadre, que cette règle valait, sauf en cas d'urgence. L'idée est bien d'assurer qu'en cas de péril grave le gouvernement ne soit pas empêché d'agir.

> « LA CONSTITUTION N'A D'ÉGARD QUE POUR L'ARITHMÉTIQUE. IL FAUT ATTEINDRE UNE MAJORITÉ SUFFISANTE POUR NE PAS ÊTRE RENVERSÉ »

Ainsi maintenu, le gouvernement dispose-t-il encore d'une marge de manœuvre ?

Comme durant ces trois dernières semaines de « réserve » électorale, il est peu probable qu'il prenne des décisions majeures. Cela apparaîtrait difficilement défendable d'un point de vue politique. Le gouvernement conserve néanmoins une marge importante pour gérer le pays, car si la loi fixe les grands principes et se réserve un certain nombre de domaines (les libertés publiques, le droit électoral, le droit pénal…), il existe aussi un pouvoir réglementaire autonome, qui revient au pouvoir exécutif, avec son propre lot de décrets, d'arrêtés, d'ordonnances, de circulaires…

Emmanuel Macron a dit qu'il attendait la « structuration de la nouvelle Assemblée » nationale pour « prendre les décisions nécessaires ». Quelles sont ses obligations concernant la nomination d'un futur gouvernement ?

La situation actuelle est totalement inédite. D'une part, lors des trois périodes de cohabitation qui ont eu lieu durant la Ve République (en 1986-1988 et 1993-1995 sous François Mitterrand, puis en 1997-2002 sous Jacques Chirac), une majorité absolue à l'Assemblée nationale était toujours sortie des urnes. Le président de la République n'avait donc eu qu'à entériner la nouvelle configuration – sans aucun espace pour nommer un autre premier ministre que celui que la droite ou la gauche avaient alors choisi.

Lors de la dernière législature, de 2022 jusqu'à aujourd'hui, nous avons bien eu deux années sans majorité absolue à l'Assemblée nationale pour la coalition présidentielle, mais il y avait un groupe parlementaire qui était, et de très loin, le seul à être majoritaire au sein de l'Hémicycle – celui de Renaissance et ses alliés, le MoDem et Horizons, avec près de 250 députés. Il n'y avait donc pas d'alternative. Aujourd'hui, en revanche, il n'y a pas de majorité absolue, et le Palais-Bourbon est totalement fragmenté.

Le Nouveau Front populaire (NFP) est néanmoins arrivé en tête. Emmanuel Macron doit-il lui proposer le poste de premier ministre ?

Seul le président de la République est compétent pour nommer le premier ministre, ce n'est pas une prérogative de l'Assemblée nationale. La logique veut qu'il nomme le chef du gouvernement dans le groupe parlementaire le plus étoffé au Palais-Bourbon. Comme c'est le cas dans les autres régimes parlementaires européens, c'est assez naturel.

Dans notre régime néanmoins, le chef de l'Etat n'a aucune obligation juridique, c'est la logique politique qui prévaut. La seule règle qui contraint son action est que le gouvernement doit pouvoir se maintenir : il ne doit pas faire l'objet d'une motion de censure qui serait adoptée contre lui par les députés, et il ne doit pas se voir refuser la confiance de l'Assemblée nationale, s'il la demande. Sinon, dans les deux cas, il devra démissionner.

Quel que soit le parti ou le groupe dont sera issu le premier ministre, ce dernier doit ainsi réussir à obtenir cette confiance du Parlement, implicitement ou explicitement. En l'absence de majorité absolue, le président de la République a donc bien gagné en liberté, mais si la gauche se met d'accord sur un nom à lui proposer, il pourra difficilement faire la sourde oreille. Toute la question est de savoir s'il existe une solution alternative.

Une autre majorité peut-elle prétendre au poste de premier ministre ?

La Constitution n'a d'égard que pour l'arithmétique, qu'importe le « parti » arrivé en tête en nombre de voix ou la nature de la coalition, il faut réussir à atteindre une majorité suffisante pour ne pas être renversé par l'Assemblée nationale. Au vu des résultats, pour ce qui est du NFP, on peut imaginer qu'il puisse gouverner grâce au soutien d'une partie des élus macronistes qui se rallieraient à tel ou tel projet de loi et qui se garderaient de voter une motion de censure. Celle-ci réclame une majorité absolue, soit 289 députés, pour être victorieuse.

Cela ressemblerait aux deux dernières années écoulées, durant lesquelles la majorité présidentielle a pu tenir face aux motions de censure et faire passer certaines lois, grâce aux soutiens de députés du parti Les Républicains (LR), par exemple sur les dossiers des retraites et de l'immigration.

Une majorité alternative pourrait-elle émerger, au regard des prises de position des différents partis ? Si l'on exclut le groupe Rassemblement national (RN), avec lequel personne ne veut former une coalition, que reste-t-il ? Dans la foulée du discours porté par certains acteurs en faveur d'un « axe républicain », qui exclurait le RN comme La France insoumise, un « bloc central » pourrait se constituer, unissant les élus d'Ensemble, ceux de LR et les socialistes. Tout va donc dépendre du positionnement des quatre partis membres du NFP, dont le PS : s'ils restent unis, le président de la République pourra difficilement refuser le nom proposé, sauf à risquer une crise politique majeure.

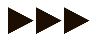
La situation actuelle peut-elle s'éterniser durant plusieurs semaines, voire des mois, avant qu'un nouveau gouvernement soit nommé ?

Il n'existe pas de délai prévu expressément dans les textes. Certains vont peut-être rappeler que le premier ministre Georges Pompidou avait pu, en son temps, être maintenu, après une motion de censure adoptée contre son gouvernement en 1962 – la seule ayant abouti, sous la Ve République – durant près d'un mois et demi. Mais il s'agissait du laps de temps nécessaire pour organiser le scrutin législatif anticipé.

Aujourd'hui, les élections sont passées, l'Assemblée nationale va siéger, il va être extrêmement difficile pour Emmanuel Macron de tenir plus d'une ou deux semaines, en maintenant le gouvernement Attal aux manettes. Cela ne correspond plus à la configuration politique actuelle.

Si le chef de l'Etat essaie de jouer la montre, par exemple le temps que les Jeux olympiques soient passés, l'Assemblée nationale serait en mesure de voter la censure. Même le RN, qui pourrait refuser au départ de l'adopter pour ne pas servir de « marchepied » à la gauche, serait assez vite tenté de joindre ses voix pour faire tomber un gouvernement qu'il n'a eu de cesse de dénoncer. Ce serait donc prendre le risque d'une crise politique en plein Jeux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CAMILLE STROMBONI



« Le budget et l'éducation sont les urgences »

L'économiste Thomas Philippon juge que la décentralisation peut réduire la division des Français



Thomas Philippon, à New York, le 26 octobre 2011. ANTOINE DOYEN/OPALE.PHOTO

ENTRETIEN

Thomas Philippon est professeur d'économie à l'université de New York et membre du Conseil d'analyse économique. Il revient sur la situation politique française et les priorités dont les parlementaires devraient se saisir.

Un Parlement éclaté, des rumeurs de tractation et de coalition… Cette incertitude est-elle mauvaise pour l'économie ?

Ce n'est ni bon ni mauvais. Cela dépendra complètement de la manière de travailler de l'Assemblée. Tout le monde s'accorde sur le fait que la France est un pays divisé. Pourquoi le Parlement ne serait-il pas le reflet de cette division ? S'il était doté d'une majorité confortable, il ne serait pas représentatif de la complexité des Français. J'espère que cette situation poussera les députés à trouver ensemble des solutions face à ces divisions. Après tout, c'est ce que font les citoyens dans leur vie de tous les jours, où ils sont confrontés à des gens qui ne pensent pas comme eux. L'important est que l'on arrive enfin à mettre sur la table des débats de fond sur les priorités de court et de long termes.

Lesquelles ?

Sur le plan politique, il me semble que le message central envoyé par les électeurs est une demande de sécurité. On ne peut pas faire comme si 10 millions d'électeurs n'avaient pas voté pour le Rassemblement national. Selon sa situation sur le spectre politique, on peut vouloir une réforme de la justice ou davantage de police de proximité. Il y a matière à un authentique débat et à de vraies négociations politiques.

Sur le plan économique, je vois deux urgences qui s'imposent, même si leurs temporalités sont très différentes. La première, et la plus immédiate, est la question du budget et la deuxième, de plus long terme, est celle de l'éducation.

Peut-on imaginer un large accord sur le budget ?

Il faut d'abord séparer le constat, qui est imparable, et les mesures à prendre, qui doivent être débattues. Nous devons trouver 110 milliards d'euros par an pour réduire notre déficit et stabiliser la dette. C'est indispensable si l'on veut éviter d'y être contraint par la méfiance des épargnants, comme ce fut le cas pour le Portugal ou la Grèce, avec une austérité qui nous plongerait dans la récession et l'appauvrissement général. Avec le Conseil d'analyse économique, nous sortons *[la semaine du 8 juillet]* une note qui trace un chemin pour passer de trois points de déficit à un solde positif en sept ans, sans passer par la récession.

Sur ces données objectives, tous les partis devraient s'entendre, même s'ils ne sont pas d'accord sur les solutions. Un point important est que cet ajustement est parfaitement faisable. Rappelons que, à la suite de la crise financière *[de 2008]*, le Portugal a réduit son déficit de six points en trois ans seulement, ce qui a aggravé une récession déjà sévère. L'effort français sera beaucoup moins difficile, pour peu que l'on s'y mette tout de suite.

Où trouver ces 110 milliards ?

La voie du gouvernement sortant était de les trouver intégralement dans la réduction des dépenses budgétaires, celle du Nouveau Front populaire serait probablement de les dégager grâce à de nouvelles recettes. La voie médiane est un « mix » des deux, avec à la fois des économies et des impôts. C'est là que se situe l'espace de négociation.

> « NOUS DEVONS TROUVER 110 MILLIARDS D'EUROS PAR AN POUR RÉDUIRE NOTRE DÉFICIT ET STABILISER LA DETTE »

Les inégalités de patrimoine sont telles aujourd'hui qu'on doit pouvoir faire contribuer les très hauts patrimoines au redressement des comptes de la nation. Tous les pays qui l'on fait ont utilisé ces deux leviers. L'équilibre qui me semble optimal serait du type deux tiers de dépenses pour un tiers d'impôt. Dans cette configuration, l'effort sur le budget représenterait des économies de l'ordre de 3 % du produit intérieur brut. Cela se trouve.

Comment ?

Pour commencer, en ciblant mieux les politiques pour ne garder que celles qui sont les plus efficaces. Par exemple, l'apprentissage est une réussite, mais il coûte très cher. On pourrait le focaliser sur certains publics et sur les niveaux de qualification les plus bas. De la même manière, les aides au logement sont inflationnistes, gonflant le prix des loyers. Il faudrait les repenser.

On pourrait aussi évoquer le crédit d'impôt sur la recherche ou les exonérations de cotisations. Il ne s'agit pas de supprimer ces dispositifs qui ont tous leur utilité, mais de les réaménager pour qu'ils soient mieux ciblés et moins coûteux. Avec une bonne douzaine de mesures de ce type, on pourrait trouver les économies recherchées.

Alourdir l'imposition en France n'est-il pas risqué pour l'économie ?

L'imposition des hauts revenus est étroitement liée au consentement à la payer. Il faut leur expliquer que cela représente un investissement pour la France. Mais ce n'est possible que si l'on peut leur démontrer que l'Etat et les collectivités locales font également des efforts. On peut augmenter la fiscalité sur le patrimoine sans tuer la croissance, mais c'est évidemment une question de mesure. Ça ne marche pas si on instaure un taux marginal de l'impôt à 90 %. Les économistes divergent sur l'impôt en partie car ils ne considèrent pas les mêmes échelles de temps et l'importance de la mobilité du capital et du travail qualifié. C'est pour cela que le récit est important : il faut expliquer ce que l'on fait et pourquoi on le fait. En revanche, il y a consensus dans la profession pour dire que la fiscalité sur l'investissement est une mauvaise idée.

Dans ces conditions, comment renforcer l'investissement dans l'éducation ?

Il faut à la fois investir et réformer le système, comme beaucoup d'autres pays l'ont fait. Nous avons, par exemple, étudié les choix de filière à l'université. Il n'y a pas suffisamment de retours d'expérience du marché du travail. Le nombre de places en informatique et en psychologie, par exemple, n'est pas lié à la situation du marché du travail. En Allemagne ou aux Etats-Unis, ils font évoluer les filières en formant davantage dans les secteurs les plus demandés. En France, les universités devraient se préoccuper de la demande. Et l'Etat pourrait les aider si ces filières sous tension, comme les sciences dures, sont plus chères à développer que celles des sciences humaines.

> « L'APPRENTISSAGE EST UNE RÉUSSITE, MAIS IL COÛTE TRÈS CHER. ON POURRAIT LE FOCALISER SUR CERTAINS PUBLICS »

Pourquoi cibler les efforts sur le budget et l'éducation ?

Parce qu'ils représentent les deux plus grands dangers d'appauvrissement pour la France. Dans le cas du budget, la fenêtre est favorable, avec des taux d'intérêt relativement bas, mais cela ne durera pas éternellement. Dans le domaine de l'éducation, car c'est le principal levier d'accroissement de la productivité, et donc du pouvoir d'achat des citoyens. Si on ne le fait pas, comme cela a été le cas en Italie, il n'y aura plus rien à redistribuer.

Y a-t-il une réponse économique à la division des Français ?

Je pense que la réponse se trouve dans des politiques géographiques intelligentes. Aux Etats-Unis, les démocrates donnaient toujours une réponse financière aux problèmes d'inégalités, sans se poser la question des territoires, en imaginant que les gens pourraient déménager. Cependant, il est toujours mieux de trouver un emploi aux gens près de chez eux que de leur donner de l'argent. Ils ne veulent pas l'aumône, mais vivre décemment de leur travail.

Cela passe par plus de décentralisation. Ce n'est pas gagné en France, où même la limitation de vitesse peut être décidée par Paris. Donner davantage de délégations et de responsabilités. Voilà un autre beau sujet de débat à l'Assemblée nationale. On peut tout mettre sur la table. Cela a-t-il un sens d'avoir le même smic en Ile-de-France ou en Ardèche ? Il ne faut pas se limiter à des enjeux de redistribution monétaire.

L'Europe est elle en voie de marginalisation ?

L'Europe est un immense pôle de stabilité pour la France depuis un mois. Et cet équilibre n'a pas été bouleversé par les élections européennes début juin, avec partout des majorités relatives qui tentent de construire des majorités de projet. Au niveau monétaire, c'est également évident. La dissolution de l'Assemblée nationale en France aurait pu provoquer une vraie crise financière sans l'euro. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE ESCANDE

Les marchés accueillent dans le calme la nouvelle donne politique

Au lendemain des élections législatives, la Bourse de Paris a regagné du terrain et la prime de risque de la dette française a un peu baissé

Alors que la dissolution de l'Assemblée nationale au soir du 9 juin avait secoué les marchés financiers, le résultat surprise des élections législatives a été accueilli dans le calme, lundi 8 juillet, même si la visibilité sur la composition du prochain gouvernement et sur ses orientations budgétaires demeure faible.

L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a terminé en baisse de 0,63 %, mais il a passé la majeure partie de la journée dans le vert. Sur le marché des changes, l'euro, qui cédait du terrain en tout début de matinée, s'est stabilisé autour de 1,0830 dollar ; et sur celui de la dette, l'écart, ou « spread », entre le rendement des obligations d'Etat françaises à dix ans et son équivalent allemand, est revenu à 63 points de base, loin du pic de 86 points atteint avant le premier tour de scrutin, le 30 juin.

Le CAC 40, qui avait chuté de 6,5 % en trois semaines après la dissolution, avait regagné 2,6 % la semaine du 1er juillet, à la faveur de la publication de plusieurs enquêtes d'opinion suggérant une absence de majorité absolue pour le Rassemblement national au sein de la nouvelle assemblée. L'issue du second tour n'a de fait pas remis en cause les hypothèses de base sur lesquelles s'est appuyé ce rebond. *« Le scénario d'une majorité absolue pour les extrêmes était écarté, le marché était déjà positionné dans ce sens vendredi soir et il a obtenu ce qu'il attendait, à la surprise près de la première place obtenue par la gauche. Mais il y a une autre surprise : le centre ne s'est pas effondré »*, souligne Alexandre Baradez, analyste de marché chez le courtier IG.

La nouvelle donne politique créée par les résultats du second tour n'aura sans doute pas de répercussion forte sur le marché, ajoute-t-il. *« Les pires hypothèses sont écartées par les rapports de force à l'Assemblée, les mesures les plus extrêmes ne devraient pas être adoptées, même celles issues de la gauche ; je ne vois pas pourquoi le marché devrait paniquer maintenant. »*

« Régime de coalition »

Le soulagement qu'avait suscité entre les deux tours la probabilité croissante d'une absence de majorité pour l'extrême droite comme pour le Nouveau Front populaire s'était déjà illustré dans les résultats de l'émission d'obligations lancée jeudi 4 juillet par l'Agence France Trésor, qui gère la dette de l'Etat : les investisseurs ont souscrit pour 10,5 milliards de titres, soit le plafond prévu, et la demande a été plus de 2,5 fois supérieure à l'offre.

Les investisseurs s'attendent désormais à ce que la formation du gouvernement et le choix du premier ministre prennent plusieurs semaines, un délai qui n'est pas forcément un facteur de déstabilisation. *« Les marchés n'aiment pas l'incertitude mais ils savent parfaitement gérer des gouvernements de coalition qui mettent plusieurs mois à se mettre en place, comme on l'a vu en Allemagne*, explique Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet Asset Management. *On assiste simplement à la confirmation que la France entre dans un régime de coalition. »*

Les discussions sur la formation du futur gouvernement seront donc suivies de près par les investisseurs, pour qui le dossier prioritaire reste la réduction du déficit budgétaire français. Le prochain rendez-vous sera évidemment la présentation du projet de loi de finances 2025, en principe fin septembre, avec la nécessité de trouver de nouvelles économies, ou de nouvelles recettes.

« Sur la deuxième partie de l'année, il y aura 10 milliards à 15 milliards d'euros d'économies à trouver, sans même parler de 2025. Ce sera très compliqué », prévient M. Dembik, qui s'attend à voir le spread franco-allemand se creuser de nouveau si Paris ne se plie pas aux règles budgétaires européennes.

D'autant que les agences de notation sont à l'affût du moindre dérapage. Dès lundi 8 juillet, S&P Global, qui avait abaissé la note souveraine française en mai, a prévenu que *« le nouveau paysage parlementaire français* [allait] *probablement compliquer la prise de décision »* et cite deux hypothèses susceptibles de fragiliser la note actuelle : une croissance nettement inférieure aux prévisions et une augmentation marquée du poids des intérêts de la dette. S&P tranchera sur sa note le 29 novembre. Entre-temps, sa rivale Moody's aura rendu sa propre décision, le 25 octobre. Une double échéance qui annonce déjà un début d'automne à risque. ■

MARC ANGRAND

Au sein de l'UE, l'expectative après le soulagement

Satisfaits de la défaite du RN, à l'exception de l'Italie, les grands pays européens craignent une paralysie de la France

BERLIN, LONDRES, MADRID, ROME, VARSOVIE - *correspondants*

Quand les résultats des élections législatives françaises sont tombés, le 7 juillet au soir, *« toute l'Europe a poussé un grand ouf de soulagement »*, affirme le ministre délégué chargé de l'Europe, Jean-Noël Barrot. Si la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, ou le premier ministre hongrois, Viktor Orban, espéraient une victoire du Rassemblement national (RN), dans leur immense majorité, les Européens se félicitent que l'extrême droite française soit restée aux portes du pouvoir.

En Allemagne, Olaf Scholz s'est dit *« soulagé »* par l'issue des législatives en France. *« Cela aurait beaucoup compliqué les choses que le président français cohabite avec un parti populiste de droite.* (…) *Pour l'amitié franco-allemande, le résultat du scrutin est une bonne nouvelle »*, a déclaré le chancelier social-démocrate (SPD), lundi 8 juillet, en marge d'un déplacement à Nuremberg.

Partagée par l'ensemble des partis de gouvernement outre-Rhin, la satisfaction de voir le RN défait se double néanmoins d'une inquiétude, liée à la possible accession de La France insoumise (LFI) au pouvoir. *« Mélenchon est germanophobe jusqu'au bout des ongles. Dans ses tirades anti-allemandes et anti-européennes, il ne se distingue pas substantiellement de Marine Le Pen »*, a réagi Michael Roth, le président (SPD) de la commission des affaires étrangères du Bundestag dans un entretien au quotidien *Der Tagesspiegel.*

A Berlin, on s'inquiète d'un risque de paralysie à Paris. *« Ceux qui pourraient gouverner ensemble n'ont pas de majorité, et ceux qui s'approchent d'une majorité sont trop différents pour gouverner ensemble »*, a déploré le député chrétien-démocrate Norbert Röttgen, spécialiste de politique étrangère au sein de l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Selon lui – et l'analyse est partagée par de nombreux observateurs outre-Rhin –, c'est le système politique de la Ve République qui se trouve aujourd'hui menacé de blocage, au point d'*« affecter Macron lui-même dans sa fonction de président »*.

Keir Starmer, chef de file du Labour et nouveau premier ministre britannique, n'a pas fait mystère, durant sa campagne, de sa volonté d'un *« rapprochement »* avec l'Union européenne (UE). M. Starmer et son ministre des affaires étrangères, David Lammy, comptent donner des gages de cette bonne volonté dès le sommet de l'OTAN, qui a lieu à Washington du mardi 9 au jeudi 11 juillet. Le fait que les Français aient refusé une majorité absolue au RN est un motif de soulagement pour Downing Street, même si la perspective d'un exécutif hexagonal paralysé ralentira probablement l'opération *« reset »* de Londres avec Bruxelles.

Le nouveau gouvernement britannique a déjà en partie tiré les conséquences de cette configuration inédite. La première visite de M. Lammy, confirmé à son poste le 5 juillet, a été, dès le lendemain, pour Berlin. Il s'est ensuite rendu à Varsovie et à Stockholm, sans passer par Paris, pourtant le premier allié du Royaume-Uni en matière de sécurité et de défense.

Varsovie méfiant

En Pologne, Donald Tusk, le premier ministre, à la tête d'une coalition pro-européenne au pouvoir depuis décembre 2023, s'est réjoui de l'échec du RN : *« A Paris, l'enthousiasme, à Moscou, la déception ; à Kiev, le soulagement. C'est suffisant pour être heureux à Varsovie. »* Les médias conservateurs polonais se sont inquiétés en revanche d'un Jean-Luc Mélenchon qui serait en embuscade derrière le Nouveau Front populaire. L'ancien président du groupe de La France insoumise à l'Assemblée nationale, qui a tenu des propos pro-Kremlin par le passé, est vu avec circonspection à Varsovie. Lukasz Maslanka, analyste au sein du Centre d'études orientales, un groupe de réflexion polonais, rappelle qu'*« il ne faut pas surestimer le rôle »* de LFI ni celui de son leader dans la nouvelle Assemblée nationale. *« Les rapports de force au sein de l'actuelle coalition de gauche sont plus équilibrés. Les socialistes et les écologistes ont plus de députés que la formation de M. Mélenchon. Et il y a toujours une majorité pro-européenne au sein du Parlement français. »*

Quant au sujet du soutien à l'Ukraine, point cardinal de la politique extérieure de la Pologne, reste à savoir quelle sera la position d'Emmanuel Macron après les élections, lui qui avait *« multiplié les ouvertures sur la sécurité de l'Ukraine au début de l'année »*, rappelle l'expert. Selon lui, Kiev se retrouvera d'autant plus renforcé que les forces modérées accéderont au pouvoir en France.



Emmanuel Macron entouré d'autres dirigeants, lors du Conseil européen, à Bruxelles, le 27 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Alors qu'elle avait adressé ses *« félicitations »* au RN pour son succès au soir du premier tour, le 30 juin, Giorgia Meloni, est, quant à elle, restée muette après la publication des résultats du second tour des élections françaises. Depuis l'annonce de la dissolution par M. Macron, son parti, Fratelli d'Italia, avait appelé de ses vœux une victoire du RN et salué l'alliance passée avec Eric Ciotti, embryon, vu de Rome, d'une union des droites sur le modèle italien.

Face à un paysage politique français divisé en trois blocs et dominé par la gauche, l'exécutif italien insiste sur le fait qu'il serait aujourd'hui le plus stable des gouvernements des grands pays européens. Dans l'opposition italienne, en revanche, on exulte. *« La droite peut être battue »* par une *« gauche unie »*, s'est félicitée la secrétaire générale du Parti démocrate, Elly Schlein. L'issue du scrutin français, marqué par l'union de la gauche et les désistements républicains, est citée en exemple alors que les oppositions italiennes tâtonnent vers l'unité face à l'extrême droite.

> GIORGIA MELONI, DONT LE PARTI AVAIT APPELÉ DE SES VŒUX UNE VICTOIRE DU RN, EST RESTÉE MUETTE APRÈS LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

Apprendre à négocier

De son côté, l'Espagne, où le climat politique est délétère depuis un an, a suivi de près le scrutin français. Dimanche soir, le premier ministre espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, s'est empressé de dresser un parallèle avec les élections législatives espagnoles de 2023. Sur son compte X, il a déclaré : *« Cette semaine, deux des plus grands pays d'Europe* [le Royaume-Uni et la France] *ont choisi la même voie que l'Espagne il y a un an : le rejet de l'extrême droite et l'engagement ferme en faveur d'une gauche sociale. »*

C'était une manière pour le dirigeant socialiste de rappeler qu'en juillet 2023 le parti d'extrême droite Vox avait perdu dix-neuf députés par rapport à 2019, soulignant qu'*« avec l'extrême droite on ne peut ni négocier ni gouverner »*.

M. Sanchez a cependant omis de mentionner que dans une assemblée très polarisée, il a dû pactiser avec les indépendantistes catalans, se compliquant considérablement la tâche. Son adversaire politique, le conservateur Alberto Nuñez Feijoo, qui avait tenté sans succès d'obtenir l'investiture deux mois après le scrutin, a pour sa part déclaré sur X : *« L'Europe s'est toujours construite sur la modération. Le centre politique doit s'unir pour empêcher les extrémistes d'orienter son avenir. »* Il a omis de préciser que son parti gouverne avec l'extrême droite dans cinq régions autonomes.

Le quotidien *El Pais* a souligné que, dans la nouvelle Assemblée nationale, les partis devront apprendre à négocier, comparant la situation en France à celle d'autres démocraties parlementaires comme l'Italie, la Belgique ou l'Allemagne. ■

PHILIPPE RICARD (À PARIS), AVEC NOS CORRESPONDANTS

Le pouvoir russe se console avec l'affaiblissement de Macron

Moscou, qui s'était félicité de la spectaculaire percée du RN au premier tour des législatives, a été cueilli à froid par les résultats du second

Au lendemain du premier tour des législatives françaises, Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, avait prévenu : Moscou suit de *« très près les élections en France »*. Deux jours plus tard, le ministère des affaires étrangères russe s'était félicité du score du Rassemblement national (RN), vantant le *« succès indéniable de l'opposition »*, témoin d'une demande de *« politique étrangère souveraine »*, affranchie du *« diktat de Washington et de Bruxelles »*.

Lundi 8 juillet, face aux résultats du RN au second tour, le pouvoir russe peinait à contenir son irritation. *« Pour la Russie, le mieux serait une victoire des forces politiques prêtes à faire des efforts pour restaurer nos relations bilatérales. Pour l'instant, nous ne voyons l'expression d'une telle volonté politique chez personne,* a déclaré Dimitri Peskov. *Nous ne nourrissons donc pas d'espoir, ni d'illusion particulière à ce sujet. »* Sergueï Lavrov, l'inamovible ministre des affaires étrangères, avait déjà, la veille au soir, jeté le discrédit sur ces résultats : *« Le second tour, apparemment, a été conçu précisément pour manipuler la volonté des électeurs… afin de vaincre, comme on dit, les conservateurs et les populistes. Cela ne ressemble pas beaucoup à la démocratie. »* Selon M. Lavrov, *« si le résultat du premier tour avait été utilisé comme base pour la formation du Parlement, des changements très sérieux se seraient produits en France »*. Même si, sur les réseaux sociaux, des blogueurs nationalistes assurent qu'une partie de la gauche victorieuse en France *« est pour la paix et pour des pourparlers avec Vladimir Poutine »*, Moscou ne cache donc pas sa déception.

« Désagréable… », confie une source proche du Kremlin au sujet du revers du parti de Marine Le Pen. Dans la communication du ministère russe des affaires étrangères, la présidente du RN avait été présentée un peu vite comme arrivée aux portes du pouvoir. *« Dans le choix difficile entre la peste et le choléra, le peuple français, par un vote intelligent, a fait ce choix historique en faveur du choléra*, ironise cette même source. *Mais relativisons. Seule la France pense qu'elle est le centre du monde. A Moscou, nous savons que, sur la scène mondiale, rien ne dépendra des élections européennes… Tout se jouera à la présidentielle américaine. »*

Comme à son habitude, le Kremlin sait adapter son narratif à la situation. Il s'efforce désormais de montrer que la poussée de la gauche, et surtout l'incertitude pesant sur le futur gouvernement constituent *« une défaite pour Emmanuel Macron et, au-delà, pour le libéralisme en Europe »*, analyse Andreï Kolesnikov, l'un des rares politologues indépendants russes encore présents à Moscou. *« Dans les conditions actuelles, le Kremlin ne peut rien articuler de certain,* explique-t-il. *Ils peuvent dire : "les gens n'acceptent pas le libéralisme". Vladimir Poutine n'a pas pour autant de vraie stratégie vis-à-vis de la France et des autres pays occidentaux. Pour son establishment, c'est toujours bon lorsqu'une populiste d'extrême droite l'emporte. Mais il n'y a aucun avantage évident. L'Europe ne deviendra ni pro-guerre ni pro-Poutine. Elle restera anti-guerre et anti-Poutine. »*

« Plans napoléoniens »

La télévision russe n'a quasiment pas parlé des enjeux de ces législatives, à l'exception de l'immigration. Mais elle poursuit l'argumentaire déroulé depuis des mois : présidents et gouvernements européens ne défendent plus les intérêts de leur pays, réduits au rang d'intermédiaires des volontés politiques de Washington et de Bruxelles. *« Macron a en fait encore perdu*, s'est réjoui Léonid Sloutski, leader du parti nationaliste LDPR à la Douma, la Chambre basse du Parlement russe. *Sa politique a été rejetée : les électeurs ont donné la majorité des voix à la coalition des forces de gauche et ont doublé le nombre de mandats pour le Rassemblement national. Les Français disent non aux "plans napoléoniens" des macronistes pour un soutien militaro-financier excessif au régime de Kiev. »*

La priorité de Moscou est de rappeler que c'est la victoire de la cacophonie en France, une situation contrastant avec *« la stabilité »* du régime de Vladimir Poutine, au pouvoir depuis un quart de siècle. *« Ces résultats ne font pas une grande différence pour le Kremlin, qui veut que M. Macron s'affaiblisse, c'est primordial. Le fait qu'il n'ait pas de majorité est bon pour le Kremlin »,* assure Tatiana Stanovaya, politologue du groupe de réflexion R. Politik, basé à Paris.

« La presse officielle russe et les commentateurs fidèles au pouvoir semblent déçus. Mais il y a une constante dans la politique étrangère russe : entretenir le trouble », selon Ekaterina Schulmann, politologue au Centre Carnegie Russie Eurasie à Berlin. *« Ils ne soutiennent personne en particulier et ne ressentent aucune affinité idéologique avec qui que ce soit, parce qu'ils n'ont eux-mêmes aucune idéologie. Mais, avant tout, ils favorisent la discorde, la perturbation et le chaos, et ils ont un étrange talent pour détecter les agents les plus efficaces… »*, prévient-elle.

De ce point de vue, la propagande russe sait tourner à son avantage n'importe quel résultat électoral en France. Sur les télévisions du Kremlin, le mot « ingouvernable » va désormais être décliné sur tous les tons afin que la situation politique à Paris paraisse la plus chaotique possible. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

A Bruxelles, la peur d'une panne de la locomotive française

Au sein des institutions communautaires, on craint que, faute de majorité stable, Paris perde son rôle moteur parmi les Vingt-Sept

BRUXELLES - *bureau européen*

A Bruxelles, dans la soirée du dimanche 7 juillet, parmi les milliers de diplomates et fonctionnaires en poste au sein des institutions communautaires, les Français ont été submergés de messages de la part de leurs connaissances. La quasi-totalité, tous courants politiques et nationalités confondus, se félicitait de voir le Rassemblement national (RN) relégué au troisième rang à l'Assemblée nationale, derrière le Nouveau Front populaire et Ensemble. *« On a évité une grande régression et une paralysie de l'Union européenne* [UE] *»*, explique l'eurodéputé macroniste Pascal Canfin, qui rappelle qu'un gouvernement RN en France, l'un des pays fondateurs de l'Union, aurait pu, avec ses alliés italiens, hongrois, slovaques et néerlandais, bloquer nombre de décisions communautaires.

Pour autant, la situation politique française continue d'inquiéter les Européens. *« On est passé de la crise de la chaise vide à celle de la chaise bancale »*, résume Yves Bertoncini, spécialiste des questions européennes et professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris. De fait, il n'y a aucune majorité au Palais-Bourbon, où le RN a encore gagné des sièges, la France entre dans une période de grande incertitude et, dans un an, Emmanuel Macron pourra de nouveau dissoudre l'Assemblée nationale. L'eurodéputée (Renew) Fabienne Keller appelle la France, qui n'a pas une culture du compromis, à s'inspirer du Parlement européen, où *« nous travaillons depuis longtemps sur la base de compromis avec l'ensemble* [des] *forces* [qui vont] *de la droite républicaine à la gauche sociale-démocrate »*.

« Sur l'Ukraine, la défense, la politique commerciale ou la politique industrielle, il y a des convergences de points de vue, des Républicains [LR] *au Parti socialiste* [PS] *»*, qui peuvent permettre à la France de continuer à s'affirmer sur la scène européenne, affirme Jean-Noël Barrot, le ministre délégué chargé de l'Europe. Mais il est un sujet, et non des moindres, qui, en revanche, divise, et qu'un gouvernement technique ne pourra pas gérer tant il est structurant pour le pays : celui du retour à des finances publiques assainies *« et de la soutenabilité de notre modèle social »*, précise Pascal Canfin.

Spectre d'une crise économique

Avec un déficit et une dette respectivement de 5,5 % et 110,6 % du produit intérieur brut (PIB) en 2023, la France doit, dans les prochains jours, être soumise à une procédure européenne pour déficit excessif. Le 15 octobre au plus tard, il lui faudra présenter à la Commission son plan pour un retour dans les clous des critères de Maastricht, qui prévoient que le déficit budgétaire reste contenu sous les 3 % de la richesse nationale et que la dette publique n'en représente pas plus de 60 %.

La réforme du pacte de stabilité et de croissance lui permet certes de prendre plus de temps que prévu si elle engage des réformes et des investissements de nature à doper sa croissance. Mais, dans le contexte actuel, cela semble difficile, alors que le premier ministre, Gabriel Attal, a suspendu la réforme de l'assurance-chômage juste avant le second tour des législatives, et que la gauche veut revenir sur celle des retraites, tout en augmentant plusieurs postes de dépenses publiques. Reste, pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, la possibilité

LA FRANCE SERA, DANS LES PROCHAINS JOURS, SOUMISE À UNE PROCÉDURE EUROPÉENNE POUR DÉFICIT EXCESSIF

d'augmenter les impôts, dont Emmanuel Macron et la droite ne veulent pas entendre parler.

« Nos partenaires s'inquiètent du programme du Nouveau Front populaire et du risque de voir la France plonger dans une crise économique, au moment où l'Europe doit se battre pour ne pas décrocher face aux Etats-Unis et à la Chine », prévient l'eurodéputée (Horizons, groupe Renew Europe) Nathalie Loiseau. *« Tout accord politique devra montrer que la France engage une trajectoire budgétaire conforme à ses engagements européens »*, insiste Jean-Noël Barrot.

A Berlin, Stockholm, Vienne ou La Haye, on considère que *« si la France ne peut plus réformer, elle sera paralysée »*, pour reprendre l'expression d'un diplomate de l'un de ces pays frugaux. Et d'ajouter : *« Une France paralysée ne peut plus jouer le rôle de moteur. »* Reste à voir comment réagiront les marchés, sur lesquels la France *« emprunte entre 300 et 500 milliards d'euros par an »*, rappelle un commissaire européen, qui voit là une *« corde de rappel efficace »*.

« Pour construire l'Europe, il faut un architecte et un maçon. L'architecte Macron va devoir remiser ses grands plans et faire de la maçonnerie comme les autres », juge Yves Bertoncini, ce qui, poursuit-il, pourrait *« soulager les Allemands »*. De fait, outre-Rhin, à Berlin, on apprécie modérément les grandes ambitions d'Emmanuel Macron pour l'UE, comme ce projet d'emprunter à nouveau à vingt-sept pour financer des investissements dans la défense ou les technologies vertes.

Les propositions parfois disruptives du président français, lors de son deuxième discours de la Sorbonne, en avril, n'ont pas été du goût du chancelier Olaf Scholz, qui a lui-même bien du mal à gérer sa coalition gouvernementale entre le SPD, les libéraux du FDP et les Verts. Face au Parlement français renouvelé, Macron *« doit défendre des politiques raisonnables et moins ambitieuses »*, juge l'eurodéputé allemand de la CDU Andreas Schwab.

A la table du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, où le Parti populaire européen domine, Emmanuel Macron n'est plus l'Européen audacieux qu'il était, même si la France, deuxième économie de la zone euro, reste incontournable. Ses homologues ont compris que le pouvoir se trouve désormais plus à l'Assemblée nationale qu'à l'Elysée, et ils ont bien noté le recul des troupes macronistes au Parlement de l'UE, après les élections du 9 juin. *« Il est en fin de cycle, puisqu'il ne pourra pas se représenter en 2027 ; ça l'affaiblit encore »*, ajoute un commissaire européen.

La décision du chef de l'Etat français de dissoudre l'Assemblée, prenant ainsi le risque de porter le RN au pouvoir, n'a pas non plus été comprise. *« Sa parole est décrédibilisée »*, assure Sébastien Maillard, de l'Institut Jacques Delors. Même dans son camp, l'heure est au désamour. *« Tout le monde reconnaissait un rôle de leader européen à Macron. Tout le monde regrette qu'il soit entamé »*, soupire Nathalie Loiseau. ■

VIRGINIE MALINGRE

Jordan Bardella prend la tête des Patriotes pour l'Europe au Parlement de Strasbourg

Le RN s'allie dans l'hémicycle européen avec le Fidesz de Viktor Orban et le FPÖ autrichien

BRUXELLES - *bureau européen*

Marine Le Pen n'est pas parvenue à créer le grand groupe politique dont elle rêvait au Parlement européen, celui qui aurait rassemblé tous les partis souverainistes et populistes du Vieux Continent. Mais le Rassemblement national (RN), qui, avec ses 30 eurodéputés, représente la première délégation d'élus à Strasbourg, devant celle de la CDU allemande et ses 29 élus, peut se féliciter d'appartenir à la troisième formation la plus importante au sein de l'hémicycle strasbourgeois.

Lundi 8 juillet, le parti d'extrême droite français a en effet annoncé rejoindre Patriotes pour l'Europe. Jordan Bardella a pris la présidence de ce nouveau groupe qui compte désormais 84 eurodéputés de 12 nationalités, quand les démocrates-chrétiens du Parti populaire européen (PPE) en rassemblent 188 et les sociaux-démocrates (S&D) 136. Il devance les Conservateurs et réformistes européens (ECR), un autre groupe d'extrême droite, plus atlantiste que les Patriotes et pro-Ukraine, que domine Fratelli d'Italia, le parti post-fasciste de Giorgia Meloni. Les libéraux de Renew, où émarge le mouvement d'Emmanuel Macron, sont relégués au cinquième rang.

Le 30 juin, à Vienne, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, et son parti, le Fidesz, avaient annoncé vouloir s'allier avec le parti d'extrême droite autrichien FPÖ et le mouvement ANO de l'ex-premier ministre tchèque Andrej Babis. Les trois dirigeants avaient posé les premières fondations des Patriotes : contre le soutien militaire à l'Ukraine, contre *« l'immigration illégale »* et pour *« la famille traditionnelle »*. D'autres formations ont intégré ce groupe : le Parti pour la liberté du Néerlandais Geert Wilders, le mouvement portugais Chega, l'espagnol Vox, le Parti populaire danois, le parti indépendantiste flamand Vlaams Belang ou la Ligue italienne.

Le RN a participé aux discussions dès le départ, mais Marine Le Pen, absorbée par les législatives en France, préférait attendre le lendemain du second tour pour officialiser son départ d'Identité et démocratie (ID), qui a perdu l'essentiel de ses troupes et se retrouve, de fait, dissous dans les Patriotes. Sans doute espérait-elle que M. Bardella, qui ne s'est pas rendu à Bruxelles lundi, serait en position d'entrer à Matignon.

Cordon sanitaire

Parmi les six vice-présidents de Jordan Bardella, on trouve le général italien Roberto Vannacci, élu de la Ligue de Matteo Salvini, qui a fait polémique durant la campagne pour des écrits racistes et homophobes. Dans un livre publié en 2023, il avait jugé que les homosexuels ne sont pas *« des personnes normales »* et estimé que la championne de volley-ball italienne d'origine nigériane Paola Egonu ne pouvait pas représenter l'*« italianité »* en raison de sa couleur de peau. M. Bardella, qui, lundi, a reconnu des *« erreurs »* dans l'investiture de certains candidats polémiques pour les législatives en France, est manifestement moins prudent à Bruxelles.

Les Patriotes pour l'Europe se revendiquent *« résolument »* opposés à *« l'aspect ultra-fédéraliste de l'UE »*, a déclaré l'eurodéputé RN Jean-Paul Garraud, lundi. *« L'alliance des forces pro-Poutine et d'extrême droite est un cadeau à Moscou et vise à déstabiliser la démocratie européenne. Peut-être faudrait-il les appeler "les Patriotes russes" »*, a dénoncé Terry Reintke, présidente du groupe des Verts.

Il est hautement probable que le PPE, les S&D, les Verts et la gauche radicale (The Left) s'opposeront à la nomination de tout élu de ce groupe à des postes de responsabilité au sein de l'institution et reconduiront ainsi le cordon sanitaire auquel ID était déjà confronté. Le nouveau groupe, plus grand qu'ID, permettra en tout cas à ses élus d'avoir un temps de parole allongé et des moyens financiers accrus. Il aura aussi, aux côtés d'ECR, qui partage des combats avec les Patriotes pour l'Europe – contre le pacte vert, contre l'immigration, contre tout ce qui peut donner plus de pouvoirs à l'UE –, un véritable pouvoir de nuisance au Parlement européen. ■

V. MA.

« Pas de gouvernement de coalition sans donnant-donnant »

Le député allemand Nils Schmid incite ses homologues français à se convertir à la culture du compromis chère à son pays

ENTRETIEN

BERLIN - *correspondant*

Député fédéral depuis 2017, Nils Schmid est le porte-parole du groupe social-démocrate (SPD) du Bundestag pour la politique étrangère. Proche du chancelier Olaf Scholz, il est aussi président de l'Assemblée parlementaire franco-allemande, créée en 2019 et qui réunit, au moins deux fois par an, cent parlementaires des deux pays.

Que vous inspire le résultat des élections législatives françaises ?

Un grand ouf de soulagement. Une majorité RN à l'Assemblée nationale aurait eu des retombées extrêmement négatives sur les relations franco-allemandes et l'avenir de l'Union européenne (UE). Sans compter le risque de déstabilisation qu'aurait eu, en France, l'arrivée au pouvoir d'un parti ayant une vision inégalitaire de la société et dont le fonds de commerce est le racisme et le rejet de l'autre.

Le score inattendu du Nouveau Front populaire (NFP) est-il une bonne nouvelle pour une Allemagne dirigée par un chancelier SPD ?

Oui, d'autant plus que, par rapport aux législatives de 2022, on observe un rééquilibrage au sein de la gauche française au profit de la social-démocratie. Nous sommes très heureux de voir le centre gauche renforcé et La France insoumise moins dominante.

Dans son programme, le NFP promet de « refuser le pacte de stabilité budgétaire » européen et de « mettre fin aux traités de libre-échange » entre l'UE et des Etats tiers ? Pour l'Allemagne, n'est-ce pas inacceptable ?

Sur les accords commerciaux, que ce soit avec le Canada (CETA) ou avec le Mercosur, nous n'étions déjà pas sur la même ligne qu'Emmanuel Macron : ça ne changerait donc pas grand-chose avec un gouvernement de gauche. Sur le pacte de stabilité et plus généralement sur l'Europe, l'histoire me rend plutôt confiant : depuis quarante ans, chaque fois que la gauche a été au pouvoir en France, que ce soit avec François Mitterrand, Lionel Jospin ou François Hollande, elle a toujours su s'accommoder des contraintes européennes. Je n'imagine pas qu'elle rompe aujourd'hui avec cet héritage.

Enfin j'ajoute un point : le Nouveau Front populaire n'ayant pas à lui seul la majorité, il ne pourra gouverner qu'en passant des compromis avec des forces centristes, ce qui l'obligera à renoncer à des points de son programme.

L'absence de majorité absolue à l'Assemblée fait dire à certains dirigeants que la France devrait s'inspirer de ses voisins et former un gouvernement de coalition. En Allemagne, où c'est la norme, comment se bâtit concrètement une coalition ?

Pour former une coalition, je dirai qu'il faut trois conditions. D'abord, accepter de devoir faire des compromis. Cela ne veut pas dire qu'on est obligé de se mettre d'accord sur tout. C'est ce qu'il s'est passé en 2021 quand nous avons décidé de faire un contrat de gouvernement entre sociaux-démocrates, écologistes et libéraux : d'emblée, nous avons listé les sujets que nous mettrions de côté et sur lesquels nous ne chercherions pas à nous entendre.

En revanche, dans les domaines identifiés comme devant faire partie du contrat de coalition, nous savions tous qu'il faudrait faire des compromis. Un exemple : les libéraux du FDP tenaient absolument à ce que soit gravé dans le marbre le respect du « frein à la dette » *[qui limite à 0,35 % le déficit structurel annuel de l'Etat fédéral]* et la promesse de ne pas augmenter les impôts. Au SPD, nous étions plutôt réticents au départ, mais nous avons accepté à condition qu'en contrepartie le FDP accepte d'augmenter le smic et les minima sociaux, ce que nous avons obtenu.

Si l'on n'accepte pas ce principe du donnant-donnant, on ne peut pas gouverner en coalition. Mais cela ne suffit pas. Un contrat de gouvernement ne peut pas être qu'une addition de petits compromis. Il faut un fil directeur qui donne un sens à la politique que l'on entend mener et qui justifie que des partis différents décident de travailler ensemble.

Vous avez évoqué un troisième préalable à la formation d'une coalition…

Oui, c'est la personnalité du futur chef du gouvernement. Sa première qualité doit être d'avoir précisément cette culture du compromis, autrement dit d'avoir pour objectif de forger du consensus plutôt que de chercher à se mettre en avant et à imposer ses vues à ses partenaires. Cela suppose de l'expérience. Après, les critères peuvent varier d'un pays à l'autre. En Allemagne, le poids des Länder et des partis politiques fait qu'on a du mal à imaginer un chancelier qui n'a pas déjà appartenu à la direction d'un parti, été ministre fédéral ou dirigé une grande collectivité territoriale. En France, vu le plus faible rôle des régions et des partis, ces préalables sont peut-être moins importants.

« LE FUTUR CHEF DU GOUVERNEMENT DOIT FORGER DU CONSENSUS, PLUTÔT QUE DE CHERCHER À SE METTRE EN AVANT »

La séquence politique qui s'est ouverte en France avec l'annonce de la dissolution a-t-elle altéré l'image de M. Macron en Allemagne ?

Oui, énormément. Ici, personne n'a compris le sens de cette dissolution. La plupart des gens ont été effrayés qu'un président de la République joue avec le destin de son pays comme on joue au poker. Plus généralement, le résultat des européennes et des législatives a provoqué une forme de sidération en Allemagne. Jusque-là, l'image de Macron qui dominait chez nous était celle d'un grand leader européen, avec lequel on n'était pas forcément d'accord mais qu'on admirait pour son intelligence, son énergie et son volontarisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS WIEDER

Le Monde
MERCREDI 10 JUILLET 2024

L'hôpital pour enfants de Kiev sous les bombes

Au moins 41 Ukrainiens ont été tués, lundi, dans des attaques russes visant des cibles militaires et civiles

REPORTAGE
KIEV - *envoyé spécial*

Kiev a subi lundi 8 juillet l'une des attaques aériennes les plus meurtrières depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, en février 2022. La Russie a ciblé des infrastructures civiles alors que le premier ministre indien, Narendra Modi, rencontrait Vladimir Poutine à Moscou, et que le premier ministre hongrois, Viktor Orban, s'était rendu trois jours avant au Kremlin pour proposer un « cessez-le-feu » en Ukraine. Le plus grand hôpital pédiatrique du pays, Okhmatdit (mot-valise pour « protection de la mère et de l'enfant »), et une maternité privée de Kiev ont été frappés par des missiles, qui ont causé la mort de 27 personnes, dont plusieurs enfants. Un bilan provisoire, car des corps peuvent encore se trouver sous les décombres.

Une heure après qu'un missile russe a détruit le bâtiment à deux étages abritant l'unité de soins intensifs et d'hémodialyse d'Okhmatdit, une foule de sauveteurs, de personnel hospitalier et de militaires venus en camion remplissent la cour de l'hôpital, où l'air chargé de poussière est difficilement respirable. Les uns s'affairent à dégager les victimes coincées sous les décombres, les autres à balayer les débris de verre et une grande quantité de meubles détruits.

Après le bombardement de l'hôpital pour enfants Okhmatdit, à Kiev, le 8 juillet.
ROMAN PILIPEY/AFP

« Mon fils était terrorisé »

Vers 13 heures, une seconde alerte aérienne interrompt le travail. Près de l'entrée de l'hôpital, des voix crient : *« Un drone russe survole Kiev »* et invitent tout le monde à se mettre aux abris. La peur d'une seconde frappe visant les sauveteurs, une tactique plusieurs fois utilisée par la Russie ces derniers mois, provoque une dispersion rapide dans le calme.

Au sous-sol des urgences pédiatriques, quelques dizaines de familles se sont réfugiées en attendant la fin de l'alerte. Veillant sur son fils Oreste, un nourrisson prématuré de 2 mois et demi dormant dans une couveuse, Olga Melnyk, 34 ans, raconte qu'elle a vu une docteure blessée aux jambes par des éclats de verre. *« C'était affreux. Je ne comprends pas comment une chose pareille peut se produire. »* Plus loin dans le couloir, Natalia Koval, 24 ans, tient dans ses bras son fils Nazar, 3 ans et demi, qui vient d'être opéré des végétations. Il est pâle, apeuré et se met à pleurer. *« Quand l'alerte a été donnée, nous sommes sortis dans le couloir du 5e étage avec les autres patients. L'explosion a été si forte que j'ai vu des objets voler. Des gens sont tombés. Mon fils était terrorisé. »* Natalia se met à pleurer et implore : *« Je n'ai qu'une seule envie : rentrer chez moi. »* Son mari lui prend la main pour la calmer, et dit, serrant les dents : *« Les Russes ont fait exprès de tirer sur un hôpital pour enfants. »*

Anna Tkatchenko, 35 ans, responsable du service de réanimation, explique que trois opérations sous narcose étaient en cours lorsque l'alerte a retenti. *« Deux enfants ont pu être réveillés et évacués, mais pour le troisième, c'était impossible et l'explosion a soufflé les vitres de la salle pendant l'opération »*, raconte-t-elle. Sains et saufs, les trois enfants ont été évacués en urgence vers un autre hôpital. C'est à peu près à ce moment-là, vers 13 heures, pendant la seconde alerte aérienne, que l'armée russe a frappé une seconde fois, 8 kilomètres à l'est, de l'autre côté du Dniepr. Cette fois, une maternité a été partiellement détruite. Devant la clinique privée Isida, avenue Brovarski, trois corps gisent sur l'asphalte, l'un recouvert d'une bâche noire, les deux autres partiellement carbonisés.

Le succès de l'attaque russe confirme les difficultés croissantes de l'Ukraine à protéger son espace aérien

La façade du bâtiment de deux étages a été crevée par un projectile et de nombreuses voitures sur le parking sont endommagées, mais l'ampleur de la dévastation est moindre qu'à l'hôpital pédiatrique. Plusieurs infirmières de la clinique sont assises sur des bancs, en état de choc. *« On m'a retirée de dessous les décombres*, dit d'une voix blanche une infirmière d'une cinquantaine d'années, qui refuse de dire son nom. *On n'a pas eu le temps de se mettre à l'abri. L'alarme a retenti et presque aussitôt, il y a eu cette explosion. C'est horrible ! Des collègues à nous sont morts. »* Huit personnes ont péri dans cette seconde attaque, selon les autorités municipales.

Débris d'un missile abattu

Les autorités militaires ukrainiennes ont diffusé en milieu d'après-midi des détails sur l'attaque russe. L'hôpital pédiatrique de Kiev a été frappé par un missile de type X-101, d'après le SBU, le service de sécurité du pays, qui a diffusé des images de débris du projectile. Une vidéo filmée au téléphone portable montre la trajectoire finale du missile plongeant à très grande vitesse vers le sol. On y reconnaît la tour du ministère des infrastructures, situé à 100 mètres de l'impact du missile.

Cette vidéo contredit les déclarations du ministère de la défense russe, selon lequel *« de nombreuses photographies et vidéos publiées à Kiev confirment sans équivoque que la destruction* [d'infrastructures civiles] *a été causée par la chute d'un missile de la DAA* [la défense antiaérienne] *ukrainienne »*. Le maire de Kiev, Vitali Klitschko, a en revanche reconnu que ce sont des débris de missile abattu par la DAA qui ont frappé la clinique Isida.

Le ministère de la défense russe affirme avoir mené *« une frappe groupée avec des armes de précision à longue portée contre les installations de l'industrie de défense et les bases aériennes ukrainiennes »*. Juste avant la frappe meurtrière sur Okhmatdit, six missiles de croisière russes ont fondu sur l'usine de composants militaires Artem, située à 1,2 kilomètre au nord de l'hôpital, comme en témoigne une autre vidéo filmée par un habitant de Kiev. Les villes de Kryvy Rih (Sud), Zaporijia et Pokrovsk (Est) ont également été frappées lundi matin par des missiles russes, portant le bilan total de l'attaque à 41 morts et plus de 200 blessés, selon les Ukrainiens.

Le succès de l'attaque aérienne russe confirme les difficultés croissantes de l'Ukraine à protéger son espace aérien. Depuis la Pologne, où il effectue une visite, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a condamné les *« crimes contre les civils, les enfants et l'humanité »* commis par la Russie et a réitéré sa demande de systèmes de défense antiaériens occidentaux. Le chef d'Etat ukrainien doit se rendre mardi à Washington pour assister au sommet annuel de l'OTAN, dont l'un des thèmes sera l'assistance militaire à Kiev.

Lundi, Joe Biden a dénoncé les frappes russes, comme un *« rappel atroce »* de la *« brutalité »* de la Russie, et affirmé que les alliés allaient *« annoncer de nouvelles mesures pour renforcer la défense antiaérienne ukrainienne »*. ■

EMMANUEL GRYNSZPAN

La diplomatie parallèle d'Orban embarrasse l'Union européenne

Le premier ministre hongrois, qui assure la présidence tournante de l'UE, s'est rendu à Moscou et Pékin, sans en informer ses homologues

BRUXELLES - *bureau européen*,
PÉKIN, VARSOVIE - *correspondants*

Kiev le 2 juillet, Moscou le 5 juillet, Choucha, en Azerbaïdjan, le 6 juillet, Pékin le 8 juillet, et Washington, pour le sommet de l'OTAN, à partir du 9 juillet. En moins d'une semaine, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, aura effectué un véritable marathon diplomatique, qui a surpris l'ensemble de ses partenaires européens.

Que le dirigeant hongrois, chargé depuis le 1er juillet de la présidence tournante de l'Union européenne, se rende à Kiev, tous ses homologues européens s'y attendaient et l'espéraient. Ce geste symbolique permettait de montrer l'attachement européen au sort des Ukrainiens, qui vivent sous les bombes russes depuis deux ans et demi. Mais que l'homme fort de Budapest se rende ensuite à Moscou, à Choucha, dans la région du Haut-Karabakh reprise en 2023 par l'Azerbaïdjan à l'Arménie – un affront pour Paris –, et à Pékin sous le couvert d'une « mission de paix » en lien avec l'Ukraine, a été perçue comme un signe de déloyauté.

« Les capitales s'inquiètent de plus en plus du rôle que s'attribue M. Orban dans la soi-disant "mission de paix", alors qu'il devrait être clair qu'il ne représente que son propre pays », soulignait lundi, à Bruxelles, un diplomate européen après un week-end où un grand nombre de chefs de gouvernement ont vivement critiqué la diplomatie parallèle de M. Orban. Depuis le début du conflit, les Etats européens exigent une paix juste. *« Et dire que cela ne fait que huit jours que la Hongrie occupe la présidence tournante de l'Union européenne »*, soupire un fonctionnaire communautaire à Bruxelles.

Approbation de Trump

Cette tournée a été, en revanche, très appréciée à Budapest, Moscou et Pékin. *« En l'espace de quelques jours, Viktor Orban a rencontré tous les dirigeants importants qui décideront du sort de l'Ukraine et de l'Europe*, relève Andras Laszlo, un eurodéputé du Fidesz, le parti du premier ministre hongrois sur le réseau social X. *La diplomatie ne peut fonctionner que si l'on parle à toutes les parties. »* Hors Hongrie, cette tournée a été approuvée par le candidat républicain à la Maison Blanche, Donald Trump, qui a qualifié le dirigeant hongrois de *« faiseur de paix »*. *« Assez des guerres incessantes et des sommes d'argent sans fin qui les financent*, a-t-il estimé sur X. *La paix doit être l'objectif ultime. »*

A Moscou, la venue de M. Orban a permis à Vladimir Poutine de s'afficher avec un dirigeant européen et de briser l'unité des Vingt-Sept sur le dossier ukrainien, tout en rappelant au dirigeant hongrois que la paix n'était envisageable que si l'Ukraine retirait ses troupes des territoires que souhaite annexer la Russie… Une perspective impensable pour Kiev et les Occidentaux.

A Pékin, Xi Jinping a pu vanter ses propres efforts diplomatiques en faveur de l'arrêt des combats. La Chine n'a jamais approuvé l'annexion de territoires ukrainiens par la Russie mais n'a pas condamné l'invasion. Elle a présenté en mai, avec le Brésil de Lula, un plan pour des discussions de paix sur l'Ukraine, sans se positionner sur le statut des territoires envahis par Moscou, nœud de toutes les discussions. Pendant ce temps, la Chine fournit les matériaux qui permettent à l'appareil militaro-industriel russe de soutenir son effort de guerre.

« Ce n'est que lorsque les grandes puissances feront montre d'énergie positive, au lieu d'énergie négative, que ce conflit pourra voir apparaître, au plus vite, la lueur d'espoir d'un cessez-le-feu », a commenté, cryptique, M. Xi. Si le premier ministre hongrois est convaincu qu'il faut mettre fin aux combats, il n'a pas encore trouvé la méthode pour mener Kiev et Moscou à la table des négociations. Selon Tamas Matura, professeur de relations internationales à l'université Corvinus à Budapest, le bilan de la tournée diplomatique de M. Orban apparaît pour l'instant assez mince *« puisque les membres de l'OTAN restent fermes sur leur position de soutien à l'Ukraine, et que la Chine n'a pas besoin de médiateur si elle souhaite parler à l'Ukraine ou la Russie »*. ■

HÉLÈNE BIENVENU,
PHILIPPE JACQUÉ
ET HAROLD THIBAULT

Le Rwanda, maître d'œuvre de la rébellion en RDC

Un rapport d'experts mandatés par l'ONU établit que Kigali « dirige de facto » les opérations dans le Nord-Kivu

Dans leurs précédents rapports semestriels, le groupe d'experts des Nations unies (ONU) pour la République démocratique du Congo (RDC) avait déjà mis au jour l'implication d'éléments des forces de défense du Rwanda (FDR) aux côtés du mouvement rebelle du Mouvement du 23 mars (M23) dans la province du Nord-Kivu, dans l'extrême est de la RDC. Présence niée jusqu'alors par Kigali.

La dernière livraison du groupe d'experts, publiée lundi 8 juillet, franchit une nouvelle étape. Elle ne dénonce plus seulement les violations de la souveraineté congolaise par le Rwanda liées à son soutien direct à ce groupe armé composé essentiellement de Tutsi congolais depuis la résurgence de celui-ci en novembre 2021; elle établit que *« les FDR contrôlent et dirigent* de facto *les opérations du M23* [ce qui] *rend le Rwanda responsable des actions du M23 »*. Actions qui, dans certains cas, *« peuvent constituer des crimes de guerre »*, avertissent ces experts de l'ONU dans ce rapport de 300 pages aux nombreuses annexes.

Sur la base de photographies authentifiées, d'images de drones, d'enregistrements vidéo, de témoignages et de renseignements confidentiels, le document décrit ainsi *« les incursions frontalières systématiques des FDR et le renforcement de leur présence dans le "Petit Nord" »*, zone du Nord-Kivu autour de la capitale provinciale, Goma.



Des soldats, équipés d'armes et de sacs à dos ressemblant à ceux utilisés par les forces de défense du Rwanda, marchent dans le parc national des Virunga, en RDC, le 17 octobre 2023 (prise de vue aérienne). SOURCE CONFIDENTIELLE/CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Une administration parallèle

Selon une estimation qualifiée de *« prudente »*, les soldats rwandais présents en RDC – entre 3000 et 4000 déployés fin mars dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi – seraient plus nombreux que les miliciens du M23. Avec force détails et précisions, les enquêteurs de l'ONU ont reconstitué la chaîne de commandement des officiers rwandais impliqués dans cette intervention étrangère ainsi que les divisions, brigades et bataillons engagés sur le terrain.

La participation rwandaise constitue un avantage stratégique déterminant face à l'armée congolaise et ses milices alliées, regroupées sous la bannière des *wazalendo* (« patriotes », en kiswahili). *« La capacité du M23 à opérer simultanément sur plusieurs axes et champs de bataille dépendait du soutien militaire et stratégique des FDR »*, notent ainsi les experts. Comparativement à ce que relevait leur dernier rapport, daté de décembre 2023, le M23 et les FDR ont ainsi augmenté de 70 % la superficie de la zone qu'ils contrôlent, sur laquelle ils ont installé une administration parallèle qui lève des taxes illégales.

Les observations qui constituent le dernier rapport se sont arrêtées à la fin du mois de mars. Depuis, le mouvement armé a continué sa progression vers la zone dite du « Grand Nord », autour de la ville de Butembo, distante de quelque 300 km de Goma. Globalement, au début du mois de juillet, le M23 et les FDR contrôlaient une zone s'étendant, d'est en ouest, sur une centaine de kilomètres, de Bunagana, à la frontière ougandaise, jusqu'à Mweso, dans le territoire du Masisi. Sur l'autre axe, elle courait sur plus de 250 kilomètres depuis Kirumba, au nord, jusqu'aux hauteurs de Minova, au sud, sur les rives du lac Kivu.

Cette expansion territoriale, redynamisée de surcroît au début du mois de mai avec la conquête des villes de Kanyabayanga et Kirumba, est notamment liée à la qualité des équipements en service côté rwandais. Un pas a été franchi avec l'utilisation d'armes de haute technologie, telles que des obus de mortiers de 120 mm guidés par laser de fabrication israélienne ou des systèmes de défense sol-air probablement chinois qui ont permis de neutraliser les drones d'attaque des forces armées congolaises.

L'implication directe des forces de défense du Rwanda dans cette guerre pose la question de la responsabilité pénale du pays sur le plan international. Les experts notent ainsi que *« le soutien systématique et la présence des FDR* [au côté du M23 sur le territoire de la RDC] *sont un acte sujet à des sanctions* [qui] *viole la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo »*.

Les rapporteurs font également état de témoignages attestant du recrutement d'enfants soldats, *« par des officiers FDR »* dans l'enceinte même des camps de réfugiés congolais établis au Rwanda ou en Ouganda.

« Recrues exécutées »

Dans les territoires congolais conquis du Rutshuru et du Masisi, ils ajoutent que *« le M23 a systématiquement enlevé des centaines d'hommes et de garçons âgés de 10 à 12 ans dans les zones rurales alors qu'ils travaillaient dans les champs, individuellement ou en grands groupes* (...), *les recrues qui ont tenté de s'échapper ont été exécutées »*. *« Le M23 et les FDR*, indique aussi le rapport, *ont spécifiquement ciblé les localités majoritairement habitées par des Hutu* [où] *de nombreuses exécutions et destructions de villages ont été signalées. Ces formes de punitions collectives contre les civils sont des actes sanctionnables et peuvent constituer des crimes de guerre. »*

Ces derniers mois, les initiatives régionales – les processus dits « de Luanda et de Nairobi » – n'ont pas permis de contenir les violences. Le Conseil de sécurité de l'ONU, plusieurs gouvernements (français et américain notamment), ainsi que l'Union européenne ont exigé que le Rwanda mette fin à tout soutien au M23.

Ils lui ont également demandé de retirer ses troupes de RDC. En vain. Une situation qui a déjà des conséquences sur un autre théâtre d'opérations, la province du Cabo Delgado au Mozambique, où intervient le Rwanda, légalement cette fois. Alors que les Européens devaient poursuivre leur soutien financier en débloquant 20 millions d'euros en appui à Kigali, les discussions patinent. Face à la France, au

Selon une estimation « prudente », les soldats rwandais présents en RDC seraient plus nombreux que les miliciens du M23

Portugal et à l'Italie qui appuyaient l'octroi de ces fonds, la Belgique exige au préalable que des sanctions soient prises sur le dossier congolais.

Pour sa part, Kigali continue de nier son implication directe chez son voisin. Interrogée sur le contenu du rapport de l'ONU, la porte-parole du gouvernement, Yolande Makolo, juge *« ces accusations absurdes* [et] *le fruit de la guerre de l'information menée contre le Rwanda »*. Elle rejette ainsi la responsabilité de la crise sur *« la RDC* [qui] *a tous les moyens de désamorcer la situation si elle le souhaite »*.

« Le président de la RDC [Félix Tshisekedi] *a déclaré publiquement que son ennemi est le président* [Paul] *Kagame et le gouvernement rwandais, et que les Rwandais ont besoin de l'aide des Congolais pour se libérer* [et] *il a également menacé à plusieurs reprises de déclarer la guerre au Rwanda »*, explique encore la porte-parole.

« Cela se déroule dans un contexte où, comme l'a confirmé un rapport de l'ONU, près de la frontière rwandaise, l'armée congolaise finance et combat aux côtés non seulement de la milice génocidaire FDLR, mais aussi des forces de la SADC [Communauté de développement de l'Afrique australe]*, de mercenaires européens, de forces burundaises et de diverses milices ethniques armées. Le Rwanda prend ces menaces très au sérieux* [et] *continuera à se défendre »*, conclut Yolande Makolo. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

Royaume-Uni : Starmer met fin à l'expulsion des migrants vers Kigali

Le nouveau premier ministre britannique a enterré l'accord signé avec le Rwanda qu'un avis de la Cour suprême avait déclaré illégal fin 2023

LONDRES - *correspondante*

Sans surprise – cela faisait partie du programme de son parti –, le nouveau premier ministre britannique, Keir Starmer, chef de file du Labour, a annoncé, le 6 juillet, lors de sa première conférence de presse à Downing Street, que la politique d'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda était *« morte et enterrée »*. L'accord avec Kigali amorcé par l'ancien premier ministre conservateur Boris Johnson n'aurait jamais pu avoir *« d'effet dissuasif étant donné qu'il concernait moins de 1 % des* small boats *»*, des embarcations de fortune arrivant sur les côtes britanniques, a poursuivi le dirigeant.

Deux ans et demi après l'annonce de ce partenariat, seules quatre personnes ont été envoyées au Rwanda – et encore, toutes de manière volontaire. L'accord a été bloqué par de multiples recours en justice, dont un avis de la Cour suprême, fin 2023, qui le déclarait illégal, le Rwanda étant jugé *« non sûr »* pour les demandeurs d'asile (parce qu'ils risquaient d'être refoulés vers leur pays d'origine, estimaient les juges).

Le gouvernement du conservateur Rishi Sunak a tenté de contourner ce jugement de la plus haute juridiction du Royaume-Uni avec une loi (Safety of Rwanda Bill) adoptée au printemps, déclarant que le pays d'Afrique était *« sûr »*. Mais ce texte controversé n'aurait probablement pas bloqué tous les recours en justice, notamment ceux des demandeurs d'asile invoquant des cas personnels.

Soulagement

L'abandon confirmé de cette politique, jugée cruelle par les associations de protection des migrants, constitue un soulagement pour les dizaines de milliers de personnes arrivées ces deux dernières années au Royaume-Uni, censées remplir les critères pour être expulsées vers le Rwanda. Par quelles mesures le Labour au pouvoir va-t-il remplacer l'accord avec Kigali, le parti s'étant engagé, comme les conservateurs, à limiter la migration légale et illégale ?

Yvette Cooper, 55 ans, la nouvelle ministre de l'intérieur – une députée très expérimentée, qui fut ministre de Tony Blair et de Gordon Brown –, a confirmé dès le 7 juillet les contours de son action. Pour stopper les *small boats* (au 26 juin, 13195 personnes avaient traversé la Manche dans ces frêles embarcations depuis le début de l'année, selon la BBC), elle compte mettre l'accent sur la lutte contre les passeurs et créer une nouvelle structure, une Border Security Command (« unité de sécurité aux frontières »), constituée d'inspecteurs de police dotés de pouvoirs antiterroristes à préciser dans une future loi.

Cette structure devrait être annoncée lors du « discours du roi », la cérémonie d'ouverture du nouveau Parlement, durant laquelle le monarque annoncera le programme législatif du gouvernement – le discours pourrait être prononcé dès le 17 juillet. Le recrutement du chef de la nouvelle unité Border Security Command a commencé lundi 8 juillet. Cette personne, sous l'autorité de la ministre de l'intérieur, sera chargée de mettre en musique les travaux de la National Crime Agency (NCA), des agences de renseignement, des forces de police et des douanes, qui luttent déjà, en coopération notamment avec la France, contre le trafic d'êtres humains et les traversées de la Manche. A en croire le quotidien *Daily Telegraph*, Neil Basu, l'ancien chef du département antiterrorisme au Metropolitan Police Service, fait partie des favoris.

Toujours selon le quotidien conservateur, jusqu'à mille officiers supplémentaires seront recrutés par la NCA, les douanes et le MI5 (l'agence des renseignements intérieurs britanniques), pour lutter spécifiquement contre les passeurs. Un *« nombre significatif »* d'entre eux pourrait être déployé ailleurs en Europe, pour assister Europol et d'autres polices nationales.

Pour stopper les « small boats », la ministre de l'intérieur compte mettre l'accent sur la lutte contre les passeurs

Montée de l'extrême droite

Le Migration Observatory, centre de recherche spécialiste de la migration à l'université d'Oxford, met cependant en garde : *« Le plan du Labour se concentre sur l'application de lois* [antipasseurs]. *On ne sait pas exactement quel impact cette application supplémentaire aura, étant donné que cette stratégie* [de lutte contre les passeurs] *est déjà en place. »*

Le gouvernement britannique mettra sans doute à profit le sommet de la Communauté politique européenne, prévu le 18 juillet au palais de Blenheim, à Woodstock, dans l'Oxfordshire, pour présenter sa stratégie aux autres exécutifs européens. Au-delà de la lutte contre les passeurs, dont il n'a pas caché qu'elle ne constitue pas une solution miracle, le Labour doit aussi s'atteler aux 86000 demandes d'asile en souffrance – correspondant à environ 118000 personnes hébergées dans des logements d'urgence (hôtels, anciennes casernes), dans des conditions difficiles et coûteuses pour le contribuable britannique.

L'enjeu migratoire est considérable pour le Labour, qui a certes gagné les élections législatives du 4 juillet avec une considérable majorité (411 élus à la Chambre des communes sur un total de 650), mais fait face à la montée de Reform UK, un parti d'extrême droite antimigrants. Son chef, le très médiatique Nigel Farage, a enfin réussi à se faire élire député après sept échecs, et il ne devrait pas manquer d'exploiter sa nouvelle position pour demander systématiquement des comptes au Labour. Lutter contre les gangs de passeurs ? *« Le précédent gouvernement luttait déjà* [contre les gangs] *ces dernières années, cela ne marchera pas »*, a déjà réagi le nouveau député pour Clacton (est de l'Angleterre). ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Le Monde
MERCREDI 10 JUILLET 2024

Enseignants : les concours ne font pas le plein

Dans le secondaire, des disciplines comme les mathématiques ou les lettres accumulent les manques



Ce sera le chantier majeur du prochain ministre de l'éducation nationale, quel qu'il soit. Malgré une amélioration par rapport à la session 2023, les concours de recrutement d'enseignants 2024 sont à nouveau déficitaires de plus de 3000 postes, preuve d'une attractivité du métier d'enseignant toujours en berne.

Selon les résultats définitifs publiés lundi 8 juillet par le ministère, 1163 postes n'ont pas été pourvus dans le premier degré public (contre 1227 en 2023), concentrés dans les académies en crise, Créteil, Versailles, Mayotte et Guyane, qui sont désormais structurellement déficitaires. Dans les deux académies franciliennes, les plus grosses du pays, il manquait, à l'issue du concours externe, 48 % des postes à Versailles et 39 % à Créteil, des carences qui n'ont pu être que partiellement comblées par l'organisation de concours supplémentaires.

Dans les vingt-sept autres académies, qui, elles, font le plein, le ministère a autorisé le recrutement sur listes complémentaires là où elles ont pu être constituées. *« Recourir aux listes complémentaires démontre que, même dans les académies qui ne sont pas déficitaires, la situation est tendue »*, remarque Guislaine David, secrétaire générale du SNuipp-FSU. Dans un communiqué publié début juin, le syndicat avait dénoncé une *« érosion massive* (…) *imputable au gouvernement actuel »*.

Les académies de Créteil, Versailles, Mayotte et Guyane, en crise, sont désormais structurellement déficitaires

Hausse en trompe-l'œil

Dans le second degré, l'agrégation, si elle continue à mieux recruter que les autres concours, voit son taux de couverture baisser (94 % contre 95,7 % en 2023). La situation s'améliore en revanche pour le Capes externe public, principale voie de recrutement des professeurs de collège et de lycée, mais 12,4 % des places, soit 635 postes, restent encore en souffrance, contre 17 % en 2023. Les différences sont nettes entre les matières qui pourvoient tous leurs postes, comme l'histoire-géographie ou les sciences de la vie et de la Terre, et les disciplines en crise, au premier rang desquelles figurent les mathématiques (20 % de postes non pourvus), l'allemand (54,5 %), les lettres modernes (11 %) ou encore les lettres classiques (36 %). Dans ces deux dernières disciplines, le ministère souligne une nette amélioration du taux de couverture ; hausse toutefois en trompe-l'œil du fait d'une baisse du nombre de postes offerts (698 en 2024 contre 755, en lettres modernes, et 90 contre 134, en lettres classiques).

Ces déficits désormais structurels sont d'autant plus préjudiciables cette année que les groupes de besoin en français et en mathématiques qui doivent se mettre en place à la rentrée au collège, sauf contre-ordre à la suite des législatives, nécessitent des postes supplémentaires. Le ministère avait concédé dès le mois de janvier qu'ils seraient couverts grâce à des heures supplémentaires et au recrutement de contractuels.

La pénurie s'aggrave, en revanche, dans l'enseignement technique, où près d'un quart des places reste vacant au concours externe, contre moins de 15 % en 2023. Dans les lycées professionnels, le bilan s'améliore mais reste très problématique, avec 23 % de postes non pourvus (28 % en 2023). *« Après deux sessions catastrophiques* (…), *la session 2024 du CAPLP n'est guère plus brillante »*, se désole le Snuep-FSU.

« Chaque année qui s'écoule vient aggraver le problème », pointe Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA. Et les manques se cumulent. Selon la Cour des comptes, il aurait ainsi manqué plus de 5500 enseignants sur la période 2017-2021, soit plus de 1100 chaque année – des chiffres qui se sont largement aggravés depuis, notamment après le déplacement des concours à la fin du bac + 5 en 2022.

Pour Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU, le syndicat majoritaire chez les enseignants du second degré, cette nouvelle session montre que *« le choc d'attractivité promis par les différents ministres n'a pas eu lieu »*. *« Au-delà de la rentrée, cette pénurie qui se perpétue pose la question de l'avenir du service public d'éducation. Ce n'est pas simplement la rentrée qui va être compliquée, c'est le fonctionnement même de l'école tout au long de l'année »*, pointe la responsable.

Grande urgence

Cette crise des recrutements embolise en effet toute l'institution. Chaque année, le ministère peine à placer un enseignant devant chaque classe, les heures supplémentaires des professeurs en poste atteignent des records, les remplacements tardent ou n'arrivent pas, le système de mutations se sclérose, et le nombre de contractuels, toujours très peu formés par rapport aux titulaires, ne cesse de croître… L'urgence est d'autant plus grande que, selon une étude de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère de 2022, 329 000 enseignants doivent être recrutés d'ici à 2030 pour remplacer les départs en retraite. *« Le mur approche »*, s'inquiète Sophie Vénétitay.

En septembre 2023, le ministère de l'éducation nationale, alors dirigé par Gabriel Attal, avait lancé un cycle de concertation consacré à l'attractivité du métier, organisé autour de trois grands axes qu'étaient la formation, les conditions de travail et l'évolution des carrières. Un vaste chantier qui a souffert de l'instabilité politique des derniers mois : trois ministres ont défilé Rue de Grenelle pendant l'année scolaire 2023-2024.

Elisabeth Allain-Moreno parle d'une *« année blanche »* concernant le chantier de l'attractivité du métier. *« C'était déjà la priorité numéro un à la rentrée dernière*, rappelle la responsable syndicale. *Mais, entre le choc des savoirs qui a bousculé le système, les questions de violence et de harcèlement scolaire, l'attentat d'Arras, la valse des ministres et l'agenda politique, les concertations prévues ne se sont pas tenues. »*

La réforme de la formation et des concours annoncée début avril par le président de la République, Emmanuel Macron, est censée résoudre une part du problème. L'éducation nationale mise sur cette transformation, qui doit déplacer dès 2025 les concours de la fin du master 2 (bac + 5) à la licence 3 (bac + 3), *« pour élargir le vivier de recrutement »* et résorber la crise. Le décret entérinant ce changement, qui prévoit aussi deux années de formation rémunérées pour les lauréats, n'est toujours pas officiellement publié et devait passer la validation du Conseil d'Etat, mardi.

« Le choc d'attractivité promis par les différents ministres n'a pas eu lieu »
SOPHIE VÉNÉTITAY
secrétaire générale du SNES-FSU

Alors que les résultats des législatives laissaient planer l'incertitude quant à l'avenir de cette réforme inaboutie au moment de la dissolution de l'Assemblée nationale, la Rue de Grenelle assure que *« rien ne s'oppose techniquement »* à la publication des textes, envisagée d'ici à la fin de la semaine. Pour tous les syndicats, qui, à l'exception du SE-UNSA, se sont opposés au contenu de la réforme et au calendrier de sa mise en œuvre, elle ne peut quoi qu'il en soit que constituer une réponse partielle, voire, selon certains, contreproductive, au manque d'attractivité.

« Il est temps que le gouvernement se penche sur les conditions de travail réelles des enseignants et donne des perspectives à trois ou cinq ans sur les recrutements, afin que les étudiants puissent se projeter, juge Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT-Education formation recherche publiques. *La société dans son ensemble doit regarder autrement les enseignants* (…) *et cesser de les dénigrer. »* ■

SYLVIE LECHERBONNIER ET ÉLÉA POMMIERS

Bac : 85,5 % de réussite au premier tour

Sur les 718 400 candidats présents à la session de juin du baccalauréat, 85,5 % sont admis à l'issue du premier tour, c'est-à-dire avant les épreuves de rattrapage, a annoncé le ministère de l'éducation nationale, lundi 8 juillet. Ce chiffre, provisoire, représente une hausse de 0,6 point par rapport au premier tour en 2023. Les résultats sont, comme chaque année, plus élevés en série générale, où 91,1 % des candidats sont admis (+ 0,3 point). Le taux de réussite en série technologique s'élève à 78,5 % (+ 0,4 point), et à 79,2 % (+ 1 point) pour les bacheliers professionnels. Des oraux de rattrapage auront lieu du 9 au 11 juillet, avant les résultats consolidés, diffusés le 12 juillet. En 2023, 90,7 % des candidats avaient été reçus au baccalauréat à l'issue des deux tours.

Les nitazènes, opioïdes surpuissants, désormais interdits en France

L'Agence nationale de sécurité du médicament a inscrit ce produit de synthèse à la liste des stupéfiants

Un tueur microscopique, surpuissant et furtif a été ajouté à la liste des produits stupéfiants par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM). Les nitazènes, de la famille des opioïdes de synthèse, sont désormais interdits à *« la production, la vente et l'usage »*. Cette décision, mise en application mardi 9 juillet, s'inscrit dans un contexte de diffusion rampante de cette drogue de synthèse, qui peut être aussi bien utilisée sous forme liquide, en poudre, en comprimé que dans des sprays pour instillation nasale ou en e-liquides.

Les composés chimiques des nitazènes, synthétisés à la fin des années 1950 comme antalgiques, avaient été rapidement retirés de la vente en raison de leur rapport bénéfice/risque trop défavorable. La production, la logistique et le commerce de ces molécules essentiellement fabriquées en Chine, aux effets 500 fois plus forts que ceux de la morphine, sont désormais aux mains de réseaux criminels.

Difficiles à repérer

Les nitazènes *« peuvent provoquer des overdoses »* qui *« peuvent survenir brutalement, dans un délai très court après la prise, et entraîner une mise en jeu du pronostic vital, du fait de leur puissance »*, met en garde l'ANSM. Ces symptômes peuvent notamment prendre la forme de difficultés de respiration, de nausée, de rétrécissement de la pupille et d'une profonde somnolence pouvant entraîner un coma mortel.

Voilà plusieurs mois déjà que les nitazènes alarment les experts. En décembre 2023, un communiqué de l'Association française des centres d'addictovigilance soulignait que ces molécules *« réapparaissent sur le marché des substances récréatives en 2019-2020, par exemple aux Etats-Unis, au Canada ou encore en Europe »*, avant que leur usage devienne problématique en France au printemps 2023, quand ils sont *« impliqués dans des clusters d'intoxications graves (avec dépression respiratoire et décès) en Occitanie et sur l'île de La Réunion »*. Deux morts sont directement imputées à ces opioïdes et plusieurs hospitalisations d'usagers en état grave ont été recensées.

Malgré leurs effets dévastateurs, les nitazènes sont difficiles à repérer. Un dépistage urinaire classique ne suffit pas à les détecter et ils peuvent aussi être masqués par la présence dans le corps d'autres produits, tels que l'héroïne. C'est d'ailleurs souvent à son insu qu'un consommateur peut faire l'expérience de cette drogue recherchée pour ses effets euphorisants, lorsqu'elle est mélangée à d'autres substances.

Le timing de la décision de criminaliser l'usage et le trafic des nitazènes en ce début d'été n'est pas anodin, souligne-t-on à l'ANSM. *« La consommation de nitazènes pouvant s'inscrire dans un contexte festif, la perspective des vacances d'été mais aussi de l'accueil des Jeux olympiques rend ce sujet particulièrement d'actualité »*.

L'alerte française fait suite à une communication de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le 25 juin, qui s'alarmait de l'expansion des nitazènes et autres fentanyloïdes à l'échelle de la planète. L'ONUDC s'inquiétait que *« les consommateurs d'héroïne se tournent vers des opioïdes de synthèse posant de graves risques pour la santé »*.

Quelques jours plus tôt, le 11 juin, c'est l'Agence de l'Union européenne sur les drogues qui écrivait dans son rapport annuel qu'*« en 2023, les nitazènes ont été associés à une forte augmentation du nombre de décès en Estonie et en Lettonie et à des foyers d'intoxication localisés en France et en Irlande »*.

Au Royaume-Uni, 176 décès en lien avec cette substance ont été recensés en un peu moins d'un an

Si la funeste réputation des nitazènes est moins médiatisée que celle du fentanyl, ils constituent déjà des sujets d'inquiétude sanitaires dans plusieurs pays d'Europe, particulièrement au Royaume-Uni, où 176 décès en lien avec l'absorption de cette substance ont été recensés en un peu moins d'une année, selon un décompte de la National Crime Agency révélé fin mai. Face au danger des nitazènes en France, l'ANSM préconise l'usage de kits de naloxone, un antidote connu notamment pour être aux Etats-Unis le recours de la dernière chance face aux overdoses dues aux fentanyloïdes, qui ont fait plus de 100 000 morts en 2023. ■

THOMAS SAINTOURENS

Auto : les équipementiers sous pression

Engagés dans un bras de fer avec les constructeurs sur les coûts, les groupes ferment des usines et licencient

A Strasbourg (Bas-Rhin), les 620 salariés et 220 intérimaires de Dumarey Powerglide ont *« massivement suivi »* le mouvement de grève lancé par leur intersyndicale les mardi 2 et mercredi 3 juillet. La fin des commandes de leur principal client, l'allemand ZF, qui fournit des boîtes de vitesses au constructeur BMW, leur fait craindre un plan social imminent. L'entreprise, qui fabrique chaque jour 1550 boîtes huit vitesses, va voir sa production tomber à 620 unités à compter du lundi 15 juillet, puis s'arrêter le 31 août.

Près de Tours (Indre-et-Loire), le fabricant de garnitures Pullflex (56 salariés) a annoncé en juin à ses équipes la fermeture du site. A côté de Châteauroux (Indre), le producteur de jantes Imperiales Wheels s'apprête lui aussi à cesser la production (180 salariés). A Gournay-en-Brie (Seine-Maritime), le fabricant d'airbags suédo-américain Autoliv compte supprimer 55 emplois salariés et 24 postes d'intérimaires d'ici à la fin de l'année. A Mondeville (Calvados), c'est l'usine Bosch qui doit fermer ses portes en juin 2026, laissant 400 personnes sur le carreau.

Un employé de l'usine Valeo, à Etaples (Pas-de-Calais), le 26 mai 2020. MARC DEMEURE/PHOTOPQR/« LA VOIX DU NORD »/MAXPPP

Mouvement de déstockage

Sur la plate-forme Florange Opportunités, qui met en relation « *cédant et acquéreur de sites industriels dans le cadre d'opérations de mises en œuvre de la loi Florange* », plusieurs annonces concernent des reprises d'usine. Par exemple, celle de l'équipementier Bosch à Marignier (Haute-Savoie). Selon l'annonce, *« le site bénéficie de l'expérience des 141 salariés, rompus aux impératifs de qualité du secteur automobile »* qui ont déjà *« opéré une diversification »*. Autre site « Florange » dans le secteur automobile, celui de Saint-Rémy-de-Maurienne (Savoie) du groupe Johnson Electric, avec *« pont roulant de dix tonnes, transformateur, compresseurs »* et 54 salariés.

Chez les équipementiers automobiles, pas une semaine ne passe en effet sans une mauvaise nouvelle sur le front de l'emploi. Depuis le début de l'année, les liquidations (MA France) ou des réductions d'effectifs se multiplient : Nidec, EFI Automotive, Flabeg, Mahle, ZF mais aussi chez Forvia et Valeo. En début d'année, ce dernier a dû revoir à la baisse ses prévisions de croissance.

S&P Global Mobility (S&P), la référence du secteur, évalue, en effet, la production automobile mondiale à 90,3 millions de voitures en 2023, et ne prévoit presque pas de croissance cette année (entre 0 % et 1 %), à peine plus l'an prochain ou en 2026 (entre 0 % et 2 % pour chacun de ces deux exercices). Les ventes de voitures ont certes progressé de 5 % au premier trimestre, tirées par la Chine et l'Europe, mais sans effet sur la production globale. Celle-ci *« a baissé légèrement, ce qui laisse à penser qu'il y a eu du déstockage »*, indiquait le lundi 1er juillet une note de S&P. En France, la vente de voitures électriques à moins de 100 euros par mois, subventionnée par l'Etat, a permis d'écouler les stocks.

Ce mouvement de déstockage mondial n'est sans doute pas terminé : S&P insiste en effet *« sur la croissance rapide des stocks de véhicules chinois dans les ports européens »*. Pour ses experts, l'expansion chinoise est ralentie par *« le déficit de logistique »* pour écouler les véhicules. Les droits de douane fixés par l'Europe freineront l'offensive sans l'arrêter. Pas de croissance et une guerre des prix annoncée, les équipementiers serrent les boulons.

Le cabinet de conseil AlixPartners n'est pas plus optimiste. D'ici à 2030, il estime que la croissance des ventes de voitures sera limitée à 2,2 % l'an et concentrée en Chine, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. *« La Chine est la seule région qui gardera une croissance supérieure au rattrapage post-Covid,* estime Alexandre Marian, directeur associé du cabinet. *En Europe, la croissance sera inférieure à 1 % et tirée par les ventes en Europe de l'Est ou dans les pays qui subventionnent le passage à l'électrique. »*

Environnement instable

A cela s'ajoute une incertitude forte : la transition vers la mobilité décarbonée se passe moins vite que prévu. Le cabinet de conseil s'attend à un report de l'échéance d'interdiction de vente des voitures à moteurs thermique en 2035 en Europe. S&P Global Mobility, de son côté, constate que cela donne un coup de pouce à ceux qui ont une offre de moteurs hybrides.

Cet environnement instable rend la navigation difficile dans un monde où le passage à l'électrique et à des véhicules de plus en plus

Les ventes de voitures ont progressé de 5 % au premier trimestre, mais sans effet sur la production

construits autour des logiciels et de l'électronique embarquée impose d'accélérer les investissements. Les équipementiers de taille mondiale, comme Valeo, Forvia, OPMobility (ex-Plastic Omnium) ou l'allemand ZF *« sont donc limités dans leur capacité à faire baisser ces coûts »*, indique S&P Global Mobility. Ils ont fait des acquisitions pour rester en pointe, ce qui pèse sur leur endettement.

Pour AlixPartners, une autre donnée complique l'équation : la faible croissance du marché européen *« va être captée par les constructeurs chinois »*. Tout d'abord, ils sont beaucoup plus intégrés verticalement que les européens. Pour sa berline haut de gamme Seal, BYD produit lui-même 75 % des composants, Tesla, pour la Model 3, en produit 45 %, Volkswagen, pour son ID.3, 35 % seulement. Ensuite, lorsque les constructeurs chinois achètent une pièce, *« ils ont en général deux fournisseurs qu'ils mettent en concurrence »*, ce qui explique leur coût de revient inférieur de 30 % à celui des Européens. La rentabilité des équipementiers automobiles en Chine n'est donc pas meilleure.

En face, les Européens se sont lancés dans une chasse aux coûts et ont clairement annoncé à leurs fournisseurs qu'ils devaient faire un effort, y compris en cherchant à produire dans des pays moins chers. Sauf que *« le bilan des constructeurs est plus solide que celui des équipementiers,* constate M. Marian. *Les premiers ont réussi à passer les hausses de prix aux clients, pas les seconds »*. ■

SOPHIE FAY

BYD va ouvrir une usine en Turquie

La Turquie a signé, lundi 8 juillet, un accord avec le constructeur chinois de véhicules électriques BYD pour l'ouverture d'une usine sur son territoire, a annoncé la présidence turque. L'accord a été signé au palais de Dolmabahçe, à Istanbul, par le ministre turc de l'industrie et de la technologie, Fatih Kacir, en présence du président Recep Tayyip Erdogan. Il prévoit un investissement de 1 milliard de dollars (0,92 milliard d'euros), pour l'ouverture d'un site devant créer 5 000 emplois directs pour une capacité de production de 150 000 voitures par an, selon le ministère.

Le fonds britannique Greybull reprend Ascometal

La reprise porte sur les trois sites du groupe sidérurgique. La réouverture du laminoir à Dunkerque, fermé en 2019, est prévue

MOSELLE - *correspondance*

Un ouf général, mais sans enthousiasme. Voilà le sentiment qui prévaut après le délibéré rendu, lundi 8 juillet, par le tribunal de commerce de Strasbourg qui valide la seule offre faite pour Ascometal, acteur majeur européen des aciers spéciaux. Elle émane du fonds d'investissement britannique Greybull Capital. La nouvelle met fin à plusieurs mois d'incertitudes. L'entreprise en difficulté a été placée en redressement judiciaire fin mars, après l'abandon de l'actionnaire Swiss Steel. Deux repreneurs s'étaient montrés intéressés : l'italien Venete et le français Europlasma. Avant de se retirer. Greybull était le seul en lice lors de l'audience du 28 juin.

Si l'aciérie de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône, 330 salariés) a été reprise fin mai par l'industriel italien Marcegaglia, quatre autres sites rassemblant 780 emplois restaient sur le carreau : Hagondange (Moselle), où se trouve une aciérie, le siège social et un centre de recherches, et les sites d'usinage et de parachèvement de Custines (Meurthe-et-Moselle), du Marais à Saint-Etienne et des Dunes à Leffrinckoucke (Nord), près de Dunkerque. Au plus tard le 20 juillet, tous battront pavillon britannique. Et porteront probablement un autre nom. Greybull s'est engagé à conserver 760 emplois, soit la quasi-totalité.

« Nous sommes soulagés, on est sauvés. Mais pour combien de temps ?, souffle Yann Amadoro, délégué CGT, qui préfère ne pas s'emballer quelques minutes après le verdict. *Il y a des risques et encore beaucoup d'inconnues. On sait qu'on part sur une opération de retournement, avec un fonds d'investissement qui veut nous revendre d'ici trois ou quatre ans. »*

Projet ambitieux

Spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficulté, Greybull investit dans un large éventail de secteurs dans toute l'Europe. Il a accompagné Plessey Semiconductors, McLaren Applied, Ascoval ou First Circle Packaging dans un parcours jalonné de succès mais aussi d'échecs. Son plan de reprise repose dans un premier temps sur le seul engagement de l'Etat, qui a promis le versement en deux temps d'un prêt de 85 millions d'euros. Greybull a lui aussi prévu 90 millions d'euros d'investissements, *« mais pas avant un an »*, insiste M. Amadoro. Les salariés espèrent que le changement de gouvernement ne viendra pas tout remettre à plat.

Car le projet est ambitieux. L'idée est de se diversifier hors de l'automobile, premier débouché des sites repris, en allant sur les marchés de la mécanique, de l'énergie et de l'armement. L'une des pistes étudiées sérieusement serait la fabrication d'obus de 155 mm utilisés par les canons français Caesar en Ukraine.

Cela passe par le redémarrage du laminoir des Dunes, fermé en 2019 et la création d'une ligne de production à l'aciérie d'Hagondange. *« On parle d'une augmentation faramineuse du tonnage. Je ne sais pas où on va aller la chercher, car le carnet de commandes est faible et il faudra plus d'effectifs »*, prévient le cégétiste. *« Ascometal doit devenir incontournable sur ce marché de la défense »*, a déclaré jeudi 4 juillet, Roland Junck, le futur patron d'Ascometal, venu rencontrer la direction et les syndicats.

« Le redressement d'une entreprise est toujours un défi, mais les plans pour l'avenir d'Ascometal sont solides et passionnants », a déclaré dans un communiqué Marc Meyohas, patron fondateur de Greybull Capital. Olivier Eberhard, l'actuel président d'Ascometal, parle, lui, *« d'excellente nouvelle. Cette reprise va permettre à l'entreprise de trouver un nouveau souffle après une longue période de difficultés financières. Le projet industriel garantit le maintien de la quasi-totalité des emplois, et offre un nouvel avenir au groupe, avec une consolidation de ses actifs et une forte diversification de ses activités »*. ■

PHILIPPE MARQUE

737 MAX : Boeing trouve un accord avec la justice américaine

L'avionneur évite ainsi un procès pénal embarrassant dans le cadre des deux accidents du 737 MAX qui ont fait 346 morts en 2018 et 2019

Les autorités américaines se démènent pour tenter de sortir Boeing de l'ornière. Le département américain de la justice a proposé à l'avionneur un accord, qu'il a finalement accepté, dimanche 7 juillet, pour régler le dossier pénal des accidents survenus sur deux appareils 737 MAX, l'un de la Lion Air, en octobre 2018, l'autre d'Ethiopian Airlines, en mars 2019. Deux crashs qui avaient causé la mort de 346 passagers et membres d'équipage. *« Nous avons conclu un accord de principe sur les termes d'une résolution avec le ministère de la justice »*, a indiqué Boeing, lundi 8 juillet. La proposition faite à l'avionneur est *« un accord de plaider coupable pour complot en vue de tromper la FAA »,* l'agence fédérale américaine de l'aviation.

L'objectif des procureurs est d'éviter à Boeing un procès pénal avec les familles des victimes des deux accidents. Ce nouvel accord vient, en quelque sorte, se substituer à un précédent accord dit de poursuite différée, conclu avec les autorités en 2021. Ce dernier imposait à Boeing de revoir ses procédures de production après les crashs des deux 737 MAX. Mais selon la justice, il n'en a rien été. Au contraire, plusieurs audits menés depuis ont mis en lumière des problèmes de non-conformité et, surtout, des errements dans les contrôles de qualité de la production. Plusieurs lanceurs d'alerte ont, ainsi, récemment porté de graves accusations contre Boeing.

A l'exemple de Sam Salehpour, ingénieur qualité depuis dix-sept ans chez l'avionneur, qui a dénoncé, devant une commission sénatoriale, début 2024, *« une culture qui donne la priorité aux cadences de production plutôt qu'à la sécurité et à la qualité »*. Selon les termes du premier accord, l'avionneur s'était engagé à verser une amende de 2,5 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros) en échange d'une immunité contre des poursuites pénales. Une entente soumise à une période probatoire de trois ans, arrivée à son terme en 2024.

Contrats militaires

Il y a quelques jours, Boeing a reçu une proposition d'accord du ministère de la justice. Il devait transmettre sa réponse *« au plus tard le 7 juillet »* à un juge fédéral d'un tribunal du Texas. Pour entrer en vigueur, cet accord doit encore être approuvé par le juge fédéral. Sans surprise, les familles des victimes se sont déclarées *« très déçues »* par cette procédure. Elles devraient demander au tribunal de refuser cet arrangement lors d'une prochaine audience.

Pas sûr que le juge texan entende leurs arguments. En effet, la procédure du plaider-coupable semble bien plus avantageuse pour les autorités américaines comme pour Boeing. Avec ses dispositions prévues à l'avance, elle permet d'aller vite et évite aux deux parties les incertitudes et la médiatisation d'un long procès. Elle offrirait aussi à l'avionneur le moyen de passer outre le paiement d'énormes indemnités aux familles des victimes.

Sans surprise, les familles des victimes se sont déclarées « très déçues » par cette procédure

Avec cet accord, Boeing devrait débourser moins d'un demi-milliard de dollars et s'engager à investir au minimum 455 millions de dollars dans des *« programmes de conformité et de sécurité »* pour remettre à niveau ses productions. Devrait également s'ajouter à cela la nomination d'un superviseur indépendant pour une durée de trois ans. Il aura pour tâche de veiller à ce que Boeing renoue avec les standards de production autant en termes de qualité que de quantité.

Changement de gouvernance

Une condamnation aurait aussi pu avoir comme effet indirect de priver Boeing des contrats militaires passés par le gouvernement américain avec sa branche défense. Depuis 2019, les autorités d'outre-Atlantique n'ont jamais privé l'avionneur de leur soutien avec des contrats militaires, ou avec la branche espace de Boeing. En 2023, ils ont représenté un tiers de son chiffre d'affaires. Un appui plus que bienvenu alors que les comptes de l'avionneur étaient toujours déficitaires à la fin 2023.

Boeing n'est pas non plus au mieux sur le plan industriel. Depuis le début de l'année, ses cadences de production souffrent, faute de pouvoir recruter du personnel qualifié en nombre suffisant. S'ajoutent à cela les ennuis opérationnels. Ces derniers ont commencé début janvier, après qu'une « porte bouchon » a explosé à haute altitude lors d'un vol de la compagnie Alaska Airlines. Depuis, il semble ne pas se passer une semaine sans qu'un Boeing soit victime d'un incident. Lundi 1er juillet, un 787 Dreamliner de la compagnie Air Europa a dû se poser d'urgence au Brésil après avoir traversé des turbulences, qui ont fait une quarantaine de blessés. Lundi 8 juillet, c'est la FAA qui a enjoint Boeing de faire vérifier les générateurs d'oxygène de plus de 2 600 de ses 737 *« d'ici 120 à 150 jours »*. Le régulateur aurait découvert qu'un adhésif qui fixe les masques serait défectueux.

Sans surprise, les ennuis qui accablent Boeing depuis cinq ans vont chambouler sa gouvernance. Le PDG Dave Calhoun, poussé vers la sortie, quittera ses fonctions à la fin de l'année, après avoir touché une rémunération de 33 millions de dollars pour 2023. Il pourrait être remplacé par un industriel chargé de relancer Boeing sur ses fondamentaux, c'est-à-dire la production d'avions et non la recherche effrénée de la rentabilité. ■

GUY DUTHEIL



PERTES & PROFITS | INFORMATIQUE

PAR PHILIPPE ESCANDE

La révolution quantique en marche

Etre là et ailleurs en même temps. C'est ce qui se passe souvent dans notre cerveau, mais cela existe aussi dans la réalité physique. C'est l'une des propriétés de la physique quantique, qui théorise les propriétés des atomes et des particules.

Décrite depuis plus de cent ans, cette science a donné naissance à l'électronique moderne, des lasers aux semi-conducteurs. Pourtant, elle n'en est qu'à ses balbutiements. Depuis les années 1970, les physiciens tentent d'élaborer un ordinateur quantique, où les particules remplaceraient les puces et révolutionneraient l'informatique.

2024 pourrait bien être l'an I de ce bouleversement. La société française Pasqal, fondée notamment par le Prix Nobel de physique (2022) Alain Aspect, a annoncé trois étapes cruciales dans la très longue marche de cette technologie vers la réalité technologique et industrielle. La première est la livraison de son premier ordinateur au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, le 19 juin.

La deuxième est la signature de deux contrats avec de vrais industriels : le pétrolier saoudien Aramco et l'armateur français CMA CGM, qui va investir dans la start-up, former ses ingénieurs au quantique et utiliser les machines de Pasqal. Enfin, une étape technologique majeure a été franchie dans la course à la taille.

La technologie dite des « atomes neutres » suivie par Pasqal, ainsi que par IBM, consiste à manipuler des atomes à l'aide d'une pince laser. Plus on en manipule en même temps, plus la capacité de calcul est grande. Les deux entreprises ont été les premières à passer le cap des cent atomes dans la même boîte. Le 25 juin, Pasqal est parvenue à en mettre mille. Les chercheurs disent mille « qubits », en analogie aux bits informatiques. On estime qu'à partir de cette taille, on pourra démontrer la supériorité du quantique sur un ordinateur classique.

La technologie choisie par les deux entreprises, qui ont signé un partenariat le 6 juin, permet, selon elles, de monter en puissance plus facilement que les technologies concurrentes. Et la barre des 10 000 qubits est promise pour 2026. On pourra alors faire en quelques secondes des calculs qui auraient pris des milliers d'années avec un ordinateur classique.

De quoi ouvrir des champs d'innovation exceptionnels dans l'énergie, la chimie, les transports ou la finance, même si la machine ne sait que calculer, mais pas raisonner avec un algorithme comme un ordinateur. Elle est donc un complément, comme une puce des millions de fois plus rapide et peu gourmande en énergie. Un saut quantique, qui prouve que la recherche française a encore du ressort. ■

26,5 MILLIONS

C'est le nombre de touristes étrangers enregistrés par le Portugal en 2023. Un record historique qui représente un bond de 19,2 % par rapport à 2022, et une hausse de 7,7 % par rapport à 2019, a annoncé lundi 8 juillet l'Institut national des statistiques. Le tourisme représente environ 12 % du PIB du Portugal, qui a connu en 2023 une croissance économique de 2,3 %, parmi les plus fortes de l'Union européenne, portée notamment par les exportations.

Nike et Adidas talonnés par la concurrence

A l'approche des Jeux olympiques de Paris 2024, des marques comme On, Hoka et Salomon commencent à s'imposer sur le marché mondial des articles de sport

Regarder les pieds des athlètes sélectionnés lors des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris sera riche d'enseignements. Nike, numéro un mondial du marché des articles de sport, équipe les pointures de l'athlétisme, dont le Kényan Eliud Kipchoge, médaille d'or du marathon aux JO de Tokyo, ou la sprinteuse américaine Sha'Carri Richardson. Adidas parraine, lui, pas moins de 800 athlètes, dont Noah Lyles, triple champion du monde sur 100 m, 200 m et 4 × 100 m.

Mais, en dépit de la domination de ces deux géants, leurs challengers parviennent à s'imposer. Sydney McLaughlin-Levrone, titulaire du record mondial en 400 m, chausse des New Balance. Le Norvégien Karsten Warholm, recordman du 400 m haies lors des JO de Tokyo, est sous contrat avec Puma. On, la marque suisse fondée en 2010, revendique une cinquantaine d'athlètes partenaires à Paris 2024, dont la marathonienne kényane Hellen Obiri.

Paris 2024 sera un instantané de la bataille en cours sur le marché mondial des articles de sport, évalué à 520 milliards d'euros en 2022. Face à la concurrence, Nike souffre. Son chiffre d'affaires mondial a progressé de seulement 1 % au cours du dernier exercice, à 47,5 milliards d'euros. John Donahoe, PDG depuis 2020, a prévenu que le groupe ne renouerait pas de sitôt avec la croissance observée en 2021 et 2022. Au grand dam des analystes financiers, qui déplorent son manque d'innovations. L'action a perdu 20 % à Wall Street, le 27 juin, jour de la publication de résultats décevants, et M. Donahoe a lancé un plan de réduction des coûts de près de 2 milliards d'euros, sur trois ans.

Adidas, lui, sort tout juste d'un entre-deux. En pertes sur l'exercice 2023, à la suite de la fin de son partenariat avec le rappeur Kanye West, qui avait tenu des propos antisémites, la firme allemande a relancé ses ventes en 2024. Mais Björn Gulden, PDG du groupe aux 21,4 milliards d'euros de ventes mondiales, a beau se féliciter du succès de ses modèles rétro, dont la Samba et la Gazelle, Adidas doit reprendre pied sur le marché de l'équipement sportif. Or la marque allemande va perdre le contrat de parrainage de la Mannschaft, l'équipe allemande de football. En mars, Nike le lui a ravi pour un montant de 100 millions d'euros, pour sept ans à compter de 2027.

Un coup dur pour sa notoriété et ses ventes de chaussures à crampons et de maillots. D'ici là, M. Gulden promet d'élargir son spectre d'activité à *« tous les sports »* et plus seulement au ballon rond et à la course à pied, ses priorités séculaires. Au siège d'Herzogenaurach, son entourage s'emploie aussi à minimiser le tort que lui feraient ses challengers : *« Des marques de niche, il y en a toujours eu. Et le trio de tête du marché est toujours le même : Nike, Adidas, Puma. »*

La croissance en valeur de 5 % du marché provient principalement de la hausse des prix, relève le cabinet Circana

Mais, à l'évidence, le vent a tourné en faveur des challengers. Les ventes de New Balance ont bondi de 23 % sur son dernier exercice, à 5,9 milliards d'euros. *« En Europe, elles ont augmenté de 35 %. Et en France, notre performance est encore supérieure »*, précise Jérôme Grenet, directeur général de la filiale française. La marque américaine connue pour ses chaussures de running gagne du terrain grâce à des modèles portés au quotidien, dont la 327 et la 530.

Une aubaine pour les enseignes

Dans les stades et dans la rue, On est lui aussi en plein essor. La marque suisse, soutenue par l'ancien champion de tennis Roger Federer, espère doubler son chiffre d'affaires d'ici à 2026 pour atteindre 3,7 milliards d'euros.

Hoka surfe également sur une bonne vague. La marque fondée en France par Jean-Luc Diard et Nicolas Mermoud en 2008, et rachetée en 2013 par le groupe américain Deckers, a enregistré 28 % de croissance, en 2023, à 1,6 milliard d'euros. La firme, connue pour ses modèles bariolés à la semelle épaisse, table sur une croissance de 10 % sur l'exercice 2024-2025.

Même tendance pour Salomon, dont les ventes mondiales dépassent le milliard d'euros. La marque française détenue par le chinois Amer Sports parvient à imposer ses modèles d'inspiration montagne aux pieds des *« urbains, qui souhaitent plus de confort dans les transports en commun ou pédalent pour aller au boulot »*, explique Guillaume Meyzenq, vice-président de la division chaussures.

Cette ébullition tombe à pic. *« Elle dynamise toute la catégorie des chaussures de running »*, observe le directeur général de New Balance en France. Or le commerce tricolore en a bien besoin. La distribution de chaussures de sport est restée stable en volume, avec 83,7 millions de paires vendues dans l'Hexagone en un an, à fin mars 2024, selon les chiffres de Circana. La croissance en valeur de 5 % du marché provient *« principalement »* de la hausse des prix. C'est-à-dire des prix astronomiques en rayons : une paire de New Balance 327 vaut 130 euros, la Cloudtilt, édition limitée d'On, se vend 450 euros et Hoka suggère de débourser 200 euros pour une paire à gros amorti.

Pour les enseignes, ce regain de compétition entre fournisseurs est une aubaine. Car sur ce marché dominé par Decathlon, gros vendeur de modèles produits sous ses propres labels, les Intersport, Foot Locker et JD Sports, en pleine expansion, misent sur ces marques internationales, leurs publicités et leurs lancements à répétition pour attirer de nouveaux clients. Avec un bémol : la plupart de ces marques développent leur propre réseau de vente, en ligne et en ville. A l'approche des JOP, Hoka, Salomon, Adidas et On ont ainsi ouvert des magasins à leur nom dans la capitale. ■

JULIETTE GARNIER

TRANSPORT

Appel à la grève dans les aéroports de Paris le 17 juillet

Plusieurs syndicats du gestionnaire des aéroports desservant Paris, le Groupe ADP, ont appelé, lundi 8 juillet, à se mettre en grève le mercredi 17 juillet, une dizaine de jours avant l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques, réclamant, pour cette période chargée, une gratification *« pour l'ensemble du personnel »*. Les syndicats CGT, CFDT, FO et UNSA demandent aussi un plan d'embauche *« massif »* de 1 000 postes et la garantie de pouvoir poser des jours pendant les Jeux. – *(AFP.)*

Feu vert à la création d'une plate-forme pour les taxis volants à Paris

Le gouvernement a autorisé la création d'une plate-forme flottante, située sur la Seine au niveau d'Austerlitz, permettant le décollage et l'atterrissage de taxis volants électriques à Paris pendant les Jeux olympiques, selon un arrêté publié mardi 9 juillet au *Journal officiel*. Dans la foulée, la Mairie de Paris a fait savoir qu'elle allait attaquer cet arrêté. – *(AFP.)*

DIVERTISSEMENT

Paramount fusionne avec Skydance

Le groupe de médias Paramount Global va fusionner avec la société de production Skydance Media, dont les actionnaires vont prendre le contrôle de la nouvelle entité. Bâtie sur le studio Paramount Pictures et la chaîne américaine CBS, l'entreprise de divertissement, qui affiche près de 15 milliards de dollars (13,8 milliards d'euros) de dette, était en quête d'un partenaire depuis de longs mois. – *(AFP.)*

ÉNERGIE

La plus grande centrale solaire du Chili inaugurée dans le désert d'Atacama

Le groupe énergétique Generadora Metropolitana, une coentreprise détenue à parts égales par EDF et son partenaire chilien AME, a inauguré, lundi 8 juillet, dans le désert de l'Atacama, la plus grande centrale solaire du pays, avec une capacité installée de 480 mégawatts, pouvant alimenter près d'un demi-million de foyers en électricité. – *(AFP.)*

DISTRIBUTION

Les supérettes Sherpa prolongent leur contrat d'approvisionnement avec Casino

Les 119 supérettes indépendantes sous enseigne Sherpa, situées dans les stations de ski en montagne, ont signé un nouveau contrat d'approvisionnement avec le distributeur Casino, leur partenaire depuis 2009, ont-elles annoncé, lundi 8 juillet. Le contrat a été conclu pour dix ans. – *(AFP.)*

■■■■ CHEF-D'ŒUVRE ■■■□ À NE PAS MANQUER ■■□□ À VOIR ■□□□ POURQUOI PAS □□□□ ON PEUT ÉVITER

Portrait de Bruxelles sur un tapis de mousses

Récit d'une errance et d'une rencontre, le film de Bas Devos explore les lisières de la ville et ses poches de nature

HERE

■■■□

On n'en aurait jamais fini de tirer le portrait cinématographique de Bruxelles, ville mouvante qui oppose au passant un visage insaisissable, avec son architecture hétéroclite, sa géométrie multifacette, ses lignes brisées, ses passages et ses transformations à vue. Le cinéaste belge Bas Devos, 41 ans, né en 1983 à Zoersel, dans la province d'Anvers, lui, n'en démord pas, et trouve, dans la métropole, matière à nourrir ses fictions minimales, consacrées aux existences invisibles et périphériques.

Déjà *Ghost Tropic*, le premier de ses films à s'être frayé un passage dans les salles françaises, en janvier 2020, narrait l'odyssée nocturne d'une femme de ménage contrainte de traverser la ville à pied. *Here*, son nouveau long-métrage, persiste à en graver des impressions. Présenté à la Berlinale, en février 2023, le film figurait au sein de la défricheuse section « Encounters », dévolue à la création et désormais supprimée, ce que l'on retiendra comme l'une des premières mesures effectives de la nouvelle direction.



Stefan (Stefan Gota) et Shuxiu (Liyo Gong). JHR FILMS

Cinéma du plan fixe

Le récit s'ouvre au moment de la trêve estivale des chantiers de construction, quand la ville interrompt pour quelques semaines sa frénétique poussée. Stefan (Stefan Gota), ouvrier en bâtiment d'origine roumaine, s'apprête à retourner au pays, dès que sa vieille voiture (*« une épave »*) sera réparée. En attendant s'ouvre pour le jeune homme à la silhouette athlétique un intervalle de trois-quatre jours qui lui permet de liquider ses attaches : vider les restes de son frigo pour en faire une soupe, faire la tournée des proches en allant la distribuer. Mais c'est précisément au cœur de ce temps résiduel que Stefan éprouve un rapport plus profond à la ville, parcourue de long en large, de jour comme de nuit. Le film investit d'abord cet espace de résonance entre une solitude et la conurbation qui l'entoure, dans un jeu de flottements et d'imprégnations qui autorise la dérive ou le rêve (insomniaque, il n'est pas rare que Stefan s'assoupisse le jour, marche la nuit).

Plus encore que d'une errance, *Here* fait le récit d'une rencontre. A la faveur d'un subtil glissement à mi-parcours, la mise en scène quitte subitement l'orbite de Stefan pour celle de Shuxiu (Liyo Gong), une enseignante-chercheuse d'origine chinoise, bryologue de sa spécialité, c'est-à-dire qui étudie les mousses végétales. Le montage sculpte d'abord un rapport à distance entre les deux personnages, qui n'ont rien d'autre en commun sinon qu'habiter le même endroit, composant deux visages d'une ville-monde où se croisent des trajectoires mondialisées – en l'occurrence celles du travailleur détaché et d'une fille de l'immigration. Lors d'un cours, la jeune scientifique évoque les plantes aquatiques en termes de *« racines secondaires »*, ce qui englobe symboliquement l'ethos multiculturel de la métropole. Shuxiu et Stefan partagent une tendance à transiter par les bois : elle pour y observer de précieux spécimens au pied des arbres, lui par ses déambulations à travers parcs et jardins. C'est là, à l'abri des frondaisons, qu'ils feront plus ample connaissance, focalisant leurs regards sur les mousses. *« C'est comme une microforêt, c'est vraiment rempli de vie »*, avancera Shuxiu.

> **Le cinéaste exerce sur toute chose un œil de photographe, attentif à la beauté de l'ordinaire**

Bas Devos pratique un cinéma du plan fixe, qui progresse moins sur l'intrigue que sur l'espace, mettant la silhouette humaine aux prises avec des lieux, qu'ils soient arpentés, investis ou tout simplement observés. Le cinéaste exerce ainsi sur toute chose un œil de photographe, attentif à la beauté de l'ordinaire (la silhouette de Stefan derrière la vitre d'un restaurant chinois, décomposée par les gouttes d'une pluie battante), sensible aux états de la lumière (crépuscules déclinants, rosissements du ciel, jours écrus).

Si le film s'intéresse à la métropole bruxelloise, c'est plus précisément en ces lisières où l'urbanisme cède la place à la nature, où la ville semble déboucher sur son envers naturel. La mise en scène ne fera donc que chercher des voies de passage entre tissu urbain et poches de nature, voire observer la contamination de l'un par les autres. Et ce dès le premier plan, qui donne le ton, sur une tour en construction (le chantier de Stefan) cernée, et presque dévorée, par la rangée d'arbres attenants. Parfois, c'est l'image elle-même qui semble injectée de chlorophylle, comme lorsque Shuxiu, en laboratoire, observe ses mousses au microscope.

Plus le film avance à pas feutrés, plus la nature apparaît comme le rêve d'une ville gagnée par la torpeur. Sensation qu'appuient les usages somnambules d'un Stefan, dont les états de conscience flottants teintent la réalité d'onirisme, et inversement (le passage où il recueille une étrange lueur verte au creux de ses mains). De même, quand Shuxiu arrive dans le récit, c'est d'abord en voix off, par le récit qu'elle fait, en chinois, d'un réveil difficile, tandis que défilent en plans de coupe des parcelles de nature. Ainsi les échanges glissants entre images et sons se font-ils porteurs de ce partage spongieux entre veille et sommeil, qui plane sur tout le film.

Here reprend à son compte un récit élémentaire du cinéma : « *boy meets girl* », « un garçon rencontre une fille », expurgé de tout l'attirail romantique. Le film a l'intelligence de ne pas qualifier cette rencontre d'amoureuse, mais la sensualité détournée des dernières scènes ne fait aucun doute. Transportés dans un bois édénique, les personnages se retrouvent au contact renouvelé avec la nature : toucher les mousses, s'accroupir vers l'humus, saisir un bourgeon des doigts, pendant que les corps se rapprochent, bientôt surpris par une averse elliptique. Sortis de leur héritage socioculturel maudit, les rapports entre homme et femme se réinventent, pris en écharpe par un berceau de verdure. Sous les frondaisons, quelque chose s'est passé, un battement de cœur indistinct recueilli par le cinéma, ce travail de fourmi sur un tapis de mousses. ■

MATHIEU MACHERET

Film belge de Bas Devos. Avec Stefan Gota, Liyo Gong (1 h 22).

« Arpenter la ville est une façon de dénicher des histoires »

Le cinéaste belge revient sur la genèse de son quatrième long-métrage, né de lieux et de gens qu'il connaît et apprécie

ENTRETIEN

Avec quatre longs-métrages à son actif, le cinéaste flamand Bas Devos, 41 ans, s'est creusé une place dans les festivals, et commence à s'en faire aussi une sur les écrans français. *Here*, le deuxième de ses films qui nous parvient, narre la rencontre, dans un Bruxelles estival, de Stefan, ouvrier roumain en vacances, et Shuxiu, botaniste spécialisée dans l'étude des mousses. Même à travers l'écran de visioconférence, le cinéaste aux airs juvéniles sait captiver par cette infinie douceur que l'on reconnaît aussi dans ses films.

Comment en êtes-vous venu à faire du cinéma ?

Je suis né en Flandre, dans le nord de la Belgique, à la frontière avec les Pays-Bas. Je n'ai jamais bien su ce que je voulais faire. Dans ma jeunesse, je dessinais tout le temps. J'ai pensé faire de la bande dessinée, mais y ai renoncé faute de talent. A 18 ans, en 2001, je suis entré à l'école de cinéma de Sint-Lukas, à Bruxelles. Je n'avais aucune culture cinéphilique « légitime » et ne jurais que par Quentin Tarantino ou Werner Herzog. J'ai eu le déclic en tournant un court-métrage à fin ouverte. Il n'était peut-être pas très bon, mais il m'a permis de m'interroger sur les standards de narration. Depuis, je travaille à la lisière du narratif et du non-narratif.

Vos deux films sortis en France, « Ghost Tropic » (2020) et « Here », sont deux portraits de Bruxelles. D'où vient votre envie de filmer cette ville ?

J'habite Bruxelles depuis vingt-trois ans. J'ai mis du temps à m'y sentir comme à la maison, à appartenir à Bruxelles autant que Bruxelles m'appartient. La présence de la ville dans mes films est liée à ma façon de travailler, qui consiste à ne filmer que des gens, des endroits ou des choses que j'aime ou connais bien. Tout part des lieux, qui, pour moi, contiennent toujours en creux le début d'une histoire. Pour *Here*, j'avais repéré un petit restaurant chinois qui ne paie pas de mine, mais beau, et c'est de là que m'est venue l'idée du personnage de Shuxiu. Je me déplace uniquement en transports publics, à vélo ou à pied. Arpenter la ville, c'est une façon de dénicher des histoires.

Dans « Here », Bruxelles apparaît comme une ville-monde. Aimez-vous filmer des personnages qui viennent d'ailleurs ?

C'est en effet l'identité de la ville. Il n'y a plus de majorité à Bruxelles. Si l'on remonte à 2010, il y avait peut-être encore une bonne moitié de familles francophones, mais ça n'existe plus du tout. Chaque communauté, à Bruxelles, est une minorité. En tant que Flamand, j'ai toujours ressenti ça, d'être en minorité. Mais maintenant, la seule règle, c'est que tout le monde fait partie de plusieurs petites communautés qui se recoupent. Une des conséquences, qui m'a beaucoup intéressé dans le film, c'est la question des langues. Quand on se rencontre, ici, la première chose est de trouver un terrain d'entente, langue ou danse de gestes ! Cela correspond à la nature bruxelloise, comme au *background* des deux amis, Stefan Gota et Liyo Gong, qui incarnent les personnages principaux.

Vos acteurs sont des proches. Intégrez-vous un peu de leur vécu dans le film ?

Oui et non. Stefan, avec lequel j'avais déjà travaillé sur *Ghost Tropic*, transporte son expérience de Roumain installé à Bruxelles, qui compte une diaspora assez importante. On a beaucoup échangé et enquêté ensemble auprès de la communauté roumaine pour écrire son personnage, en cherchant les points de contact qu'il pourrait établir avec ces parcours si divers.

Le personnage féminin, lui, est une scientifique spécialiste des mousses. D'où vient cet intérêt pour ces plantes discrètes ?

Je suis tombé amoureux des mousses au gré de mes lectures ! Notamment du livre *Gathering Moss [Oregon State University Press, 2003, non traduit]*, de la botaniste Robin Wall Kimmerer, ouvrage de vulgarisation sur le sujet. Que peut-on apprendre de ce végétal qui a survécu à toutes les catastrophes écologiques ? C'est une plante modeste qui redonne beaucoup plus à son environnement que ce qu'elle lui a emprunté. Et ce n'est pas une mauvaise leçon pour nous qui faisons l'inverse. Après avoir lu ça, j'ai commencé à voir des mousses partout ! Dans le film, c'est par l'intermédiaire de l'observation des mousses que les personnages se rencontrent. Et cela rend leur relation plus intime, car la mousse demande de l'attention : il faut se pencher, l'observer à la loupe. A travers cela, je parle d'une nécessité humaine d'avoir de l'attention pour les petites choses. Peut-être parce que l'amour commence par là. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MA. MT

Le Monde
MERCREDI 10 JUILLET 2024

Quand Pierre Barouh filme la musique brésilienne

Tourné en 1969 à Rio, le film restauré se voit comme un concert improvisé en compagnie de futures légendes

SARAVAH
■■■□

Il y a des films qui font un bien fou, comme une photo ressurgie du passé qui réussit à ne rien figer, renvoyant juste quelques éclats d'un moment parfait. Ces instants magiques, en compagnie de musiciens et de chanteurs brésiliens, Pierre Barouh (1934-2016) les a captés dans *Saravah* (1969), son premier long-métrage tourné sur le vif pendant le carnaval de Rio, à l'hiver 1969. Pendant une cinquantaine d'années, le film a connu des diffusions « sauvages » et n'est pas sorti en salle, avant d'être restauré tout récemment.

Le titre renvoie aussi au label de musique du même nom que le chanteur et parolier Barouh avait créé, en 1966, faisant découvrir Jacques Higelin, Brigitte Fontaine... Ajoutons qu'il est l'auteur de l'incontournable *Chabadabada* (sur une musique de Francis Lai) qui immortalisa le film *Un homme et une femme* (1966), de Claude Lelouch, et de *La Bicyclette,* interprétée en 1968 par Yves Montand.



Le saxophoniste Pixinguinha et le guitariste Baden Powell. ARIZONA DISTRIBUTION

Document brut

Le premier plan du film nous embrase, avec ces images de danseurs de samba ivres de bonheur, montées sur l'ultramélancolique chanson *Samba Saravah*, écrite par le poète et diplomate Vinicius de Moraes, dont Pierre Barouh avait fait une adaptation française, avec Baden Powell à la guitare. Une manière de montrer que le carnaval fait office de soupape pour la société brésilienne, alors sous l'étau de la dictature depuis 1964. En voix off, Pierre Barouh chante tout bas et nous dit quelques mots des racines de la samba : *« On m'a dit qu'elle venait de Bahia/qu'elle doit son rythme et sa poésie/à des siècles de danses et de douleurs... »*

Sans transition, dans le film, on découvre sur une terrasse Pierre Barouh, visage de jeune premier, évoquant avec le guitariste Baden Powell (1937-2000) les origines africaines de la musique brésilienne. Tel l'envoûtant *Canto de Yemanja*, que le fabuleux musicien se met à jouer illico. Et tout le film se découvre ainsi, dans l'improvisation, en compagnie de légendes naissantes (Maria Bethânia, Paulinho da Viola) et d'artistes déjà mythiques, tels le flûtiste et saxophoniste Pixinguinha (1897-1973) et le chanteur et compositeur Joao da Baiana (1887-1974). Il n'y a qu'à se laisser porter, dans cette œuvre qui relève plus du document brut que du documentaire.

La caméra se glisse entre les instruments, relève quelques détails, l'élégance de Joao da Baiana, le pantalon en lin, immaculé, tombant (en mesure) sur les chaussures bicolores, et son agilité à gratter le rythme sur une assiette avec un couteau... à table ! Voici Pierre Barouh, torse nu, comme le guitariste, compositeur et chanteur Paulinho da Viola : voilà le Français assis dans un restaurant donnant sur une plage avec tous ses amis. En face de lui, le cinéaste a la plus belle vue, la chanteuse Maria Bethânia, robe bustier rouge et bracelet de coquillages. Quand elle chante, ses mains encadrent son visage, pareilles à deux petites lumières éclairant les yeux...

La caméra se glisse entre les instruments, relève quelques détails, l'élégance du chanteur Joao da Baiana

A côté de Maria Bethânia, Paulinho da Viola évoque l'histoire de l'école de samba Portela, l'une des plus anciennes de Rio, lorsque vingt ans auparavant (dans les années 1940) les gens qui sortaient défiler *« se faisaient tabasser par la police »*. Puis, avec le temps, dit-il, les écoles de samba ont été acceptées... Surtout, le musicien souligne la dimension populaire du carnaval : *« Le peuple s'engage sur une année entière pour créer un spectacle pour ce même peuple. »*

Ce sont ces petites perles de témoignages, accrochées aux notes de guitares et aux sourires des convives, qui illuminent ce tout juste long-métrage (une heure) que Pierre Barouh a tourné à l'arrache, en trois jours, avant le départ de certains musiciens pour Bahia. Surtout, après réception des rushes, la monteuse Suzanne Baron découvrait, pétrifiée, que le son n'était pas raccord. Mais impossible n'était pas Barouh. ■

CLARISSE FABRE

***Documentaire français de Pierre Barouh** (1969, 1 heure).*

Trente ans après sa sortie dans les salles, l'embrasement intact de « Val Abraham »

Le chef-d'œuvre du cinéaste Manoel de Oliveira, variation autour du roman « Madame Bovary » d'une durée de trois heures et demie, ressort dans une version restaurée

REPRISE

Après une fin de carrière en feu d'artifice à la charnière des années 2000-2010, l'absence commençait à se faire cruellement sentir du grand Manoel de Oliveira, maître et doyen du cinéma portugais, mort en 2014 à l'âge canonique de 106 ans. Le circuit des restaurations allait son train sans avoir encore ramené l'un de ses films à la surface. Le préjudice recule, puisque son chef-d'œuvre, *Val Abraham* (1993), d'une beauté et d'une cruauté inouïes, réapparaît en salle restauré et rajeuni, après avoir circulé des années sous le visage terreux de mauvaises éditions vidéo. C'est désormais toute la finesse soyeuse de ses images qui lui est restituée, sa sensualité de couleurs, sa délicate touche ornementale, et sa faible profondeur de champ qui nimbe les visages d'un éclat trouble.

Parti d'une volonté d'adapter *Madame Bovary*, Oliveira avait confié à sa complice, la grande écrivaine Agustina Bessa-Luis (1922-2019), d'en tirer une transposition au XXe siècle. Dans la généreuse vallée du Douro aux vignobles abondants, Ema (Leonor Silveira), ex-petite peste de bonne famille, se marie avec Carlo Paiva (Luis Miguel Cintra), maussade médecin aux mœurs étriquées, et ne tarde pas à s'en désintéresser. Auréolée d'un éclat d'innocence trompeuse, la jeune femme subjugue les hommes à des kilomètres à la ronde, et se lance dans une vie d'aventures sexuelles, toujours en transit entre le domaine familial (un Val Abraham aux sombres résonances bibliques) et d'autres demeures (le palais d'un amant porte le nom brûlant de Vesuvio). Sa claudication, héritée d'une maladie infantile, ne change rien à l'affaire : *« Je suis un désir qui balance »*, dira-t-elle.

Confusion des époques

Double, le film l'est à bien des égards : les deux actrices interprétant Ema adolescente (Cécile Sanz de Alba) puis adulte, les miroirs qui dupliquent les visages, les deux maisons entre lesquelles l'héroïne va et vient, la vicariance des prétendants remplaçables, ou encore, face aux riches propriétés, le monde immémorial d'une paysannerie indifférente. Cette ligne de partage est celle de la division des sexes, dont *Val Abraham* fait son sujet, pour affirmer l'autonomie d'un désir féminin, renvoyant à ses vestiges la société traditionnelle. Oliveira joue ainsi magnifiquement de la confusion, voire de la superposition, des époques : son XXe siècle à basse intensité (automobiles et twist) s'estompe parfois sous les traces persistantes du XIX (sonates, robes corsetées, vieilles tantes bigotes), qui font signe vers le roman de Flaubert.

La splendeur du film est d'abord liée à l'usage qu'Oliveira fait du texte iconoclaste et mordant d'Agustina Bessa-Luis. Débordant les seules attributions d'une voix off, celle du film répond aux personnages, seconde leurs pensées, les devance parfois, se charge de tout un monde de frémissements intérieurs, dans le souple écoulement de la langue portugaise. Ainsi, l'image est libérée d'avoir à trop raconter, et les dialogues à trop énoncer les tourments des personnages.

La splendeur du film est liée à l'usage qu'Oliveira fait du texte iconoclaste et mordant d'Agustina Bessa-Luis

Les plans peuvent se concentrer sur les à-côtés du drame psychologique : les visages qui s'inscrivent comme autant de médaillons, la façon dont une tare ou un trait physique définit un caractère, mais aussi la valse signifiante des objets, des gestes virant en actes manqués – ainsi de Carlo à son mariage quand, aveuglé par un reflet, il fait tomber l'alliance qu'il s'apprêtait à poser au doigt d'Ema.

Val Abraham fournit surtout cet exemple stupéfiant d'un film dévolu au désir et à la liberté sexuelle, sans jamais avoir à les représenter explicitement ou recourir aux vieilles lunes de l'érotisme. Au contraire, le génie d'Oliveira consiste à induire la sensualité indirectement : éloquents non-dits, métaphores, suggestivité du langage. C'est, par exemple, Ema qui rabat sa jupe devant le regard trop insistant d'ouvriers vignerons. Ou la même fourrageant de son index les pétales d'une rose purpurine. Ou lors d'une insolente scène de séduction, caressant outrageusement une chatte assise sur ses genoux sans quitter son interlocuteur des yeux, au vu d'un mari excédé.

Le magnétisme de l'actrice Leonor Silveira n'y est évidemment pas pour rien, dont le visage imprime à l'écran un mystère insondable : une grâce de madone soustendue par une férocité bunuélienne (son boitement comme attrait paradoxal rappelle *Tristana*). Le désir est ici le fruit de la parole qui attise de poussiéreuses conversations mondaines avec leurs ternes enjeux de pouvoir. Film infiniment retors, *Val Abraham* vise l'ardeur par son impeccable maintien, atteint l'embrasement par sa rigueur allusive. ■

MATHIEU MACHERET

***Film portugais de Manoel de Oliveira (1993).** Avec Leonor Silveira, Luis Miguel Cintra, Cécile Sanz de Alba, Diogo Doria, Isabel Ruth, Ruy de Carvalho (3 h 23).*

Entre Isabelle Huppert et Hafsia Herzi, une amitié contrariée

André Téchiné évite tout manichéisme mais ne parvient pas à convaincre totalement

LES GENS D'À CÔTÉ
■■□□

A 81 ans, André Téchiné, natif du Sud-Ouest, poursuit sans faillir, dans le cadre d'une France provinciale, une œuvre intimiste inaugurée dès la fin des années 1960, marquée cependant par l'entrelacs des désirs individuels et les ressorts sociaux qui les contraignent.

D'un titre l'autre, l'auteur de *Souvenir d'en France* (1975), de *Barocco* (1976) ou d'*Hôtel des Amériques* (1981) n'y retrouve pas à tous coups, cela va sans dire, l'acuité des titres qui l'ont rendu célèbre, comme en atteste ce nouveau film. *Les Gens d'à côté* met d'abord en scène un duo d'actrices (Isabelle Huppert et Hafsia Herzi) dont le hasard veut que Patricia Mazuy les ait également choisies pour son nouveau film, *La Prisonnière de Bordeaux*, dans une distribution des rôles et une veine féministe sensiblement similaires.

Dans ce dernier, à découvrir le 28 août, les deux actrices interprètent des femmes de milieux sociaux différents qui nouent une histoire d'amitié à la faveur de l'incarcération de leurs maris respectifs. Elles tiennent chez Téchiné les rôles d'une inspectrice de police et d'une enseignante, sur fond de malaise et violence sociaux.

Membre de la police scientifique, veuve d'un inspecteur qui s'est récemment suicidé et dont le fantôme la visite régulièrement, Lucie (Isabelle Huppert) fait la connaissance d'une famille nouvellement installée dans un quartier à Perpignan, en face de chez elle. Julia (Hafsia Herzi) est enseignante. Yann (Nahuel Pérez Biscayart) est artiste et activiste d'extrême gauche, tendance black bloc.

Le sujet du film est clairement posé entre l'amitié naissante qui lie la policière à ce jeune couple, parents d'une charmante enfant, et les actes délictueux devant lesquels sa conscience professionnelle et sociale se cabre. On peut faire confiance à André Téchiné pour éviter le manichéisme et mettre de la complexité dans son sujet – faire en sorte, en un mot, que chaque personnage échappe un tant soit peu aux assignations sociologiques et idéologiques qui le déterminent, condition par laquelle une communauté humaine digne de ce nom peut se constituer sans s'entretuer.

Nonobstant un programme romanesque et incarnationnel qui ne convainc quant à lui qu'à moitié – problème de vraisemblance et de crédibilité, recours à un registre fantomal sans réelle portée –, on voit ici la résonance politique du film d'André Téchiné avec notre plus immédiate actualité. ■

JACQUES MANDELBAUM

***Film français d'André Téchiné.** Avec Isabelle Huppert, Hafsia Herzi, Nahuel Pérez Biscayart (1 h 25).*



Sidse Babett Knudsen incarne Eva, une gardienne de prison.
LES FILMS DU LOSANGE

En prison, un face-à-face retors

Gustav Möller installe un huis clos haletant dans l'univers carcéral

SONS
■■□□

En deux longs-métrages, le réalisateur suédois Gustav Möller a réussi à inscrire une nouvelle signature dans l'univers du polar nordique. Territoire qu'il investit à partir de huis clos dans lesquels, seuls, les personnages, leur langage corporel, l'expression de leur visage donnent accès au hors-champ. Son premier film, sorti en 2018, *The Guilty* (sélectionné aux Oscars, récompensé de plusieurs prix dont celui du public au festival du film de Sundance), poussait le procédé de manière radicale, vissant le spectateur au standard d'un commissariat, aux côtés d'un policier chargé de répondre aux urgences routinières, soudain surpris par un appel plus préoccupant que les autres. Celui d'une femme qui prétendait avoir été victime d'un enlèvement et demandait de l'aide. Mission dont se chargeait le policier, en menant son enquête à partir seulement des voix et ses sons qu'il percevait à l'autre bout du fil.

Dans *Sons*, le commissariat cède la place à une prison. Couloirs, cellules, vestiaires du personnel, salle de yoga et cour de promenade pourraient donner l'illusion d'un champ plus large. Idée rapidement démentie par la mise en scène qui s'évertue au contraire à resserrer le cadre (choix du format 4/3), brouillant ainsi la géographie du lieu, créant un labyrinthe dont l'issue se dérobe à chaque changement de point de vue. Gustav Möller poursuit donc la démarche entreprise dans son premier film : Eva (Sidse Babett Knudsen), le personnage central de *Sons* ne quitte pas son poste, clouée à cet espace concentrationnaire, réel, où elle travaille ; et à celui, plus intime, qui la rend prisonnière d'une vieille souffrance dont on découvrira progressivement l'origine et les ressorts.

Ambiguïté

Gardienne d'une prison au Danemark, Eva manifeste une bienveillance peu commune à l'égard des détenus dont elle s'applique à améliorer le quotidien le mieux qu'elle peut. Au détour d'un transfert, cependant, son comportement laisse paraître des signes de nervosité. Au Central, quartier de haute sécurité, vient d'être écroué un jeune homme d'une vingtaine d'années, Mikkel (Sebastian Bull), accusé dans un autre établissement du meurtre d'un de ses précédents codétenus. Eva demande à rejoindre cette unité plus dangereuse que les autres. L'initiative suffit à faire comprendre qu'un lien l'unit au nouvel arrivant.

Le rapprochement entre les deux protagonistes confronte chacun à son passé

Bien que le film n'en fasse pas longtemps mystère, nous ne divulguerons pas la nature de ce lien. En revanche, nous préciserons qu'elle détermine et engage un propos dont le scénario tire matière à suspense. Le rapprochement entre Eva et Mikkel confronte chacun à son passé, interroge la part de responsabilité qui les a conduits au moment et à l'endroit présents.

Deux forces s'opposent, chargées d'une même violence (mue par la colère chez l'un, l'esprit de vengeance chez l'autre), prêtes à exploser au premier dérapage, et destinées à devoir se transformer. A ce face-à-face Sidse Babett Knudsen et Sebastian Bull donnent la puissance d'un corps à corps à travers lequel se joue la possibilité du pardon et d'une deuxième chance. L'actrice que le rôle de première ministre dans la série *Borgen* a rendue mondialement célèbre, apparaît ici sans fard, imposant au milieu de cet univers masculin une présence compacte, brute, difficile à saisir. Les émotions traversent le regard, changent d'une minute à l'autre, créent une ambiguïté qui n'aide pas.

En face, Sebastian Bull (remarqué en 2010 et 2012 dans *Submarino* et *La Chasse* de Thomas Vinterberg), corps nerveux, visage anguleux et cabossé, regard menaçant, se tient comme un animal en cage, prêt à bondir. Le combat pourrait se jouer sur un ring. Les murs de la prison lui donnent une dimension supplémentaire, métaphorique. Dans ce dédale, chacun des protagonistes tente de se réparer à travers l'autre, engageant un jeu du chat et de la souris au fil duquel on finit par ne plus savoir lequel des personnages manipule l'autre. ■

VÉRONIQUE CAUHAPÉ

Film danois, suédois de Gustav Möller. *Avec Sidse Babett Knudsen, Sebastian Bull, Dar Salim (1 h 40).*

Derrière l'enquête, un questionnement existentiel

Le troisième long-métrage de Shujun Wei décrit un monde relégué aux marges

ONLY THE RIVER FLOWS
■■□□

Les récits policiers constituent, depuis de nombreuses années, la meilleure manière pour de jeunes cinéastes chinois d'aborder certains faits sociaux et humains, et notamment l'accélération brutale d'une économie prédatrice et anthropophage. En donnant un accès privilégié à l'envers de la réalité quotidienne et contemporaine en Chine, le film criminel déborde souvent les propres limitations du « genre » pour s'engouffrer dans une expérience singulière où s'affirmerait une préoccupation plus personnelle, politique, philosophique, métaphysique. *Only the River Flows*, de Shujun Wei, ne démentira pas cette impression.

Un jeune policier, à la tête de la brigade criminelle locale, enquête sur trois meurtres mystérieux commis dans une petite ville industrielle de province, Banpo. La quête d'indices révélateurs (un sac à main abandonné sur les lieux du crime, une cassette audio contenant une sorte de poème amoureux), l'interrogatoire de plusieurs suspects, n'empêche pas l'enquête de piétiner malgré les consignes de la bureaucratie hiérarchique policière d'en finir au plus vite et de trouver un coupable. Une évidence s'impose très vite : le suspense du film constitue, en fait, le prétexte à décrire une société en pleine mutation tout autant qu'un cheminement personnel.

Le réalisme et la précision de la peinture d'un monde relégué aux marges se trouvent rehaussés par les exigences d'une quête plus fondamentale que simplement policière. Troisième long-métrage de Shujun Wei, adaptation d'une nouvelle de Yu Hua, *Only the River Flows*, qui avait été présenté au Festival de Cannes en 2023 dans la section Un certain regard, est un film de pluie, de nuit, de solitude et d'angoisse. Une sensation sans doute accrue par le choix du réalisateur de tourner son film sur pellicule et non pas en numérique. Un sourd désespoir s'engendre de la vision doucement apocalyptique de ce monde provincial et oublié, condamné à l'engloutissement. Celui promis par une économie que l'on devine en perpétuelle transformation.

Dilemme

L'enquête policière s'enlise. Les fausses pistes débouchent sur des impasses. La culpabilité de suspects potentiels semble introuvable. Comme dans tout récit de ce type mais ici de façon plus intense sans doute, la recherche de la solution devient une manière de se confronter au hasard et au destin, aux déterminations et à la contingence. Le chemin parcouru par le héros du film devient plus intime. Son épouse est enceinte d'un enfant dont la médecine ne peut garantir qu'il ne sera pas handicapé. Le garder ou avorter ? Ce dilemme va désormais hanter un personnage qui ne trouve plus de réponse à ses questions.

Ainsi, derrière cette question a priori banale et familière, se cache une interrogation plus primordiale et plus générale : celle du choix, du pari et du risque comme dimensions essentielles de l'existence. Celle de la fatalité aussi. C'est ainsi que le film, qui a obtenu le prix du jury au Festival Reims Polar cette année, déborde de ses propres contraintes pour dépasser la dimension utilitariste et fonctionnelle inhérente au polar et atteindre une forme d'abstraction d'autant plus intense qu'elle émerge d'une vision purement figurative, sociologique et politique. ■

JEAN-FRANÇOIS RAUGER

Film chinois de Shujun Wei. *Avec Yilong Zhu, Zeng Meihuizi, Tianlai Hou (1 h 42).*

LES AUTRES FILMS DE LA SEMAINE

■■□□ À VOIR

Longlegs

Film américain d'Oz Perkins (1 h 41).

Un an après avoir joué un Dracula mégalomane qui torturait son assistant (*Renfield*, de Chris McKay), Nicolas Cage s'illustre à nouveau dans un numéro d'épouvante taillé pour accueillir sa surenchère actorale. Dans les années 1990, Lee Harker (Maika Monroe), nouvelle recrue du FBI, enquête sur une série de meurtres attribuée à Longlegs (Nicolas Cage). La signature de l'assassin ? Un message codé sur les scènes de crime, toutes situées dans des maisons douillettes où les enfants passent littéralement de l'enchantement au cauchemar. Oz Perkins multiplie les décadrages et les hors-champs comme pour résister à la menace outrancière de l'acteur. Ce thriller élégant assoit son horreur sur des effets sobres, où seuls l'ocre et le noir teintent décors et personnages. ■ M. DL

■□□□ POURQUOI PAS

Creation of the Gods I

Film chinois de Wuershan (2 h 28).

Le film s'annonce comme le premier volet d'une saga adaptée d'une légende chinoise, en fait tirée d'un roman du XVIIe siècle à la paternité incertaine, *L'Investiture des dieux*. Une femme démon manipule un souverain en l'obligeant à faire le vide autour de lui. Un sage ayant renoncé à l'immortalité, flanqué d'un jeune guerrier et d'une gamine dotée de superpouvoirs, tente de l'en empêcher. L'épique se teinte de fantastique dans un maelstrom numérique, où les batailles grandioses se mêlent aux apparitions chimériques et monstrueuses (dragons, trolls, etc.). C'est parfois visuellement inspiré, souvent confus, bourratif et kitsch. Le film synthétise jusqu'à l'étouffement des décennies de cinéma de genre chinois entre la fresque historique, le Wu xia pian (film de chevalerie) et les arts martiaux, le tout dopé aux effets spéciaux numériques qui le transforment en un gigantesque dessin animé. ■ J.-F. R.

Le Médium

Film français d'Emmanuel Laskar (1 h 20).

A la mort de sa mère, Michael (Emmanuel Laskar), que sa petite amie vient de larguer sauvagement, refuse a priori de faire usage du don qu'elle lui a transmis. Il change toutefois d'avis en croisant une très belle femme (Louise Bourgoin) qui voudrait entrer en contact avec son compagnon récemment décédé, un architecte qui avait construit la superbe maison provençale où elle se morfond désormais dans l'esseulement et la mélancolie. Les deux éclopés finiront par se rapprocher entre la chaleur sensuelle du Sud et la froidure des morts qui nous abandonnent, dans une fable dont la douce fantaisie finit, hélas, par entamer notre croyance dans le récit. ■ J. MA.

To the Moon

Fllm américain de Greg Berlanti (2 h 11).

Premier film produit par la société de Scarlett Johansson, *To the Moon* se veut un « véhicule » idéal pour la star. Elle campe Kelly Jones, une brillante experte en marketing embauchée par la NASA pour redorer son image. Cole Davis (Channing Tatum), directeur de la mission lunaire, observe d'un mauvais œil la stratégie de Jones, qui noue des partenariats avec des grandes marques et fait témoigner à la télévision des astronautes… qui sont, en fait, des acteurs. Un jour, un agent du gouvernement somme Kelly Jones de mettre au point un faux alunissage, qui sera diffusé en lieu et place de l'authentique. Bien qu'amusé, le spectateur ne sait plus très bien ce qu'il est venu regarder, *To the Moon* n'étant jamais clair sur ce qui relève du réel ou de la fantaisie. Peu importe, l'idée étant de divertir par une recette un peu trop transparente : un propos gentiment anticomplotiste et un manuel de soft féminisme, le tout empaqueté dans une rom-com sans consistance. ■ M. JO.

□□□□ ON PEUT ÉVITER

Moi, moche et méchant 4

Film d'animation de Patrick Delage et Chris Renaud (1 h 34).

Après un honorable *Moi, moche et méchant 3* (2017), cette suite donnée à la franchise à succès apparue en 2010 s'avère l'épisode de trop, qui vide définitivement l'univers de sa substance burlesque et artisanale que l'on devait à son créateur, le Français Pierre Coffin, évincé du projet. Le film avance en pilote automatique, se contentant du strict minimum formel et scénaristique : un méchant à tuer, une famille à aimer, trop de musique et aucune idée visuelle. On ne retrouve rien du projet initial qui s'affranchissait des tics de l'animation américaine, y injectait un semblant d'inventivité et d'ambition. Voilà la franchise réduite à une pure visée commerciale, qui ne la distingue en rien d'un programme télé pour enfants. ■ M. JO.

À L'AFFICHE ÉGALEMENT

L'Arbre à contes

Film d'animation iranien, russe de Rashin Kheyrieh, Alla Vartanyan, Mohammad-Reza Abedi (40 minutes).

La Récréation de juillet

Film français de Pablo Cotten et Joseph Rozé (1 h 23).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
Vice-versa 2	3	1 279 302	745		
Le Comte de Monte-Cristo	2	1 029 872	687	↑ + 53 %	2 217 112
Un p'tit truc en plus	10	370 265	1,115	↓ – 1 %	8 785 553
Sans un bruit : jour 1	2	203 465	489	↓ – 22 %	602 540
Bad Boys. Ride or Die	5	102 653	437	↓ – 13 %	1 105 205
Horizon : une saga américaine	1	98 608	521		
Elyas	1	86 175	317		
Pourquoi tu souris ?	1	51 729	290		
Blue Lock : épisode Nagi	1	48 016	145		

AP : avant-première
Source : « Ecran total »
* Estimation
Période du 3 au 7 juillet inclus

Le Monde
MERCREDI 10 JUILLET 2024

L'été très politique de Christophe Alévêque et Régis Mailhot

Les deux humoristes jouaient le 7 juillet dans le « off » d'Avignon



Christophe Alévêque, en mars.
CHRISTOPHE HERMELINE

HUMOUR
AVIGNON - *envoyée spéciale*

Le public de Christophe Alévêque scande le compte à rebours avant les résultats du second tour des élections législatives. *« 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1 »*... Dimanche 7 juillet, sur la scène du Cinévox, à Avignon, l'humoriste a installé un écran de télévision pour terminer son spectacle avec les résultats en direct. *« Il y a des moments où il vaut mieux être ensemble*, dit-il en craignant le score du Rassemblement national. *On va voir si les "insoumis" ont voté pour Darmanin. »* Gros soulagement dans la salle, le sursaut républicain a eu lieu. En sortant, les spectateurs ont le sourire et les rues avignonnaises des airs de fête.

Dans le festival « off » d'Avignon, ils sont deux « vieux » routiers de la revue de presse à s'être emparés de la folle actualité politique. Christophe Alévêque et Régis Mailhot (au Théâtre Le Paris), chacun derrière leur pupitre, n'ont pas perdu leur souffle et décortiquent avec ironie notre drôle d'époque. *« L'encre ne sèche pas en ce moment, on écrit tous les jours, Macron a donné plus de travail aux humoristes qu'aux Français »*, résume le neveu du chansonnier Jacques Mailhot. Il faut dire que, ces dernières semaines, le paysage politique a été digne de la série *Baron noir*.

« Eric Ciotti qui s'enferme au siège des Républicains, même un humoriste n'aurait pas pu inventer ça », constate Christophe Alévêque. *« Macron, c'est le Stevie Wonder de la prospective. Il a envoyé une lettre aux Français, on espérait une lettre d'excuses, on a eu droit à une lettre de relance »*, balance Régis Mailhot. En ce dimanche après-midi d'élections, devant un public de « boomeurs » (*« Normal, on est dimanche »*), l'humoriste, pilier de « La Revue de presse » de Paris Première, ne donne pas de consigne de vote et cogne sur tous les bords de l'échiquier politique. Les punchlines fusent : *« Pourquoi Gabriel Attal a suspendu la énième réforme de l'assurance-chômage ? Parce qu'il va être viré et s'aperçoit que ça ne fait pas beaucoup d'indemn' »* .

> **« On écrit tous les jours, Macron a donné plus de travail aux humoristes qu'aux Français »**
> RÉGIS MAILHOT

Une société hystérisée

Christophe Alévêque, qui a toujours soutenu la gauche, reconnaît que ses *« trente années de lutte contre l'extrême droite sont un échec »*. Quand il a découvert, au lendemain des européennes, la gauche réunie sous l'appellation Nouveau Front populaire, il a *« failli pleurer »*, confie-t-il sur scène. Pour lui, *« les européennes ont été extraordinaires, car c'est la première fois qu'une campagne a démarré après les élections. Vers 20 heures et quelques, Jordan Bardella demandait la dissolution et, quelques minutes plus tard, Macron disait "OK". Cet ado mal dégrossi nous a fait un caca nerveux croyant être un rempart contre un chaos qu'il a lui-même créé »*.

Sur des registres différents, ces deux humoristes, passés par France Inter dans les années 2010, établissent un parallèle entre un paysage politique sans queue ni tête et une société hystérisée. Arrivant sur scène à pas lents, la mine défaite, Christophe Alévêque fustige *« les experts en expertise, les spécialistes en spécialisation »* qui ont envahi les plateaux des chaînes d'info. Une actualité chasse l'autre et on oublie tout. *« La pensée complexe a disparu, le doute n'existe plus. Dans ce marasme, il restait un espoir, le débat sur la fin de vie. »* Mais, là encore, les mots utilisés seraient *« à l'image de l'époque. Il ne s'agit ni de suicide assisté ni d'euthanasie, mais d'"aide active à mourir." Si l'hypocrisie était liquide, on aurait une piscine olympique »*.

Pour Régis Mailhot aussi, *« la nuance a disparu »*, les infos en continu sont une plaie et, conjuguées à une ambiance politique sens dessus dessous, entraînent *« une charge mentale qui nous rend tous fous »*. Ah tiens, une nouvelle alerte sur son smartphone : faut-il régulariser les sans-papiers en grève ? *« Faire grève n'est-il pas une belle preuve d'intégration ? »*, interroge-t-il. A 47 ans, l'humoriste *« genré MBDH, soit mâle blanc dominant hétéronormé »*, tape sur les tendances de l'époque : entre autres, le « wokisme », *« ce camp autoproclamé du bien »*, et ce qu'il nomme *« le maccarthysme culturel »* qui consisterait, dans l'art, *« à juger le passé avec la morale d'aujourd'hui »*. *« Quasimodo n'est-il pas un homme Cotorep qui veut s'enfiler une Romano ? Alors faut-il réécrire* Notre-Dame de Paris *? »*

Christophe Alévêque, lui, s'attache aux faits d'actualité : les Jeux olympiques et l'eau de la Seine dans laquelle il va falloir *« pousser les biathloniens »*, le conflit israélo-palestinien (*« Je ne veux plus d'emmerdes, j'ai décidé d'être sioniste propalestinien »*), etc. A la recherche désespérée d'une bonne nouvelle, il a fini par en trouver une : *« Le groupe Orpea, qui gère des Ehpad épinglés pour mauvais traitements, a décidé d'agir... en changeant de nom ! »*

Au Cinévox ou au Paris, le public à l'unisson se régale de cet humour cathartique. A 20 heures et une minute, lorsque Brice Teinturier annonce, sur France 2, que *« les fourchettes ne sont pas des fourches »*, Christophe Alévêque s'exclame : *« Il me vole mon boulot ! » « L'humour, c'est regarder les choses en faisant un pas de côté, c'est grossir le trait, caricaturer. J'en fais pour rester en vie et debout »*, conclut Régis Mailhot. ■

SANDRINE BLANCHARD

Revue de presse *(jours impairs) et* ***Vieux con ? La suite*** *(jours pairs), de Christophe Alévêque. Cinévox, Avignon. Jusqu'au 21 juillet, à 18 h 20.*
Les Nouveaux Ridicules, *de Régis Mailhot. Le Paris, Avignon. Jusqu'au 21 juillet, à 16 h 30.*

Au Festival d'Avignon, Mohamed El Khatib érotise le troisième âge

Avec « La Vie secrète des vieux », l'auteur et metteur en scène aborde la sexualité des personnes âgées sans tabou ni pathos

THÉÂTRE
AVIGNON - *envoyée spéciale*

Arrivée en majesté de Jacqueline, 91 ans, poussée dans son fauteuil roulant. *« Ça commence bien »*, murmure un spectateur aux cheveux gris. Oui. *« Ça »* commence et *« ça »* finit bien. Même si, sur l'écran vidéo suspendu au-dessus du parquet de bal, on peut lire : *« Compte tenu de leur âge, les personnes sur scène sont susceptibles, comme Dalida, de mourir sur scène »*, un avertissement à prendre pour ce qu'il est, une malice ironique et une mise à distance salutaire du pathos. Même si Georges, qui aurait dû être là, à la Chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon, fait lui aussi une entrée remarquée. Mais dans une urne funéraire. Même si Annie, 82 ans, Sally, 75 ans, Martine, 76 ans, Jean-Pierre, 85 ans, Micheline, 77 ans, et Chille (qui ne dit pas son âge) sont à l'automne d'existences qui se déclinent en problèmes cardiaques, douleurs articulaires, marches précautionneuses derrière un déambulateur.

La Vie secrète des vieux, création de Mohamed El Khatib, auteur et metteur en scène qui a le chic pour lever des *« draps de poésie »* (l'expression est de Jacqueline) sur l'apparente banalité du réel, est une invitation au grand âge et une convocation à un splendide feu d'artifice. C'est une constante du Festival d'Avignon 2024 : les vieux sont les héros des scènes contemporaines. Ceux qu'a propulsés dans la Cour d'honneur du Palais des papes Angelica Liddell (*Dämon, El funeral de Bergman*) ne disaient pas un mot, mais leurs corps faisaient bloc, et l'artiste mettait sa rage et sa lucidité à s'insurger, en leur nom, contre le crépuscule physique et mental qui guette chacun de nous.

Tonalité légère

Avec Mohamed El Khatib, rien de tel. Le metteur en scène a beau être présent sur le plateau, il l'habite en Monsieur Loyal, distribue la parole, présente les protagonistes, les place dans l'espace. Un rôle de liant dans une dramaturgie qui privilégie les suspenses, aime les béances et cultive les fragilités, mais se révèle moins décousue qu'il n'y paraît. De quoi est-il question ? De sexe, de désir, de fantasmes, de masturbation, de baisers sur la bouche, d'homosexualité tardivement assumée, bref, d'une libido qui ne s'émousse pas malgré la chair flétrie et le parchemin des rides. Ces amateurs sont devenus des acteurs de théâtre, ils ont quitté leur Ehpad pour clamer face au public leur envie de faire l'amour : il faut du cran. C'est ce que l'on pense, et cette réflexion en dit long sur nos propres entraves. Eux, en face, malgré leurs cheveux rares, leurs muscles en déroute ou leurs gestes ralentis, n'ont rien à faire de nos inhibitions.

> **Ces amateurs ont quitté leur Ehpad pour clamer face au public leur envie de faire l'amour : il faut du cran**

Mohamed El Khatib organise une confrontation habile entre la morale frileuse du spectateur et ces vieux sans tabous. Si la tonalité de sa représentation est légère (beaucoup de rires fusent des gradins), le propos, pour sa part, oscille entre la comédie et la tragédie. On ne voit pas arriver les bascules, l'artiste est un spécialiste des coqs à l'âne dramaturgiques et du trouble distillé entre fiction et réalité. C'est ainsi qu'on découvre la date putative de la mort de Michel Sardou (2025) ou qu'on passe du récit hilarant de Yasmine, encore sous le choc de sa découverte (Mme Millon et M. Gazou accouplés dans un lit), à l'histoire bouleversante d'Anne (filmée en vidéo), qui s'est suicidée parce qu'on lui interdisait de retrouver son amoureux, Jean-Claude.

Inquiétude des enfants, rigidité de l'Ehpad : les motifs de contention ne manquent pas. Le tact de ce spectacle est de ne pas les montrer d'un doigt accusateur, mais de les laisser affleurer, par-ci, par-là, au gré des vécus racontés. L'infantilisation des résidents n'en est que plus insupportable. Heureusement, il y a, pour prendre soin d'eux, Yasmine (*« d'origine aide-soignante »*, dit-elle en souriant). Et puis il y a les vieux, leur insatiable désir de vivre, jusqu'au bout, ce qu'ils sont en droit de vivre. Leur présent est notre futur. Le message est passé. Ça commence et ça finit bien. ■

JOËLLE GAYOT

La Vie secrète des vieux, *de Mohamed El Khatib. La Chartreuse, Villeneuve-lez-Avignon (Gard). Jusqu'au 19 juillet, à 18 heures. Festival-avignon.com*

A Aix-en-Provence, la « Madama Butterfly » ritualisée d'Andrea Breth

Le hiératisme scénique voulu par la metteuse en scène s'oppose naturellement à la musique passionnelle de l'« opéra japonais » de Puccini

OPÉRA
AIX-EN-PROVENCE (BOUCHES-DU-RHÔNE) - *envoyée spéciale*

Trois coups de gong, l'intérieur d'une maison traditionnelle japonaise, un tapis roulant périphérique apportant sur un plateau des geishas : il n'en faut pas plus pour camper le décor de *Madama Butterfly* alors que le Festival d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) célèbre le centenaire de la mort de Puccini, au Théâtre de l'Archevêché. Le regard de la metteuse en scène, Andrea Breth, est morne et muséal, qui déroule à l'aide d'images à la poétique convenue l'histoire tragique de Cio-Cio San, la petite Japonaise victime du colonialisme et du patriarcat. Après avoir été épousée par convention par le fringant officier de marine Pinkerton, la *« jolie poupée »* sera abandonnée par le *« Yankee voyageur »*, qui s'est marié en Amérique. Privée de son fils aux yeux bleus et aux cheveux blonds, la geisha, reniée par les siens, n'aura d'autre choix que le suicide d'honneur.

Andrea Breth, dont le travail surprend par sa stricte obédience littérale, a ritualisé avec lenteur le décor dramaturgique, clair-obscur peuplé du ballet de lanternes, d'hommes et de femmes en habit traditionnel, où passe le vol immobile des grues maniées par des marionnettistes, des figures typiques de la culture japonaise. Seules des figures masquées de théâtre kabuki, face blanche au regard vide, s'interposent et témoignent du terrible destin qui, inexorablement, ira à son terme. Ce hiératisme scénique s'oppose naturellement à la musique passionnelle de Puccini, défendu par la soprano albanaise Ermonela Jaho, l'une des plus belles Butterfly actuelles.

Acclamations méritées

D'une beauté, d'une grâce et d'une sensibilité infinies, la musicienne impose un personnage fragile, tendre et touchant, servi par un chant nuancé, un timbre pur et soyeux, un legato sublime et des aigus filés, à l'instar d'une calligraphie. La voix n'a pas une puissance énorme, mais sa projection passe aisément la rampe, défiant les abîmes d'une scénographie épurée. La chanteuse sortira épuisée, au bord des larmes, de ce rôle qui lui vaut les longs vivats du public.

Acclamations méritées aussi pour le Sharpless, tout de noblesse et de compassion, de Lionel Lhote, le seul personnage masculin bienveillant. La voix est homogène, magnifiquement projetée, la ligne de chant élégante et contrastée. A ses côtés, le Pinkerton d'Adam Smith, ténor britannique dont le nom est sur toutes les lèvres, déçoit. Non pas à cause d'une vocalité impérieuse de chien fou, manquant de nuances, mais parce que ses aigus claironnants aux attaques imprécises malmènent le phrasé puccinien. La mezzo japonaise Mihoko Fujimura est une Suzuki à la voix de bronze, presque inquiétante dans son intensité.

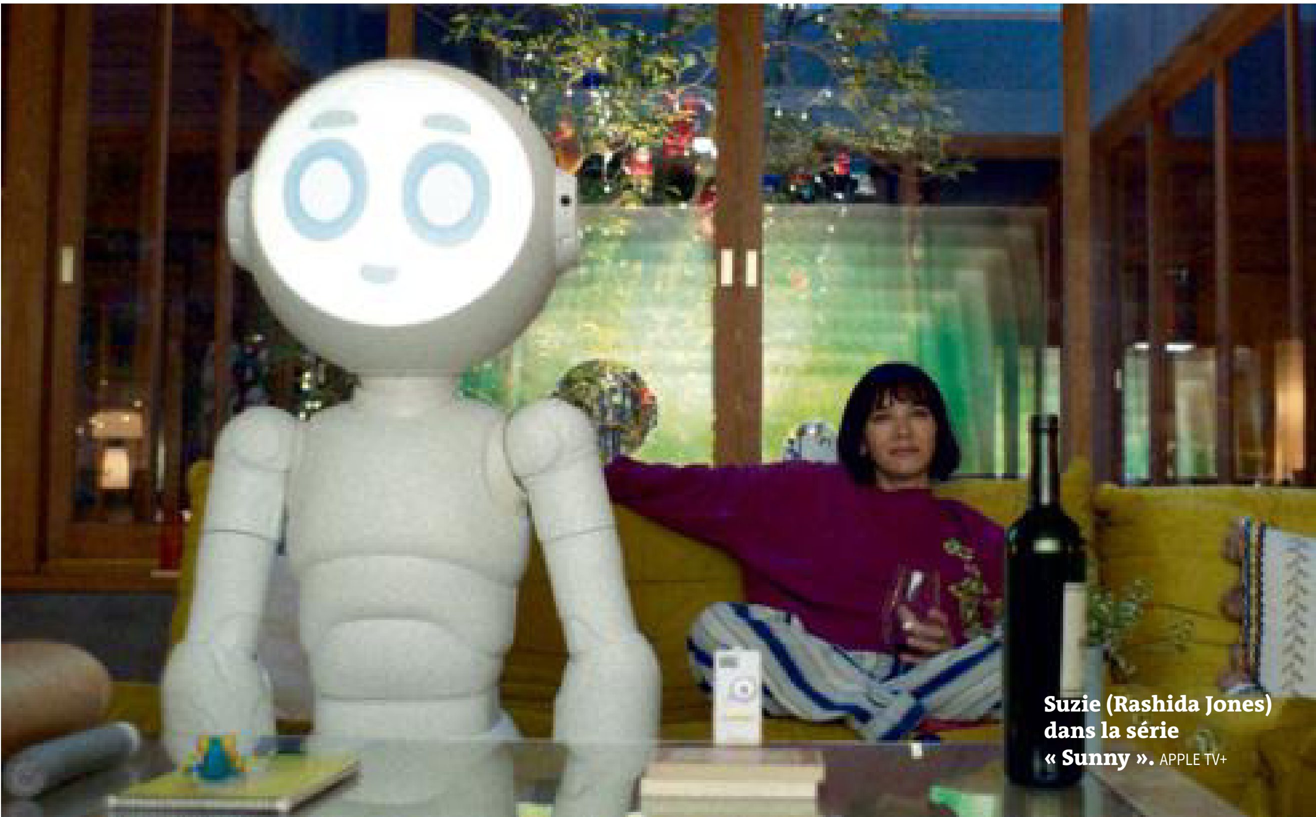
Le reste de la distribution tient son rang, du cupide et nasillard marieur Goro de Carlo Bosi au prince Yamadori de Kristofer Lundin, de la Lady Pinkerton classieuse d'Albane Carrère au Commissaire impérial de Kristjan Johannesson, en passant par le Bonze magnifique d'Inho Jeong, dont les graves menaçants sonnent comme des sentences de mort. Sous la direction fine, alerte et vivement colorée du maestro Daniele Rustioni, en parfaite osmose avec le style puccinien, le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon se sont révélés tout simplement captivants. ■

MARIE-AUDE ROUX

Madama Butterfly, *de Puccini, mis en scène par Andrea Breth. Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, sous la direction de Daniele Rustioni. Théâtre de l'Archevêché, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Jusqu'au 22 juillet, à 21 h 30. Festival-aix.com*

Rashida Jones et le robot qui en savait trop

L'actrice incarne une Américaine expatriée au Japon, dont le mari et le fils sont morts dans un accident


Suzie (Rashida Jones) dans la série « Sunny ». APPLE TV+

APPLE TV+
À LA DEMANDE
MINISÉRIE

Après *On the Rocks*, le film de Sofia Coppola sorti directement sur la plate-forme, en 2020, Apple TV+ poursuit avec *Sunny* sa collaboration avec le très branché studio A24. On y retrouve d'ailleurs Rashida Jones, dans un rôle dont l'histoire, au début, est assez proche. La série commence alors que Suzie, une Américaine expatriée à Kyoto, vient de perdre son mari et son petit garçon dans un accident d'avion dont les circonstances ne seront jamais précisées. Tout juste sait-on que leurs corps ne sont toujours pas retrouvés, plusieurs jours après le crash.

En attendant confirmation de la terrible nouvelle, Suzie se replie dans sa maison, désormais vide et silencieuse, et tente de tenir à distance son encombrante belle-mère, Nariko. Son deuil est troublé par la livraison de Sunny, un robot envoyé par l'entreprise d'électroménager qui employait son mari, dans le but affiché d'apaiser sa solitude. A mi-chemin entre la dame de compagnie et l'assistante personnelle, Sunny intrigue sa nouvelle propriétaire, qui ne comprend pas le lien entre cet objet sophistiqué et les activités de son mari, qu'elle croyait spécialisé dans les réfrigérateurs.

Esthétique pop

D'abord intrusive, la présence du robot semble pourtant dérégler suffisamment de choses dans la maison et dans la tête de Suzie, pour activer une suite de découvertes et de révélations sur les véritables activités du mari de cette dernière. Retenue par sa belle-mère, qui pressent les embrouilles, la jeune femme trouve l'appui d'une barmaid queer pour forcer le code source du robot.

Dans les premiers épisodes, *Sunny* cultive le charme des fictions *lost in translation*, à travers le personnage de Suzie, dont on sait peu de chose, et surtout pas ce qui l'a poussée à s'installer dans un pays dont elle ne parle toujours pas la langue, malgré son mariage avec Masa. L'état second dans lequel elle évolue, traversée de cris de douleur et de grandes rasades de whisky, donne une ambiance envoûtante, nimbée de mystère. Et la série joue avec l'idée, ludique, de faire du robot Sunny un personnage à part entière de l'intrigue.

Mais, au fur et à mesure, que celle-ci s'éclaircit, la série bifurque vers le polar à la sauce yakuza, avec son cortège de motifs pas toujours d'une grande fraîcheur, malgré le choix d'une esthétique pop aux couleurs criardes, ancrée dans le Japon d'après-guerre sous perfusion américaine. *Sunny* perd alors de son étrangeté, sans que le destin de Suzie nous laisse pour autant indifférent.

La principale victime de ce virage est Rashida Jones. L'actrice, lumineuse mais souvent un peu en retrait, trouve en Suzie un rôle complexe, aux multiples nuances dans le chagrin. Mais le récit, un peu perdu entre toutes les directions dans lesquelles il est poussé, échoue la plupart du temps à donner du corps à son deuil.

Bavarde, la série pâtit en outre d'une écriture approximative, qui pénalise les personnages secondaires et oblige celle-ci à avancer en expliquant ce qui se passe. Cela fait que l'aboutissement de l'intrigue, que l'on sent dès le début nous mener en bateau, reste pendant longtemps indéchiffrable. Jusqu'à un dénouement d'une grande tiédeur, qui renforce encore l'impression d'inabouti. ■

AUDREY FOURNIER

***Sunny**, série créée par Katie Robbins. Avec Rashida Jones, Hidetoshi Nishijima, Judy Ongg (EU-Jap., 2024, 10 × 30 min).*

La mémoire filmée d'une enfance abusée

A partir de bobines de super-8 tournées dans les années 1990, le réalisateur François Tourtet revient sur sa jeunesse sous emprise

FRANCE 3
MERCREDI 10 - 00 H 10
DOCUMENTAIRE

« Des décennies de silence, le souffle après la déflagration qui laisse sans voix et coupable. » Voilà le récit de François Tourtet, qui raconte au fil des saisons son non-dit le plus douloureux. Ce sont des images d'archives qu'il a tournées en 1994, l'année de ses 27 ans. Pendant trois cent soixante-cinq jours, François a filmé la vie parisienne. Aujourd'hui, à 57 ans, il s'en sert pour faire le récit des agressions qu'il a subies étant enfant, dans un documentaire.

Le parallèle entre les images tournées en super-8, les saisons et son histoire créent un film bouleversant, dur et presque ingrat. Lorsqu'il parle des abus dont il a été la victime, et de la première fois qu'il a osé dire non, le réalisateur nous montre Noël et ses décorations lumineuses, qui viennent comme s'opposer à ses paroles difficiles.

Son histoire, François Tourtet la raconte aussi sur fond de passants, de pigeons, de vues de la Seine. Mais, dans ses mots, il évoque la profondeur et le danger. C'est la première fois qu'il en parle, après avoir caché son secret quasi toute sa vie.

A l'époque, à 12 ans, ses parents se disputent, ils vont bientôt divorcer. Son meilleur ami s'éloigne de lui puis l'ignore. Il n'y a que Denis âgé de 27 ans, qui s'intéresse à lui. Des repas avec ses amis, des concerts, des cadeaux… *« Très vite, il commence à marchander : un baiser pour une cigarette, très vite, la langue. »* Ses copains vivent leurs premières histoires d'amour, lui disparaît dans le vrombissement du moteur de la voiture de Denis.

Un refuge

Lorsqu'il quitte enfin son bourreau et déménage à Paris, il réessaie de vivre. Les bruits de la ville et la musique postpunk le font s'y perdre. Pour lui sonne la révolte. Ici, il peut oublier d'où il vient, sans oublier ce qu'il a vécu : *« Mon corps toujours sali, je le couvre de noir »*, s'efforce-t-il d'expliquer.

A 18 ans, il trouve refuge à la Cinémathèque française, dans le noir et dans le silence, il regarde des films muets, il essaie de penser à autre chose, il tente d'oublier.

Plus tard, autour de 30 ans, François Tourtet découvre la religion. Son silence trouve un asile, un refuge. Au monastère, pour la première fois, il parle à un frère. Après son pèlerinage, sa sœur, questionnée par sa conversion, lui pose la fatidique question : *« Que s'est-il passé avec Denis ? »* Et il peut enfin lui répondre.

C'est grâce à ces images d'archives, qu'il a retrouvées par hasard, que le réalisateur a décidé de révéler son passé, de raconter son histoire douloureuse. ■

CLARA ROSELLO

***365 jours**, collection « L'heure D », de François Tourtet et Sandra Thevenet (Fr., 2024, 52 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 160
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II				■					■			
III								■				
IV						■						
V							■			■		
VI		■			■						■	
VII				■								
VIII										■		
IX						■						
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 159

HORIZONTALEMENT I. Criticailler. **II.** Hérédité. Eté. **III.** Edile. Oing. **IV.** Vesserais. Aï. **V.** Ice. Saquer. **VI.** Lord. Pulsent. **VII.** Lu. Epiée. Var. **VIII.** Apt. RER. Mena. **IX.** Réas. Ravirai. **X.** Désobéissant.

VERTICALEMENT 1. Chevillard. **2.** Redécoupée. **3.** Iriser. Tas. **4.** Tels. Dé. SO. **5.** Idées. Pr. **6.** Ci. Rapière. **7.** Attaquerai. **8.** Ie. Iule. Vs. **9.** Oses. Mis. **10.** Lei. Rêvera. **11.** Etna. Nanan. **12.** Registrait.

HORIZONTALEMENT

I. Tromper et décevoir dans nos espérances. **II.** Raccourci pour faire plus court encore. Boîte à essais. Culmine aux Philippines. **III.** Ne garnit plus notre col ni notre gaine. M'engage à rendre. **IV.** Ses racines facilitent le renvoi. Il se cache en venant de la droite. **V.** Frugivores et rongeurs. En plein repas. Mortel à la fin. **VI.** Plaisir du berger. Poste de surveillance d'hier. **VII.** Bon lieu de formation. Couvercle naturel. **VIII.** Insensée et contraire à la raison. Donne toujours la fièvre. **IX.** Empereur romain. Libère l'estomac. **X.** Toujours embêtantes mais jamais importantes.

VERTICALEMENT

1. Affaiblit et démoralise. **2.** Brûlée en allant très vite. Ouverture sur le large. **3.** Ne pourra plus se développer. **4.** Dans l'Eure. Symbole de dureté. **5.** Pratiquât des réductions. Mit en beauté. **6.** Le bruit du coup. Attaqua à la base. **7.** Suivi sans discussion. Entraves les plaisirs. **8.** Prêtresse chez Héra. Fin brutale organisée. **9.** Débite en détail. **10.** C'est elle qui pique, pas lui. Personnel. Démonstratif. **11.** Défense naturelle. Baudroie. **12.** Fournissent chalumeaux et mirlitons.

SUDOKU
N°24-160

						9	7	8
					6			
		9		2				
		6	8	1				3
		4						5
	5	1		7			3	
	4	2			9			6
	9			3			8	2

3	5	8	4	9	6	1	7	2
4	9	6	7	1	2	3	8	5
2	7	1	3	8	5	9	6	4
5	3	2	8	6	4	7	1	9
1	4	9	2	3	7	6	5	8
8	6	7	1	5	9	2	4	3
7	8	5	9	2	1	4	3	6
9	1	3	6	4	8	5	2	7
6	2	4	5	7	3	8	9	1

Facile
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale **Elisabeth Cialdella**

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS Tél : 01-57-28-39-00 Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Philippe Boggio

Ancien journaliste au « Monde »



En 1996. LOUIS MONIER/GAMMA

Journaliste au *Monde* de 1976 à 1995, Philippe Boggio, mort le 25 juin à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), à 74 ans, était un homme aux passions et aux curiosités si multiples que son parcours professionnel ne pouvait être ni linéaire, ni paisible, ni conventionnel.

Très vite, le petit garçon né à Montpon (Dordogne) a su quel était son désir, le journalisme, où il était bien décidé à tenter sa chance. Diplômé du Centre universitaire d'enseignement du journalisme de Strasbourg, il entre, en 1974, au *Quotidien de Paris*, que vient de fonder Philippe Tesson. Il y tient la rubrique éducation. Il n'y reste que deux ans, parce que, à 26 ans, il rejoint un journal qui fait rêver beaucoup de jeunes gens dans ces années-là : *Le Monde*. Il y passera des années qui lui permettront d'imposer sa personnalité singulière.

Il fait ses débuts au service société, chargé des questions de jeunesse, mais, là encore, ça ne dure que deux ans. Très vite, il devient reporter, puis grand reporter et, enfin, prendra en charge la chronique télévision, avant de quitter le journal en 1995 pour participer à d'autres aventures. Ceux qui le prenaient pour un ambitieux et pensaient qu'il voulait, comme d'autres, *« faire carrière »* et aller vers le pouvoir au sein du journal se trompaient.

1950 Naissance à Montpon (Dordogne)
1976 Entre au « Monde »
1991 « Coluche » (Flammarion)
1997 Directeur de la rédaction de « Marianne »
25 JUIN 2024 Mort à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne)

Imper et cigarette au bec

Ce qu'il aimait, c'était *« toucher à tout »*, faire des enquêtes (comme l'étrange affaire Boutboul, en 1986), couvrir de grands procès, passer d'une plongée chez les indépendantistes guadeloupéens à la Mostra de Venise, analyser *« la terreur aveugle »* des attentats de Paris, au Printemps et aux Galeries Lafayette, puis se confronter aux « soldats perdus » de l'OAS (1986).

Comprendre aussi le monde politique, dans ces années 1980 où la gauche venait d'arriver au pouvoir. C'est ainsi qu'il se fit remarquer, à l'été 1983, par deux articles titrés « Le silence des intellectuels de gauche » à l'origine de débats passionnés. Il y montrait comment ceux-ci n'apportaient pas au président de la République, François Mitterrand, le soutien qu'il pouvait en attendre. On y entendait Régis Debray, qui s'était engagé dire : *« Il est évidemment moins chic qu'avant d'être de gauche. Qu'auraient-ils à gagner à travailler à l'effort national en cours ? »* Ou Alain Finkielkraut disant avoir vu la liesse du pays le 10 mai 1981 comme une sorte d'*« hystérie collective »*, ou encore Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann dénonçant *« les archaïsmes socialistes »*, le style *« socialo-poujado-populiste »* de la cérémonie organisée pour Mitterrand au Panthéon. Boggio venait de se faire un nom.

Ce goût de la politique n'était chez lui qu'un parmi d'autres. Il le conduira toutefois à écrire deux livres, avec Alain Rollat, autre journaliste au *Monde* : *Ce terrible monsieur Pasqua* (1987) et *L'Année des masques* (1989), tous deux parus aux éditions Olivier Orban.

Au journal, Boggio était un personnage. Cigarette au bec, coiffure poivre et sel, barbe naissante, on le surnommait « Humphrey » en mémoire de Bogart et de sa manière inimitable de porter l'imper. Quand on le lisait, quel que soit le sujet abordé, on voyait bien que ce qu'il voulait avant tout, c'était imposer un style. Rejoindre la liste des grands « journalistes écrivains » ? S'essayer au roman est toujours périlleux – il le fera en 1996, avec *Mauvaise fièvre* (Flammarion). Mais il reste la biographie, qui a en commun avec le journalisme l'enquête. Il en fera de très bonnes, avec succès. Celle de Coluche (Flammarion, 1991), celle de Boris Vian (Flammarion, 1993).

Est-ce cette réussite qui le poussa à quitter *Le Monde* ? Ou une soudaine envie de diriger, puisqu'il est devenu rédacteur en chef, puis directeur de la rédaction de *L'Evénement du jeudi* et de *Marianne*, à la fin des années 1990 ? Ces postes de pouvoir ne l'empêcheront pas de publier, en 2005 *Bernard-Henri Lévy, une vie* (La Table ronde). C'était la troisième biographie de BHL cette année-là, mais elle était très différente des autres, et, sinon hagiographique, du moins très empathique.

Après un essai sur Johnny Hallyday, *Johnny. La légende, les vérités* (Flammarion, 2009), Philippe Boggio s'est tourné vers des activités plus personnelles, moins publiques. Dans son livre sur Bernard-Henri Lévy, il voyait celui-ci comme *« le dernier romantique »*. C'est peut-être ce que Boggio était lui-même. ■

JOSYANE SAVIGNEAU

[Philippe Boggio était une des grandes plumes qui ont marqué l'histoire de notre journal. *Le Monde* présente ses plus sincères condoléances à sa famille, ses proches, et à toutes celles et tous ceux qui ont eu la chance de le côtoyer à la rédaction. J. Fe.]

AU CARNET DU «MONDE»

Naissances

Sylvie et **Jean-Michel BEZAT,**
Agnès et **Stéphane ROMATET,**
ses grands-parents,
Marie et **Charles,**
ses parents,
Antoine,
son frère,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Jeanne,

le vendredi 5 juillet 2024, à Paris.

Paris.

Anne et **Xavier, Mathis** et **Robin, Catherine** et **Laurent,**
ont l'immense bonheur d'annoncer la naissance de

Romy Catherine Monique MAZEL TOURTOIS,

le 14 juin 2024, à la maternité Sainte Félicité, Paris 15e.

« Je chanterai, si Dieu veut,
un enfant de Cassis,
Un simple pêcheur d'anchois
Qui, par la grâce et par la volonté
Du pur amour, conquit les joies,
L'Empire, la splendeur. »
Frédéric Mistral.

Décès

Barthold Bierens de Haan,
son mari,
Fanny Moreau-Choisy,
sa fille,
Juliette Choukri-Moreau,
sa petite-fille,
Arnaud Choisy,
son gendre,
Jacqueline, Anne, François et Danièle,
ses sœurs, son frère et sa belle-sœur,
Valérie, Camille, Donatella, Jack et Amélie,
ses belles-sœurs et son beau-frère,
Les familles Bierens de Haan, Moreau, Desjours, Joffre et Choisy,

ont le grand chagrin de faire part du décès de

Monique BIERENS de HAAN-DESJOURS,

survenu le mercredi 3 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingts ans, des suites d'une longue maladie supportée avec un grand courage.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 juillet, à 10 h 30, au temple de l'Église protestante unie de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris 16e.

La crémation aura lieu le samedi 13 juillet, à 11 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, Paris 20e.

fannymoreau.pro@gmail.com
bartholdbdh@yahoo.fr

Clohars-Carnoët (Kernabec).
Croissy-Beaubourg (Seine-et-Marne).

« Le souvenir des jours heureux
irradie d'une lumière ardente
le restant de notre vie
et pulvérise notre chagrin. »

Claude COUDERC,

nous a quittés, nous lui rendrons hommage le jeudi 11 juillet 2024, à 14 heures, en l'église de Clohars-Carnoët.

Françoise,
sa rieuse,
Frédéric, Cécile, Claire et Adrien aujourd'hui à ses côtés,
ses enfants,
Achille, Angèle, Gaspard, Mathéa, Léopold, Timothée, Cerise, Violette, Archibald,
ses petits-enfants,
vous remercient pour tout cet amour partagé.

PF Pierregui, Moëlan-sur-Mer,
Tél. : 02 98 09 26 41.

Troyes.

Marie-Claude Daubigny,
son épouse,
Cécile et Jérôme, Pierre et Emilie, Jean-Baptiste et Sandra, Benjamin et Aurélie,
ses enfants et leurs conjoints,
Paul, Alix, Clémence, Roman, Ludmila, Zélie, June, Sixtine, Judikaël, Livia, Soren,
ses petits-enfants,
Mireille,
sa filleule,

ont l'immense douleur de faire part de la disparition de

M. Jean DAUBIGNY,
commandeur
de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
ancien préfet de région,
ENA 1974
promotion « Guernica »,

survenue le mardi 2 juillet 2024,
à l'âge de soixante-seize ans.

Ses obsèques ont été célébrées ce mardi 9 juillet, à 11 h 30, en la basilique Saint-Urbain de Troyes.

Ni fleurs ni couronnes.

Pompes funèbres générales,
10000 Troyes.
Tél. : 03 25 73 16 16.

Michael Sumyuen,
Vanessa et Julien Sumyuen,
son fils et ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marie-Thérèse EASTON,
dite **Tessa,**
fonctionnaire à l'Unesco,

survenu le 17 juin 2024,
à Mézières-en-Brenne,
à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

La crémation a eu lieu le 25 juin, à Châteauroux (Indre), suivie d'une cérémonie le 28 juin, à Notre-Dame-de-Grâce, Paris 15e.

Ses cendres ont été dispersées au Jardin du Souvenir, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e. Ses dernières volontés ont été respectées.

La famille remercie Mme Claude Coré qui l'a accompagnée durant les dernières années de sa vie.

Qu'elle repose en paix.

Vanessa Sumyuen
avec l'aide précieuse des
Pompes funèbres Ardentes,
23 *bis*, rue de la Gare,
36120 Ardentes.
pfardentaises@gmail.com

Le Centre international de recherche sur l'imagerie politique (CIRIP)

a la douleur de faire part du décès de son président fondateur,

Alain GESGON,
commandeur
dans l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 1er juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à son domicile parisien.

La cérémonie d'adieu aura lieu le jeudi 11 juillet, au cimetière de Gentilly, 5, rue Sainte-Hélène, Paris 13e, à 14 h 45.

contact@cirip.net

Jean-Baptiste et Caroline Lapeyre de Cabanes,
Charlotte Lapeyre de Cabanes et Stanislas Béchetoille,
Bernard Lapeyre de Cabanes,
Xavier et Maria Lapeyre de Cabanes,
ses enfants et beaux-enfants,
Antoine, Ondine et Nicolas, et Isaure,
Emmanuelle et Dimitri, Daniel, Clarisse et Alexis, et Louise,
Julien, Fabrice et Cyrille,
Assen et Ana Carolina, Boris et Valentin,
ses petits-enfants,
Matteo et Margaux,
Cali et Thomas,
ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme le docteur Françoise LAPEYRE de CABANES,
née **CALMETTES,**

le 6 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle de la Maison Marie-Thérèse, 277, boulevard Raspail, Paris 14e, le mercredi 10 juillet, à 11 h 30.

La messe d'enterrement sera célébrée le 11 juillet, à 15 heures, par Dom Emmanuel Lemière, en l'église Sainte-Madeleine de Trédou (Aveyron), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Paris.

Mme André Legrand,
née Françoise Ciavaldini,
son épouse,
Denis, Hélène, Sabine, Klaus, Ingrid (†),
ses enfants, sa belle-fille, son gendre,
Marie et Mathieu, Solène, Nicolas,
ses petits-enfants,
Stéphane Legrand,
son frère,

ont la douleur de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de

M. André LEGRAND,
ancien professeur de droit public
aux universités de Lille II,
Sarrebruck et Paris Nanterre,
ancien recteur des académies
de Limoges et de Rennes,
ancien directeur
au ministère
de l'Éducation nationale,
président honoraire
de l'université de Paris-Nanterre,
ancien premier vice-président
de la CPU,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur dans l'ordre
des Palmes académiques,
chevalier
de l'ordre du Mérite agricole,
docteur *honoris causa*
de l'université de Potsdam,

le 1er juillet 2024.

La cérémonie d'adieu aura lieu ce 12 juillet, à 10 heures, en la salle Mauméjean, du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20e.

Des fleurs pourront être envoyées au crématorium avec la mention « André Legrand - Salle Mauméjean ».

Françoise Legrand,
65-69, rue des Cévennes,
75015 Paris.

Denis Legrand,
1, rue Francisco Ferrer,
59410 Anzin.

Sabine Kurz-Legrand,
Friedrichsring 1/1,
D-76437 Rastatt
(Allemagne).

Paris.

Mme Josette Maurel,
son épouse,
Fabien, Yurie, Vincent, Félicie, Florent, Aurélie,
ses enfants et leurs conjoints,
Léontine, Bleo, Angel, Philomène, Solal,
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Gérard MAUREL,
né **MOSCOVITZ,**
biophysicien, MCU-PH,
hôpital Saint-Antoine/Tenon,
Paris 20e,

survenu le 28 juin 2024.

La cérémonie d'adieu aura lieu le 11 juillet, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e, en la salle Mauméjean.

Vous pouvez faire un don en sa mémoire, à l'Institut Curie ou au Secours Populaire.

Annick,
son épouse,
Laurent et Lucile,
son fils et sa compagne,
Romain et Antoine,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part de la disparition de

M. Gérard PETITEAU,

survenue le 26 juin 2024, à Paris,

Né en 1934, il fut expert-comptable et commissaire aux comptes honoraire, docteur en droit et chevalier de la Légion d'honneur.

Sa crémation a eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

37, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Frédéric Sawicki Sans majorité, la gauche ne pourrait appliquer l'ensemble de ses propositions

Selon le politiste, même si la gauche a montré que sa vigueur militante n'avait pas disparu, sa victoire est en trompe-l'œil, car elle repose sur une base sociologique trop peu populaire et sur un socle électoral trop composite

Si l'on ajoute les 13 candidats de gauche élus hors Nouveau Front populaire aux 182 élus sous sa bannière, la gauche a remporté lors de ces législatives 195 sièges, soit 27 de plus qu'Ensemble et 52 de plus que le Rassemblement national (RN) et ses alliés Les Républicains (LR). Avec un gain net de 44 sièges par rapport à 2022, elle fait cependant moins bien que l'extrême droite, qui en décroche 54 de plus. C'est d'abord parce qu'elle a déjoué les pronostics et parce qu'elle arrive en tête – et donc qu'elle est en mesure de gouverner – que la gauche apparaît comme la grande gagnante du scrutin.

Ce succès est d'abord, comme en 2022, le fruit d'une stratégie d'union autour d'un programme et de candidats communs. Rappelons qu'historiquement un tel accord fondé sur le partage des circonscriptions dès le premier tour était alors sans précédent. Sa reconduction, après une campagne européenne fratricide, n'était en rien assurée. Elle aurait pu ouvrir la voie à de très nombreuses dissidences.

Ce succès est aussi le résultat de la stratégie de front républicain. Largement impulsée et appliquée par la gauche avec peu d'exceptions, celle-ci a été mise en œuvre plus tardivement et bien moins systématiquement par le camp présidentiel et quasiment pas par LR. La gauche est ainsi clairement apparue comme la plus intransigeante face au RN, quitte à sacrifier ses candidats face à des adversaires politiques patentés tels que Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, ou Laurent Wauquiez, président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Le rejet du racisme et de la xénophobie, la lutte contre l'extrême droite sont, une fois de plus, apparus comme de puissants vecteurs d'unité et de mobilisation. En cela, ce succès doit aussi aux multiples appels et manifestations qui ont émané des syndicats, du milieu associatif, de la presse de gauche, lesquels ont alimenté une intense participation sur les réseaux sociaux mais aussi sur le terrain. Partout des boucles WhatsApp rassemblant militants aguerris et citoyens non encartés soucieux de faire barrage ont fleuri. La gauche a ainsi montré qu'elle avait de beaux restes, que sa culture militante n'avait pas disparu.

Enracinement du RN dans ses bastions

Cette victoire demeure toutefois en trompe-l'œil. Non seulement elle est très loin de la majorité, mais elle repose sur un socle électoral politiquement composite et fragile, et sur une base sociologique trop peu populaire. Son audience dans les banlieues des grandes villes, où dominent locataires en habitat social et populations d'origine étrangère, et chez les moins de 35 ans ne doit pas masquer son désancrage au sein des classes populaires et des petites classes moyennes.

La carte des circonscriptions RN parle presque d'elle-même : le RN a délogé le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste français (PCF) de la France du Nord et du Nord-Est. L'exemple du Pas-de-Calais est archétypal : en 2012, la gauche y détenait onze circonscriptions sur douze ; en 2024, plus aucune (deux Ensemble, dix RN, dont six élus au premier tour !). Le défi à relever est immense, car l'ancrage du RN dans ces territoires pourrait se traduire aux élections municipales de 2026 par la conquête de nombreuses villes petites et moyennes, constituant autant de bases pour son arrivée au pouvoir en 2027.

Les mesures sociales promises durant la campagne (hausse du smic et du point d'indice, abrogation de la réforme des retraites et de la réforme de l'assurance-chômage...), dont certaines peuvent être prises par décret, suffiront-elles à convaincre ces franges des classes populaires de se détourner du RN ? Il est trop tôt pour le dire, mais tout manquement à la parole donnée pourrait ici coûter très cher. En l'absence de majorité, il est cependant peu probable que la gauche soit en mesure d'appliquer l'ensemble de ses propositions, comme le rêvent les porte-parole de La France insoumise (LFI).

> DANS LE PAS-DE-CALAIS, LA GAUCHE DÉTENAIT, EN 2012, ONZE CIRCONSCRIPTIONS SUR DOUZE ; EN 2024, PLUS AUCUNE

La reconquête des milieux populaires ne peut donc passer que par un retour sur le terrain. La canalisation des énergies militantes, qui se sont exprimées à la faveur de cette campagne électorale en investissements durables dans des organisations collectives, représente un défi considérable pour la gauche.

Nouveaux rapports de force internes

Si les partis qui la composent disposent encore de nombreuses collectivités locales, notamment de mairies, qui peuvent ici avoir un rôle de levier, les associations d'éducation populaire, les mouvements de défense des droits ou les associations et mouvements environnementaux et écologistes, les groupements féministes et bien sûr les partis eux-mêmes sont aujourd'hui bien souvent trop peu présents et actifs dans les zones d'habitat populaire. Les syndicats, quant à eux, sont trop souvent absents de très nombreuses PME et entreprises du secteur artisanal pour pouvoir contrer efficacement les préjugés racistes de nombreux travailleurs. A moyen et long terme, c'est à cette seule condition que la gauche peut espérer damer le pion au RN, plus que jamais confortablement installé dans la posture du « dernier recours ».

A court terme, la gauche partisane va devoir également faire face à ses divisions. Au-delà des désaccords programmatiques, dont certains ont été réglés au lendemain de la dissolution (sur l'Ukraine, Gaza et la lutte contre l'antisémitisme), les rapports de force en son sein sont loin d'être stabilisés. Jusqu'en 2017, le PS était en position hégémonique ; depuis cette date, LFI et Jean-Luc Mélenchon ont tout essayé pour s'y substituer. Cette élection, dans la suite des européennes, confirme leur échec. Par rapport à 2022, LFI perd un siège (74 contre 75), tandis que le groupe PS devrait passer de 27 à 59 et les écologistes de 16 à 28, les communistes étant les grands perdants, avec seulement 9 élus.

Si ce rééquilibrage peut peut-être, dans l'immédiat, permettre plus facilement la formation d'un gouvernement stable, il annonce de nombreux conflits à venir. L'élection présidentielle pèse ici de tout son poids : Jean-Luc Mélenchon considère que *« la révolution citoyenne »* passe par la conquête de l'Elysée et qu'il reste le seul à pouvoir y parvenir. Dans cette perspective, il semble peu probable qu'il encourage les parlementaires de son groupe à adopter un esprit de compromis et à endosser des mesures impopulaires.

Comme les autres partis, la gauche est donc prisonnière de la centralité de l'élection présidentielle. Cette dernière empêche que les partis jouent à plein, comme dans les autres démocraties parlementaires, le jeu du compromis passant par la négociation d'un contrat de gouvernement. Trouver la juste voie entre intransigeance programmatique et esprit de responsabilité attestant de leur capacité à gouverner, sous peine de faire le lit du RN à la prochaine élection, constitue sans nul doute pour les partis de gauche l'un des plus grands défis de leur histoire. ■

Frédéric Sawicki *est professeur de science politique à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (Cessp-CNRS)*

Florent Gougou Le RN n'a pas perdu les élections législatives malgré ses nombreux échecs au second tour

Le parti de Marine Le Pen enregistre une forte poussée en voix et un accroissement sans précédent de son nombre de députés, rappelle le chercheur. Il va pouvoir s'appuyer sur des ressources financières inédites et poursuivre la formation de son personnel politique

La séquence électorale inédite de cette année 2024, qui s'est étirée des européennes du 9 juin aux législatives des 30 juin et 7 juillet, s'achève par l'échec du Rassemblement national (RN) à transformer sa forte poussée en suffrages exprimés en une progression équivalente en sièges au sein de l'Assemblée nationale. C'est l'une des leçons majeures de ces élections : le RN s'est encore heurté au mode de scrutin à deux tours et au barrage qui s'exprime à son endroit dans les seconds tours. Jordan Bardella, qui avait demandé aux Françaises et aux Français de lui accorder une majorité absolue de députés pour gouverner le pays, n'accédera pas à Matignon. Le front républicain a une nouvelle fois fonctionné et il est la principale raison de la contre-performance apparente du RN au second tour des législatives.

Au soir du premier tour, des divergences étaient apparues publiquement dans la majorité présidentielle Ensemble et avaient tranché avec l'appel unanime des responsables du Nouveau Front Populaire (NFP) à faire barrage au RN. In fine, lors du dépôt des candidatures, le désistement des candidats qualifiés pour le second tour en troisième position, mais devancés par le RN, s'est imposé comme la norme pour toutes les forces politiques, à l'exception des Républicains (LR).

Qualifié pour 446 seconds tours dans les 501 circonscriptions restant à pourvoir, le RN aurait pu se retrouver engagé dans 300 triangulaires ; à la suite des 207 retraits de ses adversaires (124 candidats NFP, 80 Ensemble et 3 LR), le RN s'est en fait retrouvé dans « seulement » 89 triangulaires, quatre de ses candidats décidant également de se retirer dans leurs circonscriptions. Or, à quelques exceptions près, ces triangulaires ont concerné des cas dans lesquels le RN n'était a priori pas menaçant, de sorte que c'est dans les 354 duels que l'échec du second tour des législatives s'est creusé.

De 89 à 143 sièges en deux ans

Depuis les scrutins électoraux de 2022, le ressort du front républicain semblait en partie usé. Au second tour de la présidentielle, Marine Le Pen avait dépassé 41 % des suffrages exprimés, atteignant le plus haut niveau historique de son parti. Au second tour des législatives, le RN avait été relativement performant lors des duels face à la coalition de gauche (33 victoires sur 59, soit 56 %) comme face à la majorité présidentielle (53 sur 108, soit 49 % de victoires), même s'il avait été incapable de l'emporter face à des candidats hors de ces coalitions (2 sur 35, soit 5 % de victoires).

Les duels du second tour des législatives de 2024 ont abouti à des résultats différents : 63 gains contre 91 défaites face au NFP (41 % de victoires), 23 gains contre 11 défaites face à Ensemble (17 % de victoires) et 10 gains contre 56 défaites face aux autres (15 % de victoires). Ces variations ne résultent pas du fait que la tâche du RN était plus difficile face à la gauche, au contraire : aux européennes, la liste conduite par Jordan Bardella a obtenu en moyenne 33,8 % dans les 154 circonscriptions où il s'est retrouvé en duel face à la gauche au second tour des législatives ; 34,7 % dans les 120 circonscriptions où il était opposé à Ensemble ; et 38,7 % dans les 66 autres circonscriptions.

> LE RN POURRA INCARNER UNE ALTERNATIVE DE GOUVERNEMENT ATTRACTIVE EN CE QU'IL N'A JAMAIS ÉCHOUÉ AUX RESPONSABILITÉS

Le vote barrage contre le RN a simplement été plus fort qu'en 2022, tout particulièrement pour les électeurs de gauche. Jamais l'accès du RN au pouvoir national n'avait semblé aussi proche, et même si les données de la dernière livraison du baromètre d'image Verian-Epoka du Rassemblement national confirment le recul de la proportion des Français le considérant comme une *« menace pour la démocratie »* (– 17 points depuis 2018), son rejet reste trop important.

Pour autant, la dynamique électorale du RN enregistrée aux européennes puis confirmée au premier tour des législatives, avec des niveaux historiques au-delà des 30 %, n'a pas ralenti. Au soir du 30 juin, le RN avait déjà remporté 39 circonscriptions, où la question du front républicain n'avait pas fait sens. Et au second tour, il a ajouté 104 victoires, portant son futur groupe à l'Assemblée nationale à 143 unités (124 pour le RN, 19 pour les alliés républicains à droite d'Eric Ciotti). Ce nouveau record désintègre celui de 2022 (89 élus). En cela, Jordan Bardella peut légitimement se féliciter de *« la percée la plus importante de l'histoire »* de son parti. Pour le dire autrement, les nombreux échecs du RN au second tour ne doivent pas conduire à conclure que le RN a perdu les élections législatives.

Le spectre de la proportionnelle

De fait, l'ensemble de la séquence électorale est très positif pour le parti de Marine Le Pen, avec une forte poussée en voix et un accroissement sans précédent de son nombre de députés. Pour la prochaine législature, le RN pourra s'appuyer sur des ressources financières inédites. Que ce soit pour la partie calculée sur la base des voix au premier tour des législatives ou pour la partie calculée sur la base des sièges obtenus, le RN bénéficiera d'un financement public jamais atteint.

Il pourra également poursuivre la formation de son personnel politique avec de nouveaux collaborateurs parlementaires. Et au final, il n'est toujours pas exposé à l'exercice du pouvoir : s'il peut décevoir par ses victoires aléatoires dans des élections à deux tours où le pouvoir national est en jeu, il pourra incarner, aux yeux d'une large partie de l'électorat, une alternative de gouvernement attractive en ce qu'il n'a jamais échoué aux responsabilités.

La présidentielle de 2027 est déjà dans les esprits de la plupart des responsables politiques, à commencer par celui de Marine Le Pen. Pour autant, les turbulences ne sont pas finies. Avec la parlementarisation forcée de la Ve République qui va résulter de la nouvelle composition de l'Assemblée nationale, de nouveaux équilibres vont se créer. Et la question d'un passage à un scrutin proportionnel va inévitablement être sur la table des négociations préalables à la formation de la prochaine coalition gouvernementale. Quelles que soient ses modalités pratiques, un tel mode de scrutin, qui rendrait obsolète la question du front républicain, ne serait pas un obstacle à la stabilisation du RN au très haut niveau atteint lors de la séquence électorale qui vient de se refermer. ■

Florent Gougou *est enseignant-chercheur à Sciences Po Grenoble et au laboratoire Pacte*

Un parti politique ayant devancé ses rivaux n'a pas la faculté de gouverner

Aucun parti n'a gagné les élections, car aucun n'a eu la majorité absolue des sièges, et de nouvelles pratiques constitutionnelles vont devoir se mettre en place, soulignent les juristes **Denis Baranger, Olivier Beaud, Bruno Daugeron et Jean-Marie Denquin**

Dimanche 7 juillet, le soir des élections, et lors de la semaine précédente, beaucoup de choses contestables ont été dites sur les institutions et la Constitution. Dans ce moment de grand trouble institutionnel, il n'est donc pas inutile de rappeler quelques règles élémentaires du droit constitutionnel – règles que même des « spécialistes » semblent ne pas connaître tant ils ont été « biberonnés » au présidentialisme qui domine la Ve République depuis au moins 1962.

Il a ainsi été souvent avancé que le Nouveau Front populaire (NFP) ayant *« gagné »* les élections, l'un de ses représentants devrait être nommé premier ministre afin d'appliquer le programme de la coalition de gauche. Ce qui est faux.

La première donnée essentielle à prendre en considération est qu'en matière d'élections législatives la seule majorité qui compte est la majorité absolue : peut uniquement être déclaré vainqueur d'une élection de ce type la coalition déclarée de partis qui remporte plus de la moitié des sièges (au moins 289, en France).

A l'Assemblée nationale, la notion de « majorité relative », si souvent utilisée, n'a en effet pas de sens : dans le cas d'une « tripartition » on ne doit pas parler d'une quelconque « majorité ». Dimanche, aucun parti n'a gagné les élections car aucun n'a eu la majorité absolue des sièges. En d'autres termes, pour qu'il existe une telle majorité dans la future assemblée, il faudra que ce soit une majorité de coalition. Lorsque l'assemblée populaire est divisée, c'est la règle usuelle dans tous les régimes parlementaires : les pays voisins de la France, que ce soit l'Allemagne, l'Italie ou encore la Belgique ou l'Espagne, connaissent très bien cette situation.

Précédents allemand et espagnol

Il en résulte que le parti arrivé en tête, en l'occurrence le NFP, n'a nullement le « droit » de diriger le gouvernement pour la bonne et simple raison qu'il ne détient pas la majorité des sièges à l'Assemblée. Un parti politique ayant devancé ses rivaux n'a pas la faculté de gouverner.

Le cas illustrant le mieux cette règle du parlementarisme est le précédent allemand des élections législatives de 1976. Helmut Kohl, leader de la démocratie chrétienne (le groupe CDU-CSU), était certes arrivé en tête, mais il n'avait obtenu que 48,6 % des suffrages et 254 sièges au Bundestag – il avait manqué de 6 sièges la majorité absolue. La coalition sociale-libérale (SPD-FDP), qui avait toujours une majorité absolue, reconduisit donc Helmut Schmidt, leader du SPD, en l'élisant au Bundestag comme chancelier. On voit à travers cet exemple comment fonctionne un régime de type parlementaire.

Tout aussi éclairant, sinon plus, est le cas des élections législatives de juillet 2023 en Espagne. Elles virent arriver en tête le Parti populaire (opposition de droite), mais il n'obtint que 136 sièges alors que la majorité absolue des sièges était de 176. Par conséquent, il dut se résoudre à laisser le premier ministre sortant, le socialiste Pedro Sanchez, rester au pouvoir car il fut le seul capable d'élaborer un accord de gouvernement.

Pour en revenir à la France, l'actuelle situation diffère fondamentalement des épisodes précédents de cohabitation (1986, 1993 et 1997) puisque les premiers ministres de l'époque, Jacques Chirac, Edouard Balladur et Lionel Jospin, pouvaient se targuer d'avoir une majorité absolue de députés derrière eux. Le président de la République, malgré le pouvoir discrétionnaire d'appréciation qu'il tient de la Constitution, avait donc perdu toute marge de manœuvre politique réelle : il se retrouvait de fait dans l'obligation politique de se soumettre au vote des électeurs, d'autant que les leaders de l'opposition victorieuse s'étaient mis d'accord sur le nom du futur premier ministre.

> LA CLASSE POLITIQUE ET LES MÉDIAS VONT DEVOIR APPRENDRE CE QU'EST UN VÉRITABLE RÉGIME PARLEMENTAIRE

Les résultats du second tour des élections législatives qui viennent d'avoir lieu ont certes pour effet de redonner un certain pouvoir d'appréciation au président de la République. Comme on le sait, c'est lui qui nomme le premier ministre (article 8 de la Constitution), mais cette prérogative n'est pas arbitraire : elle varie en fonction des configurations politiques.

Dans le cas actuel, fort singulier, le président de la République conserve sa compétence propre de nomination, mais son caractère discrétionnaire s'en trouve émoussé : il ne peut pas choisir qui il veut.

Configuration inédite

Il n'est pas non plus totalement lié par le résultat des législatives en raison de l'absence d'une majorité absolue – ce qui n'était pas le cas de Mitterrand en 1986 et 1993 ou de Chirac en 1997. Cette faible marge de manœuvre pourrait néanmoins disparaître si, au sein des groupes parlementaires à venir de l'Assemblée, se dégageait une coalition fondée sur un accord de gouvernement. De ce point de vue, il faut rappeler que le programme du Nouveau Front populaire était essentiellement un accord électoral : il n'avait aucune vocation à devenir un accord de gouvernement au sens où nous l'entendons.

Une chose est aujourd'hui certaine : cette nouvelle configuration, totalement inédite, a mis fin au système né du quinquennat et de l'inversion des élections qui ne date que d'un quart de siècle. De nouvelles pratiques constitutionnelles vont devoir se mettre en place : il n'est pas exclu que l'article 49 – *« le premier ministre* (…) *engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale »* – soit désormais interprété différemment : il pourrait être compris comme une obligation du premier ministre pressenti d'obtenir un vote de confiance.

La classe politique et les médias vont devoir apprendre ce qu'est un véritable régime parlementaire. Ce serait une erreur de croire que l'on retournera à la IVe République : paradoxalement, la Constitution de 1958 a été prévue pour fonctionner en l'absence de majorité parlementaire stable.

C'est d'ailleurs ce qui explique l'existence du parlementarisme « rationalisé » et de certaines prérogatives du chef de l'Etat – le général de Gaulle a d'ailleurs gouverné sans majorité de 1959 à 1962. Il est certain que le président ressort considérablement affaibli de la séquence qu'il a provoquée, et qu'il n'aura pas, en droit comme en fait, le pouvoir qu'avaient ses prédécesseurs, y compris pendant les trois cohabitations. C'est dire à quel point, pour les constitutionnalistes, la période qui s'ouvre apparaît à la fois inédite et féconde en innovations institutionnelles. ■

Denis Baranger et Olivier Beaud, *professeurs de droit public à l'université Paris-II (Panthéon-Assas);* **Bruno Daugeron,** *professeur de droit public à l'université Paris Cité;* **Jean-Marie Denquin,** *professeur émérite de droit public à l'université Paris-Nanterre*

Stéphane Séjourné

Le Nouveau Front populaire n'est pas au-dessus de la démocratie parlementaire

Le secrétaire général de Renaissance demande aux leaders de la gauche républicaine – sans La France insoumise –, aux indépendants et aux Républicains de chercher, par le dialogue et le compromis, un gouvernement et une feuille de route à la France

> LES MÊMES QUI CONSPUAIENT « LA MINORITÉ PRÉSIDENTIELLE » DE 250 SIÈGES EN 2022 SONT LES PREMIERS À PRÉTENDRE DISPOSER DE TOUS LES POUVOIRS AVEC 182 SIÈGES

Les résultats des élections législatives ont produit une situation inédite dans l'histoire de la Ve République : au lendemain du scrutin, aucune majorité claire ne se dégage pour notre pays.

Malgré la confusion qui règne, les électeurs ont été clairs sur trois points. Premièrement, ils ont décidé que le bloc d'extrême droite était disqualifié pour gouverner. Non seulement il finit troisième, mais les électeurs se sont massivement mobilisés pour lui faire barrage. Je note d'ailleurs qu'eux-mêmes ne prétendent pas désormais à autre chose qu'à l'opposition.

Deuxièmement, aucun des trois blocs arrivés en tête ne peut gouverner seul. Il n'y a pas de mandat populaire pour l'application intégrale d'un programme de gouvernement de l'un des trois blocs. Cela vaut pour Ensemble pour la République comme pour le Nouveau Front populaire, tous deux à plus de 100 sièges de la majorité absolue.

Troisièmement, pour donner un gouvernement à la France, il faudra que les forces politiques hier adverses entament des discussions pour former une majorité de projets. Cet objectif implique que chaque force politique pose ses conditions mais aussi accepte celles de ses concurrents. C'est le principe même de la coalition parlementaire et le quotidien de la quasi-totalité des démocraties européennes.

Etre réaliste

Pourtant, depuis dimanche, le Nouveau Front populaire fonce tête baissée, comme si aucune de ces réalités démocratiques n'existait. Ils veulent appliquer leur programme comme s'ils avaient une majorité pour le faire. Ils prétendent désigner le premier ministre, comme si celui-ci avait, de manière automatique, le soutien de la majorité de l'Hémicycle sans discussion préalable sur sa feuille de route ou ses priorités. Ils évoquent même des 49.3 d'abrogation et une gouvernance par décrets.

Les mêmes qui conspuaient *« la minorité présidentielle »* de 250 sièges en 2022 sont aujourd'hui les premiers à prétendre disposer de tous les pouvoirs avec 182 sièges seulement ! Le Nouveau Front populaire n'est pas au-dessus de la démocratie parlementaire.

Imagine-t-on une seconde le social-démocrate Olaf Scholz, le soir de l'élection de ses 207 députés sur les 700 du Bundestag, faire comme si les autres forces politiques n'existaient pas ? Dans quelle démocratie la coalition arrivée en tête prétend gouverner avec un tiers des sièges de son Parlement ? Dans quelle pensée magique s'est enfermée la gauche pour croire posséder un droit absolu de dicter le tempo de la démocratie française ?

Soyons clairs, je ne conteste pas la possibilité pour la gauche républicaine de gouverner ou de participer à un gouvernement. Mais à 100 sièges de la majorité absolue, à 14 sièges d'écart avec le bloc central (qui est plus large que EELV et le PS réunis), il faut être réaliste.

En Europe, cette règle s'applique à tous les camps. Les gouvernements socialistes comme celui de Pedro Sanchez tout comme les coalitions allant de la droite à l'extrême droite n'ont jamais prétendu gouverner sans majorité.

Regardons nos amis polonais ! Quatre forces politiques concurrentes – de gauche, du centre et de droite – ont gagné en 2023 contre l'extrême droite. Aucune d'elles n'a prétendu gouverner seule. Aujourd'hui, le gouvernement démocrate de Donald Tusk est composé de ces quatre forces.

Tout faire pour réussir

Le bloc central est prêt à discuter avec tous les membres de l'arc républicain – des écologistes aux Républicains. Nos conditions préalables doivent être affinées, mais nos lignes rouges sont connues : soutien à l'Europe et à l'Ukraine, aucune compromission sur la laïcité et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, accélération de la transition écologique, la sécurité comme priorité gouvernementale, et le maintien de la politique d'attractivité économique. Cela exclut nécessairement Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise de l'équation gouvernementale.

Mais, aujourd'hui, aucune porte ne s'est ouverte. Le Nouveau Front populaire pense qu'il gagnera la bataille de l'opinion et forcera nos élus à ne pas censurer son gouvernement. C'est oublier que nos électeurs leur ont donné leurs voix pour empêcher les extrêmes de gouverner. C'est oublier que les Français attendent un comportement responsable et exemplaire de leurs représentants. C'est oublier que le bloc central a réuni des millions de votants dès le premier tour sur une base programmatique claire qui doit être représentée. C'est oublier, enfin, que la démocratie parlementaire a ses règles et que ceux qui la bafouent s'en relèvent rarement.

Je le dis aussi aux leaders de la gauche républicaine comme aux indépendants et aux Républicains : un autre chemin est possible. Un chemin où, par le dialogue et le compromis, nous pouvons donner un gouvernement et une feuille de route à la France.

Peut-être que nous n'y arriverons pas, peut-être que nos divergences sont trop fortes, mais la France vaut bien cet effort. Nous devrons tout faire pour réussir.

Il faut que chacun le comprenne : nous ne sommes plus en campagne. Il ne s'agit plus d'unir son camp, mais bien de s'unir dans l'intérêt des Français. ■

Stéphane Séjourné *est le secrétaire général de Renaissance. Elu député des Hauts-de-Seine, il est ministre de l'Europe et des affaires étrangères du gouvernement de Gabriel Attal*

A l'OTAN, les défis politiques du nouveau secrétaire général

ANALYSE

Un anniversaire et un tout nouveau secrétaire général. A Washington, où devait s'ouvrir mardi 9 juillet au soir pour deux jours le sommet annuel de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les trente-deux alliés fêteront les 75 ans de l'architecture de défense du continent européen. Ils célébreront également la désignation par consensus, intervenue le 26 juin, de Mark Rutte, 57 ans, au poste de secrétaire général. L'ancien premier ministre néerlandais libéral prendra le 1er octobre la succession du Norvégien Jens Stoltenberg, qui aura passé dix ans à la tête de l'OTAN.

Depuis un an et demi, le président des Etats-Unis souhaitait confier les rênes de l'organisation à cet homme politique rompu aux compromis et capable de s'effacer pour laisser les alliés trouver des positions communes. *« Joe Biden lui a demandé deux fois de se porter candidat au poste*, confie une source américaine proche de la Maison Blanche. *Mark Rutte refusait obstinément. A l'été 2023, après avoir annoncé la démission de son gouvernement, il a indiqué à l'administration américaine que si le président lui reposait la question, sa réponse serait différente. »*

Cette désignation n'a pas été un long fleuve tranquille. Si les grands alliés, Paris, Berlin et Londres, l'ont rapidement soutenu, le dirigeant néerlandais a dû convaincre Ankara et Budapest, deux capitales avec qui l'ex-premier ministre des Pays-Bas n'était pas particulièrement en bons termes. Recep Tayyip Erdogan a rapidement donné son accord, mais Viktor Orban a fait durer le suspense jusqu'à la mi-juin, lorsque a été conclu un accord trouvé par Jens Stoltenberg pour que la Hongrie soit exemptée du financement du dispositif de soutien militaire à l'Ukraine que l'OTAN souhaite mettre en place à la rentrée. Dans la foulée, M. Rutte a confirmé à M. Orban qu'il respecterait cet accord s'il devenait secrétaire général.

LE PAYSAGE POLITIQUE DES ALLIÉS POURRAIT FORTEMENT ÉVOLUER CES PROCHAINS MOIS

S'il a su convaincre les alliés de le nommer, malgré une faible expérience en matière de défense et un investissement de son pays dans ce secteur longtemps bien inférieur à 2 % de son PIB, le nouveau secrétaire général va faire face à nombre de défis politiques et militaires. Alors que la guerre fait toujours rage à la frontière de l'OTAN, la perspective d'une réélection de Donald Trump aux Etats-Unis, l'attitude défiante de Viktor Orban ou la difficulté d'obtenir un nouveau gouvernement en France, font peser nombre d'incertitudes sur l'Alliance.

En Ukraine, les forces russes pilonnent toujours les infrastructures énergétiques du pays et harcèlent les forces ukrainiennes. Alors que les alliés occidentaux peinent à augmenter significativement les transferts d'armes à Kiev, Moscou a considérablement renforcé son dispositif militaire et amélioré ses équipements pour contrer les attaques ukrainiennes de drones et autres armes livrées par les alliés.

A Washington, Mark Rutte n'est pas présent – c'est Dick Schoof, premier ministre néerlandais depuis le 2 juillet d'une coalition dominée par l'extrême droite, qui représente les Pays-Bas, et M. Rutte n'est pas encore en fonction à l'OTAN –, mais il lui reviendra de mettre en place les décisions prises par les alliés au sommet. L'OTAN va notamment prendre à sa charge nombre de fonctions assumées aujourd'hui par les seuls Etats-Unis en matière de transferts d'armes à l'Ukraine ou de formations des soldats ukrainiens.

Ces évolutions doivent permettre de rendre l'OTAN plus autonome dans son soutien à l'Ukraine. C'est d'autant plus important pour Mark Rutte que le paysage politique des alliés pourrait fortement évoluer ces prochains mois, ce qui pourrait mettre à mal l'unité de l'organisation dans son soutien à Kiev. D'ores et déjà, en rendant visite à Vladimir Poutine le 5 juillet, puis Xi Jinping le 8 juillet, sans en avoir informé ses homologues européens ou nord-américains, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, a enfoncé un coin dans l'unité des trente-deux alliés.

Un possible désinvestissement américain

En France, les élections législatives ont longtemps fait peser un risque, avec la possibilité d'un gouvernement d'extrême droite, peu enclin à soutenir l'Ukraine militairement. Si l'option Rassemblement national est écartée après les résultats du second tour, le pays ne dispose pas aujourd'hui de majorité claire, ce qui affaiblit à la fois son président, Emmanuel Macron, et fragilise la voix de la France au sein de l'organisation.

Pour le secrétaire général, la plus grande incertitude reste liée à l'élection américaine du 4 novembre. Un retour de Donald Trump à la Maison Blanche pourrait rebattre totalement les cartes en Europe, avec un possible désinvestissement américain, si ce n'est un retrait total de l'Alliance. Cette perspective est pour l'instant rejetée par les observateurs, mais l'isolationnisme et l'esprit de revanche de M. Trump pourraient le mener à une telle décision s'il devait remplacer M. Biden.

Début février, le candidat républicain a annoncé qu'il n'hésiterait pas à laisser la Russie attaquer les mauvais payeurs de l'organisation – la dizaine de pays qui n'investissent pas 2 % de leur PIB dans la défense –, mettant implicitement en péril le cœur de l'OTAN : son article 5, qui prévoit une clause de solidarité entre les alliés. Pour l'atlantiste Rutte, qui n'a jamais hésité à engager le rapport de force avec M. Trump quand ils se sont côtoyés entre 2016 et 2020, ce risque est sérieux. *« Pour l'Europe, c'est une occasion de développer, enfin, un pilier européen au sein de l'Alliance*, juge un bon connaisseur de l'OTAN. *Il faut que les Européens développent leurs propres forces et cessent de dépendre des Etats-Unis pour leur sécurité. Si Joe Biden se maintient, il faudra aussi que les Européens s'engagent sur cette voie, car c'est désormais le sens de l'histoire. »* ■

PHILIPPE JACQUÉ
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)



CHRONIQUE | PAR ARNAUD LEPARMENTIER

A Wall Street, un fort déséquilibre des valeurs

Officiellement, tout va bien. Au premier semestre, Wall Street a affiché une santé resplendissante : le S&P 500, qui représente les grandes entreprises américaines, a progressé de 17 % depuis le début de l'année tandis que le Nasdaq, où sont cotées les entreprises de technologies, a bondi de plus de 21 %. Les perspectives de baisse des taux ont été repoussées en raison d'une inflation persistante, mais la ruée vers l'intelligence artificielle (IA) a dopé la Bourse.

En réalité, le marché est épouvantablement déséquilibré, tiré par les géants de la cote. Si l'on donnait à toutes les entreprises du S&P 500 le même poids, celui-ci aurait progressé de moins de 4 %. L'économie américaine est écrasée par des géants, les dix premières entreprises représentant 35 % de l'indice, quand l'immense majorité stagne en Bourse.

La Boggio de l'année est le fabricant de microprocesseurs Nvidia, devenu brièvement l'entreprise la plus chère du monde. Celle-ci a vu sa valeur multipliée par 2,5 depuis janvier et vaut désormais 3160 milliards de dollars (2915 milliards d'euros). Microsoft en vaut 3420 (+24 %), Apple 3400 (+17 %), Amazon 2000 (+32 %), Alphabet 2300 (+ 36 %) et Meta 1300 (+ 52 %). Ces pionniers de l'IA sont valorisés à des prix mirobolants : 47 fois les bénéfices attendus pour Nvidia, selon les calculs du courtier Schwab, 43 pour Amazon, 40 pour Microsoft, 33 pour Apple, 25 pour Meta et Google.

Le reflux a déjà commencé dans les semi-conducteurs – même Nvidia a reculé de 10 % –, mais les prix restent incroyablement élevés. Deux analyses s'affrontent. La première consiste à penser qu'il flotte un air de bulle Internet des années 2000 : les promesses de l'IA sont immenses, mais le marché a poussé trop haut les valorisations, comme il l'a fait récemment sur les énergies renouvelables. La seconde, à voir une nouvelle ère du capitalisme, avec des compagnies gigantesques dignes des empires du XIXe siècle, Carnegie dans l'acier, Rockefeller dans le pétrole, Edison dans l'électricité et J.P. Morgan dans la banque.

« C'EST LE FOUTOIR PARTOUT ET QUATRE ACTIONS TIENNENT LE MARCHÉ AMÉRICAIN »
RAMON DE OLIVEIRA
ancien de JP Morgan et administrateur d'Axa

Boursiers un peu perdus

Les capitaux exigés par l'IA sont tels que les géants semblent prendre la main, les start-up disruptives comme OpenAI ou Mistral AI étant contraintes de se placer immédiatement sous la coupe de Microsoft. Un début d'éclaircissement viendra dans la torpeur d'août, lorsque ces entreprises publieront leurs résultats semestriels.

En attendant, les boursiers sont un peu perdus. Où investir alors que l'économie et le consommateur donnent des signes de faiblesse ? *« Les valeurs "refuges" sont-elles vraiment un refuge ? »*, s'interroge Lisa Shalett, stratégiste de Morgan Stanley, qui note que les actions sont valorisées vingt et une fois leurs bénéfices, contre seize habituellement. Traditionnellement, les biens de consommation résistent. Mais est-ce judicieux lorsque les consommateurs achètent du papier toilette moins cher en raison de fins de mois difficiles, ce qui va peser sur les marges ?

S'y ajoutent les craintes sur les géants de la consommation Pepsi ou Coca, menacés par l'essor des médicaments anti-obésité, qui sont de puissants coupe-faim. L'immobilier ou les services publics ? Ils sont menacés par le niveau durablement élevés des taux. Les matières premières ? Elles sont plombées par l'absence de reprise économique sérieuse en Chine. *« C'est le foutoir partout, et quatre actions tiennent le marché américain »*, résume Ramon de Oliveira, ancien de J.P. Morgan et administrateur d'Axa.

Les paris sur les tendances de marché sont toujours à haut risque. Marko Kolanovic, stratégiste de J.P. Morgan, a eu tout faux depuis deux ans, prédisant une récession qui n'est jamais venue et ne voyant pas l'envolée de l'IA. Pendant que ses confrères, qui s'étaient largement trompés eux aussi, tournaient casaque, M. Kolanovic a persisté dans ses sombres pronostics, prévoyant une chute de 25 % du S&P 500 d'ici à la fin de l'année. Il s'est fait licencier de J.P. Morgan début juillet. A Wall Street, il n'est plus grand crime que de manquer une hausse. En revanche, s'effondrer comme les autres quand une bulle éclate, c'est pardonnable... ■

ENQUÊTE SUR UN DRAME OLYMPIQUE



LES FANTÔMES DE MUNICH
d'Eric Champel, Solar, 224 pages, 19,90 euros

LIVRE

Le 5 septembre 1972, les Jeux olympiques (JO) de Munich sont la cible d'une attaque terroriste. Un commando de l'organisation palestinienne Septembre noir prend en otage des membres de la délégation des athlètes israéliens en plein cœur du village olympique. Le bilan de cet attentat est lourd : onze otages trouvent la mort. Les zones d'ombre qui entourent l'intervention mal coordonnée de la police allemande sur le tarmac de l'aéroport Fürstenfeldbruck ont fait de ce drame un « cold case » nimbé d'un épais mystère. Dans une enquête fouillée, Eric Champel, ex-journaliste à *L'Equipe,* a tenté de traquer ces *Fantômes de Munich* (Solar, 224 pages, 19,90 euros).

Plus de cinquante ans après, la chape de plomb n'a pas encore été complètement levée en Allemagne : une commission d'historiens est chargée d'élucider d'ici à 2026 ce dossier sur la base d'archives encore classifiées outre-Rhin, en Israël et aux Etats-Unis. Négligences, manquements et déni des autorités allemandes, rôle du Mossad, le service du renseignement extérieur israélien, couverture médiatique de l'événement et onde de choc politique en France... L'auteur reconstitue le puzzle de cette sombre journée, tout en narrant le parcours des protagonistes-clés de cette intrigue.

« La fin de l'idéal olympique »

Une galerie de portraits éclairante : l'opiniâtre Ankie Spitzer, veuve de l'entraîneur des escrimeurs israéliens, qui finit par apprendre le nom de l'assassin de son mari ; la lanceuse de javelot Ruth Fuchs, championne olympique élue au Bundestag ; Georg Sieber, expert en psychologie à la préfecture de police de Munich ; le très controversé président américain du Comité international olympique, Avery Brundage, partisan de la reprise de la compétition juste après l'attentat.

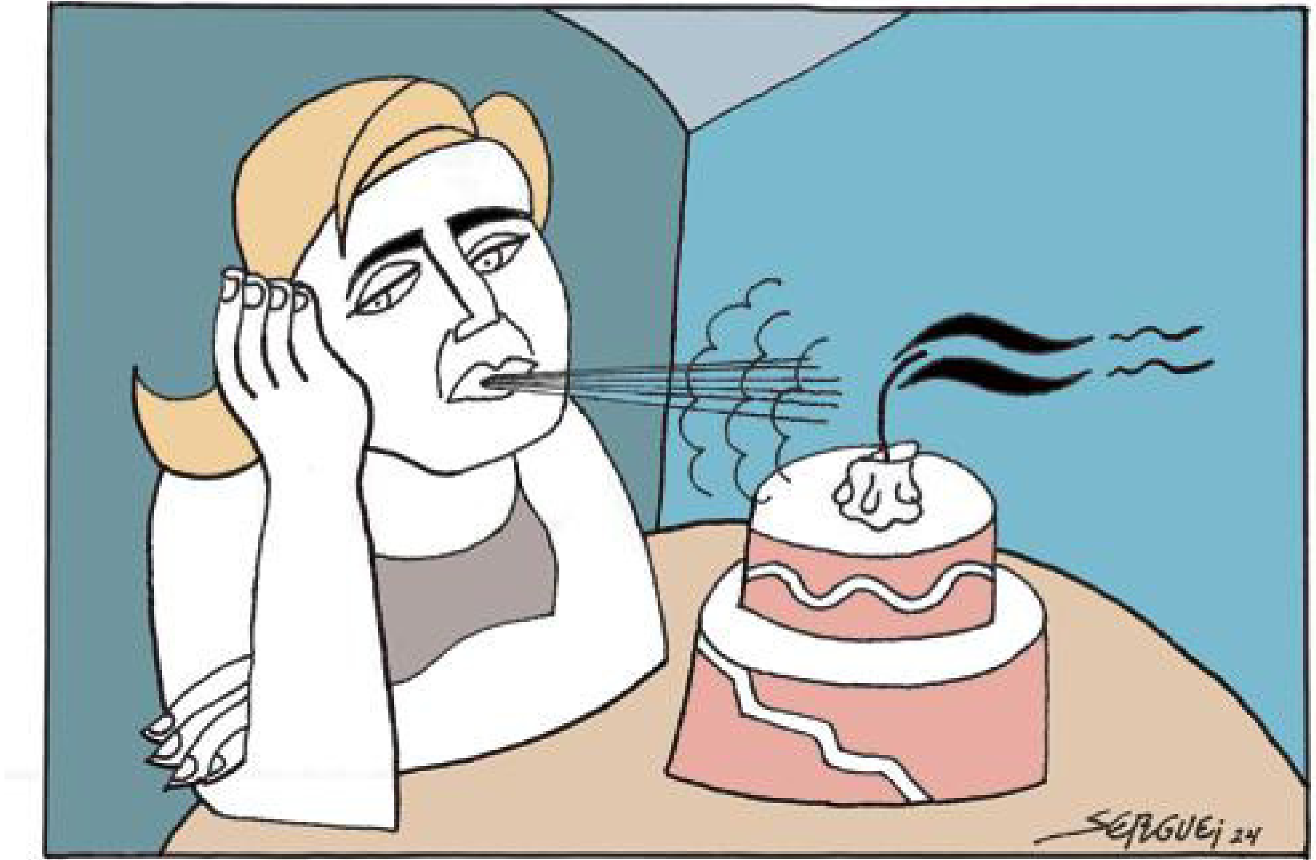
A quelques semaines du coup d'envoi des JO de Paris 2024, l'ouvrage a le mérite d'évoquer les répercussions de l'attentat de Munich sur le mouvement olympique. *« Les Jeux de 1972 ont sifflé la fin de l'idéal olympique et coupé les liens avec une chimère qui voulait nous faire croire à une double imposture,* analyse l'auteur. *Qu'un stade pouvait être un sanctuaire de paix, et le sport, une zone franche, à l'abri des soubresauts de l'univers. »*

L'ouvrage revient sur le contexte diplomatique des JO de Munich, entre dopage institutionnalisé en République démocratique allemande et âpre concurrence entre les blocs de l'Ouest et de l'Est sur le terrain sportif. Il met aussi en perspective d'autres attentats terroristes (le 13 novembre 2015 en France, l'assaut du Hamas en Israël du 7 octobre 2023) et des menaces ayant pesé sur des compétitions, comme l'Euro 2016.

« Les modes opératoires changent, mais les fantômes sont aux aguets, prêts à saisir la moindre faille, narguant le temps et les époques. Seraient-ils les révélateurs invisibles de la vulnérabilité de nos systèmes, les délateurs de la répétition des versions biaisées et les premiers témoins de la commodité des arrangements avec la vérité ? », conclut l'auteur. ■

RÉMI DUPRÉ

Un long soupir | PAR SERGUEÏ





FRANCE | CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

La gauche à la fois victorieuse et si faible

La vigueur du front républicain a remis la gauche en selle. Ce n'est que justice, car celle-ci a tenu une place majeure dans l'efficace barrage contre l'extrême droite qui s'est constitué entre les deux tours des élections législatives. A consigne claire, vote clair, les électeurs de gauche ont pris toute leur part pour reléguer à la troisième place le parti de Marine Le Pen qui se croyait huit jours plus tôt aux portes du pouvoir et s'est heurté à un plafond de verre beaucoup plus résistant qu'attendu.

Le temps des réjouissances a été cependant de courte durée car, enserrée dans une donne politique éminemment complexe, où trois blocs se font face sans qu'aucun ne dispose d'une majorité claire, la gauche doit trancher à vif trois questions qui mettent en jeu son orientation, menacent son unité et conditionnent sa capacité à peser dans les années à venir. Est-elle prête à gouverner ? Si oui pour porter quelle ligne ? Et avec quels partenaires ?

Si tout se passait normalement sur la scène politique française, ces interrogations n'auraient pas lieu d'être : arrivée en tête du second tour dimanche 7 juillet, la gauche devrait déjà avoir proposé le nom d'une ou d'un premier ministre capable de porter ses couleurs. Elle devrait déjà avoir mis sur la table les mesures les plus emblématiques de son projet législatif. Elle devrait déjà être partie en quête d'alliés dans l'espoir d'exercer une pression maximum sur le président de la République qui, affaibli par une dissolution qui a réduit ses troupes et créé des rancœurs, peut se voir imposer une lecture beaucoup plus parlementaire de la conduite des affaires du pays.

Différences d'interprétation

L'embarras dans lequel se trouve la gauche la renvoie à sa grande faiblesse : elle n'a pas mis à profit ses sept années d'opposition pour se préparer à gouverner et encore moins à gouverner par temps de crise. Rédigé à la va-vite en juin pour réunifier sous l'étiquette Nouveau Front populaire (NFP) ses différentes composantes éparpillées et divisées par le scrutin européen, son projet législatif est un catalogue de mesures plus ou moins radicales qui, mises bout à bout, représentent au minimum quelque 150 milliards d'euros de dépenses nouvelles en partie gagées par des hausses d'impôts : retraite à 60 ans, smic à 1 600 euros net, blocage du prix des produits de première nécessité, etc.

Les références appuyées au Front populaire, au 10 mai 1981, aux années de gouvernement Jospin étaient faites pour galvaniser les militants, pas pour accéder au pouvoir. Dès dimanche soir, des différences d'interprétation majeures sont apparues au sein de la coalition : Jean-Luc Mélenchon a revendiqué l'application intégrale du programme du NFP et exigé la démission du président de la République s'il n'était pas entendu. Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste (PS)-Place publique aux élections européennes, a, au contraire, mis en avant la posture du compromis pour tenter de surmonter l'absence de majorité absolue sans pour autant formuler de propositions précises.

LA GAUCHE N'A PAS MIS À PROFIT SES SEPT ANNÉES D'OPPOSITION POUR SE PRÉPARER À GOUVERNER

Le joug qu'a réussi à exercer, depuis 2022, le leader des « insoumis » sur le reste de la gauche est une bonne partie du problème qu'elle rencontre. Au soir de chacun des deux tours, Jean-Luc Mélenchon a volé la vedette aux autres chefs de partis. Il a tenté d'imposer ses vues et de bloquer leur jeu. Ses intentions sont limpides : il ne veut pas gouverner le pays. Le rôle d'épouvantail dans lequel il se complaît vise à entretenir la tension, à déstabiliser le pouvoir en place pour affronter Marine Le Pen au second tour de la présidentielle.

Cerné par les dissidents, contesté par les élus socialistes qui tentent d'opérer un rééquilibrage, il résiste autant qu'il peut et tentera de rendre inopérant tout scénario qui contrariera sa visée. Ses partenaires le savent, mais peinent à s'affranchir de lui parce que la période est propice à la radicalité, parce que les électeurs s'accrochent à l'union et parce que hors du rassemblement, point de salut : dans la nouvelle Assemblée nationale, la gauche ne pèsera qu'à hauteur de l'union qu'elle a constituée et qu'elle sera en mesure d'entretenir. Pris individuellement, chaque parti qui la compose devient une minorité qui risque d'être plus faible que celle des autres camps.

La dissolution a un effet loupe. Elle renvoie la gauche française à son éternel problème : pour elle, gouverner n'est jamais allé de soi à cause de l'inadéquation entre les promesses radicales qu'elle formule dans l'opposition et l'exercice du pouvoir, qui se révèle forcément décevant au point de nourrir à chaque inventaire le procès en trahison. La profonde déstructuration du camp social-démocrate, depuis sept ans, ajoute une difficulté supplémentaire.

En 2017, Emmanuel Macron est parvenu à capter, sur les décombres du quinquennat de François Hollande, une partie de l'électorat de gauche modérée pour tenter de l'agglomérer à celui du centre droit. Il l'a ensuite perdue au profit de Raphaël Glucksmann qui ne sait pas aujourd'hui quel débouché offrir à ses électeurs dans le cadre d'une coalition de gauche rétive à toute idée de compromis. Dimanche soir, Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, a exclu de participer à une *« coalition des contraires »*. Ce faisant, il a rejeté l'option d'un gouvernement de *« défense républicaine »* suggérée par son prédécesseur Jean-Christophe Cambadélis pour conjurer le risque de paralysie du pays face au danger lepéniste.

Ce refus d'obstacle est en partie lié à des calculs politiciens – ne rien faire qui puisse sauver la mise d'Emmanuel Macron. Il est aussi révélateur de la difficulté qu'éprouve la gauche dite de gouvernement à regarder en face ce qui nourrit les colères françaises : les déficits, la fracture territoriale, la montée de l'insécurité et des violences, l'affaiblissement industriel, l'immigration. Hors des cités, son audience dans les milieux populaires s'est effondrée. Sortie victorieuse, dimanche, d'un scrutin improbable, la gauche n'en demeure pas moins éminemment faible. ■

HORS DES CITÉS, SON AUDIENCE DANS LES MILIEUX POPULAIRES S'EST EFFONDRÉE

ESPOIR D'UNE OUVERTURE MESURÉE EN IRAN

ÉDITORIAL

Il n'y a pas qu'en France que les élections créent des surprises. Vendredi 5 juillet, un président réformateur, Masoud Pezeshkian, a réussi à se faire élire en Iran, devançant de près de 3 millions de voix son adversaire ultraconservateur, Saïd Jalili.

Organisée à la suite de la disparition du précédent président, Ebrahim Raïssi, dans un accident d'hélicoptère en mai, cette élection est source d'espoir à la fois pour la société iranienne et pour les partenaires internationaux de l'Iran. Chirurgien de formation, ministre de la santé sous l'ancien président réformateur Mohammad Khatami au début des années 2000, cet homme de 69 ans a été élu sur deux séries de promesses : améliorer le niveau de vie des Iraniens en obtenant des Etats-Unis la levée des sanctions contre l'Iran, et assouplir les restrictions sociales qui empoisonnent la vie des femmes.

Ce scrutin à deux tours a néanmoins donné l'occasion aux Iraniens de manifester leur mécontentement à l'égard du régime, d'abord en suivant massivement au premier tour une consigne de boycott de l'opposition : 60 % des électeurs inscrits sont restés chez eux. Puis, voyant le candidat réformateur en tête le soir du premier tour, un certain nombre de ces abstentionnistes ont décidé d'aller voter au second tour pour lui donner une chance d'être élu, portant la participation à quasiment 50 %.

M. Pezeshkian pourra-t-il réellement changer la vie de ses concitoyens, dans un régime dominé par la faction dure, où le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khameini, détient la clé du pouvoir ? Candidat, il s'est dit déterminé à faire bouger les choses, avec un impératif : sortir le pays de son isolement. Pour obtenir la levée des sanctions qui étouffent l'économie iranienne, il doit d'abord réengager sérieusement Téhéran dans le processus de négociation de l'accord sur le nucléaire iranien, signé en 2015 avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, mais moribond depuis que le président Donald Trump en a sorti les Etats-Unis en 2018. Masoud Pezeshkian a nommé à cet effet comme conseiller diplomatique Mohammad Javad Zarif, l'ancien ministre des affaires étrangères qui avait négocié la conclusion de cet accord avec les Occidentaux.

Le président et son équipe siègent aussi au sein du Conseil suprême de la sécurité nationale, qui définit les grandes lignes stratégiques. Certes, c'est bien le Guide suprême qui a la haute main sur ces questions, mais les experts s'accordent à dire que, si le président lui présentait la perspective d'un nouvel accord, il serait preneur au vu des bénéfices économiques que l'Iran pourrait en tirer. Encore faudra-t-il, pour que cette hypothèse ait une chance de se réaliser, qu'une administration démocrate se maintienne au pouvoir à Washington.

Sur son autre série de promesses, le président Pezeshkian est tout aussi attendu. Les restrictions vestimentaires telles que l'obligation du port du voile sont certes imposées par la loi, mais le président est chargé de leur application. Elu au terme de deux années de répression féroce des femmes sortant la tête découverte et de ceux qui les soutiennent, le nouveau président s'est engagé à s'opposer à la police des mœurs et à l'application de ces mesures par la force. Il appartiendra à ses interlocuteurs occidentaux de lui rappeler cet engagement, s'il ne l'a pas mis en œuvre, dans l'éventualité où des progrès seraient réalisés sur la voie de l'accord sur le nucléaire. ■

science & médecine
Le Monde

L'été des sciences

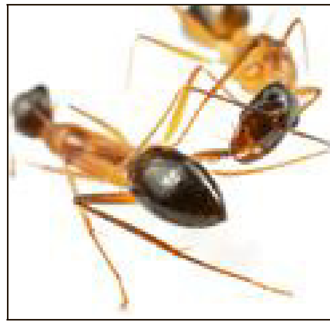
Expositions temporaires, musées, parcs, grottes… Les rendez-vous diurnes, sur terre, sous terre ou sur l'eau, et nocturnes pour observer des phénomènes astronomiques de toute beauté. A vos agendas

La Voie lactée dans le ciel des Alpes-de-Haute-Provence, au-dessus de la tour des Sagnes, dans la vallée de l'Ubaye, en mars 2023. JEAN-PHILIPPE DELOBELLE/BIOSPHOTO

Neandertal prenait soin des malades

Des ossements d'un enfant de 6 ans, probablement trisomique, montrent l'attention portée aux plus faibles durant la préhistoire

PAGE 2



Première amputation médicale par des animaux

La fourmi charpentière de Floride pratique la chirurgie pour éviter des infections

PAGE 8



Portrait
Beth Shapiro défie le temps avec le dodo

La biologiste américaine a quitté la recherche universitaire pour le projet controversé de désextinction d'espèces disparues

PAGE 8

ASTRONOMIE

Des rendez-vous avec le ciel à ne pas manquer

Nul besoin de maîtriser toutes les facettes de l'astrophysique pour apprécier un beau ciel d'été, seul le plaisir devrait vous guider. Celui de rompre avec le rythme effréné de votre quotidien et de vous laisser émouvoir par la simple beauté d'un crépuscule coloré que les étoiles envahissent lentement. Si vous restez en milieu urbain, les lumières artificielles joueront les trouble-fêtes en vous empêchant de distinguer les astres les moins brillants et la trace fantomatique de la Voie lactée, mais vous verrez sans doute assez d'éclats stellaires pour reconstituer les principales constellations, et la Grande Ourse, le Cygne, la Lyre ou le Sagittaire n'auront rapidement plus de secret pour vous, tout comme les rendez-vous que la Lune donne aux planètes.

Après la pleine lune du 21 juillet, notez sur vos agendas le rapprochement serré que le satellite naturel de la Terre aura avec Saturne, le 24 juillet au soir, vers l'est-sud-est. Une semaine plus tard, les 30 et 31 juillet à l'aube, son croissant brillera au-dessus de l'horizon est-nord-est, non loin du point orangé de Mars et de l'éclat d'un blanc intense de Jupiter. Prenez l'habitude d'identifier ces deux planètes en fin de nuit pour suivre leur rapide rapprochement apparent : elles se croiseront, à la mi-août, à moins d'un demi-degré d'écart et vous pourrez alors aisément les cacher simultanément avec le bout de votre petit doigt bras tendu. Cette proximité ne sera bien évidemment qu'apparente puisque Jupiter sera alors trois fois et demie plus éloignée de la Terre que Mars, mais leur conjonction sera vraiment superbe.

Les 27 et 28 août à l'aube, le croissant lunaire retrouvera ces deux planètes, qui se seront déjà bien éloignées l'une de l'autre, mais, avant cela, ne manquez pas l'occultation de Saturne par la Lune à la fin de la nuit du 20 au 21 août. Les anneaux de cette planète géante ne sont visibles ni à l'œil nu ni avec des petites jumelles. Alors si vous pouvez jeter un œil dans un télescope à cette occasion, la vision du limbe lunaire parsemé de cratères engloutissant lentement la planète, ses anneaux et ses principales lunes devrait vous laisser un souvenir impérissable.

La Voie lactée, un spectacle saisissant

Vénus, la planète la plus brillante de notre ciel, restera confinée dans les lueurs crépusculaires durant tout l'été et il faudra un ciel très pur pour parvenir à l'apercevoir au ras de l'horizon ouest-nord-ouest une demi-heure après le coucher du Soleil ; le 5 août, profitez de la présence à son côté du jeune croissant lunaire pour la voir avec ou sans jumelles.

Ces rendez-vous seront également visibles à la campagne ou à la montagne si votre horizon est dégagé dans la bonne direction, mais ce que vous gagnerez en vous éloignant des principales sources de pollution lumineuse, c'est la possibilité de contempler un ciel suffisamment sombre pour abriter des myriades d'étoiles, ce qui est devenu impossible dans les métropoles. En laissant vos yeux s'accoutumer à l'obscurité pendant une quinzaine de minutes, sans allumer de lampe ou de briquet et en fermant les yeux si, par un hasard malheureux, les phares d'une voiture balayaient votre position, vous aurez le plaisir d'admirer la Voie lactée, l'un des plus beaux spectacles célestes, l'un de ceux qui font pousser des « Oh ! » de stupeur et de ravissement tellement nous avons perdu l'habitude de les observer. Au cours des nuits estivales européennes, elle traverse majestueusement la voûte céleste en passant par le zénith.

Par une nuit sans Lune depuis un très bon site, telles les cinq réserves internationales de ciel étoilé (RICE) en France – Pyrénées, Cévennes, Alpes, Millevaches (Massif central) et Vercors –, la beauté de la Voie lactée, avec ses portions éclatantes et ses grandes échancrures noires, est saisissante.

Notez que les Nuits des étoiles se dérouleront du 9 au 11 août, au parfait moment pour profiter de la Voie lactée après le coucher du croissant lunaire et pour déguster les premières étoiles filantes de l'essaim des Perséides, dont l'activité devrait culminer durant la nuit du 12 au 13 août. Un dernier mot pour vous rappeler de surveiller régulièrement la petite constellation de la Couronne boréale, où un clin d'œil cosmique pourrait se produire très prochainement : l'explosion d'une nova. Il est extrêmement rare de pouvoir contempler à l'œil nu une « nouvelle » étoile et cela sera probablement possible durant moins d'une semaine. Donc, restez à l'affût ! ■

GUILLAUME CANNAT

▶ VOIR LES ÉVÉNEMENTS DE L'ÉTÉ PAGES 4-5

Retrouvez dès la semaine prochaine et jusqu'au 21 août les deux pages de la formule estivale du supplément « Science & médecine » dans votre quotidien daté mercredi

Un petit handicapé néandertalien, témoin du soin social

ARCHÉOLOGIE - Probablement trisomique, l'enfant a bénéficié du soutien de son groupe de chasseurs-cueilleurs

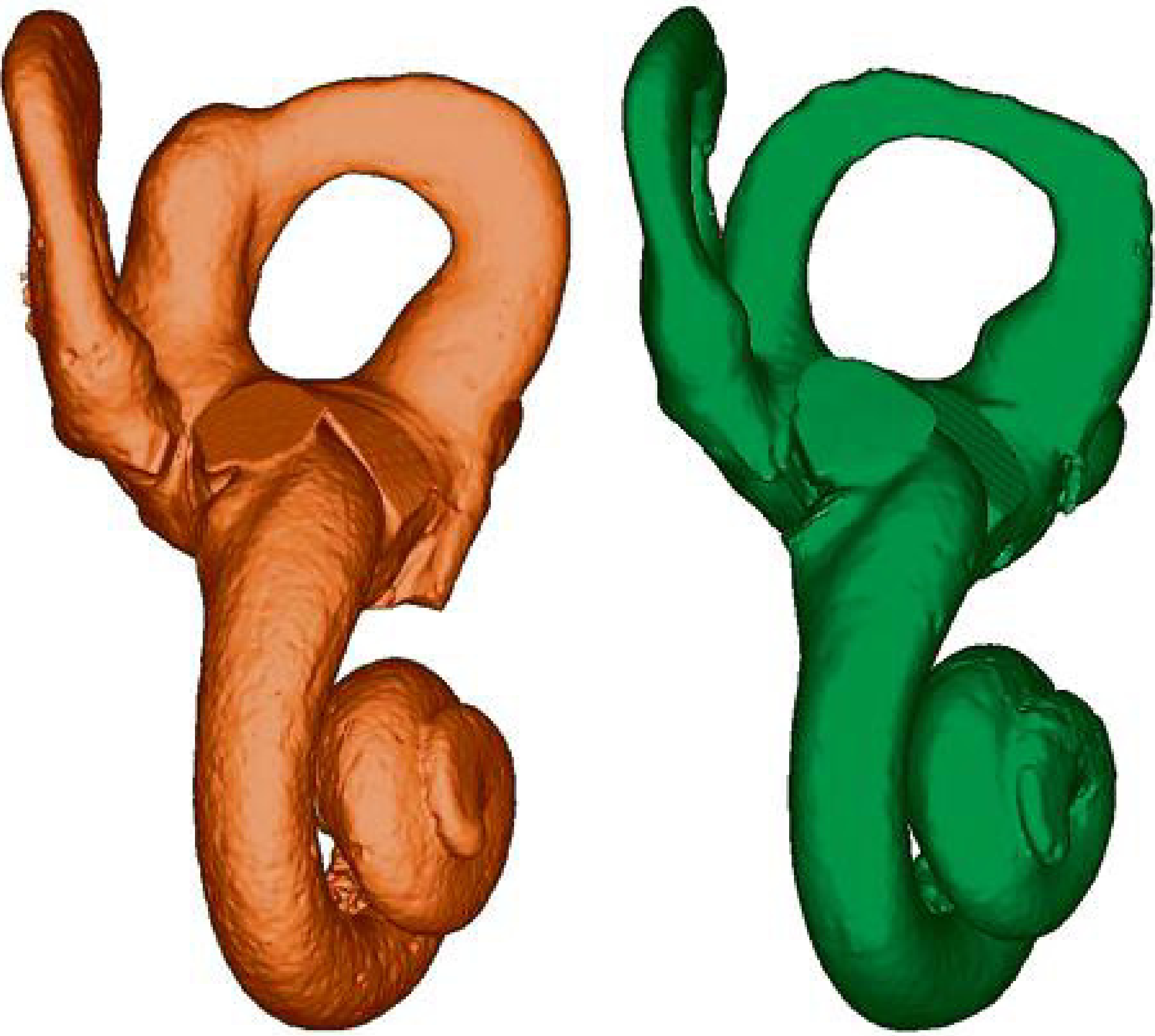
Nos ancêtres et cousins disparus faisaient-ils preuve de compassion, d'entraide envers leurs semblables affaiblis par les blessures, la maladie ou la vieillesse ? Plusieurs cas ont déjà été documentés chez les néandertaliens, mais certains anthropologues continuaient à se demander si ces exemples renvoyaient à des circonstances où l'attention portée à autrui était vraiment désintéressée, ou si elle était motivée par un sens de la réciprocité plus égoïste, en anticipation d'éventuels coups durs.

La grotte de Cova Negra, près de Valence en Espagne, offre une réponse à ces interrogations. Elle a été fouillée depuis les années 1930, révélant des ossements attribués à des néandertaliens l'ayant occupée dans la période allant de 273 000 à 146 000 ans avant aujourd'hui. En se repenchant sur des restes fauniques trouvés sur le site en 1989, Mercedes Conde-Valverde (université d'Alcala, Madrid) et ses collègues ont découvert plusieurs ossements humains, dont un os temporal immature, baptisé CN-46700, attribué à un enfant néandertalien qui aurait tout juste dépassé l'âge de 6 ans au moment de sa mort.

Une aide désintéressée

L'imagerie en tomographie y a révélé la structure des canaux semi-circulaires qui entrent dans la composition de l'oreille interne. L'un de ces canaux présentait une forme anormale. Cette pathologie était très probablement associée à une trisomie 21, estiment les chercheurs espagnols, pour qui les symptômes liés à cette malformation devaient inclure *« au minimum »*, une perte d'audition sévère et une réduction marquée du sens de l'équilibre. *« Si bien que le soin nécessaire à la survie de cet enfant sur une période de plusieurs années excédait les capacités de la mère et aurait requis l'aide des autres membres du groupe social »*, écrivent-ils dans *Science Advances* du 26 juin. Jusque dans les années 1930, l'espérance de vie des personnes trisomiques était seulement de 9 ans, rappellent-ils, et de 12 dans les années 1940, pour plus de 60 ans aujourd'hui dans les pays développés.

« Le cas de CN-46700 est particulièrement intéressant, ajoutent-ils, *parce que le soin dont il a fait l'objet était destiné à un individu immature qui n'avait pas la possibilité de rendre la réciproque pour l'assistance reçue. »* Le fait que cette forme d'aide désintéressée soit aussi présente chez notre espèce *« suggère que cette adaptation sociale complexe a une origine très ancienne dans le genre* Homo *»*, avancent-ils en conclusion.



En orange, vue en 3D de l'oreille interne du fossile de l'enfant néandertalien découvert dans la grotte de Cova Negra (Espagne), montrant une dilatation pathologique d'un canal semi-circulaire. En vert, l'oreille interne d'un Néandertalien ne souffrant pas de cette pathologie.
JULIA DIEZ-VALERO

Celle-ci est saluée par l'anthropologue indépendante australienne Lorna Tilley, qui travaille sur la *« bioarchéologie du soin »* : *« Je n'ai aucun doute quant à la fourniture de soins sociaux – et plus particulièrement de soins liés à la santé – dans ce cas précis et dans la société néandertalienne de manière plus générale, car il y en a de nombreuses preuves éclatantes. »*

Au-delà, elle se dit *« ravie que l'étude remette explicitement en question un argument basé essentiellement sur le rationalisme économique selon lequel le soin (dans toutes les espèces humaines) serait un arrangement transactionnel découlant d'un contrat d'"altruisme réciproque", plutôt que de motifs d'amour, de compassion, de responsabilité envers autrui, etc. »*. Pour elle, cette conception était *« plus révélatrice de la culture sociopolitique occidentale moderne que du passé »*. Elle note ainsi que la thèse d'une « évolution de l'altruisme réciproque » a été proposée en 1971 par Robert Trivers (université Harvard), au moment où les idées de l'économiste libéral Milton Friedman gagnaient en influence.

Pour Jean-Jacques Hublin (chaire de paléoanthropologie du Collège de France), l'étude espagnole est *« très intéressante »*, notamment parce qu'*« il y a peu de cas d'enfants présentant des malformations congénitales dans le registre fossile »*. Il note que si certains primates non humains adultes tels que les chimpanzés peuvent survivre à des *« blessures épouvantables, telles que des amputations faites par des pièges »*, ce n'est pas le cas des petits qui présenteraient des malformations de naissance. Un rare cas de trisomie a été documenté par des chercheurs japonais, mais ce bébé chimpanzé est mort à l'âge de 3 ou 4 mois.

Aux sources de l'empathie

Plus près de nous sur le plan évolutif, *« on connaît l'exemple d'un individu souffrant d'une maladie congénitale ayant atteint l'âge adulte : une prénéandertalienne datée de 400 000 ans sur le site de Salé au Maroc, présentant une forme de torticolis sévère, dont on voit mal comment elle aurait pu survivre hors d'un contexte social »*, indique Jean-Jacques Hublin. En 2009, il avait évoqué ce cas dans une étude sur « la préhistoire de la compassion », citée par l'équipe espagnole. *« Un terme chargé sur le plan émotionnel »*, reconnaît-il, mais un comportement qui selon lui s'enracine profondément dans notre biologie.

Le volume conséquent du cerveau humain serait central dans l'émergence de ces comportements. Son lent développement impose en effet de telles contraintes énergétiques que la mère seule ne peut y pourvoir – *« il mobilise jusqu'à 70 % du métabolisme de base chez un enfant de 4 ans »*, rappelle le chercheur français. Le sevrage intervient tôt, alors que notre encéphale n'est qu'à la moitié de sa taille finale. A charge pour le groupe de contribuer à l'alimentation de cet organe ogresque. Ce n'est sans doute pas un hasard si la vue des nouveau-nés déclenche chez les proches la sécrétion d'ocytocine, la fameuse hormone de l'attachement. Et si les tout-petits parviennent très tôt à distinguer les intonations des adultes, *« pour voir comment ils réagissent à leurs manœuvres de séduction »*, ce qui contribue à forger leur théorie de l'esprit.

Pour Jean-Jacques Hublin, il n'est pas étonnant qu'au paléolithique *« des enfants handicapés aient survécu en bénéficiant de cet environnement social »*, y compris chez les néandertaliens, dont le cerveau n'était guère différent du nôtre. Le cas de ce petit trisomique néandertalien renvoie donc bien aux sources de l'empathie, question fascinante où, constate Jean-Jacques Hublin, *« il est difficile de séparer la biologie de la culture et même de la psychologie »*. ■

HERVÉ MORIN

Dans les secrets de fabrication de l'IA générative

INFORMATIQUE - La start-up Hugging Face a rendu public le corpus de textes le plus performant pour développer des modèles de langue

C'est le secret le mieux gardé du secteur de l'intelligence artificielle (IA) dite « générative », celle des ChatGPT, Gemini, Copilot... Il ne se niche pas dans la puissance de calcul, ni dans la taille colossale (des centaines de milliards de paramètres) de ces logiciels, ni dans des codes informatiques astucieux. Ces aspects comptent bien sûr dans le succès, mais ils sont désormais plus ou moins publics.

Non, ce que les leaders du domaine, OpenAI, Anthropic, Mistral, Microsoft... n'ont encore jamais révélé, c'est leur recette pour confectionner la collection de textes qui servent à l'entraînement de leurs modèles. Ce dernier sert à ajuster les paramètres afin de prédire le mieux possible quel est le meilleur mot pour compléter une phrase. Cette ingurgitation de milliards de textes identifie des corrélations statistiques qui permettent de générer de nouveaux textes censés répondre aux questions de l'utilisateur.

L'origine de ces textes est connue, des livres dans le domaine public, des articles de recherche, Wikipédia, mais surtout des tonnes de pages Web. Cette dernière source est majoritaire et c'est la manière dont elle est traitée qui fait la différence. *« C'est le nerf de la guerre »*, résume Julien Launay, créateur de l'entreprise Adaptive ML et coauteur d'un corpus d'entraînement de données issues du Web, RefinedWeb, lorsqu'il travaillait chez LightOn. Il se souvient de la surprise causée par son exposé à La Nouvelle-Orléans en décembre 2022 à la conférence phare du domaine, NeurIPS. Le soin mis dans la préparation de ces données avait permis à une IA d'égaler la concurrence nourrie avec des données d'origine plus variée.

80 000 heures de calculs

Thomas Wolf, cofondateur de Hugging Face, une plate-forme franco-américaine de mise à disposition de modèles et corpus en open source, présent à cette conférence, propose à l'équipe de Julien Launay de rejoindre son entreprise. L'un de ses membres, Guilherme Penedo, accepte, motivé par l'idée de mettre à disposition un corpus plus gros encore que RefinedWeb. *« On pensait y arriver en dix jours »*, se souvient Thomas Wolf. Il en faudra quinze fois plus. Le 21 avril est sorti FineWeb, monstre pesant 40 téraoctets (To), riche de 15 000 milliards de *tokens*, des jetons de 3-4 lettres, sorte de syllabes. Librement téléchargeable, il permet de créer de meilleurs modèles qu'avec n'importe quel autre corpus public.

Fabriquer un tel objet est ardu : 80 000 heures de calculs avec les cartes graphiques H100 de Nvidia ont été nécessaires, ce qui est comparable à ce qu'il faut pour entraîner un modèle d'IA de bonne facture.

D'abord, il faut récupérer les données. Depuis 2007, une fondation met à disposition Common Crawl, une collecte, à intervalle régulier, de milliards de pages Web. Mais pour être utile aux modèles de langues, il faut extraire seulement le texte de cette masse d'information. *« Ça a été l'une des étapes les plus longues du processus, peut-être 80 % du temps de calcul, que nous avons commencé en novembre 2023 »*, indique Guilherme Penedo. Quatre-vingt-seize paquets collectés sur une quinzaine d'années dans Common Crawl ont été utilisés pour un volume d'environ 5 354 To. Ensuite, un premier toilettage enlève les pages des sites pornographiques, puis ne retient que les pages en anglais. Environ 50 % des documents sont éliminés. Restent 36 000 milliards de *tokens*.

Changement de tactique

Puis vient la question délicate. Comment savoir qu'un corpus est « bon » ? Pas question de demander à un humain. Alors on demande aux machines. Un modèle d'IA est entraîné sur ce corpus. Si les performances aux tests de référence sont bonnes, alors le corpus est bon... Comme cela demande beaucoup de calculs, l'équipe a travaillé avec des « petits » modèles, à 1,2 milliard de paramètres (le moteur de ChatGPT dépassait les 170 milliards de paramètres).

Place ensuite au grand ménage avec la suppression des doublons, car lire deux fois le même texte n'apporte rien. C'est la « déduplication ». L'équipe l'applique sur tout son corpus. *« J'étais persuadé que le résultat serait aussi bon que RefinedWeb »*, se souvient Guilherme Penedo. Déception ! L'équipe change alors de tactique et décide de dédupliquer indépendamment chaque paquet de Common Crawl et pas globalement. Gagné, les performances augmentent de 2 points de pourcentage : FineWeb est aussi bon que son prédécesseur. Il lui reste 20 000 milliards de *tokens*, 40 % de « perte ».

Pour faire mieux, un ultime décrassage élimine des textes sans queue ni tête dont le Web regorge pour attirer les moteurs de recherche ou produire du spam. Des dizaines de statistiques décrivent un texte : taille moyenne d'une phrase, pourcentage de caractères spéciaux dans un texte, nombre de lignes se terminant par un point... A partir de quelle valeur considérer que ces valeurs sont « anormales » ? L'équipe a retenu une douzaine de ces métriques et a testé différents seuils. *« Ce n'était pas l'étape la plus fun ! »*, confesse Hynek Kydlicek, de Hugging Face. Mais ça a payé. Trois conditions statistiques enlèvent un certain nombre de documents mais pas trop, tout en augmentant les performances : 5 000 milliards de *tokens* de plus s'évaporent mais FineWeb surpasse Refinedweb d'environ 1 %, ainsi que d'autres comme Dolma, The Pile, C4...

Euphorique, l'équipe a lancé une dernière étape : ne sélectionner que des documents « éducatifs » pour construire un corpus idéal pour les tâches de connaissances. FineWeb-Edu était né, avec seulement 1 300 milliards de *tokens*, et surpasse FineWeb de presque 4 %. La sélection des « bons » textes s'est faite en demandant à une IA générative de noter de 1 à 5 tous les documents de FineWeb, pour ne garder que les mieux évalués.

« En détaillant nos étapes, nous aidons à mieux comprendre le succès des grands modèles de langues. En mettant ce corpus à disposition, des acteurs pourront développer leur modèle en s'affranchissant des étapes fastidieuses et coûteuses en calcul de l'élaboration des données d'entraînement », résume Thomas Wolf.

L'équipe travaille déjà à des versions meilleures pour l'anglais ou pour d'autres langues. Elle a aussi mis à disposition un outil, datatrove, pour refaire toutes leurs étapes. Cinq mois de travail résumé en 176 lignes de code. ■

DAVID LAROUSSERIE

Quand les élections nous rendent malades

MÉDECINE - Stress, anxiété, trouble du rythme cardiaque… Lors d'un scrutin majeur, la santé mentale et la santé physique peuvent être profondément atteintes

Lorsqu'elles revêtent un enjeu majeur pour le pays, les élections exacerbent grandement les oppositions. C'est d'autant plus palpable lorsque les partis en lice n'ont de cesse de marteler avec force leurs divergences et que leurs leaders cristallisent les divisions, voire attisent les haines. Les élections représentent alors une source de stress en raison de l'incertitude liée à l'issue du scrutin, mais aussi en cas de défaite du camp choisi.

Les législatives anticipées se sont déroulées dans une atmosphère anxiogène. Les commentateurs politiques ont parlé de *« risque d'une crise de régime »*, de *« scénario d'Assemblée nationale ingouvernable »*, de *« peur d'un séisme politique »*, de *« saut dans l'inconnu »*. La dissolution a été qualifiée de *« coup d'Etat psychique »*, qui plonge le champ politique dans une forme de *« psychose politique »*.

Que sait-on de l'impact du stress et de l'anxiété générés par une élection majeure ? Dans la mesure où l'on ne dispose d'aucune étude française évaluant le retentissement des élections sur la santé mentale et/ou physique, il faut se reporter à des travaux conduits dans des démocraties où le débat politique a été très vif, en l'occurrence aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Israël.



Dans un bureau de vote du 6e arrondissement de Lyon, le 7 juillet. BRUNO AMSELLEM/DIVERGENCE « LE MONDE »

Détresse psychologique

Il a ainsi été montré que le fait de voter pour un scrutin majeur et d'apprendre le résultat des urnes est associé à une élévation du taux de cortisol, hormone du stress. Publiée dans *Psychoendocrinology*, une étude a montré, lors de l'élection présidentielle américaine de 2008, que ceux qui avaient voté pour John McCain (le perdant) avaient des taux de cortisol plus élevés que ceux qui avaient porté leur suffrage sur Barack Obama. De même, en Israël, des chercheurs ont rapporté dans la revue *European Neuropsychopharmacology* des taux extrêmement élevés chez les personnes qui s'étaient déplacées pour aller voter en 2009 lors d'un scrutin national. Ils avaient déjà montré que le vote à domicile, par correspondance, est associé à un taux de cortisol moins élevé que celui effectué dans le bureau de vote.

Aux Etats-Unis, des études par questionnaire ont été menées, visant à analyser les symptômes autodéclarés afin d'examiner la relation entre élections et détresse psychologique. Il ressort que les adultes jeunes, notamment les étudiants, connaissent un stress psychologique accru à ces occasions.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES SE SONT DÉROULÉES DANS UNE ATMOSPHÈRE ANXIOGÈNE

Dans une étude conduite auprès de 800 Américains adultes, publiée en 2019 dans *PLOS One*, 12 % des participants déclaraient que leur engagement politique avait eu des effets négatifs sur leur santé physique. En outre, 26 % se sentaient déprimés et 4 % avaient des pensées suicidaires quatre mois après la défaite de leur candidat à l'élection présidentielle de 2016. Des chercheurs tchèques ont rapporté une diminution significative du temps de sommeil chez les votants lors de l'élection présidentielle américaine de novembre 2016 et lors du Brexit, le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne en juin 2016.

Une enquête menée par l'*American Psychological Association,* en octobre 2020, un mois avant l'élection opposant Joe Biden à Donald Trump, indiquait que 72 % des répondants se déclaraient anxieux, voire extrêmement anxieux, à l'approche du scrutin. Cela s'est traduit au cours de la semaine de l'élection par une augmentation de 29 % de visites chez des médecins spécialisés en santé mentale et une plus grande consommation de médicaments. Après l'élection, il a été observé une baisse de l'anxiété et de la dépression, mais ces phénomènes sont restés à un niveau élevé du fait du climat de contestation qui a suivi et a entraîné l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021. Début mai 2021, le niveau d'anxiété est retombé à son niveau initial.

La santé physique peut aussi pâtir du stress engendré par la brutalisation du débat politique et l'enjeu électoral. Des cardiologues ont mené, lors de la présidentielle américaine de 2020, une étude auprès de 2 500 personnes ayant une prédisposition à développer un trouble du rythme. Sur la période de l'étude, deux semaines avant l'élection et les quatre suivantes, ils ont noté une augmentation de 77 % de l'incidence d'un trouble du rythme cardiaque par rapport à deux périodes contrôles antérieures.

Hausse des hospitalisations

En outre, une étude californienne, publiée en 2020 dans *JAMA Network Open* et portant sur plus de 6 millions d'adultes, a fait état d'une hausse de 17 % du taux d'hospitalisation pour maladie aiguë cardiovasculaire dans les cinq jours suivant l'élection présidentielle de 2020 par rapport à une période de même durée deux semaines auparavant.

Quel que puisse être le niveau du stress et de l'anxiété électorale, il ne devrait pas empêcher, ou dissuader, tout citoyen d'accomplir son devoir civique. En effet, on ne sait rien des conséquences de l'intense frustration pouvant résulter du regret de ne pas avoir voté lorsque l'on apprend les résultats d'une élection très disputée. A ce jour, aucune étude ne s'est penchée sur cette question. ■

MARC GOZLAN

Dépression : la piste de la kétamine par voix orale

SANTÉ MENTALE - Un nouveau mode d'administration en comprimé à libération prolongée est à l'étude

Qu'elle soit administrée en intraveineuse ou en spray nasal, la kétamine – un anesthésiant utilisé depuis des années en chirurgie vétérinaire, également analgésique – a fait ses preuves pour soigner les personnes atteintes de dépression résistante, c'est-à-dire en échec d'au moins deux lignes de traitements médicamenteux pendant huit semaines. Son administration est très encadrée. Elle se fait à l'hôpital et sous surveillance, du fait de possibles effets indésirables : dissociation, modifications de la perception, élévation transitoire de la pression artérielle.

Un nouveau mode d'administration sous forme de comprimé oral à libération prolongée pourrait changer la donne. Une étude de phase 2 randomisée en double aveugle a évalué l'efficacité et la sécurité d'un tel traitement chez des sujets atteint de dépression sévère – score compris entre 20 et 30 sur l'échelle de Montgomery-Asberg Depression Rating Scale (MADRS) – et ayant suivi 4,8 traitements antidépresseurs en moyenne conduits au préalable sans succès. Les résultats sont parus dans *Nature Medicine* le 24 juin.

L'étude réalisée dans vingt établissements répartis en Australie, en Nouvelle-Zélande, à Taïwan et à Singapour, comprenait deux étapes. Dans la première, 231 sujets ont reçu pendant cinq jours des comprimés de kétamine à la dose de 120 milligrammes (mg) par jour, puis ont été évalués huit jours plus tard. Les chercheurs ont sélectionné les patients ayant réagi à ce premier traitement pour réduire le taux d'échec, soit 168 personnes. Ces dernières ont ensuite été réparties en cinq groupes, chacun avec un dosage différent, soit un placebo, soit un comprimé de kétamine aux doses de 30 mg, 60 mg, 120 mg ou 180 mg deux fois par semaine pendant douze semaines. Les sujets prenaient leurs comprimés chez eux.

A l'issue de cette période, les résultats semblent prometteurs. *« Tous les groupes traités ont eu des réductions moyennes plus importantes du MADRS que le groupe qui recevait un placebo. L'effet le plus important a été observé chez les patients qui avaient reçu des doses de 180 mg, le score ayant baissé en moyenne 6,1 points de plus que dans le groupe placebo »*, souligne Paul Glue, professeur de psychiatrie à l'université d'Otago (Nouvelle-Zélande).

Des effets indésirables faibles

Autre nouvelle plutôt rassurante : la tolérance au traitement. La plupart des effets indésirables (vertiges, maux de tête, euphorie, dissociation, nausées…) étaient plutôt faibles pour la plupart. Dix effets indésirables graves – dont un suicide – ont été répertoriés, mais les auteurs indiquent qu'aucun n'était lié au traitement. Par ailleurs, aucun changement n'a été observé sur la pression artérielle.

Guillaume Fond, psychiatre et responsable des centres experts schizophrénie et dépressions résistantes aux Hôpitaux universitaires de Marseille (AP-HM), qui n'a pas participé à cette étude, ne cache pas son enthousiasme : *« C'est une étude d'excellente qualité, même s'il faut attendre les résultats d'un essai de phase 3. Par ailleurs, je suis heureux qu'une forme en comprimé à libération prolongée soit enfin disponible. L'administration intraveineuse et intranasale est contraignante, car elle oblige le patient à se déplacer plusieurs fois par semaine à l'hôpital, donc très compliqué pour les personnes qui travaillent, et nécessite des temps de surveillance importants – deux heures environ –, ce qui prend du temps de personnel. »* L'équipe de Guillaume Fond a été la première à confirmer l'efficacité de la kétamine dans une méta-analyse en 2014. Selon lui, *« l'absence d'effets indésirables graves est un grand plus pour une diffusion élargie »*. ■

NATHALIE BRAFMAN

TÉLESCOPE

NEUROLOGIE

Comment la caféine protégerait de la maladie d'Alzheimer

C'est une découverte en deux étapes. En 2016, une équipe française (Inserm, CHU et université de Lille) montrait comment la caféine, chez la souris, bloque l'activité de certains récepteurs à la surface des neurones, les « récepteurs A2A », dont on sait par ailleurs qu'ils sont suractivés chez les personnes atteintes d'Alzheimer. Cette fois, la même équipe établit, dans un modèle murin de la maladie, comment l'augmentation de ces récepteurs entraîne un dysfonctionnement des cellules immunitaires du cerveau (la microglie), ce qui favorise la perte des synapses dans l'hippocampe et déclenche des troubles de la mémoire. Alors que plusieurs études suggèrent qu'une consommation régulière de café (deux à quatre tasses par jour) pourrait ralentir le déclin cognitif lié au vieillissement et diminuer le risque d'Alzheimer, les auteurs plaident pour le lancement d'un essai clinique évaluant la capacité de la caféine à ralentir la progression de la maladie.
> *V. Gomez-Murcia et al., « Brain », 5 juillet.*

MÉTROLOGIE

Une horloge ultraprécise

Le tic-tac le plus précis du monde bat aux Etats-Unis dans les laboratoires de l'Institut national des normes et de la technologie, à Boulder, au Colorado. L'horloge ne dériverait que d'un quart de secondes en dix milliards d'années (si elle pouvait fonctionner aussi longtemps). Soit deux fois mieux que le précédent record de la même équipe en 2019. Les chercheurs piègent quelques milliers d'atomes de strontium grâce à des lasers et sondent leur propriété interne, dont ils déduisent une fréquence, et donc un temps, grâce à d'autres lasers. Les atomes sont quasi immobiles à quelques centaines de milliardièmes de degrés au-dessus du zéro absolu (– 273,15 °C) afin d'assurer la meilleure précision. L'objectif est d'améliorer des mesures de précision en physique, voire de remplacer la définition de la seconde qui date de 1967.
> *A. Aeppli, « Physical Review Letters », 10 juillet.*

ARCHÉOLOGIE

Une peinture figurative vieille de 51 200 ans

Ce serait la plus ancienne œuvre d'art figurative au monde. Sur la paroi d'une grotte indonésienne, sur l'île de Sulawesi, a été peinte en rouge une scène représentant trois humains et un cochon. Une équipe internationale a daté, grâce à de nouveaux procédés, cette fresque de 51 200 ans. Cette équipe, emmenée par le Français Maxime Aubert, de l'université australienne de Griffith, avait daté en 2019 un ensemble de peintures rupestres, déjà sur cette île, dont une scène de chasse vieille de 44 000 ans. C'est sur celle-ci que les chercheurs ont testé leur méthode qui permet de dater les différentes couches de minéraux qui se sont agglomérés sur la peinture avec le temps. A l'aide d'un laser, ils ont réussi à accéder à la couche la plus proche de la peinture et donc à déterminer finement son âge minimal. Cela a fait reculer de 4 000 ans, à 48 000 ans sa datation. Ils ont ensuite appliqué cette méthode à la scène du cochon, qui n'avait encore jamais été datée… pour établir ce record.
> *A. A. Oktaviana et al., « Nature », 3 juillet.*

APHÉLIE

Ce terme désigne, pour un corps tournant autour du Soleil, le point de son orbite le plus éloigné de notre étoile. La Terre est passée à l'aphélie vendredi 5 juillet à 7 h 06 (heure de Paris). Selon l'Institut de mécanique céleste et de calcul des éphémérides, notre planète se trouvait alors exactement à 152 099 968,251 kilomètres du Soleil. Soit environ 5 millions de kilomètres de plus qu'au périhélie (le point le plus proche du Soleil) qui a été atteint en janvier. L'orbite de la Terre autour de son étoile n'est en effet pas circulaire mais légèrement elliptique. Il faut noter que si la Terre passe actuellement au plus près du Soleil en hiver (pour l'hémisphère Nord) et au plus loin en été, cela n'a pas d'influence sur le climat. Par ailleurs, les dates de l'aphélie et du périhélie se décalent au cours du temps : à la fin du millénaire, l'aphélie sera atteint entre le 20 et le 23 juillet.

Ouvrez l'œil cet été sur les sciences



Crâne du plus grand spécimen d'ichtyosaure du crétacé découvert à ce jour, issu de la collection de Luc Ebbo, conservé à la paléogalerie, à Salignac (Alpes-de-Haute-Provence). PASCAL GOETGHELUCK/BIOSPHOTO VIA AFP

ASTRONOMIE

▶ SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Bouillon de culture scientifique à Fleurance

Pour la 34e fois, à Fleurance, dans le Gers, du 2 au 9 août, a lieu un festival de culture scientifique réputé qui va au-delà de l'astronomie. Au programme, outre les nuits d'observation, le classique marathon des sciences (douze conférences non-stop sur le thème de l'infini), un festival du film de science, des cours, des ateliers… Se croisent lors de ces journées des scientifiques de renommée internationale de toutes disciplines et des amateurs. Pour les plus jeunes, des ateliers techniques, des observations et des activités ludiques sont organisés par tranches d'âge, de 5 à 17 ans.
Festival d'astronomie de Fleurance (Gers), *programme et renseignements sur Festival-astronomie.com*



La ferme des étoiles, site d'observation au Festival d'astronomie de Fleurance (Gers), en août 2023. LOÏC DÉQUIER/SUD OUEST/MAXPPP

La tête dans les étoiles

Du 9 au 11 août, comme chaque année depuis 1991, des centaines d'astronomes bénévoles proposent sur autant de lieux d'accompagner les visiteurs dans l'observation du ciel et de ses étoiles filantes. La quête des origines (Comment la vie est-elle apparue sur Terre ? S'est-elle développée sur d'autres planètes ? Sommes-nous seuls dans l'Univers ?) est le thème choisi cette année par l'Association française d'astronomie, et le programme et équipements prioritaires de recherche Origins. Un podcast, des programmes et une carte des lieux d'observation sont à retrouver sur le site Internet de l'événement.
Les Nuits des étoiles
Afastronomie.fr/les-nuits-des-etoiles

ZOOLOGIE

Admirer le pacha à deux queues

Ceux qui ont eu la chance de voir voler un grand papillon tropical en restent marqués à jamais. La majesté de ces espèces, leur couleur, le mélange de liberté et de fragilité qui les accompagne laissent interdit. Aussi, levez la tête cet été ! Le pacha à deux queues, seul représentant de la sous-famille *Charaxinae* à avoir passé la Méditerranée, poursuit sa remontée vers le nord. La faute au réchauffement climatique, bien sûr, mais aussi au goût des Français pour l'arbousier.
C'est que le jason (son autre nom commun) est inféodé à cet arbuste. Il pond ses œufs sur ses feuilles, y accomplit les cinq mues successives qui marquent sa vie de chenille avant de se suspendre pour se transformer en chrysalide. Enfin, s'il apprécie pêches et autres figues tombées au sol et en cours de fermentation, rien de tel que le suc des petits fruits rouges de l'arbousier pour satisfaire son appétit alcoolique.
Depuis quelques décennies, le pacha avait donc élu domicile en Provence et en Corse, terres d'élection de l'arbuste. Mais la montée générale des températures et la beauté de ces buissons compacts et persistants en ont fait une plante d'ornement prisée, désormais adaptée à une bonne partie du pays. Si bien que notre papillon a commencé à promener son exceptionnelle envergure (jusqu'à 10 centimètres pour les plus grandes femelles, pas loin du record de France !) d'abord plus au nord, jusqu'à l'Ardèche et la Drôme, puis au Pays basque. Enfin, ses ailes caractéristiques – marron à bordure orange, avec un étonnant motif damier multicolore sur le dessous et deux pointes de chaque côté — ont remonté la côte atlantique. En 2018, la reproduction de *Charaxes jasius* a été confirmée dans les Landes, en 2019 en Gironde, en 2021 en Charente-Maritime. Des individus ont été vus à Noirmoutier, en Vendée, en 2022.
Les chances de les admirer ne cessent donc de s'étendre. Soit en vol, à condition de bien se concentrer tant il est rapide ; soit au sol, lorsqu'il se nourrit. Pour la première génération, issue des chenilles hibernantes, qui éclôt généralement en mai-juin, il est sans doute trop tard, encore que cet été soit tardif. En revanche, la deuxième génération apparaît souvent en août, alors tous les espoirs sont permis. Les heureux gagnants sont priés de signaler leur observation aux sites spécialisés (par exemple, Inaturalist.org). *« Ils auront à la fois profité d'un grand spectacle et fait avancer la science »*, souligne Louis Diringer, président de l'Association des lépidoptéristes de France. Un peu de beauté dans ce monde de brutes. ■

NATHANIEL HERZBERG



Un pacha à deux queues (« Charaxes jasius »). JEAN-MARC GAYMAN

Avec les chevaux de Przewalski

Ils sont devenus depuis une trentaine d'années une des merveilles du causse Méjean (Lozère) : dans un enclos de 400 hectares, 40 chevaux de Przewalski évoluent en semi-liberté, sous la supervision de l'association Takh – c'est ainsi qu'ils sont appelés en Mongolie, leur région d'origine. L'association, qui participe à des programmes de réintroduction, propose des activités allant de la simple observation aux jumelles au séjour immersif, pour mieux comprendre la sociologie complexe de ces équidés ombrageux.
Association Takh, *le Villaret, Hures-la-Parade (Lozère). Takh.org*

Une plongée dans les abysses

C'est à une immersion dans les grands fonds marins que vous convie, depuis juin, Nausicaá, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), en partenariat avec l'Ifremer. Plongeant jusqu'à 11 000 mètres sous la surface de l'océan, les abysses abritent une fabuleuse biodiversité. Vous découvrirez les adaptations qu'ont développées ces créatures pour survivre dans ces milieux extrêmes : yeux protubérants pour capter la rare lumière ; bioluminescence pour communiquer, chasser ou se camoufler ; gueules énormes aux dents acérées… Point de ces êtres fantastiques évoluant ici, mais des créatures des eaux profondes, tel le bathynome, cloporte géant carnivore qui vit entre 300 et 2 300 mètres de profondeur, ou le crabe-araignée géant du Japon, qui peut dépasser les 3,5 mètres d'envergure.
« Destination abysses », *Nausicaá, Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Nausicaa.fr*

Une balade au parc animalier et botanique de Clères

Autour d'un château du XVIe siècle, ce domaine de 52 hectares, à Clères, en Seine-Maritime, abrite un parc zoologique et botanique qui gagne à être connu. Côté parc animalier, la dominante est clairement ornithologique : vous y verrez grues, flamants, ibis, bernaches, touracos, faisans… Les amoureux des bêtes à fourrure, à cornes ou à sabots, cependant, y trouveront leur bonheur : antilopes, wallabies, gibbons, pandas roux, tamarins, ouistitis et lémuriens y gambadent aussi. Quant au jardin botanique, le seul énoncé des espèces qui y poussent est une invitation au voyage : lis des steppes, glycine du Japon, jacinthe des Indiens, lin de Nouvelle-Zélande, amélanchier du Canada…
Le parc de Clères (Seine-Maritime). *Parcdecleres.fr*



Des grues de paradis, dans le parc de Clères. NICOLAS BRAM/DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

EXPOSITIONS TEMPORAIRES

Les Gergoviotes, archéologues et résistants

Alors que l'on a célébré, en juin, le 80e anniversaire du Débarquement, le Musée de Gergovie présente une exposition mêlant l'histoire et la science, l'archéologie et la Résistance, consacrée à un groupe d'étudiants alsaciens accompagnés de leurs professeurs qui trouvèrent refuge à la faculté de Clermont-Ferrand et qui se baptisèrent « les Gergoviotes ».

Après la débâcle de mai-juin 1940, les occupants allemands ont ordonné que les étudiants ayant fui Strasbourg y reviennent. Mais, pour y déroger, un professeur d'histoire, Gaston Zeller, invoque, dès juillet, le prétexte de fouilles archéologiques à la recherche de la citadelle de Vercingétorix sur le plateau de Gergovie, à 14 kilomètres de Clermont-Ferrand. Le projet, une fois validé, est confié à l'archéologue Jean Lassus, qui espère faire de cette initiative l'embryon d'une future école nationale d'archéologie. Le groupe des Gergoviotes est né. Il comprendra une soixantaine de personnes. Le général Jean de Lattre de Tassigny, qui s'est replié sur la zone libre, particulièrement sensible au sort de l'Alsace et de la Moselle annexées au Reich dès l'été 1940, leur apporte son soutien.

Parallèlement à leurs fouilles concentrées sur le quartier des artisans et les remparts, ils s'engagent contre l'ennemi. Ils formeront le noyau de la résistance estudiantine en Auvergne, porté notamment par le professeur Jean Cavaillès, un des fondateurs du mouvement Libération-Sud avec Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Raymond et Lucie Aubrac.

Dans le sillage de l'occupation de la zone sud, à partir du 11 novembre 1942, des rafles menées par la Gestapo à l'université de Clermont-Ferrand entraînent la déportation de 104 personnes, parmi lesquelles neuf Gergoviotes qui trouvèrent la mort. Le 15 août 1951, une stèle rappelant leur souvenir a été érigée sur le plateau, là où le drapeau était hissé chaque matin.

L'exposition conçue par le Musée de Gergovie et la Maison des sciences de l'homme de Clermont-Ferrand est découpée en trois volets. A l'extérieur, le visiteur peut voir les ruines de la maison qui les a hébergés, le quartier des artisans et le rempart sud-est, deux secteurs fouillés de 1941 à 1944. A l'intérieur, un espace est réservé aux découvertes archéologiques, avec notamment des fibules, des tessons de céramique, un carnet de fouilles et le théodolite du professeur Jean-Jacques Hatt, codirecteur des fouilles, et une salle consacrée à l'action des Gergoviotes dans la Résistance. ■

FRANCIS GOUGE

« Les Gergoviotes, des étudiants en résistance », *Musée de Gergovie (Puy-de-Dôme). Musee-gergovie.fr*



Début des excavations du rempart sud-est par des membres des Gergoviotes, en 1941. FONDS CHIRENT, ARCHIVES DE L'ASSOCIATION DU SITE DE GERGOVIE

Les sciences en famille

A Rennes, trois expositions « spécial famille » sont proposées en un seul lieu pour plaire aux tribus éclectiques. Dans « Le Laboratoire de Merlin », les scientifiques en herbe découvrent l'univers de Jules Verne à l'aide de mobile à lumière, de caméra thermique, de globe à plasma, etc. Au Planétarium, ils admirent le cosmos tout en se tenant informés, par un conférencier, des dernières actualités. Quant à l'exposition « L'Arbre », elle permet à tous de redécouvrir, à l'aide de jeux sensoriels, ces êtres vivants *« qui nous intéressent trop souvent uniquement lorsque nous en avons besoin »*. A méditer.

Espace des sciences, *Les Champs libres, Rennes. espace-sciences.org/rennes*

« Le Petit Prince » à la citadelle de Besançon

Inspirée de l'œuvre d'Antoine de Saint-Exupéry *Le Petit Prince*, la citadelle de Besançon, forteresse de Vauban inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco, présente « Dessine-moi ta planète ». Proposée par le Muséum d'histoire naturelle de Besançon, et conçue avec la maison Deyrolle, cette exposition invite à un parcours immersif en dix étapes, au gré d'installations étonnantes, de créations artistiques, d'œuvres monumentales. Le but : questionner le visiteur sur les liens entre l'homme et son environnement. Des séances de cinéma en plein air sont proposées tous les jeudis, avec des films sur l'espace, ou encore une soirée astronomique (26 juillet) ou des ateliers « en tête à tête avec la faune ».

« Dessine-moi ta planète », *citadelle de Besançon. Citadelle.com/agenda/exposition-dessine-moi-ta-planete/*

PALÉONTOLOGIE ARCHÉOLOGIE

Des dinosaures dans la bergerie

Depuis plus de quarante ans, Luc Ebbo chasse les fossiles. Une passion, *« presque une pathologie »*, qui l'a saisi à l'âge de 6 ans, avec la découverte dans un ruisseau des Alpes-de-Haute-Provence de sa première ammonite. De ces mollusques céphalopodes disparus, il est bientôt passé à des fossiles plus volumineux, paradoxalement plus difficiles à repérer dans le paysage minéral, tels que crocodiliens, reptiles marins et dinosaures. Ce sont ces derniers qui constituent les « clous » de la nouvelle exposition – modeste par sa taille, mais dense en puissance d'évocation – organisée dans sa bergerie de Salignac, réaménagée en « paléogalerie ».

Il a choisi ce terme *« parce que ces objets* [lui] *ont d'abord parlé comme des objets d'art que la nature aurait transportés pendant des millions d'années »*, dit le paléontologue amateur, qui est aussi marchand de fossiles. Pour lui, la préparation de ces pièces revêt une dimension artistique autant que scientifique. Qui en douterait face à son ankylosaure, complet à 70 %, dont la multitude d'écailles évoque une armure antédiluvienne. Il l'a extrait d'un bloc de roche de 2 mètres de côté, *« sur lequel un arbre avait poussé »*.

Autre pièce d'exception, son ichtyosaure doté *« du plus gros œil du règne animal »*. Il nageait à 1 kilomètre à vol d'oiseau de Salignac, lorsque la région était maritime. Ne cherchez pas son âge sur un cartel : à dessein, Luc Ebbo n'en a pas prévu, pour accroître la confrontation avec l'animal. Un livret permet ensuite d'assouvir sa soif de savoir.

Lové dans sa vitrine, un petit dinosaure théropode, *« cousin français du T. Rex »*, est le chef-d'œuvre de Luc Ebbo. Il a passé un an et demi à extraire des os parfois si fins qu'ils en sont translucides, et l'a baptisé Ernest, le prénom de son grand-père, qui lui a donné le goût des fossiles. *« Trouver cela dans un dépôt marin de ma région*, souffle Luc Ebbo, *cela dépasse l'imagination. »* Celle-ci tourne à plein régime, face à ce bestiaire disparu, réuni dans la fraîcheur des voûtes de pierre. ■

HERVÉ MORIN

Paléogalerie, *901, route du Village, Salignac (Alpes-de-Haute-Provence), 06-80-78-98-78. Paleogalerie@orange.fr*



Des ammonites de la paléogalerie. PASCAL GOETGHELUCK/BIOSPHOTO VIA AFP

Jouer les apprentis archéologues

Comment les hommes ont-ils vécu avant nous ? L'espace La Turbine sciences, à Annecy, propose, dans deux expositions, de remonter le temps en devenant… apprentis archéologues. Accompagnés d'un adulte, les 3 à 6 ans vont creuser dans un sol artificiel pour comprendre comment les enfants du Moyen Age dormaient, mangeaient, jouaient… Quant aux plus grands, vêtus d'un gilet de chantier et équipés d'une truelle, ils devront dégager des vestiges d'un bac à fouille, les mesurer, les dessiner… Puis, il s'agira de faire parler ces objets, que ce soient des os humains, des mandibules animales ou des fragments de poteries.

« Fouille farfouille » et « Archéo, une expo à creuser », *La Turbine sciences, Annecy. Laturbine.annecy.fr*

SITES NATURELS



Exploration de la grotte de la Verna, dans les Pyrénées-Atlantiques. BRICE MAESTRACCI

La majestueuse grotte de la Verna

Le charme opère dès la petite route que l'on emprunte à Tardets-Sorholus (Pyrénées-Atlantiques) pour s'enfoncer dans la sauvage vallée de la Haute-Soule. Dix-huit kilomètres d'une chaussée étroite qui longe les superbes gorges de Kakuetta. Une petite demi-heure d'approche pour atteindre le lieu où, laissant son véhicule, on s'engage dans l'aventure de la grotte de la Verna, plus grande salle souterraine au monde accessible au grand public.

Après avoir récupéré son sésame au bureau d'accueil (réservation obligatoire), une montée escarpée de vingt-cinq minutes en navette permet, d'emblée, de mesurer l'ingéniosité qu'il a fallu mobiliser, dans les années 1950, pour créer dans cet environnement d'altitude un accès industriel afin qu'EDF puisse capter la rivière souterraine de la grotte et produire de l'hydroélectricité. Une fois arrivé, dûment casqué, sportivement chaussé et habillé pour supporter les 5 degrés de température intérieure de la Verna, le visiteur ne se trouve plus qu'à… 660 mètres de sa destination finale. Une distance qu'il va atteindre en suivant le guide dans un tunnel creusé dans la roche.

L'arrivée, initialement dans le noir, est saisissante : depuis un haut promontoire se révèle par un éclairage progressif un espace équipé de mannequins à taille humaine pour permettre d'apprécier la démesure de la salle – 194 mètres de haut, 250 mètres de diamètre –, dans laquelle une montgolfière de taille normale a pu voler. Un lieu à « découvrir », pour l'option la plus courte (deux heures de visite aller-retour), à « explorer » (trois heures) ou encore dans lequel on peut s'aventurer plus longuement en crapahutant et même en rampant pour les adeptes de spéléologie plus ou moins sportive.

Les amateurs de géologie pourront admirer des roches constituées d'anciens sédiments déposés au fond d'une mer tropicale au dévonien, il y a 390 millions d'années. Les passionnés de sciences de la vie ne seront pas en reste, car, dans ce lieu, l'entomologiste Michel Cabidoche a pu, dans les années 1960, recenser 21 espèces animales. ■

LAURE BELOT

Grotte de la Verna, *Sainte-Engrâce (Pyrénées-Atlantiques).*
Réservation et tarifs sur Laverna.fr
Option Découverte (à partir de 5 ans, accessible aux personnes à mobilité réduite).

Un sillon dans la mer

Curiosité géologique située au point continental le plus septentrional de la Bretagne, à Pleubian (Côtes-d'Armor), les 3,2 kilomètres de sable et de galets du sillon de Talbert méritent d'être arpentés. Deux précautions à prendre : s'assurer que la marée est basse, car une brèche en interdit l'accès quand l'eau est haute. Et respecter les zones protégées, destinées notamment à assurer la bonne nidification des rares couples de gravelots qui occupent le site. Munissez-vous de jumelles pour les repérer dans le paysage, ou profitez des visites guidées, des conférences et expositions naturalistes organisées par la Maison du sillon.

Sillon de Talbert, *Pleubian (Côtes-d'Armor). Reserve-sillondetalbert.bzh/*

Marée spectaculaire au Mont-Saint-Michel

Dans la baie du Mont-Saint-Michel (Manche), les marées sont toujours spectaculaires, avec une mer qui se retire à 15 kilomètres des côtes, laissant le temps aux marcheurs de se lancer dans une traversée à pied. Mais gare au retour de l'eau. Le 22 août, avec un coefficient de 107, la marée du soir affichera une hauteur d'eau de 13,10 mètres – à peine moins que les 13,12 mètres de l'équinoxe de printemps.

De quoi empêcher les accès au Mont par les portes principales et les fanils, où la mer arrive à partir d'une marée de 12,20 mètres. Le spectacle provoqué par les interactions entre la Terre et la Lune pourra également se contempler sous la forme d'un mascaret, cette vague sans fin prisée par les kayakistes, à l'embouchure de la Sée et de la Sélune, au Grouin du Sud, environ une heure trente avant la pleine mer.

Baie du Mont-Saint-Michel*.* *Ot-montsaintmichel.com*

LE LIVRE

La physique des sports olympiques

Un quatuor de physiciens explique les disciplines des JO et les performances des athlètes par la science

A vos marques. Prêts ? Partez ! Partez pour une lecture passionnante et intense qui vous fera regarder les prochaines compétitions olympiques d'un autre œil. Grâce à un quatuor de physiciens, qui consacrent une partie de leurs recherches à différents sports, le lecteur enrichira ses connaissances et ira probablement de surprises en surprises. A condition de s'échauffer un peu les méninges, de rester bien concentré sur les raisonnements simples mais rapides et d'accepter de faire des pauses revigorantes après chaque épreuve.

Ainsi, la mécanique élémentaire et un peu de physiologie expliquent pourquoi il y a des ruptures de vitesses entre sprint, demi-fond et fond. L'aérodynamique justifie la taille des terrains de football ou de volley. Elle permet aussi de comprendre comment les règles ont changé au javelot afin d'éviter des jets trop longs. Ou encore la célèbre trajectoire du coup franc du footballeur Roberto Carlos en 1997 contre la France.

Les secrets des innovations techniques du sauteur en hauteur Dick Fosbury ou du cycliste Graeme Obree sont expliqués, avec, pour le second, le rappel cruel que ses positions acrobatiques et efficaces ont été interdites par les juges. Un chapitre sur le tir montre que les mesures physiques peuvent révéler des aspects méconnus des sportifs eux-mêmes : le « saut de bouche », ce mouvement du canon vers le haut accompagnant le tir, est précédé d'un saut ultrabref vers… le bas.

Force, puissance et énergie

Athlétisme, courses, voile, natation… tout y passe. Et même des sports plus inattendus, comme le pentathlon ou le handisport. Les auteurs surprennent aussi en osant des calculs d'ordre de grandeur grâce à la physique. La force mentale de Graeme Obree lors de son record du monde de l'heure est ainsi estimée, traduite en masse, à un kilogramme… Ils démontrent aussi le « théorème de Chapatte », qui dit qu'à dix kilomètres de l'arrivée avec une minute d'avance un cycliste échappé ne peut être rattrapé.

Pour suivre, le lecteur ne devra pas se perdre entre force, puissance et énergie, qui sont les concepts récurrents de ces récits, bien illustrés de photographies et de schémas. Le ton se veut léger, tentant même de se rapprocher du style du commentateur sportif à la verve débridée, osant quelques calembours (ah, *« le Celte se dissout »*…). Mais l'ensemble est sérieux. D'une part, car les chapitres s'appuient sur de la littérature scientifique, y compris récente. D'autre part, car les auteurs sont engagés depuis plusieurs années pour améliorer les performances de sportifs français. L'un d'eux, Christophe Clanet, a été moteur pour lancer un vaste programme de recherche national, Sciences 2024, afin de rapprocher fédérations sportives et scientifiques pour optimiser les gestes, le matériel, les tenues, les stratégies… en vue de gagner les précieux centimètres ou dixièmes de seconde. Verdict dans quelques semaines. ■

DAVID LAROUSSERIE

*« **Physique olympique** », de Christophe Clanet, Caroline Cohen, Marc Fermigier et David Quéré, Albin Michel, 304 p., 25,90 €.*

LIVRAISON

ASTRONOMIE
Guide des planètes et du Système solaire

Pour éviter de produire un énième livre général sur le Système solaire, Boris Laurent et Caroline Sanchez ont pris le parti de se concentrer sur les particularités physiques et la géologie des différents corps peuplant notre coin de Voie lactée. Ce choix les conduit à survoler les planètes gazeuses pour se concentrer sur les objets solides (planètes rocheuses, astéroïdes, etc.) du Système solaire et à s'interroger sur leur habitabilité.

› De Boris Laurent et Caroline Sanchez (Delachaux et Niestlé, 128 p., 15,90 €).





UNE SALAMANDRE PRÉHISTORIQUE GÉANTE

Il y a 280 millions d'années, la Namibie se trouvait bien plus proche du pôle Sud qu'aujourd'hui, et ses marais abritaient une étrange créature, dont les ossements fossilisés ont été décrits le 4 juillet dans *Nature*. *Gaiasia jennyae* avait un crâne long de 60 centimètres, évoquant *« la forme d'un siège de toilettes »*, selon l'expression de Jason Pardo (Field Museum, Chicago), coauteur de l'étude. Mais des toilettes avec de grands crocs en plus, qui devaient en faire le principal prédateur de son environnement. L'animal, dont la morphologie générale évoque celle d'une sorte de salamandre géante, de la taille d'un humain, appartenait à un groupe de tétrapodes archaïques. Les paléontologues ont mis au jour quatre spécimens, ce qui signifie que ces terres très australes pouvaient héberger des écosystèmes florissants, malgré les températures bien plus basses qu'à l'équateur. (PHOTOS : ROGER M. H. SMITH/AP - CLAUDIA MARSICANO)



DIX MILLE PAS ET PLUS

DEVENIR UN CHAMPION DE L'ATTENTION, UN ENTRAÎNEMENT À LA PORTÉE DE TOUS

Par SANDRINE CABUT

C'est le tennisman Novak Djokovic, qui, un jour, au tournoi de Wimbledon, a *« réussi à* [se] *convaincre que les spectateurs criaient* [son] *nom, alors qu'ils encourageaient Federer »*. C'est aussi le footballeur Christian Bassila qui décrit sa vision flash de ce que va faire l'attaquant adverse. *« C'est une image… je le vois faire, je sais quelle courbe va avoir le ballon, comment il va se retourner, je visualise tout ça… j'ai la photo de lui faisant ce contrôle-là, je pourrais presque le dessiner »*, raconte-t-il. C'est encore la joueuse de badminton Caren Hückstädt qui explique comment elle perçoit ses prochains coups comme en réalité augmentée. *« Quand je frappe* [le volant]*, c'est à ce moment-là que j'imagine le lieu où je dois frapper… C'est comme si cette zone-là attirait le volant. Si tu es très bon, tu as tout le temps ça »*, assure-t-elle.

Pour comprendre les secrets des exceptionnelles capacités de concentration des champions, Jean-Philippe Lachaux, directeur de recherches en neurosciences cognitives au sein du Centre de recherche en neurosciences de Lyon, a épluché les publications scientifiques mais aussi les déclarations des athlètes dans les médias. Parallèlement, cet infatigable explorateur de l'attention, passionné de sport et notamment de tennis, a mené des entretiens approfondis avec trente-quatre athlètes de haut niveau, dans des disciplines très variées : snowboard, tennis, tennis fauteuil, escalade, apnée, gymnastique… Il en résulte un livre passionnant, *Dans le cerveau des champions* (Odile Jacob, 224 pages, 19,90 euros), sous forme de dialogue socratique. La lecture, très abordable, est d'autant plus réjouissante que Jean-Philippe Lachaux réussit à nous convaincre que, en prenant du temps pour s'entraîner, tout un chacun peut transformer son cerveau et le rendre plus attentif.

Sept « superpouvoirs »

Pour schématiser, il a identifié sept *« superpouvoirs »* présents chez les grands du sport : *« Un champion sait acquérir une formidable maîtrise technique, développer des capacités athlétiques hors normes, lire le jeu de façon exceptionnelle, deviner les intentions de ses adversaires, ressentir son environnement comme une partie de lui-même, se laisser guider par des visions et manipuler une forme d'énergie invisible »*, liste-t-il.

Ainsi, *« avoir la maîtrise de son attention, c'est avoir la maîtrise de ce qui occupe son esprit »*, résume le neuroscientifique. Or, poursuit-il, l'attention est sans cesse bousculée par deux forces. Il y a d'une part celle qui dirige vers ce qui est saillant : cela correspond au système dit « préattentif », *« qui oriente de façon réflexe l'attention vers tout ce qui est brillant, coloré, sonore… »*. D'autre part, l'attention peut être attirée vers ce qui procure une gratification immédiate, en lien avec le système de récompense, qui carbure pour beaucoup à la dopamine.

Comme tout le monde, les grands sportifs ont des distracteurs, mais ils peuvent rester globalement concentrés car ils les maîtrisent. Leur cortex préfrontal, centre de l'attention volontaire, *« est capable de fixer un cadre qui limite fortement l'action du système préattentionnel et du circuit de la récompense »*, explique Jean-Philippe Lachaux. Pour garder leur équilibre attentionnel et lutter contre des distracteurs embarrassants, les grands sportifs peuvent même se mentir à eux-mêmes, comme Djokovic qui a réussi à se persuader que c'était lui qui était encouragé par les spectateurs, et non Roger Federer.

A défaut de devenir un athlète de haut niveau, on peut donc devenir un champion de l'attention. Le mode d'emploi de base tient, selon le chercheur, en trois lettres : P pour perception, I pour intention et M pour manière d'agir. Que l'on soit coureur, nageur, pongiste…, à chacun de trouver ses PIM, en écoutant ses sensations et en se fixant des objectifs. Les bénéfices iront bien au-delà de l'amélioration des performances sportives, car, comme le rappelle Jean-Philippe Lachaux, *« le cerveau fonctionne de la même façon dans tous les domaines, intellectuels ou sportifs »*. ■

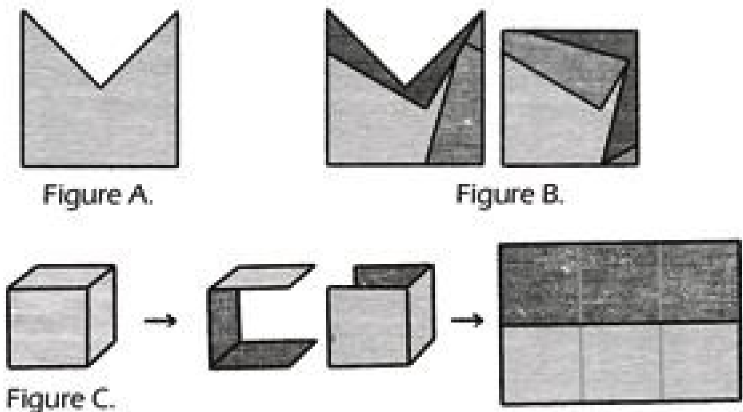
L'ÉNIGME MATHS – N°22

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

LA QUADRATURE DU CUBE

En 1901, le concepteur d'énigmes Sam Loyd publiait le casse-tête suivant : prenez un carré auquel on a supprimé un quart de sa surface comme dans la figure A, est-il possible de découper la forme obtenue en plusieurs morceaux de façon à pouvoir reconstituer un carré avec les pièces ? En posant ce puzzle, Sam Loyd pensait avoir trouvé une solution en quatre pièces, mais cette dernière se révéla fausse. En 1911, Henry Dudeney trouva une solution en cinq pièces, mais la question de savoir si ce découpage était réalisable en seulement quatre pièces resta en suspens… jusqu'en mai 2024.

Il y a deux mois, le créateur de puzzles Vesa Timonen révéla avoir découvert la solution reproduite sur la figure B. Cette rubrique est la dernière de la saison avant une pause estivale. Alors, une fois n'est pas coutume, je vais, comme Sam Loyd, vous proposer une énigme dont je n'ai pas la solution optimale.



► ***En partant d'un cube creux en papier, pouvez-vous le découper en plusieurs morceaux afin de reconstituer un carré plat avec les pièces ? En combien de pièces minimum est-ce possible ?***

La figure C montre par exemple qu'il est possible de faire un rectangle avec deux pièces. Je sais qu'un tel découpage en carré est possible puisque j'en ai trouvé un, mais je suis loin d'être convaincu d'avoir le nombre minimum de pièces. Vous pouvez m'envoyer les vôtres à l'adresse laquadratureducube@micmaths.fr, les meilleures seront publiées à la rentrée.

SOLUTION DE L'ÉNIGME N°21

Pour être sûr de gagner à tous les coups, il est préférable de laisser votre adversaire commencer. Au premier coup, elle est obligée de ne prendre qu'un seul couvert. Si, par exemple, elle prend une fourchette, elle crée un groupe de deux couteaux. Prenez alors un seul de ces deux couteaux afin de revenir à une alternance parfaite de fourchettes et de couteaux, la forçant à ne prendre à nouveau qu'un couvert au coup suivant. Bien entendu, si elle prend un couteau, faites la même chose en prenant une fourchette. Continuez ainsi jusqu'à ce qu'il ne reste plus que quatre couverts. Si votre adversaire prend alors une fourchette, prenez les deux derniers couteaux, lui laissant la dernière fourchette et la défaite.



CARTE BLANCHE

JO : les bienfaits du sport vu du canapé

Par SYLVIE CHOKRON

Difficile d'échapper aux Jeux olympiques… Les publicitaires surfent sur cet événement et n'hésitent pas à comparer les consommateurs à des athlètes, que ce soit pour leur vendre des boissons ou des tenues de sport. Sans compter le récit des extraordinaires pouvoirs des champions : persévérance, motivation, détermination, résilience, et le rappel des effets bénéfiques du sport. Car, on le sait aujourd'hui, l'exercice physique libère de la dopamine, à l'origine de la sensation de plaisir, des endorphines, véritables antidouleurs naturels ou encore de la sérotonine qui nous rend heureux. Le sport favorise également la neuroplasticité, en stimulant la croissance de nos neurones tout en les protégeant, comme l'expliquent Kristel Knaepen et ses collègues de l'Université libre de Bruxelles et de l'université de Lille dans une revue sur le sujet.

Les raisons sont donc nombreuses de lutter contre la sédentarité. Mais, pendant les épreuves olympiques, soyons honnêtes, nous serons bien peu actifs ! Installés devant notre écran ou dans un stade pour les plus chanceux, nous admirerons les performances des athlètes plutôt que de mettre nos muscles en action… Est-ce à dire que cela n'aura aucun effet sur notre cerveau ? Que nenni ! L'équipe de Giacomo Rizzolatti, de l'université de Parme (Italie), a pu montrer que nous possédons des « neurones miroirs » qui s'activent lorsque nous observons une action de façon similaire à la réalisation de celle-ci. Et ce n'est pas tout. Vous avez certainement déjà observé des skieurs visualiser mentalement la descente et mimer leurs mouvements avant la course. En effet, à l'image de James Driskell et de ses collègues de Washington et de Dublin, de nombreuses études ont pu montrer que s'imaginer un geste améliore la réalisation de celui-ci quasi dans tous les sports. L'imagerie mentale fait désormais partie de la préparation de bien des athlètes.

Une hypothèse évolutionniste originale

Observer des sportifs en pleine action, ou encore s'imaginer pratiquer un sport pourrait donc avoir un effet relativement similaire, au niveau cérébral, à la réalisation de celui-ci. Sans compter qu'assister à un match dope véritablement notre humeur, d'après l'équipe de Zhou Hui (université de Macao) en Chine. Mais ce n'est pas tout, Menelaos Apostolou et Marianna Zacharia de l'université de Nicosie se sont, quant à eux, demandé d'où nous venait ce plaisir à observer des compétitions sportives, d'un point de vue évolutionniste. Pratiquer un sport ou observer celui-ci requiert des ressources importantes comme de l'énergie, du temps et de l'argent. Si ce type de comportement a été perpétué au cours de l'évolution, c'est donc qu'il représente un intérêt en ce qui concerne la survie.

Pour tester leur hypothèse, ils ont exposé 252 hommes et 262 femmes au scénario suivant : *« Vous visitez un pays étranger et vous découvrez que, dans quelques jours, plusieurs événements sportifs vont avoir lieu. Indiquez à quel point vous souhaiteriez assister à ces événements ou les regarder à la télévision. »* Dans l'une des versions, il s'agissait d'une épreuve sportive masculine, et, dans l'autre, féminine. Leurs résultats sont clairs. Comparés aux femmes, les hommes sont plus attirés par l'observation de compétitions sportives, qui plus est d'athlètes masculins, et, étonnamment, cela concerne encore plus les hommes qui sont pères de filles.

Cela conduit les auteurs à proposer une hypothèse évolutionniste pour le moins originale : les hommes regardant d'autres hommes s'affronter le feraient dans le but de repérer les congénères les plus forts physiquement, les plus fiables, car à même de respecter les règles précises d'un sport, mais aussi pour déterminer les meilleurs époux pour leurs filles… Voilà donc de quoi vous rassurer, si vous passez cet été plus de temps à admirer des prouesses sportives plutôt qu'à les réaliser. D'une part, votre cerveau bénéficie de l'observation de ces exploits, et, d'autre part, vous participez activement à la survie de l'espèce. ■

Sylvie Chokron, directrice de recherches au CNRS, Laboratoire de psychologie de la perception, université Paris-Descartes et Fondation ophtalmologique Rothschild

Dispositifs médicaux : la réglementation européenne risque de freiner l'innovation

TRIBUNE - Le chirurgien Philippe Collin appelle les Etats membres à assouplir les règles afin de maintenir la position de leader de la France et de l'Europe dans le domaine de l'orthopédie

Depuis bientôt trente ans, je participe, en ma qualité de chirurgien de l'épaule, à l'innovation des dispositifs médicaux comme les prothèses. Ils ont permis de révolutionner le quotidien des patients souffrants, en les soulageant de leur douleur, et surtout en rétablissant leur mobilité.

La nouvelle réglementation européenne sur les dispositifs médicaux, nommée « Medical Device Regulation » (MDR), est entrée en vigueur en 2021. Elle vise à renforcer la sécurité des dispositifs médicaux et à améliorer la transparence et la traçabilité des produits sur le marché européen. Elle fait suite à plusieurs scandales ayant terni la confiance du public et des professionnels de santé avec des conditions d'homologation trop laxistes, comme ce fut le cas avec les prothèses mammaires, il y a quelques années.

L'une des principales nouveautés de la MDR est l'exigence de tests cliniques plus rigoureux et de preuves scientifiques solides pour démontrer la sécurité et l'efficacité des dispositifs médicaux. Les fabricants doivent désormais fournir des données cliniques plus détaillées et suivre des procédures strictes pour obtenir le marquage CE. De plus, la MDR introduit une classification plus rigoureuse et une surveillance postcommercialisation renforcée.

Cette réglementation exige également la création d'une base de données européenne unique, l'Eudamed, qui centralise les informations sur les dispositifs médicaux, les certificats de conformité, les incidents et les études cliniques. Ceci constitue une avancée majeure, en permettant une meilleure transparence.

Elle représente cependant un défi significatif pour l'industrie des dispositifs médicaux, nécessitant des investissements importants en temps et en ressources pour se conformer aux nouvelles exigences.

En raison de la charge de travail importante induite par cette nouvelle réglementation, les entreprises du secteur, et principalement les petites et moyennes entreprises (PME) se retrouvent confrontées à des défis énormes. La préparation des dossiers réglementaires est devenue une tâche herculéenne, nécessitant des ressources humaines supplémentaires et détournant nos ingénieurs de leur mission première : l'innovation et le développement de nouvelles technologies. Sans compter les coûts accrus liés aux tests cliniques, à la documentation et à la certification qui peuvent s'avérer prohibitifs. Ils risquent d'entraver l'innovation et de réduire la diversité des dispositifs médicaux disponibles sur le marché. Par ailleurs, la capacité des organismes notifiés, chargés de l'évaluation et de la certification des dispositifs, est mise à rude épreuve.

Le nombre limité de ces organismes et l'augmentation de la charge de travail entraînent des retards significatifs dans la mise sur le marché de nouveaux produits, affectant ainsi les patients qui pourraient bénéficier de ces innovations. Pour preuve, la durée pour mettre de nouveaux dispositifs sur le marché a explosé, passant de douze mois à désormais cinq ou six ans, avec une homologation à renouveler tous les cinq ans. Aux Etats-Unis, la Food and Drug Administration (FDA) réalise ce processus en douze mois. D'ailleurs, des pays comme la Suisse et la Grande-Bretagne commencent à accepter cette certification étasunienne.

LA DURÉE D'HOMOLOGATION DE NOUVEAUX DISPOSITIFS MÉDICAUX A EXPLOSÉ, PASSANT DE DOUZE MOIS À CINQ OU SIX ANS

Cet énorme décalage va créer une inégalité d'accès aux soins : les patients les plus fortunés vont se rendre dans les pays offrant les nouvelles techniques les plus performantes. Les innovations risquent de se concentrer aux Etats-Unis, laissant l'Europe en retrait. La complexité accrue de la réglementation va également dissuader certaines entreprises de commercialiser leurs produits en Europe, préférant des marchés moins contraignants. Enfin, l'implémentation de l'Eudamed, base de données centrale, qui constituait la principale avancée a été retardée.

La France, berceau de l'innovation en chirurgie, avec la création de la prothèse inversée de l'épaule, qui est devenue une référence mondiale permettant à de nombreuses personnes de vivre sans douleur au quotidien, voit aujourd'hui son leadership menacé.

Pour maintenir la position de leader de la France et de l'Europe dans le domaine de l'orthopédie et assurer un accès équitable aux innovations médicales, il est crucial de réexaminer les régulations actuelles. Nous devons promouvoir une collaboration internationale garantissant des normes de sécurité élevées tout en soutenant l'innovation.

En tant que président d'une société européenne leader dans la chirurgie de l'épaule et du coude (Secec), regroupant plus de vingt-huit associations nationales, je lance un appel urgent à la Commission européenne et aux Etats membres.

Nous demandons des mesures immédiates pour remédier à cette situation critique. Nous ne pouvons pas accepter une réglementation qui, bien qu'animée de bonnes intentions, finit par nuire à ceux qu'elle est censée protéger. Agissons ensemble pour une régulation qui protège les patients sans étouffer l'innovation. ■

¶

Philippe Collin, chirurgien de l'épaule, président de la Société européenne de chirurgie de l'épaule et du coude (Secec). Liens d'intérêt : le docteur Collin signale des droits d'auteur sur une prothèse d'épaule avec la société Tornier, ainsi qu'un contrat avec la société Arthrex France

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr



VIE DES LABOS

Des moutons entraînés à passer une IRM éveillés

Ils s'appellent Tony, Robin et Brook, Leonard ou encore Ted et Maggie. Ils, ce sont des moutons capables de passer des IRM (imagerie par résonance magnétique) éveillés. La prouesse est bien réelle : d'habitude, pour garantir l'immobilité d'un animal, il faut passer par une anesthésie générale. Jusqu'à présent, le chien était la seule espèce animale capable de rester à l'état vigile pour passer cet examen.

Pour en arriver là, dix moutons ont été entraînés par une équipe de chercheurs de l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) pendant de longs mois. Ils étaient ensuite capables de monter sur une rampe d'accès, de s'allonger sur une table d'examen, d'accepter que celle-ci se déplace, de placer leur tête dans un tube cylindrique, d'attendre et de rester immobile plusieurs minutes pendant l'examen. Le tout sans anesthésie, sans médicament et sans contention, une première mondiale. Ces travaux ont été publiés dans *Behavior Research Methods*, fin juin.

« L'IRM est un examen non invasif mais il nécessite que le participant soit totalement immobile. Or, s'il est pratiqué sous anesthésie générale, cela peut engendrer du stress et des effets secondaires. Par ailleurs, l'activité cérébrale étant modifiée, cela peut compromettre l'étude du fonctionnement du cerveau », souligne Camille Pluchot, première autrice de la publication. Cette jeune chercheuse en troisième année de thèse en neuroéthologie à l'Inrae étudie les mécanismes de perception des voix chez les moutons, comment ils communiquent entre eux à travers les bêlements notamment et quelles régions du cerveau s'activent en fonction de différents types de sons.



Un mouton couché sur la table IRM, au centre de l'Inrae, à Nouzilly (Indre-et-Loire), le 4 juillet. INRAE

Tout a commencé en mars 2022 à la bergerie du centre Inrae de Nouzilly (Indre-et-Loire). Les chercheurs se sont intéressés aux agneaux séparés de leur mère et placés en allaitement artificiel. Pendant un mois, sept jours sur sept, deux fois par jour, ils se sont installés à la nurserie pour nouer une proximité avec eux. Dans le même temps, l'équipe a mis en place un protocole d'entraînement avec des exercices : avoir de la mousse autour de la tête pour mimer l'antenne cylindrique de l'IRM ou les faire marcher sur du béton… *« L'idée était d'identifier les animaux les plus réceptifs aux caresses mais aussi à la nouveauté »*, explique Camille Pluchot.

« Nous ne les forçons jamais »

Une fois cette étape passée, dix agneaux ont été choisis. Une fausse machine à IRM, grandeur nature, a été construite et placé au sein de la bergerie. Les chercheurs ont enseigné aux animaux à monter sur une rampe puis à se coucher. Ils leur ont aussi appris à placer leur tête dans une antenne IRM factice. *« L'entraînement est basé sur ce que l'on appelle le renforcement positif, c'est-à-dire la récompense afin de motiver l'animal à réaliser ce qu'on lui demande »*, précise la doctorante. Il a reposé pour une part également sur le volontariat de l'animal. *« A chaque étape du protocole, nous avons respecté cette condition. Nous ne le forçons jamais. Il arrive dans la salle, s'il veut travailler, tant mieux, sinon, tant pis ce sera pour une prochaine fois »*, poursuit-elle.

A chacun son rythme. Trois agneaux ont monté la rampe pour recevoir leur récompense dès la première séance d'entraînement. Mais il a fallu trois ou quatre séances aux sept autres pour y parvenir. Pour apprendre à se coucher seuls sur la table IRM factice, en suivant les signaux verbaux correspondant au comportement demandé, ils ont eu besoin entre 42 et 48 séances.

Une fois arrivés dans la vraie salle d'IRM, les moutons ont reproduit *« très facilement les mêmes comportements »*, mais ils avaient des difficultés à rester parfaitement immobiles. *« Il a fallu quelques semaines supplémentaires pour qu'ils s'acclimatent aux vibrations de la machine et restent immobiles pendant plusieurs minutes »*, souligne Camille Pluchot. L'une des plus grosses difficultés de ce protocole était en effet d'apprendre aux moutons à maintenir leur tête immobile à l'intérieur du cylindre de la machine. Au total, six d'entre eux ont réussi cette dernière étape. Et s'il a fallu dix séances d'entraînement à Tony, il en a fallu treize pour Leonard et dix-huit pour Maggie. Depuis la rédaction de l'article pour *Behavior Research Methods*, neuf moutons sur dix ont atteint cet objectif. Les images IRM de leur cerveau étaient comparables à celles obtenues chez des moutons anesthésiés.

Pour les chercheurs de l'Inrae, le *« succès »* de ce protocole ouvre des perspectives pour la recherche en neuro-imagerie animale et pourquoi pas de futurs entraînements d'autres animaux de la ferme pour effectuer des IRM éveillés. ■

NATHALIE BRAFMAN


Beth Shapiro, le 6 juin.
COLOSSAL BIOSCIENCES

Beth Shapiro, la paléogénéticienne qui veut ressusciter le dodo

PORTRAIT - La biologiste moléculaire a rejoint, en avril, Colossal Biosciences, une start-up américaine dont l'objectif, redonner vie à des espèces disparues, suscite des critiques

SAN FRANCISCO - *correspondante*

En cette fin du mois de juin, Beth Shapiro est en partance pour l'île Maurice. La paléogénéticienne américaine ne se rend pas dans l'océan Indien pour se prélasser sur le sable, mais pour parler « dodo », l'iconique oiseau disparu depuis près de quatre siècles. Elle compte explorer des sites potentiels où il pourrait être réintroduit, ce qui, selon elle, aurait *« une cascade de conséquences positives »* pour toutes les espèces locales menacées par le changement climatique.

Biologiste moléculaire de renom, spécialiste de l'ADN ancien, Beth Shapiro vient d'être recrutée par Colossal Biosciences, une société de biotechnologie et de génie génétique qui prétend ressusciter des espèces disparues telles que le dodo, le mammouth laineux et le loup de Tasmanie (ou thylacine). Pendant son séjour à Maurice, elle a prévu de rencontrer des responsables gouvernementaux, des entrepreneurs et la Mauritian Wildlife Foundation, la principale ONG locale de protection des espèces. Il doit être question du dodo, mais aussi de son cousin le pigeon rose (*Nesoenas mayeri*), un spécimen rare sur lequel la chercheuse compte pour compléter le puzzle de la reconstitution de l'espèce disparue – un projet controversé, dont nul ne peut prédire s'il aboutira jamais.

Jusqu'en avril, Beth Shapiro enseignait à l'université de Californie à Santa Cruz dans le département d'écologie et de biologie évolutive. A partir de l'ADN ancien, son laboratoire étudiait la manière dont les écosystèmes ont changé en même temps que le climat. Quand elle a décidé de rejoindre Colossal Biosciences, la start-up fondée en 2021 par l'investisseur Ben Lamm et George Church, pionnier des techniques d'édition du génome, son saut dans le secteur privé a étonné ses collègues. *« Certains ont suggéré qu'il s'agissait d'une crise de la quarantaine*, dit-elle en souriant. *Et c'est peut-être le cas. »*

« Jouer un rôle plus percutant »

A 48 ans, Beth Shapiro, lauréate en 1999 d'une bourse Rhodes pour étudier à l'université d'Oxford (Royaume-Uni), puis dix ans plus tard d'une Genius Grant de la Fondation MacArthur, entre autres distinctions, a déjà une carrière scientifique brillante, le plus souvent hors des sentiers battus. Elle collectait des fossiles d'os de bisons dans le permafrost de l'Arctique, à une époque où il paraissait fou d'essayer de récupérer des séquences d'ADN à partir de substances mortes depuis des dizaines de milliers d'années – en espérant les reconstituer pour éclairer l'évolution d'écosystèmes entiers. Avec son équipe, elle a séquencé le génome du dodo en 2022.

Pourquoi quitter maintenant les sphères académiques (même si rien n'est définitif, elle souligne qu'elle n'a pas démissionné) ? La réponse est simple : le pouvoir et l'argent. A l'université, elle comptait une quinzaine de collaborateurs. A Colossal Biosciences, où elle a le titre de directrice scientifique, elle dirige une centaine de chercheurs. Dans le débat mondial sur la réglementation des biotechnologies, Beth Shapiro espère pourvoir *« jouer un rôle plus percutant »* comme *chief scientist* d'une start-up valorisée à plus de 1 milliard de dollars (plus de 900 millions d'euros) que comme *« chercheuse isolée travaillant dans sa tour d'ivoire »*.

Et, selon elle, il y a urgence. *« A l'heure actuelle, les habitats changent à un rythme qui dépasse la capacité de l'évolution. Nous avons besoin de nouvelles technologies qui nous aideront à accélérer cette vitesse d'adaptation au-delà de ce que l'évolution pourrait atteindre à elle seule. »* La biopaléontologiste espère qu'en *« ressuscitant des traits du passé »*, les biotechnologies pourront permettre de *« modifier les espèces actuelles afin de leur donner une longueur d'avance et augmenter leurs facultés d'adaptation »*.

SELON BETH SHAPIRO, TRAVAILLER À LA DÉSEXTINCTION DU DODO PERMET D'ENVISAGER DES PROGRÈS DANS LE RENFORCEMENT DE LA RÉSISTANCE AU PALUDISME AVIAIRE PAR EXEMPLE

Colossal Biosciences, dont le siège est à Dallas, au Texas, utilise des technologies avancées de clonage et d'édition génomique pour modifier les cellules. Le projet le plus médiatisé de la start-up est la tentative de réintroduction du mammouth laineux, l'espèce répandue dans les steppes d'Eurasie et d'Amérique du Nord durant le pléistocène. En mars, George Church a annoncé que Colossal Biosciences avait franchi une étape importante : la création de cellules souches pluripotentes pour le plus proche parent du mammouth laineux : les éléphants d'Asie.

Beth Shapiro n'ignore pas que les projets de désextinction font l'objet de critiques dans les milieux scientifiques. Outre les questions d'éthique qui entourent la recréation d'une espèce, beaucoup mettent en avant l'aspect pratique : où trouver un habitat convenable pour les animaux disparus alors que leur habitat n'est plus ? Pourquoi dépenser autant dans des projets aussi hypothétiques ? *« Il s'agit d'investissements nouveaux, qui n'étaient pas affectés à la conservation des espèces auparavant*, fait-elle valoir. *Et oui*, insiste-t-elle, *il faudrait collecter plus de fonds pour les approches traditionnelles de conservation. Mais développer également de nouveaux outils. »* Beth Shapiro comprend les réticences. *« Nous voulons tous faire quelque chose, mais nous sommes un peu paralysés par la prise de décisions. Par où commencer ? »* A Maurice en tout cas, l'équipe travaille déjà à identifier les endroits qu'il faudra nettoyer et débarrasser des espèces invasives pour créer un habitat sain avant l'éventuel retour des dodos.

C'est à Oxford, où elle a fait son doctorat, que Beth Shapiro a découvert le dodo, qui est devenu sa passion. *« C'était le premier animal sur lequel j'ai travaillé »*, dit-elle en montrant l'oiseau tatoué sur son avant-bras. Haut de 1 mètre, incapable de voler, le dodo n'a pas survécu à l'irruption des colons européens, au XVIIe siècle, avec rats, chiens et cochons. *« Je l'aime particulièrement parce qu'il est le symbole de l'extinction causée par les humains. »* Beth Shapiro pense que travailler à la désextinction du dodo permet d'envisager des progrès dans le renforcement de la résistance au paludisme aviaire par exemple. Les oiseaux, souligne-t-elle, sont les parents pauvres de la recherche. *« Ce sont des éléments très importants des écosystèmes, ils font partie des espèces les plus menacées de la planète, et, pourtant, nous sommes très en retard par rapport aux mammifères. Nous ne savons rien sur la manière d'introduire des modifications génétiques chez les oiseaux. »*

« Une crise d'extinction »

Née en Pennsylvanie, la chercheuse a grandi en Géorgie, où son rêve était de devenir journaliste dans l'audiovisuel. En première année d'université, elle était déjà directrice de l'information pour une radio locale et elle se levait à 4 heures du matin pour présenter le journal avant d'aller en cours. Un été, elle a été acceptée dans un voyage scientifique de deux mois à travers le pays. Elle a été fascinée par les *« cicatrices laissées dans le paysage par la période glaciaire »*. Elle a décidé de devenir journaliste scientifique. Surdouée, elle a obtenu une bourse universitaire, ce qui a permis à sa mère de poursuivre à son tour des études grâce au pécule mis de côté pour sa fille.

Beth Shapiro n'a jamais abandonné la communication, de conférences TED en ouvrages de vulgarisation, pour *« attirer l'attention sur le fait qu'il existe une crise d'extinction »*. Autrice en 2015 d'un livre au titre quelque peu vendeur, *How to Clone a Mammoth : The Science of De-Extinction* (« comment cloner un mammouth : la science de la désextinction »), elle fait mine de s'étonner que la presse lui demande sans cesse où en est l'animal, près de dix ans après la parution du manuel. Et quid de cet utérus géant sur lequel travaille toute une équipe de Colossal Biosciences pour accueillir le premier embryon de mammouth ? *« Il n'en est qu'à ses débuts*, répond-elle. *Lorsque nous aurons des développements passionnants à signaler, nous publierons évidemment des communiqués. »* ■

CORINE LESNES



ZOOLOGIE

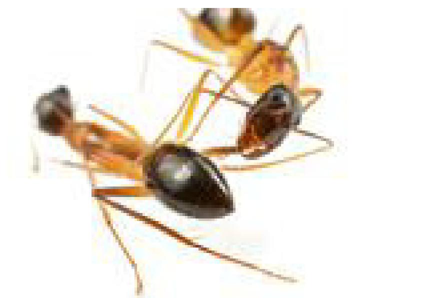
La fourmi, habile chirurgienne

La pandémie de Covid-19 a tué plus de vingt millions de personnes à travers le monde et désorganisé l'économie mondiale. Mais, pour le chercheur Erik Frank, le virus a eu une conséquence inattendue. Spécialiste du comportement sanitaire des fourmis, le jeune chercheur allemand, alors en postdoctorat à l'université de Lausanne (Suisse), ne pouvait plus se rendre en Côte d'Ivoire étudier son espèce de prédilection, la fourmi matabele. *« J'ai été forcé de m'adapter et j'ai changé mes questions pour pouvoir travailler sur les fourmis que nous avions à disposition au laboratoire, à Lausanne. »* Un changement de pied au résultat spectaculaire. Dans la revue *Current Biology* du 2 juillet, le biologiste de l'université de Würzburg (Allemagne) et ses collègues annoncent *« le premier cas d'une amputation médicale dans le règne animal »*.

La fourmi charpentière de Floride est donc la première à avoir décroché ce diplôme de chirurgie non humaine. Un insecte assez ordinaire, a priori. Ni très grand (1,5 centimètre) ni très coloré (brun), généraliste dans son alimentation et pas particulièrement agressif. Celui-ci présente toutefois une particularité : l'absence de glande métapleurale, l'organe qui, chez la plupart des espèces de fourmis, permet de produire des composés antimicrobiens. *« Alors comment traite-t-elle les plaies ? »*

Pour répondre à cette question, Erik Frank a demandé à son étudiant Dany Buffat d'observer le comportement de ces fourmis avec leurs congénères blessés. *« Quand il m'a dit qu'elles amputaient les jambes abîmées, je ne l'ai d'abord pas cru*, avoue-t-il. *Il m'a montré les vidéos. C'était indiscutable ! Et la façon dont les individus amputés semblaient coopérer, vraiment impressionnante. »*

Les chercheurs ont d'abord voulu savoir si la localisation de la plaie était importante. Ils ont donc eux-mêmes blessé des fourmis, certaines sur le fémur, les autres sur le tibia, et les ont rendues à leur colonie. Dans un cas comme dans l'autre, les congénères ont commencé par nettoyer la plaie avec leur salive. Mais elles ont ensuite amputé 76 % des premières dans les trois heures, sciant consciencieusement l'articulation du trochanter, à la base de la patte. Rien de tel pour les secondes, juste un nettoyage renforcé.


Une fourmi charpentière de Floride ampute une de ses congénères, blessée au fémur. BART ZIJLSTRA

Pourquoi une telle différence ? Les scientifiques ont comparé des fourmis blessées soumises à un agent infectieux, selon qu'elles étaient ou non amputées. Lorsque la plaie était située sur le fémur, 60 % des fourmis non traitées sont mortes. Celles amputées par les chercheurs ou par leurs congénères ont en revanche survécu à plus de 90 %. Rien de semblable avec les plaies au tibia : cette fois, ce sont les individus isolés après infection ou amputés au bout d'une heure qui ont péri en masse. A l'inverse, les fourmis infectées et soignées dans la colonie (sans amputation, donc) ont pour l'essentiel survécu.

Une nouvelle question est donc apparue. Pourquoi l'amputation s'avérait-elle efficace pour une blessure au fémur et pas pour une plaie au tibia ? Un examen par tomographie, réalisé au Japon, y a répondu : chez les fourmis, l'hémolymphe, autrement dit leur sang, est pompée par des muscles situés au niveau des fémurs. Les blessures subies à cet endroit ralentissent donc la circulation du sang, mais aussi des pathogènes. Elles laissent donc le temps d'amputer avec succès. *« Avec une blessure au tibia, le corps est infecté en moins de cinq minutes »*, dit Erik Frank.

Ces résultats ouvrent de nouvelles interrogations. Pourquoi les blessées se laissent-elles amputer ? Dans les colonies, y a-t-il des individus spécialisés dans les soins ? Chirurgie ou médecine antimicrobienne, comment l'évolution a-t-elle réparti les techniques de soins ? Avec déjà une bonne nouvelle : cette fois, il n'y aura pas besoin de pandémie pour s'attaquer à ces questions. ■

NATHANIEL HERZBERG